



Le défi allemand

« La question allemande reste ouverte tant que la porte de Brandebourg est fermée. » Cet aphorisme avait été formulé en 1984 par Richard von Weizsäcker, alors bourgmestre de Berlin-Ouest avant de devenir président de la République fédérale. Les deux brèches de cinq mètres qui ont été percées dans le mur, de part et d'autre de la célèbre porte, marquent une nouvelle étape du règlement de cette « question allemande » qui a joué un tel rôle dans le déroulement de la guerre froide. En dépit de l'accélération de l'histoire, qui provoque une sorte d'ivresse dans l'esprit des Allemands de l'Est comme de l'Ouest, on n'efface pourtant pas du jour au lendemain ce que quarante années de division ont installé de réflexes d'habitude, de confort même. Cela vaut aussi bien pour les Allemands eux-mêmes que pour leurs voisins et alliés.

Sur la principe, tout le monde est d'accord, ou à peu près : l'unité de la nation allemande se fera, parce que les Allemands le veulent. C'est ce que M. François Mitterrand a réaffirmé au cours de sa visite en RDA. C'est également la conviction des pays réunis au sein de l'OTAN et celle du président Bush. Les objections et les mises en garde formulées par Moscou rassurent plus à la tactique qu'à une opposition fondamentale : cette fameuse « carte allemande » ne sera pas jouée inconsidérément et sans de solides garanties par un Mikhail Gorbatchev soucieux de ménager des militaires dont le soutien lui est absolument nécessaire.

CERTAINS dirigeants politiques ouest-allemands, comme l'ancien chancelier Willy Brandt, tiennent à souligner que l'objectif à atteindre n'est pas la réunification : ce terme évoque par trop l'ordre ancien dont l'Europe et le monde ont eu à souffrir à deux reprises au cours de ce siècle. L'Allemagne, c'est un fait, effraie toujours : non plus par sa puissance militaire, mais par le risque de déséquilibre que crée sa supériorité économique sur le continent. L'union économique de monnaies de la RFA et de la RDA a toutes les chances de précéder l'union politique.

CETTE perspective constitue un défi pour une Communauté européenne qui a bien du mal à faire avancer le grand projet défini par Jacques Delors. Marché unique, union monétaire, banque centrale, tous ces éléments d'une construction encore instable doivent être rapidement mis en place si l'on veut préserver l'Allemagne de la tentation de définir seule son destin.

La conjoncture est favorable : l'immense majorité des Allemands et la quasi-totalité des dirigeants politiques sont convaincus que l'unité du pays ne peut se réaliser que dans le cadre d'une Europe plus unie, plus solidaire.

Les combats d'arrière-garde d'une Margaret Thatcher crispée sur des positions dépassées par le mouvement de l'histoire, sont de nature à favoriser, chez nos voisins allemands, une attitude de repli sur soi, sur ses richesses et sa conscience nationale retrouvée. C'est alors que l'on aurait de vraies raisons de craindre une Allemagne dont l'agressivité s'est toujours nourrie du culte de sa différence.

Lire nos informations page 6

M 0147 - 1223 0 - 4,50 F



3790147004500 12230

Cédant à la pression des manifestants à Bucarest et dans d'autres villes roumaines

Le président Ceausescu a abandonné le pouvoir

Un « Front de salut de la patrie », dirigé par M. Manescu, ancien ministre des affaires étrangères, est constitué

Le régime de Nicolae Ceausescu s'effondre sous la pression populaire. Vendredi matin 22 décembre, on indiquait de source diplomatique occidentale à Bucarest que le dirigeant roumain avait quitté le pouvoir. Selon d'autres sources, Nicolae Ceausescu était en fuite.

La radio roumaine aurait annoncé vendredi matin 22 décembre que l'état d'urgence avait été proclamé sur l'ensemble du territoire de la Roumanie. Au même moment, l'agence est-allemande ADN citait la télévision de Bucarest annonçant que le ministre roumain de la défense, le général Vasile Milea, s'était suicidé après avoir été accusé d'avoir agi « en traître » et diffusé de fausses informations.

Les correspondants à Bucarest de plusieurs agences de presse des pays socialistes, dont l'agence soviétique Tass, indiquaient par ailleurs que des forces de sécurité avaient de nouveau ouvert le feu vendredi matin sur des manifestants qui se dirigeaient vers le centre de Bucarest.

La situation est de plus en plus confuse au pays du « conducteur », où paraît maintenant régner un climat quasi insurrectionnel. Un diplomate occidental en poste à Bucarest a affirmé que certaines unités de l'armée chargées de maintenir l'ordre se retiraient, et que certains membres des forces de sécurité déposaient leurs armes. « Cela ressemble à la fin du régime », a-t-il ajouté.

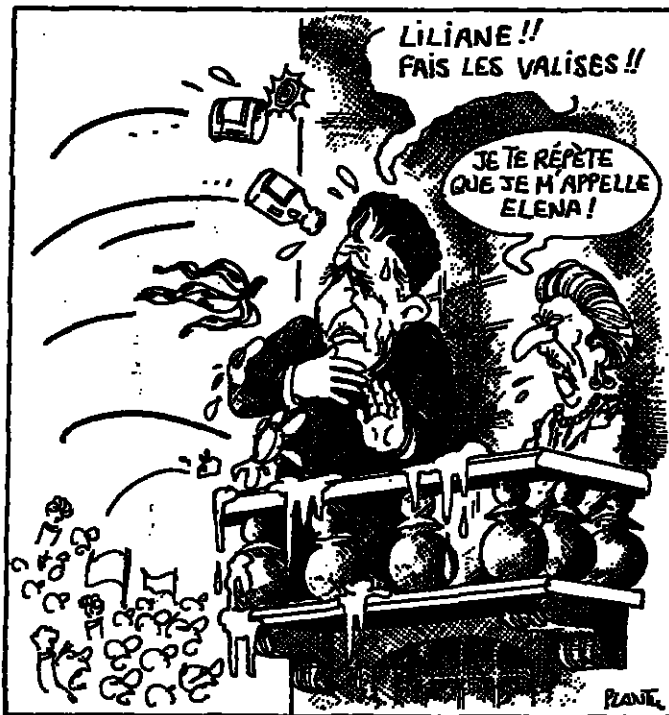
Des scènes de fraternisation entre manifestants et militaires sont, d'autre part, rapportées par le correspondant à Bucarest de l'agence bulgare BTA, qui décrit une population en liesse montant sur les camions militaires et les chars. Enfin, le mot d'ordre de grève générale lancé dans la nuit par les étudiants paraissait très largement suivi, non seulement

dans la capitale, mais également dans les principales villes de province.

Le pouvoir de M. Ceausescu avait déjà été sérieusement ébranlé au cours des émeutes de la journée de jeudi, qui avaient éclaté au moment même où il prononçait un discours, soudain interrompu par des huées.

Les forces de sécurité avaient alors très violemment réagi, tirant sur les manifestants et en écrasant plusieurs sous les roues des blindés. Selon des sources concordantes, le nombre des morts s'est chiffré par dizaines.

A Timisoara, où les incidents ont éclaté le week-end dernier, les manifestants ont pratiquement pris le contrôle de la ville, d'où l'armée s'est retirée. Un Comité pour la démocratie socialiste a été formé, qui exige le départ immédiat de M. Ceausescu.



Lire

■ La manifestation du 21 décembre. ■ La fermeture de la frontière hungaro-roumaine. ■ Les réactions internationales. ■ La « préoccupation » des députés soviétiques... pages 4 et 5

Le vague à l'âme des parlementaires

Estimant leurs pouvoirs de plus en plus grignotés, députés et sénateurs s'inquiètent du déclin de l'exécutif et du mépris de l'opinion

La session d'automne qui s'achève a été celle d'un malaise grandissant et persistant du Parlement. L'anti-parlementarisme se porte bien en France, constate amèrement députés et sénateurs. Certains ne craignent pas d'agiter dans l'hémicycle le spectre de février 1934 quand les ligues se promettaient de jeter « les députés à la Seine ». Même au Sénat, les épaisses moquettes semblent soudain impuissantes à amortir l'écho du doute : quelle image donnons-nous ; à quoi servons-nous ?

La réflexion tragi-comique d'Alain Poper à la présidence du Sénat, les allées et venues du

mistigri de l'amitié des défilés liés aux campagnes électorales, l'absentéisme parlementaire, les séances peu dignes du mercredi après-midi à l'Assemblée ont contribué à alourdir un climat de méfiance vis-à-vis de la classe politique en général, et du Parlement en particulier. De ce point de vue, l'élection de M^{me} Marie-France Stirbois (FN) à Dreux a retenti, à droite comme à gauche, comme un avertissement cuisant.

Aussi, des sénateurs, toutes tendances confondues, se sont mis au travail ensemble pour tenter de redonner du tonus à

leur maison et à leurs débats. A l'Assemblée nationale, des groupes de travail sur l'Europe ou sur l'immigration se sont constitués. Mais ce sursaut est encore invisible pour l'opinion publique, qui reste marquée par les images de l'hémicycle aux trois quarts vides, ou bien par celle d'un député - M. de Villiers - se contentant peu dignement des grilles de l'annexe de l'Assemblée après une séance fourrée avec la police devant le Quai d'Orsay, à la suite d'une manifestation.

PIERRE SERVENT

Lire la suite page 7

L'épreuve de force au Panama

Les Américains font face à une résistance imprévue

page 3

La relance du dialogue euro-arabe

La conférence de Paris a surtout une portée symbolique

page 6

Fin de la grève des NMPP

Un accord de modernisation a été signé entre la direction des Nouvelles Messageries de la presse parisienne et le Syndicat du Livre

page 11 - section B

La saison des opéras italiens

Vépres et matins siciliennes

page 9 - section B

AFFAIRES

- Le géant de l'économie indienne
- Le défi du nouvel aéroport d'Osaka

pages 27 à 30 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34 - section C

Ariane, « Vas-y ma belle... »

Il y a dix ans, le premier vol de la fusée européenne faisait taire tous les sceptiques et mettait l'Europe sur orbite

« Allez, vas-y Gaston ! A toi. » Bien que tendu par l'émotion, Gaston a basculé d'une main ferme les contacts, établi les connexions dans les circuits, et trompé une fraction de seconde l'ordinateur de bord. Pendant un instant, il a pris le pas sur la machine, un peu comme l'astronaute de 2001, l'Odyssée de l'espace lorsqu'il déconnecte l'ordinateur fou de son vaisseau. Et puis il a rendu la main à l'informatique pour que s'écrive en Guyane un nouveau conte de Noël.

C'était il y a dix ans : le 24 décembre 1979. Depuis des mois, les promoteurs de la fusée européenne Ariane attendaient son premier vol. Depuis des mois ils avaient à cœur d'effacer le goût amer des précédents pro-

grammes de fusées européennes marqués par d'innombrables séries d'échecs. Une première date de tir avait été fixée au 8 décembre 1979 pour la mise à feu du nouveau lanceur européen. Mais différents petits problèmes obligèrent les responsables à reporter le lancement au 15 décembre. Ariane, en grande vedette qu'elle n'était pas encore, se fit donc désirer. Et comme si cette attente n'était pas suffisante, elle fit mieux encore pour ménager sans doute le suspense.

Après un compte à rebours parfait, l'Europe put assister en direct à la télévision à l'allumage des quatre moteurs du premier étage et aussi... à leur extinction presque simultanée. Décollage avorté. Consternation ! Les vieux

démons de l'Europe spatiale reprenaient-ils le dessus. Une enquête rapide montra que le lanceur s'était « mis en sécurité » en raison d'une surpression dans un circuit moteur. La situation était ennuyeuse, mais elle n'était pas encore catastrophique. Au point que l'on envisagea tout aussitôt une nouvelle mise à feu pour le 23 décembre.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Lire la suite page 12 - section B

SANS VISA

Accueil-test au Pakistan

- La Laponie à moteur
- La table ● Les jeux

pages 15 à 18 - section B

Le Rouge et le Noir

500 QUESTIONS DE MOÏSE A TINTIN

Le jeu des amoureux de la littérature

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,20 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 60 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 S.

DÉBATS

Religion

L'enfant Jésus de Prague

par Henri Madelin

VOICI revenu le temps de Noël, ce temps où la lumière brille dans les ténèbres, ce moment où l'hiver est déjà vaincu par la poussée du printemps qui s'annonce dans l'obscurité.

Noël, c'est une naissance pour nous ; c'est un « ailleurs » qui nous fait signe. Puisqu'il s'agit d'un enfant qui vient au monde, c'est le monde qui change, qui se vit autrement. La nouveauté qui survient se lit sur le visage du nouveau-né et elle danse dans les yeux de ceux qui le regardent. C'est comme au premier matin de la Création : Dieu dit : « Que la lumière soit ! », et la lumière fut.

Ce même Dieu est tout près de nous si nous croyons qu'il est aussi celui qui brille au fond de nos cœurs et parle au plus intime de la conscience qui s'interroge.

Lumière primordiale qui triomphe des ténèbres menaçantes, clarté intérieure qui chasse les doutes et les incertitudes, présence souveraine d'un enfant qui apparaît au milieu des calculs et des ruses sur la terre des hommes.

« Pour que fût un commencement, un homme a été créé, avant que nul autre ne fût. » Représentent cette formule de saint Augustin, Hannah Arendt ne craint pas de dire que ce commencement de l'homme n'est pas autre chose que le commencement du monde. Ce n'est pas le début de quelque chose, mais de quelqu'un. Avec l'homme est venue au jour une nouveauté radicale.

Voici que vient « la plénitude des temps ». Après la longue traversée des temps anciens, c'est Dieu lui-même qui se rend visible : Dieu devenu enfant, Dieu fait homme. S'interrogeant sur cette longue suite de générations, Teilhard de Chardin y voit

une patiente préparation du rassemblement christique : « Les prodigieuses durées qui précèdent le premier Noël ne sont pas vides du Christ, mais pénétrées de son influx puissant. C'est l'agitation de sa conception qui ramène les masses cosmiques et dirige les premiers courants de la biosphère. C'est la préparation de son enfantement qui accélère les progrès de l'instinct et l'éclat de la pensée sur terre. »

Lumière à nouveau traversant les nuits pour relever l'incroyable, la dignité de l'homme, Jérusalem, Athènes et Rome avaient déjà goûté à la liberté. Mais le Christ la prend en charge pour que nous gardions le souffle de cette liberté donnée à l'origine. Homme pour tous, homme pour les autres, homme qui vient briser la haine qui divise les hommes : « Par son incarnation, le fils de Dieu s'est en quelque sorte uni lui-même à tout homme. » Dieu avec des mains d'homme, une intelligence d'homme, un cœur d'homme, selon l'enseignement du dernier concile (Gaudium et spes, n° 22).

Les idées du mensonge

A Noël, cet homme a le visage mystérieux d'un enfant. Un petit sans défense et livré à la tendresse des autres. Devant lui, comme devant d'autres, les cuirasses les plus épaisses, les violences les plus insensées, les arrogances les plus folles prennent soudain un air vieillot. La vérité éclate quand le nouveau-né paraît.

Devant l'enfant de Noël, cette année encore, en tout pays du monde et en toute condition, les pauvres ont des chances de trouver la force pour se mettre en travers du mépris ou des

habiletés des puissants. Cet enfant est donné pour tous. Il indique les sources non polluées qui permettent aux hommes d'aujourd'hui de vivre dans leur diversité. Il est pour les gens de l'Ouest.

Eux ont à apprendre qu'il convient sans cesse de découvrir la qualité, la beauté, le secret derrière les chantages du quantitatif, les amours des comportements stéréotypés, les cohortes de voyeurs et de marchands. Car ces hommes redoutent les originalités et les insouciances bien ancrées. Dans la nuit de Noël, le silence était habité par de singulières présences, et l'empire déjà suivait son cours avec César Auguste aux commandes et les bureaucrates en charge de la comptabilité démographique.

Quant aux gens de l'Est, ils respirent en ce moment l'atmosphère de Noël. N'ont-ils pas, par leur courage simple et leur refus des idéologies trompeuses, détrôné les idoles du mensonge et de la prévarication ? N'ont-ils pas infligé de cruels démentis à tous les savants trop sûrs de leurs calculs ? N'ont-ils pas déjoué les pronostics d'une science qui parlait d'un futur « nécessaire », « inéluctable », « inévitable », en faisant les beaux jours de quelques gazettes ?

Des hommes, au-delà de l'Elbe, ont été des passeurs. Ils s'occupaient des intérêts publics à l'heure où chacun croyait qu'il était bon de chaque comme tout le monde à ses affaires privées. Ils luttaient contre l'indifférence, cette laque cachée qui ronge les sociétés de l'Est et de l'Ouest. L'ordre impérial régnait, mais des consciences restaient vigilantes : une lumière brillait dans la nuit que seuls de simples « bergers » étaient capables de décrypter avec émerveillement.

Havel déclare à la foule pragoise massée sur la place Wenceslas que la révolution tranquille « est née de la révolte contre la violence, le secret, l'intrigue, la magie, les privilèges et les persécution ». Il demande qu'aujourd'hui « la vérité et l'amour l'emportent sur le mensonge et la haine ».

Cette Bonne Nouvelle n'est pas loin de celle qu'apporte « d'en haut » l'Enfant Jésus de Prague. Les vrais vainqueurs ne sont-ils pas ceux qui n'abdiquent pas, qui ne plient pas les genoux devant les fausses idoles, qui ne désespèrent jamais de cet « homme qui passe infiniment l'homme » ?

Le chemin parcouru à l'Ouest et à l'Est depuis quelques décennies oblige à pousser quelques croyances cosmétiques au cimetière des illusions. La chrétienté, dès lors, n'est plus vouée à apparaître comme l'incarnation de ce doux rêveur aux mains pures et aux ailes candides, tourné vers un au-delà chimérique qui le dispenserait de participer aux tâches communes. Au contraire, il se pourrait qu'aujourd'hui la foi au Christ de Noël soit un chemin privilégié pour habiter intensément le monde des hommes, affronter en profondeur la dure réalité des choses, transformer des échecs et des espoirs au nom d'une Espérance.

Angelus Silesius, ce mystique et poète venu des profondeurs de l'Europe centrale, voulait déjà être un veilleur de l'âme en face du mystère de Noël. Ne disait-il pas : « C'est en toi que Dieu doit naître. Que Christ naisse mille fois à Bethléem, et non en toi, tu restes perdu pour jamais » ?

► Henri Madelin, jésuite, est directeur du Centre Sèvres, à Paris, et maître de conférences à l'Institut d'études politiques.

Le Mur et les autres

par Jean-François Six

CE jeune couple s'était payé le voyage à Berlin : on les interroge devant une brèche du Mur : « Nous sommes venus voir l'Histoire », disent-ils. L'Histoire n'est pas toujours ce qu'on voit. De même que le psychanalyste recherche le discours qui est sous le discours, n'avons-nous pas à nous demander ce qui est au-delà du visible, au-delà d'une brèche dans un mur ? A travers cet événement-symbole, cette prise du Mur comme jadis la prise de la Bastille, par le fait d'un peuple et de la liberté, n'avons-nous pas à scruter ce qui se désire « au-delà » ? Et le faire, puisque se termine la décennie 80, au vu de l'ultime décennie du deuxième millénaire ? Qu'allons-nous découvrir ?

Ce n'était pas à Berlin seulement qu'il y avait un Mur. La décennie 80 s'est tout particulièrement spécialisée en la construction de multiples Murs. D'aucuns pensent aussitôt l'inverse, et que se soit mis en place, en cette décennie, d'extraordinaires réseaux de communication, des TGV, des minitel, faisant sauter toutes les frontières et toute ligne de démarcation. C'est vrai. Mais qu'y a-t-il en même temps que l'essor de ces passe-muraille ? L'explosion et l'immense contagion d'un mal planétaire qui s'empare à pétrifier sur place chaque personne, chaque peuple.

On a beaucoup parlé, depuis dix ans, soit de l'individu quand on portait un regard de sociologue, soit de l'individualisme et c'est alors un regard de moraliste ; le premier constatant, le second déplorant cette situation où ce « chacun pour soi » qui semble être une marque essentielle de notre époque. Il faut d'abord admettre le fait : en même temps que s'est développée une internationale des droits de l'homme, le monde s'est quadrillé en juxtapositions d'individus ou de groupes qui se sentent réfugiés derrière leurs murs. Ce n'est plus seulement l'Angleterre, et avec elle M^{me} Thatcher, qui est une île, mais toutes sortes d'institutions qui, depuis dix ans, se sont corporalisées en îles ; ce mal créé par la peur de l'autre, la panique devant l'autre, il faut bien l'appeler par son nom : l'isolatisme.

La tâche essentielle à laquelle sont appelés les êtres humains de la

dernière décennie d'avant l'an 2000 semble bien être celle qui consistera à se « désolier ». Tâche qui ne peut pas ne pas être soumise des religions, lesquelles ont toutes tendances à vouloir de leurs fidèles qu'ils s'enferment dans des conduites et des pratiques intégrales. Tâche qui ne peut pas ne pas être requise des politiques, lesquelles, faute parfois d'élan et d'idées, se dispersent en une mosaïque de courants et de petites idéologies. Tâche qui ne peut pas être présentée à chaque citoyen qui, au lieu de la tentative de se confiner frileusement à l'abri derrière les murs de la chapelle ou du monument auquel il se réfère, doit apprendre à s'avancer à visage découvert, en personne libre qui ne se cache pas derrière un mur mais qui aime chercher en conscience sa part de vérité et qui a le courage de sa conviction.

Un certain silence

Un certain abandon de souveraineté doit donc être demandé à toutes les nations pour faire surgir notre planète ; un certain silence doit être demandé aux religions qui montreront ainsi leur respect pour les autres, ceux qui ont d'autres convictions que la leur ; une certaine auto-restriction de revendication doit être demandée aux idéologies qui voudraient s'afficher et s'imposer à tout propos ; un certain apprentissage de la mesure, cette pondération qui consiste à ne pas vouloir tout exiger, le beurre et l'argent du beurre ou les appropriations illimitées, cet apprentissage n'a-t-il pas à être mis en œuvre par chacun de nous ?

Arrivé à ce point d'acquisition et d'étonnantes réalisations, l'être humain n'a-t-il pas aujourd'hui, plutôt que de vouloir s'exercer continuellement de sa puissance, n'a-t-il pas à rechercher cette joie qui consiste à savoir limiter ses armements, à savoir établir des plages et des espaces vers lesquels à tous, sans murs de séparation, à savoir gérer la réciprocité, les droits et les devoirs à la fois de tous et de chacun ? Nul ne peut plus être une île.

► Jean-François Six est président de l'association Droits de l'homme et solidarité (DHS).

Un prêtre au Panthéon

par Pierre Pierrard

LE mardi 12 décembre 1989, j'ai eu l'immense joie d'assister, au Panthéon, à l'arrivée du corps de l'abbé Henri Grégoire, transféré du cimetière Montparnasse, où il reposait depuis le 31 mai 1831.

J'avais été invité à un double titre : comme président de l'Amitié judéo-chrétienne de France, une association qui peut bien considérer qu'Henri Grégoire, l'émancipateur des juifs, fut un lointain inspirateur ; comme historien aussi, puisque, depuis dix-huit mois, je m'efforce de débarrasser cette haute figure de prêtre et de citoyen de la patine et des injures du temps : un situant en cela dans le sillage de Bernard Plongeron, probe historien qui est tout, excepté un « panégyriste », et dont j'aurais tant voulu que ce 12 décembre, aboutissement de vingt années de travaux et d'efforts, fût « son » jour.

Henri Grégoire est le premier prêtre à entrer au Panthéon. Et cependant les prêtres ne l'ont pas accompagné. Il aurait été le dernier à s'en étonner lui qui, jusque dans son agonie, put mesurer ce qu'ont d'indétrimentables les petites et la rancune ecclésiastiques. Mais, de même qu'en 1831 des milliers d'étudiants et d'ouvriers, étrangers à l'Eglise, accompagnèrent son corps jusqu'au cimetière ; de même, ce 12 décembre 1989, Henri Grégoire fut entouré d'une foule comme il le méritait : une foule où ses concitoyens de Lorraine — son pays natal — et du Loiret-Cher — le département dont il fut l'évêque — côtoyaient des diplomates et des intellectuels, des croyants et des non-croyants, des juifs reconnaissants et des Noirs en pleurs.

Dans la crypte du Panthéon, de ce monument admirable qui est

beaucoup mieux qu'une « église désaffectée » : un des hauts lieux de l'histoire humaine par la valeur de ceux qu'elle abrite, Henri Grégoire, qui fut l'ennemi de tous les despotismes, sera en excellente compagnie.

S'il ne risque pas d'y rencontrer Marat, expulsé de ces lieux dès septembre 1795, il y trouvera, outre les conventionnels Jean-Antoine-Nicolas de Condorcet et Gaspard Monge, qui furent à la fois de grands serviteurs de la science fondamentale et deux des plus hautes consciences de la Révolution : Voltaire le déiste, qui combattit toutes les oppressions, la torture, les tribunaux iniques, l'inégalité des charges ; Victor Schoelcher l'agostique, qui, en 1848, remit ses pas dans les pas de Grégoire pour obtenir la définitive suppression de l'esclavage colonial ; le panthéiste Victor Hugo, qui accepta vingt années d'exil parce qu'il ne voulait pas cautionner un coup d'Etat immoral ; Emile Zola l'anticlérical, qui risqua sa vie et sa carrière à défendre la cause d'un obscur capitaine injustement condamné ; le socialiste Jean Jaurès, qui crut ingénuement pouvoir jeter son corps, bien sûr fracassé, au travers de la route qu'allaient emprunter des millions de jeunes hommes votés à la mort par une Europe dite chrétienne ; l'Africain Félix Eboué, à qui Grégoire poura rappeler que, dès 1790, il avait annoncé que, « un jour, des députés de couleur franchiraient l'océan pour venir siéger à la Diète nationale » ; le radical Jean Moulin, qui préféra mourir plutôt que de livrer à l'ennemi les secrets les plus lourds du monde...

► Pierre Pierrard, historien, est l'auteur de *L'Eglise et la Révolution*. (Nouvelle Côté, 1988).

BIBLIOGRAPHIE

« Le Rêve de Compostelle », par un groupe de théologiens et de sociologues français

L'utopie européenne de Jean-Paul II

FAUX ou vrai procès ? Est-il une société pluraliste, dont le concile avait été le prélude, et le rejet intransigent d'un Occident qui aurait perdu son âme en libérant la raison.

Pour ce pape, les crises européennes — décolonisation de la société, effondrement des valeurs et de la morale, envahissement d'une technique sans repères ni éthique — sont d'abord des crises chrétiennes. En s'émancipant d'une tutelle divine qui avait fait son unité, le Vieux Continent est devenu la proie de toutes les divisions et des pires aberrations, dont la plus paroxystique fut l'holocauste et Auschwitz le symbole.

modernité, entre le dialogue avec une société pluraliste, dont le concile avait été le prélude, et le rejet intransigent d'un Occident qui aurait perdu son âme en libérant la raison.

Pour ce pape, les crises européennes — décolonisation de la société, effondrement des valeurs et de la morale, envahissement d'une technique sans repères ni éthique — sont d'abord des crises chrétiennes. En s'émancipant d'une tutelle divine qui avait fait son unité, le Vieux Continent est devenu la proie de toutes les divisions et des pires aberrations, dont la plus paroxystique fut l'holocauste et Auschwitz le symbole.

Divorce avec la société moderne

Pour ce Polonais, le lien entre religion, culture et nation est indissoluble. C'est la croix qui a fait l'histoire et la cohésion de l'Europe. Les racines de la culture européenne sont des racines chrétiennes, comme le montre le rayonnement d'un Benoît à l'Occident, d'un Cyrille ou d'un Méthode dans les pays slaves. Le pape en fait les saints patrons de l'Europe. Partout où il va et là où il ne peut aller — comme à Kiev en 1988 pour le millénaire du baptême de Vladimir — il insiste sur la fidélité des peuples d'Europe à leur commune origine chrétienne.

Entend-il pour autant « fonder, comme dit Paul Ladrière, l'unité européenne du troisième millénaire sur l'unité chrétienne du premier millénaire » ? Oui, pensent ses procureurs. Les discours moraux, les actes symboliques, mais aussi certaines formes du gouvernement de l'Eglise, le choix des hommes aux sièges épiscopaux, le soutien à des associations et à une presse qui priment une nouvelle vigueur de l'affirmation catholique : tout serait mis au service de ce projet de « nouvelle évangélisation » du Vieux Continent.

Mais celle-ci ressemble fort à un bond en arrière dans l'histoire, dans le culte des premiers martyrs, le modèle des saints, le retour aux pèlerinages, et qui au Moyen Age transportaient toute l'Europe, celle des gneux comme celle des rois, sur la route de Saint-Jacques à Compostelle. Sans doute, le rappel de cet héritage chrétien commun à l'est et à l'ouest du Vieux Continent n'est-il pas étranger aux événements actuels dans les pays socialistes. Il a contribué à l'éclaircissement de la conscience historique de l'Europe. C'est une dimension très actuelle à laquelle on ne rend pas justice.

Mais, plus profondément, n'est-ce pas un divorce avec la société moderne qui est proposé ? Identifier l'Evangile avec le passé idéalisé du christianisme en Europe est un langage irrecevable par beau-

coup dans les continents colonisés, évangélisés par la croix et par l'épée, mais ici même. Si la sécularisation est pour le pape le début de la gangrène, pour d'autres, au contraire, la fin du système d'emprise de l'Eglise catholique a été le début d'une libération et d'une prise en compte des droits de l'homme qui avaient été, jusqu'à il y a peu, constamment niés.

Le fond du malentendu est là. Quand il est à Paris, un Lech Wałęsa déplore l'affaiblissement spirituel de l'Occident. Quand il est à Varsovie, c'est vers le même Occident qu'il tourne la tête. Le tableau du déclin moral de l'Europe et du monde moderne qui fonde tout le discours — ou l'utopie — sur la « nouvelle évangélisation » est contredit par la formidable ruée vers l'Ouest des peuples de l'Est, qui n'ignorent plus de quel côté se trouvent la démocratie, le pluralisme et la liberté.

HENRI TINCO

(1) *Le Rêve de Compostelle : vers la restauration d'une Europe chrétienne ?*, ouvrage collectif écrit sous la direction de René Lemaire et en hommage au Père Marie-Dominique Chenu. Les principaux collaborateurs sont Paul Blanchard, Paul Ladrière, Bernard Quéquien, Jean Delumeau, Louis de Vaucelles. Le Centurion, 366 p., 140 F.

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU ! Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

Le Monde sur MINITEL 3617 tapez ALLOLM

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Faivet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sauts
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPA 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

PANAMA : tandis que le bilan des pertes s'alourdit

Les forces américaines font face à une résistance inattendue

Est-ce déjà l'enlèvement ? Dans un climat d'anarchie et de pillage, les troupes américaines qui ont entamé, jeudi 21 décembre, l'occupation de la ville de Panama se heurtent encore à la résistance inattendue d'éléments isolés des Forces de défense panaméennes (FDP) et des miliciens des « bataillons de la dignité », fidèles au général Manuel Antonio Noriega.

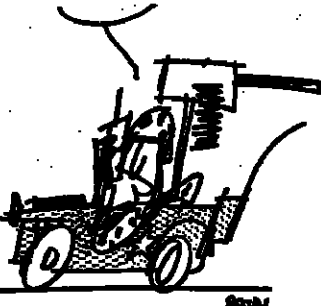
L'ancien « homme fort » du Panama — dont la tête a été mise à prix à un million de dollars par Washington — court toujours, non sans avoir lancé un dernier appel radio (impossible à localiser) pour appeler à la lutte. Et depuis les rumeurs les plus incontrôlables circulent à son sujet. En faisant irruption dans une de ses résidences sur la côte, un groupe de soldats américains l'ont « raté de peu », trouvant sur place des « cigarettes fumées et des sacs de farine ». D'autres témoignent affirmant l'avoir vu se diriger à la tête d'un commando armé en direction de San José du Costa Rica ; d'autres encore croient savoir qu'il s'est enfui en Colombie, au Mexique ou en République dominicaine. Selon la télévision israélienne, qui se base sur ses propres sources, le général panaméen

et son proche conseiller, l'Israélien Miko Harari (un ancien du Mossad, les services secrets israéliens), se cacheraient dans l'île de Contadora dans le golfe de Panama. Mais comment savoir ?

Une autre rumeur, persistante celle-là, ne faisait-elle pas état de la présence de M. Noriega dans les locaux de l'ambassade du Nicaragua ou même dans ceux de l'ambassade de Cuba, toutes deux cernées par les troupes américaines ? Ce qui devait déclencher dans la soirée de jeudi une « mini-guerre des ambassades », le président nicaraguayen, Daniel Ortega ayant immédiatement demandé à six blindés de l'armée sandiniste de prendre position autour de l'ambassade américaine à Managua pour « prévenir d'éventuelles altérations ». Blindés qui devaient être quelques heures plus tard.

En attendant, au cours de cette journée de jeudi considérée comme « cruciale » par l'état-major américain, certains buts ont été atteints : d'abord, le canal interocéanique de Panama fermé mercredi au trafic a pu être rouvert, au moins partiellement ; ensuite, les troupes qui contrôlent le pont commandant l'accès à la ville tiennent aussi les abords du palais de l'Assemblée législative où Guillermo Endara, vainqueur des élections de mai dernier à Panama qui avaient été invalidées par le général Noriega, est

MISSION ACCOMPLIE. NORIEGA S'EST ENFUI SANS LE CANAL !



considéré comme le président « légitime » du pays par Washington, a lancé un appel aux forces armées panaméennes pour qu'elles manifestent leur « loyauté ».

Annouçant au cours d'une conférence de presse qu'il « assumait les pouvoirs de la présidence », celui qui fut le chef de l'opposition anti-Noriega, a décidé d'instaurer un couvre-feu d'une durée « illimitée » entre minuit et six heures du matin, pour aider à rétablir le calme en ville.

Car outre les combats et les tirs sporadiques, la ville est surtout la proie des pillards, notamment dans le quartier populaire de San Miguelito. Comme nous l'a expli-

qué au téléphone un diplomate occidental en poste à Panama : « Apparaissant les forces armées panaméennes assuraient le maintien de l'ordre, une tâche que n'assurent évidemment pas pour l'instant les soldats américains. En ville, c'est l'anarchie la plus totale : pillage, règlements de comptes, rançons, prises d'otages, les armes circulent partout, d'une rue à l'autre on ne sait pas qui contrôle, y compris d'anciens détenus de droits communs ! Dans ces conditions presque aucune information n'est vérifiable, aucun bilan fiable... »

Pour tenter d'arrêter le vague de pillages, particulièrement aux abords de Noél, les troupes américaines ont déployé, jeudi matin, des auto-mitrailleuses sur les principales artères de la capitale, tandis qu'une prime de cent cinquante dollars était offerte à qui remettrait spontanément son arme.

Par ailleurs, le Pentagone a en beau déclarer jeudi matin que « toutes résistances organisées ont cessé », force lui a été de reconnaître que de multiples « poches de résistance subsistent ». Et un accrochage très sérieux s'est déroulé l'après-midi même sur l'avenue Argentina dans le centre de la capitale, où des « bataillons de la dignité » se sont heurtés à des patrouilles américaines. D'autres combats avaient repris dans le

quartier de San Miguelito, mais la situation était plus confuse encore dans le reste du Panama.

A Chitre, la quatrième ville du pays, à 250 kilomètres à l'ouest de la capitale, un officier des FDP a déclaré à l'Agence France Presse : « Nous sommes avec le général Noriega jusqu'à la dernière cartouche. Nous allons résister. » De leur côté les troupes loyales au général Noriega ont abandonné les positions qu'elles tenaient à Paso Canoas, à la frontière avec le Costa Rica pour se replier en territoire panaméen, selon des témoins, afin de bloquer une éventuelle avancée américaine sur la route panaméricaine.

Un journaliste tué

Le lieutenant-colonel Aquilino Sicrio, haut responsable de l'armée panaméenne et beau-frère de M. Noriega, ainsi que plusieurs officiers des FDP se sont rendus, mais les troupes américaines n'ont pour l'instant capturé que mille cinq cents militaires panaméens sur un effectif total évalué à dix mille et les stratèges américains craignent que beaucoup ne se soient fondus dans la population civile ou s'aient pris la fuite pour organiser dans la région occidentale du pays, plus propice, une future guérilla.

Dans la confusion générale, il semble que des soldats américains se soient rendus coupables d'une « bavure » particulièrement meurtrière lors de l'opération de « nettoyage » lancée jeudi matin contre l'hôtel Marriott dans le centre de Panama. Les forces américaines ont donné l'assaut alors que le bâtiment avait déjà été abandonné par les partisans du général Noriega, qui l'avaient investi la veille. C'est alors, selon la version rapportée par une rédactrice du journal *El País* qui se trouvait sur place, que des soldats américains « présentant des signes d'une extrême nervosité » ont tiré sur un groupe de journalistes qui se retiraient, n'ayant pas eu l'autorisation d'entrer dans l'hôtel.

Au cours de l'incident, le photographe espagnol Juan Antonio Rodriguez, d'*El País*, a été tué, un photographe de Reuter blessé ainsi que le photographe français de l'agence Sygma, Patrick Chavel, qui a été grièvement touché par une balle dans l'abdomen.

Enfin les responsables américains sont toujours sans nouvelles des civils disparus ou pris en otage, dont le nombre n'a pu être établi avec certitude. Parmi ces derniers figurent un producteur de la chaîne de télévision américaine CBS, ainsi que onze scientifiques et techniciens — dont cinq Américains — de l'Institut Smithsonian de Washington qui travaillaient au Panama.

M.-C. D.

Manifestations et protestations dans le monde

Manifestations anti-américaines et protestations se sont multipliées jeudi dans le monde, tandis que l'URSS et les Etats-Unis se livraient aux Nations unies à une rude bataille de procédure pour savoir quel sera le diplomate panaméen autorisé à prendre la parole devant le Conseil de sécurité qui, à la demande du Nicaragua, débat de l'intervention américaine au Panama.

Il s'agit de savoir qui du représentant approuvé par le général Noriega, M. Miria Bellavie ou de celui désigné par le nouveau président panaméen Guillermo Endara, M. Eduardo Vallarino, sera invité dans la salle du Conseil. L'ambassadeur soviétique à l'ONU, M. Alexander Belonogov, a estimé que l'on devait entendre le premier quel que soient les appréciations que l'on puisse avoir au sujet du général Noriega ; l'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, considère, lui, que ce ne peut être que M. Vallarino, même s'il représente un gouvernement que seuls les Etats-Unis reconnaissent pour le moment.

Jeudi après-midi, le Conseil avait poursuivi le débat sur le fond et entendu plusieurs pays, qui se sont tous prononcés contre l'intervention militaire américaine. Seul le Salvador l'a approuvée. Mercredi, l'URSS, la Chine et le Nicaragua l'avaient également condamnée. La Grande-Bretagne l'avait approuvée, la France « regrettée » et le Canada « comprise ».

Le président cubain Fidel Castro a dénoncé jeudi « la brutale agres-

sion dont font l'objet le peuple et le gouvernement panaméen de la part du gouvernement américain », dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar. L'intervention américaine a pour but d'imposer « un régime fasciste qui se prépare à l'occupation continue du canal de Panama ». Cuba a également protesté contre la présence de troupes américaines autour de son ambassade à Panama.

Des manifestations se sont déroulées jeudi près de plusieurs ambassades des Etats-Unis dans le monde, notamment en Amérique latine.

A Mexico, près de trois mille manifestants ont jeté des pierres, des bouteilles et des déchets contre la façade de l'ambassade américaine aux cris d'« Assassins, assassins » ou de « Yankees hors du Panama ». La coalition des partis de gauche péruviens Izquierda Unida (IU, marxiste) avait organisé jeudi après-midi une manifestation dans le centre de Lima à laquelle ont assisté près d'un millier de personnes pour condamner la suspension des relations diplomatiques avec les Etats-Unis.

A Asuncion, au Paraguay, une centaine de jeunes gens ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis et brûlé des drapeaux américains. A La Paz, en Bolivie, un attentat à la dynamite a été commis par un groupe terroriste contre l'ambassade des Etats-Unis, par « solidarité avec le peuple panaméen ».

M. Bush se dit « frustré » de voir le général Noriega lui échapper

Les lendemains déchantent déjà. Jeudi, au deuxième jour de l'intervention des troupes américaines à Panama, les inconvénients de l'opération ont commencé à apparaître, tandis que le bilan des victimes s'alourdissait, et que l'on craignait que les soldats américains ne soient appelés à rester longtemps sur place, ne serait-ce que pour assurer l'ordre.

WASHINGTON

de notre correspondant

Certes, presque personne ne songe à reprocher au président Bush sa décision d'intervenir, et les principaux quotidiens — *New York Times*, *Washington Post*, *Wall Street Journal* — ont publié des éditoriaux approuvant nettement l'opération. De leur côté, les porte-parole de l'administration et du Pentagone dressent un bilan satisfaisant des événements, soulignant que toute résistance organisée a cessé, que les forces de défense panaméennes (l'armée) ont été réduites, et que les autorités civiles commencent à se mettre en place.

Jeudi, M. Guillermo Endara, le nouveau président installé dans ses fonctions par les Etats-Unis qui violent en lui le vainqueur incontestable de l'élection du printemps dernier, est apparu pour la première fois en public, dans le palais

de l'Assemblée nationale, fortement gardé par les troupes américaines.

Mais les images marquantes de cette deuxième journée composaient un tableau beaucoup moins réconfortant : il y a eu des scènes de pillage massif dans les rues de Panama, et surtout les premiers cercueils des soldats tombés au combat sont arrivés aux Etats-Unis, ceux de quatre membres d'une unité d'élite de la marine, les « Seals » (phoques), tués mercredi lors de l'assaut lancé contre un aéroport d'où, pensait-on, le général Noriega pourrait tenter de prendre la fuite.

Jeudi soir, le bilan officiel des pertes américaines s'élevait à 21 militaires tués et un disparu, 208 militaires blessés, et un civil américain (une enseignante) tué. Cinquante-neuf tués avaient été dénombrés parmi les militaires panaméens, mais les porte-parole des forces américaines ne disposaient toujours d'aucun chiffre, pas même d'une estimation, concernant les civils panaméens. La plus grande incertitude régnait toujours sur le sort d'un nombre — d'ailleurs indéterminé — d'otages, en particulier américains, qui seraient aux mains des partisans du général Noriega.

Tout cela n'a pas empêché le président Bush d'apparaître d'excellente humeur lors d'une conférence de presse qu'il a donnée jeudi après-midi, se livrant même à

quelques clowneries avant de quitter la salle, tandis que, dans le brouhaha général, certains journalistes essayaient en vain d'obtenir de lui une réaction aux massacres de Roumanie.

Chaque vie est précieuse

Un peu plus tôt, et sur un ton grave, le président américain avait évoqué les pertes essuyées au Panama. Il a reconnu qu'il savait, en lançant l'opération, qu'un certain nombre de pertes serait inévitable. « Chaque vie est précieuse », a-t-il ajouté, mais « cela en valait la peine ».

Pour le reste, M. Bush a admis ressentir une certaine « frustration » à l'idée que le général Noriega lui a échappé. Jeudi, les Américains ont continué leurs intensives opérations de recherche, mais sans résultat apparent. Selon le chef d'état-major adjoint, le général Kelly, les Américains ont reçu des « informations » localisant l'ex-dictateur dans trois pays étrangers, douze endroits différents à l'intérieur de Panama, et treize autres emplacements dans la ville même de Panama. L'offre d'une récompense de un million de dollars a apparemment libéré les langues et les imaginations, mais n'a pas forcément été d'une très grande aide.

Mettre la main sur le général Noriega est de toute évidence, et même si les officiels s'en défen-

dent, la priorité numéro un, car l'enjeu est d'une importance considérable, aussi bien en termes politiques que militaires. Plus de 50 % des Américains, selon un sondage réalisé par ABC, estiment que l'opération lancée à Panama serait un échec si l'ex-« homme fort » du pays parvenait à s'échapper.

Chaque jour qui passe ajoute à la légende de ce petit homme à la peau grêlée, et sur le terrain, le fait qu'il reste en liberté risque de dissuader un certain nombre de soldats panaméens de se rendre. Certaines garnisons de province ont déjà fait savoir qu'elles étaient décidées à se battre.

Dans l'immédiat, plutôt que de s'attaquer à ces garnisons, les troupes américaines, désormais fortes de 25.000 hommes, s'emploient plutôt à prendre fermement le contrôle de la ville de Panama, c'est-à-dire à faire disparaître la menace causée par la présence de nombreux membres des « bataillons de la dignité » armés par le général Noriega. Et la tâche s'annonce difficile. L'intervention n'en était vendredi qu'à son troisième jour, mais déjà on se demandait avec insistance à Washington combien de temps les troupes devront rester sur le terrain. « Le temps qu'il faudra », répondent à l'unisson les responsables. Un temps qui, déjà, semble bien long.

JAN KRAUZE

Le PCF demande au gouvernement français de condamner l'agression

L'Humanité du vendredi 22 décembre, tirant à la « une », « Busherie au Panama », publie une déclaration du bureau politique du PCF à propos de l'intervention américaine. Le bureau politique « condamne l'inadmissible invasion militaire au Panama », qui « péjore le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Selon la direction du PCF, « le comportement impérialiste est toujours le même » et « l'extrême gravité de l'action américaine et de ses conséquences ne rend que plus inacceptable l'attitude des autorités françaises qui refusent de condamner et tentent de justifier l'agression ». Le bureau politique ajoute : « Ne pas condamner et laisser faire, c'est encourager les Etats-Unis à menacer directement le Nicaragua, Cuba, tous les Etats indépendants et souverains (...). La France a le devoir impératif de condamner l'intervention américaine au Panama (...). Elle se doit de proposer aux Douze d'en faire de même. »

CHILI : malgré la demande du président élu

Le général Pinochet persiste à vouloir rester à la tête de l'armée

SANTIAGO

de notre correspondant

Une semaine, jour pour jour, après avoir remporté l'élection présidentielle, M. Patricio Aylwin s'est rendu, jeudi 21 décembre, au palais de la Moneda où il a eu un entretien de cinquante minutes avec le général Pinochet. La rencontre confirme la volonté de dialogue affichée, dès le lendemain des élections générales, tant par le régime sortant que par la Concertation pour la démocratie dont M. Aylwin était le candidat. « La conversation a été placée sous le signe du sérieux et du respect mutuel », a affirmé M. Aylwin à la sortie du palais présidentiel.

Mais aucun accord substantiel n'est encore envisageable. Il est vrai que les principaux thèmes abordés par les deux hommes ne s'y prêtent guère. Le président élu a suggéré qu'il serait « préférable pour le pays » que le président sortant ne demeure pas commandant en chef de l'armée de terre, même si la Constitution lui en donne le droit. Le général Pino-

chet a rétorqué que « sa permanence à la tête de l'armée garantirait la loyauté de celle-ci envers les institutions ».

Autre point épineux : les neuf sénateurs désignés par les autorités, qui permettront à la droite de contrôler la chambre haute. Six ont déjà été nommés : trois sont des officiers supérieurs en retraite, et les trois civils sont des inconditionnels du régime en place. C'est ainsi que prend fin la disgrâce de M. Sergio Fernandez, le « père » de la Constitution de 1980, qui fut par deux fois chef du gouvernement, le dernier, en 1988, coïncidant fâcheusement avec la défaite du général Pinochet au plébiscite. M. Fernandez s'emploiera désormais à défendre son œuvre sur les bancs du Sénat.

M. Aylwin a confié à son interlocuteur, apparemment imperturbable, « son inquiétude pour l'avenir », celle de voir les milieux conservateurs renforcer leurs positions au Parlement par un biais aussi peu démocratique.

GILLES BAUDIN

Vivre en Tsar est un art.



Van Clee

EUROPE

et les réactions à travers le monde après la répression

Les manifestations de réprobation se multiplient

A la demande de la RFA, de l'Autriche et de la Hongrie, le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir vendredi après-midi 22 décembre afin d'examiner la situation en Roumanie. Dans la matinée de vendredi, la diplomatie roumaine n'avait pas réagi à l'annonce de cette réunion.

Judi, les manifestations se sont multipliées : à Belgrade, à Stockholm, à Tel-Aviv, à Paris, à Vienne, des rassemblements ont eu lieu devant les ambassades de Roumanie. A Paris, le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor a reçu l'ambassadeur roumain en France, auquel il a fait part de sa « profonde préoccupation ».

En Tchecoslovaquie, le Parti communiste a décidé jeudi soir de suspendre immédiatement ses relations avec le Parti communiste roumain, et lui a envoyé une lettre de réprobation. Le gouvernement a rappelé son ambassadeur à Bucarest pour consultation et annoncé qu'il suspendait toutes les négociations en cours avec Bucarest.

La Hongrie envisage quant à elle de suspendre l'accord d'amitié et de coopération qui la lie à la Roumanie depuis 1948, a annoncé jeudi son ministre des affaires étrangères, M. Gyula Horn. Le même jour, le gouvernement est-allemand a rappelé en consultation son ambassadeur à Bucarest et le ministre des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur roumain à Berlin-Est pour lui faire part de la condamnation par la RDA des violences en Roumanie.

De source diplomatique, on indique à Vienne que les tensions au sein du pacte de Varsovie pourraient poser des problèmes lors des négociations Est-Ouest sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. « On redoute que la Hongrie refuse de s'inscrire à la même table que la Roumanie, son allié du pacte de Varsovie », a affirmé un diplomate occidental.

Le gouvernement britannique a appelé jeudi soir « tous les pays » du monde à s'unir pour condamner les actions des autorités roumaines. Selon le Foreign Office, les deux pays membres de la CEE étudient la possibilité de rappeler leurs ambassadeurs en poste en Roumanie. Un porte-parole a précisé qu'il ne s'agit que d'une mesure parmi d'autres que les Douze étudient actuellement.

De son côté, après avoir lancé « les jours de ce régime sont comptés, mais à quel prix », le président François Mitterrand a déclaré, jeudi, à Leipzig : « La Roumanie est un pays souverain, qui peut intervenir ? Et au nom de quels principes ? C'est de Roumanie seule que doit venir la réponse, mais avec le soutien moral, intellectuel et pratique des autres peuples de l'Europe ».

Le chancelier Helmut Kohl a exigé « la fin immédiate de la répression » en Roumanie et « l'ouverture d'un dialogue avec les citoyens ». La RFA a demandé à tous ses ressortissants de quitter provisoirement la Roumanie (cet appel ne concerne pas les diplomates, la RFA n'ayant pas l'intention de rompre ses relations diplomatiques). Plusieurs pays, dont le Canada et l'Italie, ont appelé d'urgence leur ambassadeur à Bucarest.

Les Etats-Unis sont en train de réexaminer « avec attention » les liens qu'ils ont encore avec le régime de M. Ceausescu. Les derniers événements « remettent sérieusement en question la poursuite des liens restants dans les domaines de la coopération économique et scientifique », a indiqué M. Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat, qui a précisé que l'ambassade des Etats-Unis à Bucarest avait démissionné, lors d'une manifestation dans la capitale, « treize jeunes gens tués par les armes automatiques des forces de sécurité gouvernementales ».

En Chine, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a estimé jeudi à Pkin que le régime de M. Ceausescu « est à même de régler de façon appropriée ses propres affaires ».

M. Barre regrette que l'ambassadeur de France n'ait pas été rappelé

Au-delà de la condamnation unanime, en France, de la répression en Roumanie, l'éditorialiste de l'organe du RPR, la Lettre de la Nation, évoque un « devoir d'ingérence » dans « le droit international concret [...] lorsque les droits de l'homme sont menacés ». Citant également l'intervention américaine en Amérique centrale, Georges Brousseau affirme : « C'est donc en fonction de ce « devoir d'ingérence », que la communauté internationale et notamment le gouvernement français, ainsi que les formations politiques, doivent prendre position au sujet des événements qui se déroulent en Roumanie et au Panama. La communauté internationale, l'Europe et le gouvernement français ne peuvent se borner à « déplorer » ou même à « condamner » les massacres [en Roumanie] (...). C'est également en vertu de ce « devoir d'ingérence » que doit être appréciée l'intervention américaine à Panama. Face à un dictateur corrompu, impliqué de surcroît dans le trafic de la drogue, les Etats-Unis ont décidé d'assumer leurs responsabilités ».

De son côté, M. Raymond Barre a déclaré, jeudi 21 décembre, au micro d'une radio lyonnaise qu'il aurait souhaité que la France rappelle son ambassadeur à Bucarest : « Il ne s'agit pas de fermer l'ambassade [...] mais que la présence de l'ambassadeur soit remise en cause ».

M. Barre, qui pense qu'« il faut souhaiter que le régime [roumain] s'écroule le plus vite possible », a exprimé son accord avec les déclarations de M. Michel Rocard mercredi à l'Assemblée nationale.

M. Hervé de Charette, ancien ministre et député UDF du Maine-et-Loire a affirmé jeudi que « l'indifférence et l'inaction de la part des gouvernements européens seraient inacceptables ». L'ancien ministre a déploré qu'« une fois de plus l'action de la France consiste à commenter les événements, pas à tenter de les régler ». A Strasbourg, M. Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a demandé jeudi aux autorités roumaines de cesser la répression et de respecter les droits de l'homme.

M. Alain Poirer, président du Sénat a déploré jeudi, sans toutefois citer notamment la Roumanie, nonamment « les événements tragiques et sanglants » à l'Est, tandis que les sénateurs ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes.

Deux membres du gouvernement français, MM. Brice Lalonde et Bernard Kouchner, étaient présents lors de la manifestation organisée jeudi soir devant l'ambassade roumaine, notamment par la coordination des villages roumains. Quelques deux mille personnes étaient présentes à cette manifestation, où se sont retrouvées des délégations de jeunes démocrates-associés aussi bien que de la CDDT et de FO. Les manifestants, essentiellement des jeunes roumains, ainsi que des intellectuels ou des parlementaires français, scandaient en particulier « Ceausescu assassin » et certains d'entre eux tenaient des bougies allumées. De son côté, une délégation de Secours populaire s'est rendue à l'ambassade pour exprimer sa réprobation.

Parmi les initiatives en France face aux événements de Roumanie, la ville de Valenciennes (Nord) devait mettre vendredi ses drapeaux en berne.

« L'Humanité » condamne la répression. — Qualifiant, notamment, le conducteur roumain de « sinistre prophète », Charles Silvestre, dans l'éditorial de l'Humanité du vendredi 22 décembre, affirme notamment : « Il n'aura pas fallu longtemps pour vérifier que le régime Ceausescu, ce n'était pas le communisme, mais le bain de sang [...] Quand, éclairé à vouloir mener des opérations, on massacre jusqu'à des enfants, on signe son indigence. (...) Sans doute est-ce là, dans ce malheureux pays (...), la dérive, la folie », le caractère abusif du pouvoir autoritaire ont été poussés le plus loin ».

URSS

Le comité central du parti va débattre de la sécession du PC de Lituanie

Le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique se réunira en plénum extraordinaire « dans les prochains jours » pour examiner la décision du congrès du PC de Lituanie, qui a proclamé mercredi (le Monde du 22 décembre) son indépendance à l'égard du PCUS, a annoncé jeudi 21 décembre M. Gorbatchev.

Lisant devant le Congrès des députés de l'URSS un « message » adressé aux communistes de Lituanie, M. Gorbatchev a indiqué que le bureau politique, « après avoir pris connaissance des informations sur la décision de votre congrès de réorganiser l'organisation républicaine lituanienne du PCUS en parti communiste autonome, estime que cette décision ne peut être interprétée autrement que comme un pas vers le retrait du Parti communiste lituanien du PCUS ». « Etant donné que cela ne concerne pas seulement le PC lituanien, ajoute-t-il, mais tout le Parti communiste soviétique, le bureau politique a décidé de convoquer d'urgence le plénum du comité central ».

Par ailleurs, environ 160 députés du congrès du PC lituanien qui avaient voté contre la modification des statuts de ce parti et son retrait du PCUS ont tenu jeudi à

Vilnius une conférence au cours de laquelle ils ont créé « un bureau d'organisation qui participera à la préparation d'un congrès extraordinaire des communistes attachés au principe d'un PC soviétique unique », annonce l'agence TASS.

Renforcement qualitatif de la flotte soviétique en Méditerranée

Rome (AFP). — Trois semaines après le sommet américano-soviétique de Malta, les Soviétiques ont réagi à leur façon au rejet américain de leur proposition de retirer les flottes des Deux Grands de la Méditerranée en renforçant qualitativement la présence de la V^e escadre par l'arrivée d'unités nucléaires. De source américaine en Italie, on a appris, jeudi 21 décembre, que trois unités parmi les plus grosses de la flotte soviétique sont entrées la semaine dernière en passant par le détroit de Gibraltar, remplaçant numériquement des unités sortantes de la V^e escadre mais renforçant considérablement le potentiel de cette escadre.

A Londres, un porte-parole militaire américain a confirmé, de son côté, que le croiseur à propulsion nucléaire Kirov, le contre-torpilleur Sovremenny et un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de la

classe Charlie, étaient effectivement entrés en Méditerranée, et qu'ils étaient susceptibles d'être armés de missiles nucléaires. C'est la première fois depuis 1984 que le Kirov vient patrouiller en Méditerranée. Long de 248 mètres pour un déplacement de 28 000 tonnes, le Kirov est un puissant lance-missiles équipé notamment de missiles de croisière, avec trois hélicoptères de lutte anti-sous-marins Kamov (Helix).

Si six mille soldats soviétiques restent en Hongrie en 1990, l'URSS procédera en 1990 au retrait de six mille soldats et de cent vingt chars de Hongrie, a annoncé, jeudi 21 décembre, le ministre soviétique de la défense. Seront également retirés de Hongrie quarante avions et cent quatre-vingts véhicules blindés, précise un communiqué du ministère. — (AFP.)

Moscou : le Congrès des députés exprime sa « sérieuse préoccupation »

Le Parlement soviétique a exprimé vendredi 22 décembre, dans une résolution approuvée par une écrasante majorité du Congrès des députés, sa « sérieuse préoccupation » face à la violence en Roumanie. Les autorités gouvernementales sont cependant plus embarrassées. Interrogé jeudi sur les informations faisant état de plus de mille morts en Roumanie, M. Perfilov, porte-

parole du ministère soviétique des affaires étrangères, avait déclaré que si ces informations se confirmaient, l'URSS exprimerait sa « compassion » et ses « regrets ». Toutefois, avait-il ajouté, « la glasnost [transparence] n'a pas encore atteint la Roumanie », et le gouvernement soviétique ne possède pas d'autres informations pour le moment. — (AFP.)

MOSCOU

de notre correspondant

L'Etat insurrectionnel en Roumanie a plongé les autorités soviétiques dans le plus grand embarras. Le signe le plus évident de cette gêne se manifeste par la persistance, jusqu'à vendredi matin, du silence des responsables du Kremlin devant les massacres de Timisoara et les violences de Bucarest.

Prendant la parole devant le congrès des députés du peuple, M. Gorbatchev avait affirmé, jeudi 21 décembre qu'il ne disposait pas de suffisamment d'informations pour être en mesure d'évaluer correctement la situation en Roumanie. Le dirigeant soviétique a reconnu toutefois que les événements de Timisoara et de Bucarest suscitaient une vive inquiétude chez les élus de Moldavie, une République soviétique limitrophe avec la Roumanie.

Il a précisé que l'ambassadeur roumain à Moscou avait été convoqué au ministère des affaires étrangères et que l'ambassadeur soviétique à Bucarest avait reçu pour consigne d'informer son gouvernement. Dès que toutes les informations seraient réunies, a expliqué M. Gorbatchev, le Congrès des députés se prononcera sur la réaction à adopter.

Paradoxe qui ne manquerait pas d'être savoureux s'il ne concernait des événements tragiques, mais aussi signe des temps nouveaux, la très officielle agence Tass fournissait entre-temps pendant toute la journée de jeudi de nombreux reportages sur la situation à Bucarest.

rest, éclairant de façon semblable-t-il assez complète l'évolution des événements dans la capitale roumaine. Les correspondants de l'agence soviétique sont en effet les seuls journalistes étrangers présents actuellement à Bucarest, avec ceux des agences hongroise (MTI), Yougoslave (Tanjug) et d'Allemagne de l'Est (ADN).

Même le journal du soir de la télévision soviétique, « Vremia » (le Temps), a évoqué jeudi soir les troubles à Bucarest et présenté quelques images de la télévision roumaine sur la manifestation de « soutien » au président Ceausescu qui devait ensuite dégénérer.

L'embarras des autorités soviétiques était visible jeudi au Congrès. Les journalistes présents ont ainsi pu voir M. Gorbatchev s'entretenir quelques instants en aparté avec son ministre des affaires étrangères M. Chevardnadze. La Roumanie, ou le Panama, figurait très vraisemblablement au centre de ce concubule. Car l'intervention des Etats-Unis contre le général Noriega place Moscou dans une situation très inconfortable, notamment pour des raisons de politique intérieure. Le Kremlin a déjà condamné de façon mesurée l'entreprise américaine et ne peut par conséquent dénoncer avec une vigueur les violences en Roumanie, un pays « allié » faisant partie du pacte de Varsovie. Une dénonciation virulente du régime Ceausescu, après la condamnation de principe de l'aventure au Panama, pourrait susciter de sévères protestations et accusations des conservateurs.

Des officiels soviétiques ne cachent pas pour autant leur inquié-

tude sur l'avenir politique de la Roumanie, aucune force constituée, mise à part l'armée, ne semblant à même de remplacer Ceausescu, qui a fait patiemment pendant son long règne le vide autour de lui.

C'est sans doute bien la première fois que l'agence Tass contribue à informer le monde sur les événements dans un pays de l'Europe de l'Est. Selon l'agence soviétique, qui fait preuve dans cette affaire d'une transparence inhabituelle, le calme était revenu vendredi aux premières heures de la matinée à Bucarest, et la place de l'université, où s'étaient rassemblés la veille des milliers de manifestants, était sous le contrôle des autorités.

Toujours selon Tass, les forces de l'ordre roumaines ont fait usage de leurs armes, jeudi, à Bucarest. L'agence soviétique n'a toutefois pas fourni un bilan des victimes.

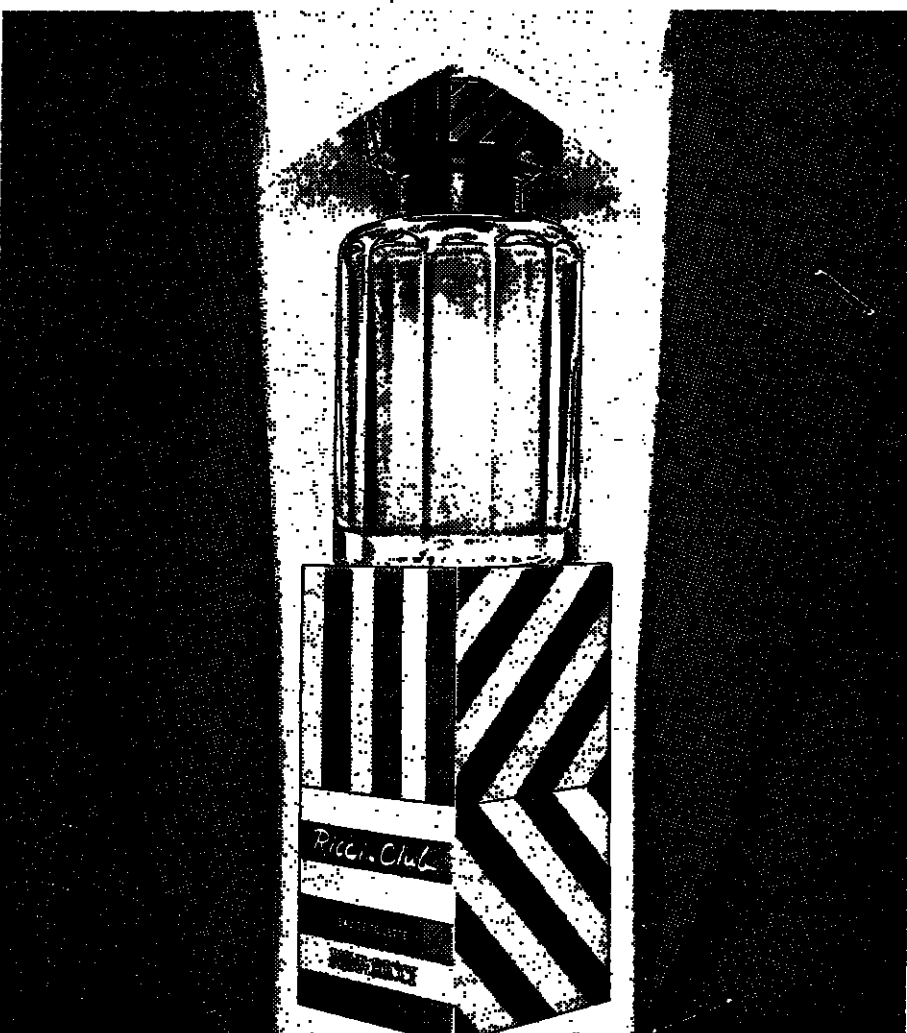
Un journaliste de l'agence soviétique a rapporté, dans la nuit de jeudi à vendredi, un dialogue qu'il venait d'avoir avec un officier roumain et qui donne une idée de l'atmosphère qui règne dans Bucarest.

« J'ai entendu des coups de feu. Sur qui tiraient-ils ? Y a-t-il des victimes ? », demande le journaliste soviétique. « Pas une seule », répond, imperturbable, l'officier.

« Mais j'ai vu qu'on transportait des blessés et j'ai vu des ambulances », rétorque le journaliste. La réponse du militaire mérite de figurer dans l'anthologie des perles des régimes dictatoriaux. « C'étaient des personnes qui n'avaient pas réussi à avoir un repas, qui se sont surexcitées et qui se sont évanouies. » — (Instrim.)

Ricci-Club

UNE HARMONIE CONTEMPORAINE



NOUVELLE EAU DE TOILETTE POUR HOMME

NINA RICCI

EUROPE

La visite du chef de l'Etat en RDA

M. François Mitterrand a conquis les étudiants de Leipzig

M. François Mitterrand devait quitter Berlin-Est pour Paris, vendredi 22 décembre en début d'après-midi, à l'issue d'une conférence de presse au cours de laquelle il devait dresser le bilan de sa visite officielle en RDA.

LEIPZIG

de notre envoyée spéciale

« Nous voulons rentrer ! Nous voulons rentrer ! » scandaient quelques centaines d'étudiants à la porte d'un amphithéâtre trop petit pour les contenir tous. M. Mitterrand, à la tribune, s'enquit de ce qu'il se passait au fond de la salle, puis lâcha, souriant : « Qu'on les laisse entrer... » La foule s'entassa dans les moindres recoins et jusque sur la tribune, où elle vint s'accrocher au pied du président orateur. Le public était conquis et M. Mitterrand à son affaire. Il aurait pu tout promettre aux étudiants de l'université Karl-Marx de Leipzig, dont les demandes furent heureusement modestes.

Il était venu, jeudi 21 décembre, prendre contact avec ce qu'il avait appelé, la veille, « le peuple allemand de la RDA », dans cette ville, berceau de la révolution tranquille, qui, en trois mois, a tout ébranlé en Allemagne de l'Est. « J'ai besoin de connaître les réponses que vous faites aux questions soudaines que l'histoire vous pose », dit-il aux étudiants. Il n'en fut pas vraiment le temps, mais du moins put-il se faire une idée de la sensibilité politique de ces jeunes gens, contestataires mais néanmoins fort sages, de leur absence

totale d'excubation et de leur sérieux.

Que pensez-vous du désarmement nucléaire ? De l'intervention américaine au Panama ? De la situation en Roumanie ? Quels seront les rapports de la maison commune européenne avec le tiers-monde ? En quoi la France peut-elle aider la RDA ? Question qui revient à plusieurs reprises et à laquelle le président n'apporte pas d'autre réponse que celle du projet d'accord de coopération, en négociation avec la CEE. Ne croyez-vous pas que l'antifascisme légitime l'existence de l'Etat allemand ? Avez-vous l'intention d'ouvrir un centre culturel français à Leipzig ? Les applaudissements crépitaient lorsque M. Mitterrand, comme quand il prout la grâtié des vices pour les jeunes Allemands de l'Est désireux de se rendre en France, ou quand il annonce qu'il demandera à ses partenaires de la Communauté d'ouvrir leurs universités aux étudiants de l'Europe de l'Est.

Applaudissements encore quand il dit : « On ne peut pas payer d'un trait la réalité européenne, telle qu'elle s'est constituée après la deuxième guerre mondiale », ou que les alliances sont un élément de la stabilité. Silence poli, en revanche, lorsqu'il explique, comme il l'avait fait la veille, que l'unité allemande dépend d'abord du peuple allemand, qu'elle doit être aussi démocratique que pacifique.

En allant visiter, après l'université Karl-Marx, les églises Saint-Nicolas et Saint-Thomas, d'où partirent les premières manifestations, et la Gewandhaus, où le chef d'orchestre Kurt Masur — grande

figure du Nouveau Forum — lui offrit un rapide concert, M. Mitterrand remonta aux sources pacifistes, religieuses et morales de la révolution d'octobre est-allemande, à ce qu'elle a, en quelque sorte, de plus rassurant.

Il avait eu, avant cette visite à Leipzig, un entretien à Berlin-Est avec le premier ministre, M. Hans Modrow. « Vous êtes l'un des hommes sur lesquels l'équilibre européen repose en ce moment », avait-il dit à M. Modrow, bien convaincu lui-même que c'est de ce rôle de garant de la stabilité en RDA qu'il tire, jusqu'aux élections de mai, l'essentiel de sa légitimité.

M. Mitterrand a également eu, dans la soirée, une longue conversation avec le nouveau chef du PC, M. Gysi, avant d'offrir une réception à toute la fine fleur de l'intelligentsia de l'opposition et des nouveaux dirigeants politiques est-allemands.

CLAIRE TRÉAN

■ Six accords de coopération. — La France et la RDA ont signé, jeudi 21 décembre dans la soirée, six accords de coopération, à l'initiative de l'agence est-allemande ADN. Un programme de coopération économique, industrielle et technique pour les années 1990-1994 prévoit notamment de soutenir les initiatives des entreprises en matière industrielle, agroalimentaire, énergétique, dans le domaine du bâtiment, de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications. Les autres accords concernent la double imposition et la protection de l'environnement, les échanges de jeunes et le développement des relations culturelles.

La porte de Brandebourg est rouverte en présence de MM. Kohl et Modrow

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les troupes de frontière est-allemandes ont ouvert, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 décembre, un nouveau passage dans le mur de Berlin, la porte de Brandebourg, symbole de la division de l'Allemagne et, aujourd'hui, symbole de réunification. Il est 0 h 40 quand la première plaque se lève au bout d'un filin tiré par une grue. On aperçoit côté ouest les premiers rangs de la foule qui savoure cet instant avec des vives. Sous les projecteurs, les reflets mauves des rangées de tilleuls se mêlent dans la nuit à ceux d'un vert intense, du quadrangle qui coiffe le monument tourné vers l'avenue Unter den Linden.

Les trois couleurs, noir, or et rouge, frappées de l'emblème de la RDA, flottent au-dessus de la porte, se mêlant à celles du Reichstag, dont la masse sombre se découpe à quelques centaines de mètres à peine de la brèche, de l'autre côté du mur.

L'ouverture du passage à la porte de Brandebourg devait être inaugurée officiellement, vendredi à 15 heures, par les maires des deux Berlins, en présence du chancelier Kohl et du premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow. Une bonne partie du gouvernement de la RFA, et de nombreuses autres personnalités de l'Est et de l'Ouest étaient attendus pour ce moment historique.

En l'honneur des rois de Prusse

65,5 mètres de large, 26 mètres de haut, construite en style néoclassique sur le modèle des Propylées de l'Acropole, la porte de Brandebourg, œuvre de l'architecte Karl Gotthard Langhans, a été ouverte au trafic sans cérémonie particulière en 1791. Elle était le couronnement architectural de l'avenue de prestige des rois de Prusse, Unter den Linden (sous les tilleuls). Le passage sous l'arche centrale était réservé au roi, puis à l'empereur. Le dernier d'entre eux, Guillaume II, aimait à la franchir en faisant fièrement retentir l'avertisseur de sa limousine.

Les jours de victoire, les troupes glorieuses y défilèrent devant le peuple en liesse. Elle fut aussi le témoin des heures sombres : la défaite de la Prusse, humiliée par Napoléon I^{er}, qui lui fit perdre pour un temps le quadrangle qui la

surmonte. L'empereur la fit transporter à Paris comme butin de victoire, ce qui lui valut une réputation ténace de « voleur de chevaux ».

Rapportés en 1814 par les troupes prussiennes, le quadrangle et la déesse de la paix qui le conduisit ne survécurent pas aux bombardements de 1945. Ils furent cependant refondus en 1958 à partir des pierres originales et remis en place, à l'exception de l'aigle prussien et de la croix de fer, dont ne voulurent pas les dirigeants communistes de RDA.

La limite entre le secteur soviétique et le secteur britannique avait été fixée à quelques dizaines de mètres à l'ouest d'une porte qui, après avoir symbolisé la grandeur de l'Allemagne, témoignait de la permanence du désir d'unité de Berlin.

L.R.

mière plaque, les têtes de Jack Lang et de Brigitte Sanzay, interprète officielle de François Mitterrand, après le défilé dans la brèche du côté ouest.

Deux passages doivent être ouverts de chaque côté de la porte, dont tout le périmètre couvert de pelouses doit devenir une zone de promenade. L'axe formé par l'avenue des Linden et l'avenue du 17-Juin sera fermé à la circulation. De toute façon il n'était guère pensable d'ouvrir le mur face à la porte. Les Allemands de l'Est ont construit à cet endroit un arc de cercle de trois mètres d'épaisseur de béton, capable de résister à un char.

HENRI DE BRISSON

PROCHE-ORIENT

La relance du dialogue

La conférence euro-arabe de Paris a surtout une portée symbolique

Réunis à Paris à l'initiative de M. Mitterrand, les ministres des affaires étrangères et de la Communauté européenne et de la Ligue arabe devaient marquer symboliquement, vendredi 22 décembre, la relance du dialogue euro-arabe.

La France achève sa présidence de la CEE sur un défi : relancer, entre l'indifférence des uns et le scepticisme — voire l'hostilité — des autres, un dialogue euro-arabe qui, s'il ne rentre pas dans la catégorie des initiatives mort-nées, est resté à l'état d'avorton depuis que l'idée en fut lancée, à la fin de fin 1973. Jeudi 21 décembre et vendredi 22 décembre, une kyrielle d'experts, puis trente-quatre ministres, vingt-deux Arabes et douze Européens, se sont livrés à une véritable opération de réanimation.

C'est en novembre 1973, à l'occasion du conseil européen de Copenhague qu'est formulée l'idée d'une coopération entre pays du nord, du sud et de l'est de la Méditerranée. En cette époque de prospérité pétrolière arabe, les Européens sont demandeurs. Communauté et Ligue arabe s'entendent en 1974 sur l'ouverture d'un « dialogue » euro-arabe, sur le principe d'une coopération « d'ensemble à ensemble », et non plus seulement fondée sur des relations bilatérales.

Scepticisme des partenaires de la France

Dans les premières années, les contacts ont été réguliers. Mais une bureaucratie désempée ainsi qu'une indifférence croissante de part et d'autre, auxquelles sont venues s'ajouter des différends d'ordre politique (terrorisme, conflit israélo-arabe, exclusion de l'Egypte de la Ligue arabe...), ont fini par paralyser cette coopération.

La relance, tentée aujourd'hui, est due à l'initiative de la Ligue arabe. En octobre dernier, le secrétaire général de la Ligue, M. Chadi Klihi, est parvenu à convaincre M. Mitterrand de sortir le dialogue de sa léthargie par un geste spectaculaire : la convocation d'une conférence réunissant ministres européens et arabes (voir l'interview de M. Klihi dans le Monde du 21 décembre). Le 25 octobre, le président en exercice de la Communauté a annoncé à Strasbourg, où il s'adressait au Parlement européen, son intention

d'organiser une telle conférence avant le 31 décembre, c'est-à-dire avant la fin de la présidence française de la CEE.

Cette annonce a surpris tout le monde, en Europe et dans le monde arabe, où, malgré « l'activisme » de M. Klihi en la matière, les réactions ont été claires et révélatrices d'une certaine indifférence. Côté européen, les partenaires de la France n'ont pas caché leur scepticisme et même leurs réticences devant ce projet, que certains considéraient comme inutile ou prématuré. Paris est tout de même arrivé à les convaincre, y compris Londres qui, sans totalement renoncer à ses objections, a accepté de se faire respecter par le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, bien que la Grande-Bretagne n'entretienne plus de relations diplomatiques avec Damas et Tripoli pour cause de terrorisme.

A vocation surtout « technique » — économique et culturelle —, du moins aux yeux des Européens, la nouvelle ère du dialogue euro-arabe s'est ouverte, jeudi, sur une réunion d'experts ayant pour tâche d'entourer un certain nombre de projets dont la mise au point avait, en fait, été « bouclée » pour l'essentiel au cours des dernières semaines. Il s'agit notamment d'une rencontre, dans une ville arabe, ayant pour thème les relations culturelles euro-arabes, d'un symposium sur la promotion et sur la privatisation des investissements, d'une conférence euro-arabe sur la définition des contrats commerciaux, d'une rencontre de la jeunesse européenne et arabe à Olympie en 1990 et de l'établissement d'une coopération en matière urbaine.

Toujours dans le domaine « technique », ces mêmes experts avaient également pour mission d'alléger les structures du « dialogue » afin d'en accroître l'efficacité. Là aussi, tout le travail de fond avait déjà été fait auparavant : création de deux groupes ministériels, l'un européen et l'autre arabe, qui se réuniront régulièrement et dont la fonction consistera à discuter des problèmes politiques ainsi qu'à donner une impulsion à la coopération technique ; réactivation de la commission générale qui n'aura à traiter que des problèmes économiques ; réduction à trois (au lieu de sept) du nombre des commissions techniques. Seule divergence, finalement surmontée : les Européens privilégiant la légèreté des structures, que les Arabes auraient voulu plus contraignantes.

Cette réforme vise notamment à dissocier la technique du politique, à éviter les interférences qui ont été l'une des causes de l'échec du dialogue ces dernières années. Les ministres des affaires étrangères ne doivent se réunir qu'une fois, vendredi, sans ordre du jour et sans que les débats donnent lieu à un communiqué commun. Il a fallu du doigt aux Européens pour convaincre leurs partenaires arabes de la nécessité d'éviter le redoutable exercice du communiqué commun qui risquait d'enliser l'ensemble du dialogue dans des querelles sans fin.

Querelles politiques

Chaque ministre a donc tout loisir de débattre du sujet politique de son choix, et l'on s'attendait, de source diplomatique arabe, à ce que le débat soit largement occupé à l'initiative de la Libye et de la Syrie par le problème des sanctions décidées en 1986 par la CEE à l'encontre de ces deux pays pour punir leur implication dans des actes de terrorisme en Europe. La question israélo-arabe ainsi que le Liban et le conflit irano-irakien devaient aussi grandement alimenter les interventions.

Mais — ce qui ne place peut-être pas la coopération euro-arabe sous les meilleurs auspices —, les querelles politiques ont d'ores et déjà fait leur apparition, avant même la « réouverture » du dialogue. A peine la question de la participation libanaise était-elle réglée, non sans que le colonel Kadhafi se soit livré à de très violentes attaques contre la France, que la crise libanaise venait provoquer quelques remous dans les rangs arabes. Président en exercice du conseil des ministres de la Ligue arabe, Oumayyad, qui devait coprésider la conférence, aux côtés de M. Roland Dumas, a été mis sous pression pour qu'il laisse sa place au Liban, représenté par M. Sélim Hoss, premier ministre et ministre des affaires étrangères du président Elias Hrawi. D'autre part, la presse syrienne, qui a récemment souligné le « défi » que représentait pour les Arabes l'échec européen de 1993, mettait mercredi l'échec du dialogue euro-arabe sur le compte de l'« indifférence » des Européens à l'égard des « droits arabes » face à Israël.

Cette conférence, qui devait être clôturée vendredi après-midi par des discours de M. Mitterrand et du roi Hassan II du Maroc, président en exercice du sommet arabe, a un rôle purement symbolique ; marquer une grande pompe le redémarrage d'un dialogue dont la tonalité dominante sera culturelle et qui sans doute ne trouvera pas avant longtemps sa vitesse de croisière.

YVES HELLER

AFRIQUE

SOUDAN

Un avion de Médecins sans frontières abattu dans le Sud : quatre morts dont trois Français

Un avion de l'association humanitaire française Médecins sans frontières (MSF) a été touché par des tirs jeudi matin 21 décembre au sud du Soudan, et s'est écrasé peu après avoir décollé de la localité d'Aweil ; cet accident a entraîné la mort des quatre personnes à bord, dont trois Français.

Selon l'association à Paris, les quatre victimes sont respectivement : Yvon Pellet, le pilote, Laurent Fernet, trente-deux ans, logisticien de MSF, le docteur Jean-Paul Bescond, trente-trois ans, et Frazer Ariyaba, un technicien soudanais travaillant pour le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) ; organisme d'aide humanitaire présent à Aweil aux côtés de MSF.

MSF avait installé une mission dans cette localité du sud du Soudan où affluent les réfugiés chassés par les combats dans la région et entreprend actuellement de réhabiliter l'hôpital local et de gérer un centre nutritionnel.

L'avion, qui se rendait à Khartoum, avait décollé de l'aéroport d'Aweil dans la matinée. Selon des témoins, il fut touché à l'aile droite par des tirs et s'écrasa à quelques kilomètres plus loin. L'appareil « ne pouvait être confondu » avec un appareil militaire, a déclaré un représentant des Nations unies dans la région. Selon MSF à Paris,

l'association humanitaire n'avait fait l'objet d'aucune menace particulière et entretenait dans cette zone « de bons rapports avec tout le monde ».

De mai à octobre 1986, MSF s'était retiré d'Aweil pour des raisons de sécurité, mais la mission était revenue depuis février 1989. Après une interruption d'un mois, les vols de MSF avaient pu reprendre dimanche dernier, les autorités de Khartoum ayant donné leur feu vert.

MSF a qualifié d'« acte criminel » les tirs à l'origine de l'accident. Ses responsables s'interrogent jeudi sur l'avenir de leur présence au Soudan. Certains envisagent de rapatrier les quelques quarante personnes de l'organisation qui travaillent au sud du pays. MSF conduit un des programmes humanitaires les plus importants dans cette région, et cet incident survient à un moment où le gouvernement militaire du pays durcit son attitude à l'encontre de toute action menée par des organisations non gouvernementales.

Dimanche, le colonel Mohamed El Amine Khalifa, membre de la Junte militaire, avait accusé un organisme dépendant des Nations unies d'avoir fourni armes et munitions aux rebelles du Sud, sous couvert d'opérations humanitaires.

TUNISIE

Les islamistes dénoncent un « simulacre de démocratie »

TUNIS

de notre correspondant

Le chef du mouvement islamiste Ennahdha M. Rachid Gannouchi, vient subitement de durcir le ton. Finies les généralités dans lesquelles il se complaisait. Dans une toute récente déclaration à RFI, il accuse le président Ben Ali de ne pas avoir tenu les promesses qu'il lui avait faites en novembre 1988 concernant la reconnaissance de son parti et de ne rechercher qu'un « simulacre de démocratie, une démocratie de façade ».

Aujourd'hui, ajoute-t-il, « le pouvoir continue de traiter avec nous par le biais de son appareil policier, comme à l'époque de Bourguiba ».

Comme en écho à ce nouveau langage, le mouvement Ennahdha vient de publier à Tunis un communiqué qui revêt, contrairement à l'habitude, une connotation religieuse très marquée. Ce texte justifie la grève de la faim des étudiants de l'université Zitouna (le Monde des 13 et 16 décembre), qui a pris fin mardi et dénonce les violences auxquelles se seraient livrées récemment les forces de police dans une mosquée, à la périphérie de la capitale. Il est signé par M. Ali Laaridj, qui succède à M. Abdelfatah Mourou — considéré, à tort ou à raison, comme un « modéré » — en tant que « porte-parole par intérim » d'Ennahdha.

En l'absence de M. Gannouchi, M. Laaridj, qui fut condamné à mort par contumace en septembre 1987, avait d'être gracié puis libéré quelques mois plus tard, a été interrogé, mercredi 20 décembre, pendant près d'une dizaine d'heures, dans les locaux du ministère de l'Intérieur, sur la teneur de ce communiqué, considéré comme diffamatoire à l'égard de la police. Un procès-verbal a été dressé, et, indiquent les milieux politiques, l'affaire va suivre son cours judiciaire normal.

La tension ainsi entretenue depuis quelques semaines risque de retarder l'octroi aux islamistes de l'autorisation de publier leur journal. Mais sont-ils finalement si pressés d'exprimer publiquement, et surtout clairement, les positions de leur mouvement sur tous les problèmes qui concernent la société tunisienne ?

MICHEL DEURÉ

■ Bob Denard quitte l'Afrique du Sud. — Bob Denard, qui avait été « provisoirement » accueilli en Afrique du Sud après son départ des Comores, devait quitter Johannesburg, vendredi 22 décembre, pour la France, après avoir réuni une conférence de presse. Le mercenaire français est l'objet de poursuites judiciaires en France pour sa participation à une tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977.

L'opposit

Le mouvement de dénonciation par l'opposition des positions réalistes de la Commission européenne... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

Les chûes Perspectives et 2 renforcement leur organisation... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

Les chûes Perspectives et 2 renforcement leur organisation

Les chûes Perspectives et 2 renforcement leur organisation... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

POLITIQUE

Le rejet de la motion de censure sur les conventions médicales

L'opposition fait, pour la première fois, le plein de ses voix à l'Assemblée nationale

La motion de censure déposée par l'opposition sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la santé n'a pas été adoptée, seuls les groupes RPR, UDF et UDC ayant voté pour. Avec 265 voix (sur les 289 requises pour la majorité absolue), l'opposition a toutefois fait le plein de ses voix. Au groupe RPR, seul M. Jean Charbonnel (Corrèze) n'a pas voté la censure. Aucune voix n'a, en revanche, manqué aux groupes UDF et UDC. M. Raymond Barre ayant cette fois joint son bulletin à ceux du groupe centriste. Quatre non-inscrits sur seize ont également participé au vote : MM. Léon Bertrand, Jean Royer, Maurice Senghaert et M^{me} Marie-France Stirbois.

Cette motion de censure, la quatrième depuis le début de la session parlementaire, est celle qui a remporté le plus de voix. Le 9 octobre, la motion déposée par le seul groupe RPR sur la loi de programmation militaire avait réuni 159 voix pour. Celle déposée le 23 octobre sur la première partie de la loi de finances (recettes) avait recueilli 240 voix, celle déposée le 20 novembre sur l'ensemble du budget en avait recueilli 254.

Les trois présidents de groupe de l'opposition, MM. Bernard Pons (RPR), Charles Millon (UDF) et Pierre Méhaignerie (UDC), qui avaient parrainé cette quatrième motion de censure, pouvaient être satisfaits jeudi 21 décembre. Après les débats difficiles de l'après-midi, cette session budgétaire s'achève enfin par une incontestable démonstration d'unité de l'opposition. Pour la première fois aussi, et en raison d'une conjonction de refus venant tant des groupes de droite que des députés communistes, M. Michel Rocard avait dû se contenter de renoncer à son sacro-saint principe du respect du débat parlementaire. Dès l'examen en première lecture, vendredi 15 décembre, du projet de loi relatif à la Sécurité sociale et à la santé — dans lequel le gouvernement avait introduit un amendement très contesté ouvrant aux caisses d'assurance-maladie et aux syndicats médicaux la possibilité de mettre en place des conventions distinctes entre médecins généralistes et spécialistes — le premier ministre avait eu recours à l'article 49-3 de la Constitution, avant même que la discussion ait pu s'engager. C'est autant le fond du projet de loi que la méthode employée,

dénoncée par l'ensemble des groupes de l'opposition et par le PC comme l'expression d'un « mépris » du gouvernement à l'égard du Parlement, que cette motion entendait censurer. Il y a donc eu jeudi soir deux débats. Un débat politique et un débat de médecins.

Un débat politique tout d'abord, tous les orateurs rivalisant d'indignation contre « le coup de force du gouvernement ». Premier à monter à la tribune, M. Bernard Pons (RPR) ne s'était muni que de quelques notes éparpillées mais de poids : un florilège de citations sur la nécessité de respecter le gouvernement à l'égard du Parlement extraites des interventions de... MM. François Mitterrand et Michel Rocard. « On est loin de l'ouverture », a observé le président du groupe RPR, les députés revêtus des insignes de leur fonction ne font pas le jeu des forces de l'ordre, les parlementaires demandent en vain au gouvernement les informations dont ils ont besoin, les ministres répondent aux questions de retard à leurs questions et dévient les débats du gouvernement aux questions du mercredi, le premier ministre use et abuse du 49-3. « Le Parlement, conclut M. Pons, est devenu le lieu où s'exprime officiellement le mépris du gouvernement pour l'opposition. »

Un débat de médecins

Des propos auxquels M. Gilbert Millet (PC) souscrivait bien volontiers, en s'insurgeant à son tour contre le « bâillonnement complet des députés » et la « déshonneur officielle à l'égard de leur pouvoir de légiférer ». Pour l'opposition communiste, « il y a là, de la part du gouvernement, une volonté manifeste d'abaisser le Parlement, qui ne peut que choquer tous les démocrates de ce pays ». Quant à M. Adrien Zeller, qui s'exprimait au nom de l'UDC, il a souligné les « contradictions » du premier ministre. En refusant le débat, a-t-il lancé M. Zeller à l'adresse de M. Rocard, « vous portez atteinte à notre pré-éminence et vous discréditez le Parlement, en le privant de toute possibilité de s'exprimer et de vous interroger ».

Mais les parlementaires entendaient bien reprendre, par le biais de cette motion de censure, la liberté de s'exprimer qui leur avait été refusée au fond sur le projet de loi relatif à la Sécurité sociale. Aux considérations politiques, s'est donc ajouté un débat de médecins : le docteur Pons, le docteur Millet, le professeur Mattei, face au docteur Le Guen (PS). Seul M. Adrien Zeller ne pouvait se prévaloir d'aucun diplôme de médecine, mais un titre d'ancien ministre (secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale) valait bien un serment d'Hippocrate.

« Le gouvernement, a rappelé M. Zeller, avait inscrit la protection sociale au titre des grands chantiers qu'il souhaitait voir ouvrir rapidement. Je ne vois rien venir de tout cela, par contre, je vois des infirmières qui restent mobilisées et déçues, des hôpitaux publics inquiets face à la lente mais permanente hémorragie de leurs praticiens, des pensions de vieillesse qui stagnent (...), bref, une politique au jour le jour. » Soulignant la nécessité de traiter le problème de la maîtrise des dépenses d'assurance-maladie et de l'adaptation du système de protection sociale, M. Zeller a ajouté : « Plus on attend, plus il sera difficile, plus nous creuserons notre retard sur les pays d'Europe comparables (...). C'est quand nous saurons traiter ce problème avec courage, avec l'esprit de dialogue et en dehors de toute attitude idéologique et toute volonté de recherche de culpabilité ou de bouc émissaire, que nous mériterons d'être une démocratie adulte et responsable. »

M. Pons n'a pas hésité à fustiger un amendement qui risquait, selon lui, de « bouleverser l'avenir de la médecine française ». Et après avoir imposé à ses collègues une longue digression historique sur la lutte contre la tuberculose, le rein artificiel et la mise au point de la dialyse, M. Pons conclut dans un élan de lyrisme que, « en cette veille de Noël », il souhaitait « sortir de l'hémicycle en rassurant le corps médical, en lui disant qu'il y a ici des hommes et des femmes qui n'acceptent pas que soit porté un coup fatal aux principes auxquels ce corps est attaché ». M. Millet n'a pas en lui non plus de mots assez durs pour exprimer, sous les applaudissements de l'opposition, des mesures qui signifient « la destruction de cette garantie fondamentale pour l'accès de tous aux soins, pour l'égalité de tous devant la santé, pour la qualité de la médecine et les libertés essentielles du choix du médecin et de la prescription que constitue l'exercice d'une profession médicale ». Les syndicats médicaux et les caisses d'assurance-maladie.

Mais, a précisé M. Millet, ce refus radical du projet gouvernemental n'inciterait pas pour autant le groupe communiste à rejoindre ses collègues à une motion de censure de l'opposition, qui, « quand elle était en pouvoir, a tant fait pour démolir le système de santé français ». Et c'est finalement sous les larmes des députés RPR, UDF et UDC que le député communiste a conclu : « C'est du terrain, où se retrouveront pour agir assurés sociaux et intéressés, que viendra la véritable censure de la politique du gouvernement. »

C'est en qualité de « professeur de médecine, chef de service en pédiatrie et génétique médicale »,

que M. Jean-François Mattei a pris la parole, au nom du groupe UDF. Précis, prêt à soumettre des « propositions » au gouvernement, le tout couvert du des Bouches-du-Rhône ne s'en est pas moins livré à une critique féroce du projet gouvernemental : « Il n'est pas digne de profiter des difficultés de quelques médecins généralistes pour mettre en péril tout un système qui jusqu'à présent a donné toute satisfaction et est cité en exemple dans le monde entier. (...) Et cette politique est aussi dangereuse, car vous engagez un nivellement par le bas qui conduit à la dégradation de l'ensemble. (...) Le corps médical est unique, comme l'est le corps humain. On ne peut pas le diviser. »

M. Mattei, qui faisait ainsi un véritable rétroscopage parlementaire, ne pouvait toutefois pas conclure son propos sans donner à ses collègues des gages de son talent politique. Relevant qu'il y avait « dans notre société certains domaines qui ont valeur de symboles et qu'on ne peut modifier ainsi à la légère », le député-médecin a ajouté : « L'éducation nationale en est un exemple, vous l'avez découverte en 1964. Nous avons aujourd'hui le sentiment que nous sommes en train de faire avec la médecine libérale ce que nous avons fait avec l'enseignement libre. » De quoi faire regretter aux trois malheureux députés socialistes présents, l'appel au « front républicain » qui, il y a quelques semaines seulement, a permis à M. Mattei de l'emporter contre sa rivale du Front national.

« Messieurs les censeurs, bonsoir ! »

C'est par un tonitruant « Messieurs les censeurs, bonsoir ! » que M. Jean-François Mattei a ouvert son discours de défense de la politique du gouvernement. Pour le député socialiste, bien sûr pour faire face à cette débâcle de critiques, la majorité ne pouvait « rester insensible aux difficultés que rencontrent certains praticiens, tout particulièrement les jeunes et les généralistes (...), alors que 25 % des spécialistes concentrent 55 % des revenus de la profession ». Revenant au gouvernement de M. Chirac d'avoir « pénalisé » le secteur I (aux honoraires conventionnés) au profit du développement du secteur II (honoraires libres), M. Le Guen a estimé que ce « système de protection sociale ne pouvons pas accepter un décalage entre le coût des soins et leur remboursement ».

C'est justement en présence de M. Jacques Chirac, arrivé dans l'hémicycle pour la circonstance, que M. Michel Rocard a pris la parole pour répondre lui aussi par un double discours à un double enjeu. « Messieurs les censeurs, bonsoir ! » a-t-il dit. Le Gou a ouvert son discours de défense de la politique du gouvernement. Pour le député socialiste, bien sûr pour faire face à cette débâcle de critiques, la majorité ne pouvait « rester insensible aux difficultés que rencontrent certains praticiens, tout particulièrement les jeunes et les généralistes (...), alors que 25 % des spécialistes concentrent 55 % des revenus de la profession ». Revenant au gouvernement de M. Chirac d'avoir « pénalisé » le secteur I (aux honoraires conventionnés) au profit du développement du secteur II (honoraires libres), M. Le Guen a estimé que ce « système de protection sociale ne pouvons pas accepter un décalage entre le coût des soins et leur remboursement ».

Il a estimé que la nature et la violence des accusations excédait largement le stade de la polémique électorale et que leur effet n'avait pu être bénéfique pour M^{me} Dupuy, contrairement à ce que soutenait M. Mouillot.

Il a ajouté que l'effet de ces tracts sur le résultat avait pu se prolonger durablement, même après le premier tour, que leur contenu excluait par sa nature toute possibilité de réponse utile, et que l'écart de voix était de surcroît relativement réduit (581 voix sur un total de 35 744).

M. Chahid-Nourai a conclu à l'annulation des élections, le Conseil devant se prononcer vendredi après-midi.

débat. Faisant siennes les remarques de M. Le Guen sur le danger de l'instauration d'une médecine « à deux vitesses », M. Rocard a observé que « le libre accès aux soins n'était plus aujourd'hui garanti partout, en raison du développement du secteur à honoraires libres, c'est-à-dire concrètement que certains Français doivent désormais payer davantage pour se soigner ». Si les médecins travaillent « dans des conditions difficiles », a reconnu M. Rocard, il en va de même de bien d'autres professions. Et le respect que nous avons pour le corps médical ne saurait nous faire oublier que le revenu des professions non salariées a augmenté plus et plus vite que celui des salariés dans les dernières années.

Face à l'augmentation des dépenses de santé, due notamment à une hausse de 14 % en 1989 des prescriptions médicales, « seul un gouvernement irresponsable s'abstiendrait de réagir ». Le projet de loi du gouvernement « ne supprime pas le système conventionnel antérieur, mais se borne à l'enrichir d'une possibilité supplémentaire » en permettant de conclure des conventions séparées, même avec les seuls médecins généralistes. Dès la prochaine session parlementaire, le Parlement aura à débattre « de l'ensemble du problème de notre protection sociale », a précisé M. Rocard, en soulignant que pourront être alors écartés « les faux procès et les vraies injustices ».

Mais c'est, on s'en doute, aux réponses aux critiques politiques que le premier ministre avait apporté tous ses soins. Il n'était pas question pour M. Rocard de laisser aux autres le soin de tirer seuls les leçons de cette session

parlementaire. On crie au coup de force ? Il réplique que le gouvernement n'a eu recours au 49-3 que sur quatre textes et qu'en revanche quinze autres ont été « au minimum consensuels et souvent unanimes ». Parmi eux figurent des textes « essentiels pour la vie des Français, comme celui sur le surendettement, le commerce et l'artisanat, la navigation aérienne ou la protection sociale complémentaire ». On lui reproche de mépriser le Parlement ? Vingt-trois des trente textes adoptés l'ont été par accord entre les deux Assemblées.

On critique l'absentéisme gouvernemental ? Alors là, M. Rocard veut bien faire amende honorable, même s'il demande le bénéfice des « circonstances atténuantes ». Il est vrai que le président de la République lui-même a tancé les ministres sur ce point. « S'agissant de la présence des ministres en séance, je suis tout prêt à admettre qu'elle n'a pas toujours été ce qu'elle aurait dû être (...) ». Cette critique, le gouvernement l'accepte donc, et il veillera à ne plus l'encourir à la prochaine session. Mais un engagement en appelle un autre, a observé le premier ministre en insistant sur la « discipline parlementaire » qui ont assisté aux débats sur l'Europe, le code pénal ou le logement des plus démunis... Bref, à la seule exception de la présence des ministres le mercredi après-midi et au-delà des impressions qu'a pu laisser l'utilisation de l'article 49-3, M. Michel Rocard estime que le gouvernement « a fait sa part du travail dans le bon fonctionnement du Parlement ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Les clubs
Perspectives et Réalités
renforcent
leur organisation

Les clubs Perspectives et Réalités créés par M. Valéry Giscard d'Estaing en 1965 veulent « exister pleinement ». Pour ce faire, M. de Charette a proposé, jeudi 21 décembre, une série de mesures visant à « renforcer leur organisation pour passer à la vitesse supérieure ». L'action devant accompagner la réflexion, les clubs auront désormais « des ambitions électorales » et leur représentant au sein de la commission « élections » de l'UDF, M. Michel d'Ornano, devrait avoir un rôle accru. Pour autant, M. de Charette n'entend pas transformer les clubs en parti classique. « Nous ne sommes pas un parti, il n'y a pas de carte, en fait nous préférons ce que seront les partis modernes parce que le militantisme traditionnel ne convient plus à la société française », a-t-il indiqué.

M. de Charette a enfin présenté le nouvel organigramme des clubs. M. Michel d'Ornano devient conseiller auprès de M. Valéry Giscard d'Estaing. MM. Georges de Brémont d'Art et Jean-Jacques Descamps seront conseillers du délégué général. Trois secrétaires généraux sont par ailleurs nommés : M. Pierre Lequiller, chargé du débat politique, M. Bernard Lehideux, chargé de l'organisation et M. Georges de la Loryère qui avait en charge l'animation des clubs.

Le groupe UDC saisit
le Conseil constitutionnel

Le groupe centriste de l'Assemblée nationale a annoncé qu'à son initiative soixante députés de l'opposition allaient saisir le Conseil constitutionnel sur les trois projets de loi pour lesquels le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, premier ministre par intérim, avait engagé, la semaine dernière, la responsabilité du gouvernement (article 49-3), au nom du premier ministre, M. Michel Rocard, alors en voyage à l'étranger. « La Constitution ne permet pas à un ministre d'engager la responsabilité du gouvernement ; c'est à la fois

la lettre de la Constitution, son esprit et sa pratique », estimait M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne). « C'est d'autant plus grave que M. Jospin était premier ministre par intérim, alors que le décret fixant son intérim n'était pas publié et donc n'était pas opposable. Cette pratique est anti-constitutionnelle et nous allons déposer trois recours sur les projets de loi de programmation militaire 1990-1993, de loi de finances 1990 et relatif à la Sécurité sociale et à la santé », précise le député centriste.

Le FN crée des incidents
au conseil municipal de Roubaix

Des militants d'extrême droite ont gravement perturbé mercredi 20 décembre la réunion du conseil municipal de Roubaix, à tel point que M. André Diligent, sénateur et maire (CDS), a fait appel à la police municipale et à la police nationale pour faire évacuer la salle. A plusieurs reprises, les éléments perturbateurs étaient intervenus dans le public, lançant des quolibets et des sifflets lorsque s'exprimaient les élus de la majorité et de l'opposition de gauche, et applaudissaient les interventions des élus du Front national. Ceux-

ci ne s'en sont pas privés, comptant régulièrement la parole à leurs collègues. Parmi eux, M. Jean-Pierre Gendron, gendre de M. Le Pen, a notamment tenu des propos très virulents à l'adresse de M. Salem Kacem, adjoint au maire, qui avait porté la contradiction face au leader du Front national sur le plateau de TF1 lors du débat opposant celui-ci à M. Tapie. Plusieurs élus ont été insultés et même menacés au moment de l'évacuation de la salle par la police. — (Corresp.)

Vers l'annulation
des élections municipales
de Cannes

M. Noël Chahid-Nourai, commissaire du gouvernement sur les élections municipales de Cannes, qui avait vu M. Michel Mouillot (PR-UDF) l'emporter sur le maire sortant, M^{me} Anne-Marie Dupuy (RPR), a présenté devant le Conseil d'Etat ses conclusions.

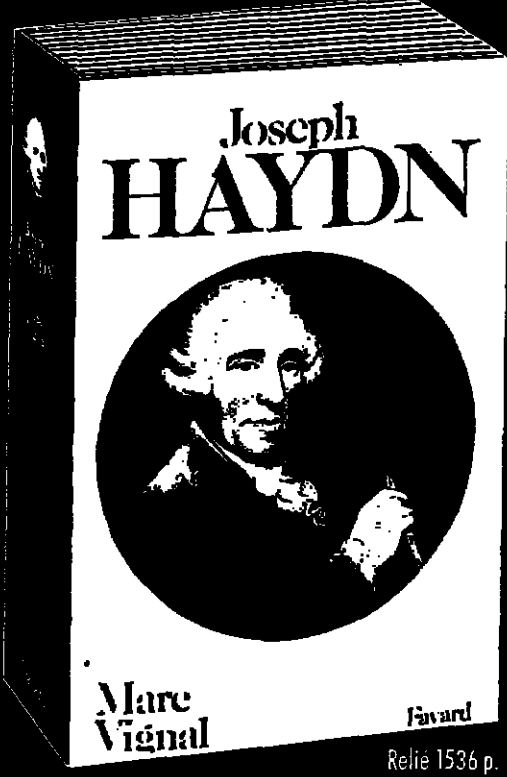
M. Chahid-Nourai a rappelé que des tracts anonymes contenant des imputations et des accusations concernant la vie privée de M^{me} Dupuy avaient été massivement diffusés à Cannes avant le premier tour du scrutin.

Il a estimé que la nature et la violence des accusations excédait largement le stade de la polémique électorale et que leur effet n'avait pu être bénéfique pour M^{me} Dupuy, contrairement à ce que soutenait M. Mouillot.

Il a ajouté que l'effet de ces tracts sur le résultat avait pu se prolonger durablement, même après le premier tour, que leur contenu excluait par sa nature toute possibilité de réponse utile, et que l'écart de voix était de surcroît relativement réduit (581 voix sur un total de 35 744).

M. Chahid-Nourai a conclu à l'annulation des élections, le Conseil devant se prononcer vendredi après-midi.

HAYDN
Prix du meilleur livre 1989
sur la musique
Prix Orphée 1989
Prix Bernier
de l'Académie des Beaux Arts



La "somme" sur le père de la
musique viennoise.

La Musique
chez
FAYARD

POLITIQUE

Le vague à l'âme
des parlementaires

Suite de la première page

« C'est quoi ça ? », avait dit quelques instants auparavant un policier, d'un air méprisant, en attrapant l'écharpe tricolore que lui présentait le même député en guise de laissez-passer. Ce « c'est quoi ça ? », comme le matraqueur de quelques élus (certains l'avaient un peu cherché), a été reçu comme une claque par tous les députés.

L'acclimation de l'histoire en Europe de l'Est a également donné le sentiment à plus d'un élu que l'actualité le vouait à d'inutiles gesticulations. Pourtant, le champ de la coopération parlementaire entre la France et les pays de l'Est est bel et bien exploré, des échanges ont commencé dans ce sens.

Le président de l'Assemblée nationale s'est d'ailleurs rendu à Moscou pour établir les bases d'une coopération.

Un travail
fructueux

Le malaise, presque palpable dans les couloirs durant cette session, n'est pas simplement le fruit d'un passage à vide, d'une mauvaise passe. Il a des raisons profondes. Les députés ont en effet le sentiment, quel que soit leur groupe, que leur pouvoir, déjà strictement encadré pour ne pas dire bridé par la Constitution se trouve grignoté par le haut (par les directives européennes) et par le bas (par les pouvoirs accrus des collectivités locales).

Mais il est maigre. Leur démolition accablée le discrédit de l'institution. Ils désertent l'hémicycle qui n'est plus hanté la nuit que par une poignée de députés très spécialisés,

souvent de haut niveau, qui animent d'excellents débats. Mais l'opinion ne perçoit pas la qualité de ces discussions, notamment sur des projets de loi touchant très directement et très concrètement la vie des Français : le droit au logement des plus démunis, les textes de M. Soisson sur le retour à l'emploi, la lutte contre l'exclusion ou l'usage abusif des heures supplémentaires, le projet Neiertz sur la prévention du surendettement des particuliers, le texte concernant l'amélioration de l'environnement des commerçants et artisans, le projet Nallet sur l'adaptation des structures agricoles, etc.

Le travail entre le Sénat et l'Assemblée a, en outre, été plutôt fructueux, comme l'a souligné le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popereau : « Sur trente textes, vingt-trois ont été adoptés avec l'accord des deux Assemblées. »

Un argument un peu mince pour les présidents des groupes de l'opposition qui ont accumulé ces dernières semaines les griefs contre le gouvernement. Au point que le chef de l'Etat s'en est ému, mercredi 20 décembre, en conseil des ministres. M. Charles Millon parle de « mépris » et de « violation larvée des droits » du Parlement par le gouvernement : « Celui-ci joue avec le feu en refusant de débattre de questions qui inquiètent les Français, car si les vrais problèmes ne sont pas abordés au Parlement ils risquent de l'être ailleurs », assure le président du groupe UDF.

M. Bernard Pons, président du groupe RPR, s'est montré, quant à lui — et comme à l'accoutumée

— « indigné ». Il reproche au gouvernement son utilisation du 49-3 et l'absentisme des ministres lors des questions du mercredi. L'inquiétant pour le gouvernement est que le groupe centriste soit sur la même ligne critique : « Le congrès du PS a empoisonné cette session qui aura été celle des occasions manquées », explique le président du groupe UDC, M. Méhaignerie, en soulignant le fait que lui et ses amis ont, malgré tout, soutenu « les budgets ou les textes courageux d'hommes courageux » (budget Fauroux et Quilès par exemple, textes Soisson, projet Besson sur le droit au logement).

Le refus trop répété du premier ministre de répondre lui-même le mercredi à certaines questions (par exemple sur le voile islamique la première fois), ses départs systématiques avant la fin de la séance des questions, l'utilisation du 49-3 sur quatre textes (contre un seul lors de la session d'automne 1988) (1) — dont une fois pour couper court à toute discussion sur la question sensible de la convention médicale. — le débat organisé au Sénat sur la politique étrangère du gouvernement, alors qu'un débat de censure avait lieu en même temps à l'Assemblée, ont échoué à donner le sentiment aux députés d'un dédain de l'exécutif. Il n'y a là malheureusement rien de très nouveau sous le ciel de la V^e République. Mais, comparé aux ambitions affichées par M. Michel Rocard pour le Parlement lors de son arrivée à Matignon, il y a, comme l'on dit aujourd'hui, un sérieux déficit.

Pour autant, l'existence du gouvernement n'a pas été sérieusement menacée par les quatre motions de censure déposées par l'opposition. Quelques voix RPR ou UDC se sont parfois égarées et le refus du groupe communiste de mêler ses voix à la droite a écarté la menace du renversement du gouvernement Rocard. La réalité arithmétique montre

d'ailleurs que les votes des non inscrits (ils sont quinze et, en grande majorité, ne votent pas la censure) pèsent d'un bon poids.

L'autre assurance du gouvernement réside dans les divisions de l'opposition. La dernière motion de censure discutée dans la nuit de jeudi 21 à vendredi 22 décembre ne doit pas faire illusion. Que ce soit sur l'Europe, le voile islamique ou la pétition Chirac sur le vote des immigrés, l'UDF, le RPR et l'UDC sont d'accord sur bien peu de choses. M. Millon, qui compte sur l'intergroupe de l'opposition pour faire émerger « la grande force pluraliste et une de l'opposition » qu'il appelle de ses vœux, a encore du pain sur la planche.

« Archées »
contre « résos »

Au moins, les réunions en séance plénière de tous les députés des trois groupes ont-elles eu le mérite de montrer, presque physiquement, où passent les lignes de fracture au sein de chacun des groupes, entre « archées » et « résos ». Pour l'heure, M. Bernard Pons est pour le moins dubitatif, pour ne pas dire plus, devant la proposition faite par M. Millon de doter l'intergroupe d'un collège de direction autonome élu par les députés. Pour le noyau dur du RPR, l'intégration en matière d'intergroupe, comme en matière européenne, est à proscrire.

En début de session, le gouvernement a finalement rencontré plus de difficultés avec la majorité qu'avec les oppositions ; sur le projet de loi de finances, le groupe socialiste commenté par M. Mermaz, a planté banderilles sur banderilles en se promettant, l'année prochaine, de ne plus se laisser enfermer dans les chiffres du Quai de Bercy. M. Mermaz a de la suite dans les idées puisqu'il a programmé une réunion le 21 février prochain pour

préparer le budget 1991... autre pomme de discorde entre le gouvernement et le groupe PS : la lutte contre le travail précaire. M. Mermaz souhaitait que le projet Soisson et la proposition de loi socialiste (plus drastique) soient discutés dès cette session d'automne. Le premier ministre, soucieux d'éviter tout dérapage sur ce sujet sensible avant le congrès, ne l'a pas accepté. Entre le gouvernement et le groupe, le congrès socialiste pèsera de tout le poids des rivalités entre chefs de courant.

La prochaine session s'ouvrira avec deux inconnues : le gouvernement va-t-il encore pouvoir tenir longtemps en dopant un certain nombre de ses projets à coups de 49-3 ? Le groupe communiste décidera-t-il un jour de censurer le premier ministre ? A cette dernière question, M. André Lajoinie et ses amis ont répondu pendant cette session par la négative. Mais il n'est pas sûr que l'obligation dans laquelle ils se trouveraient de voter une motion de censure de la droite, et donc avec elle, (les communistes n'ont pas assez de députés pour en déposer une eux-mêmes) suffise à les arrêter. Planerait alors la menace d'une dissolution qui n'enchantait personne, et dont certains s'accordaient à dire qu'elle pourrait faire le jeu du Front national jouant habilement de l'antiparlementarisme ambiant.

Le slogan « Sortez les sorcières » (2), M. Le Pen connaît...

PIERRE SERVANT

(1) Loi de programmation militaire, loi de finances 1989, collectif budgétaire 1989, projet portant diverses mesures sur la santé (il y avait deux points de blocage, la revalorisation des pensions de retraite et le régime des conventions médicales).

(2) C'était en 1956 le mot d'ordre du mouvement poujadiste qui présentait des listes aux élections législatives intitulées « Union et Fraternité françaises » (UFF). M. Jean-Marie Le Pen est entré pour la première fois au Palais-Bourbon avec la vague poujadiste de cette année-là.

Au Palais du Luxembourg

Garde républicaine
et primes de nuit

Une brise de surréalisme a traversé l'hémicycle du palais du Luxembourg, l'espace d'un instant, dans la nuit de jeudi 21 à vendredi 22 décembre. L'examen du projet de loi de finances rectificative, en lecture à l'Assemblée nationale, ne pouvant commencer qu'à partir de 1 h 40 du matin, la séance de nuit, entamée jeudi soir à 22 heures, avait été levée avant minuit. L'ouverture d'une nouvelle séance n'a pas été sans soulever de profondes interrogations chez certains sénateurs.

Protocole oblige, les uns se sont demandés si une séance pouvait être ouverte en l'absence de la garde républicaine, qui rend habituellement les honneurs, et s'il fallait aller le chercher à cette heure avancée de la nuit. Le président de séance, M. Etienne Dailly (RDE, Val-d'Oise), règlement du Sénat en main (art. 25), a appelé les esprits en indiquant que ce service n'était pas fourni pour les séances de nuit.

Un sénateur a fait ensuite remarquer avec beaucoup de gravité que la règle de la coupure de neuf heures entre deux séances n'avait pas été respectée. M. Dailly a montré combien il était attaché aux intérêts du personnel en indiquant qu'il avait pris contact avec les questeurs afin que l'on procédât, comme s'il y avait continué de séance (c'est-à-dire qu'il s'agissait bien d'heures supplémentaires). Il a par ailleurs « révisé » qu'il s'efforçait toujours, par quelques astuces et arguties, de ne jamais lever une séance avant minuit, quand l'occasion se présentait, pour ne pas priver ce personnel des primes substantielles qui s'ajoutent au fur et à mesure que l'heure avance.

Ouverture
exceptionnelle.

A Haussmann.
Jusqu'au
23 décembre
de 9 h 30
à 19 h 30.

A Montpamasse
de 9 h 45 à 19 h 45.

Ouverture de la sa

Vêpres
sicil

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

Le spectacle de la Vêpres sicil...

10 Shakespear à la Corniche - François Mitterrand au nouveau théâtre de Nice

12 Les dévotion d'Aviano
13 Pas de F-15 pour la marine

14 Remous chez les juges antiterrorisme
22 Tennis : l'avenir de Monica Seles

Ouverture de la saison des opéras italiens

Vêpres et matines siciliennes

Thèse : la Scala n'est plus ce qu'elle était, mais la passion ne s'y apaisera jamais. Antithèse : en Sicile, certains réfléchissent à une meilleure façon de travailler. Synthèse : l'opéra italien se porte irrémédiablement bien.



LUIGI PIZZALI

Ah ! les teignes. Ah ! les chiens. Le pire est qu'elles ont de la culture et de l'oreille, ces hyènes de la Scala. Ces graines de justiciers du pontail qui, ce mois-ci, soir après soir (1), conspuent consciencieusement les *Vêpres siciliennes*. Et si seulement il n'était pas si perfide, pas si nuancé, ce langage codé - huées rageuses, sifflets moqueurs, murmures amusés, silences glacés, jets de fleurs trop modestes pour être honnêtes - par lequel ces lycionnes impitoyables manifestent à tel chanteur leur désapprobation narquoise, à tel autre leur ostracisme irrefutable, et parfois, quand le profane s'y attend le moins, à tel artisan de premier plan une indulgence inconditionnelle. Car l'une des lois de la sentimentalité italienne, appliquée à l'opéra, est que l'on pardonne quand on admire vraiment, surtout lorsque l'admiration va jusqu'à l'adulation.

Dès le 7 décembre, date d'ouverture traditionnelle du prestigieux établissement, les spectateurs de la Scala ont donc pardonné à Riccardo Muti, leur très aimé directeur musical, sa décision d'ouvrir la saison avec les *Vêpres siciliennes* : un opéra que les meilleurs spécialistes jugent pourtant aujourd'hui incertain de la raison de la crise qui touche les voix verdiennes (soprano et ténors essentiellement) ; une trame d'histoire aussi sanglante qu'introuvable ; un hymne au patriotisme sicilien quand l'île était, il y a bien longtemps (1822), occupée par les méchants Français ; cinq longs actes coupés de surcroît (selon les normes de l'opéra romantique à la Meyerbeer) d'un ballet interminable. Bref, une œuvre que Verdi n'aurait pas, qu'il dut passablement traquer pour désarmer la censure italienne après la création parisienne, et qui, si elle est marquée par sa volonté d'innovation qui l'entraîne au milieu des années 1830, n'a comme principal intérêt que d'être le chaînon manquant entre *Traviata* et la magnifique *Simon Boccanegra*.

Donc, les Italiens n'ont pas tenu rigueur au successeur d'Abbado de la bizarrerie de son choix, quoique charivari qui s'ensuivit. Pas plus qu'ils ne lui avaient reproché l'an dernier le choix d'un opéra très rarement chanté de Rossini : ce *Guillaume Tell* très chahuté également (le Monde du 13 décembre 1988), œuvre elle aussi quasiment inconnue que Muti ne s'est pourtant pas privé d'enregistrer dans la foulée (2).

Ce qu'on pourrait donc reprocher, sur le principe, au nouveau Toscanini, c'est de se soucier comme d'une guigne de l'accueil du public milanais par les œuvres contestables qu'il choisit une fois l'an de programmer. Mais de beaucoup se préoccuper, en revanche, des besoins du marché discographique dans lequel ces œuvres vont venir se placer. Muti occupe sur ce marché, grâce aussi à sa position à la Scala, une place enviable qui lui permet de tester sur scène pendant tout un mois, puis d'enregistrer avec une distribution plus à l'aise en studio que sous les feux de la rampe, des opéras qui, comme par

hasard, manquent au catalogue. C'est le cas, après *Guillaume Tell*, de ces *Vêpres siciliennes* bientôt publiées par EMI et dont le seul enregistrement disponible (avec Arroyo et Raimondi, direction Levine) remonte à 1973. Les bonnes ventes d'un gros coffret de CD peuvent ainsi compenser désormais un accueil live mitigé.

Cactus et sourires en coin

Muti, à la veille de la première milanaise (raout préféré des milieux italiens de la finance, des médias et de la mode), avait conseillé à son public, par télévision interposée, d'oublier ses habiletés mondaines pour s'écouter que la musique, Verdi, et lui-même dans la fosse. Le chef fut suivi au-delà de toute espérance. Il fut applaudi à tout rompre pour ses coups de bonté rythmiques, ses fortissimo taurins, son égoïsme apollinien, son apparente indifférence à l'égard de ses chanteurs souvent éplorés ; applaudi aussi, et ce n'est que justice, pour son charisme proprement toscannien. Quant à ses interprètes - les mêmes à peu près que ceux de *Guillaume Tell* l'an dernier -, livrés aux déficiences de leur virtuosité et à un caractère hésitant de leur style, livrés comme dans une

arène au-dessus de cette fosse déchainée, ils se firent proprement éaler : égarés par la presse spécialisée ; renvoyés sans ménagement dans leur foyer lors même de la paisible représentation dominicale à laquelle il nous a été donné d'assister. Cela avec une cruauté mêlée d'humour dont, hors de la péninsule, on n'a même pas idée : public chantant la fin d'un air en sourdine pour aider le ténor égoïste (Chris Merritt) que sa corpulence, seule, rapproche aujourd'hui de Pavarotti ; on lui cherchait d'ailleurs un remplaçant à Milan) ; silence de glace, stigmatisant les aigus stridents et les coups de glotte suicidaires de Cheryl Studer (dans un rôle de passionaria amoureuse à jamais marqué, il est vrai, par Callas en 1951, et repris une seule fois entre-temps à la Scala par Renata Scotta en 1970, ce qui veut tout dire).

Dès la première, la basse de Burghard avait été remplacée, sans explication, par celle de Furialetto, ce dont personne ne se plaignit : dans le rôle du terroriste Procula, le Leporello de Karajan restera le seul vrai héros de cette production bohéme. Baryton à la voix solide, posée, mais si prosaïque, Giorgio Zancanaro aurait presque pu faire office de brillant second. Las ! Nul n'ignore en Italie que ce baryton fut, avant de se reconverter dans le bel canto, capi-

taine des motards. Son apparition en gouverneur français des *Vêpres* (transposées par le metteur en scène à la fin du dix-neuvième siècle), sa réincarnation botte, sanglée, cambrée, en une variété de CRS, débâta dans le public des sourires en coin. Ce ne fut pas la moindre des erreurs commises par le décorateur et metteur en scène Pier Luigi Pizzi. La deuxième étant d'avoir éclairé les grèves siciliennes - que de cactus, que de galets, que de barques échouées ! - par des projecteurs d'aéroport. La dernière étant d'avoir fait se balancer les trente-cinq minutes du ballet (avec Patrick Dupond, s'il vous plaît) devant un fond de scène plus empourpré et plus éblouissant qu'une poitrine de donataire sicilien. Pizzi, qui est tout sauf un directeur d'acteurs, peut avoir comme décorateur (son premier métier) un goût décidément épouvantable.

Aux festivités milanaïses succède, chaque année, à moins d'une semaine d'écart, l'ouverture de la saison lyrique sicilienne. Classée par la qualité et l'originalité de ses productions, sur la liste des douze opéras nationaux subventionnés par l'Etat italien et les régions, l'Opéra de Palerme est clairement resté à-bas comme une anti-Scala. Pas de chef célèbre au poste permanent de directeur musical ; pas d'enregistrements à la clé. En contre partie, une indépendance complète par rapport au marché du disque. Une programmation conçue sur l'ensemble de l'année comme un menu varié, inattendu, équilibré ; programmation complétée par des récitals, des concerts symphoniques décentralisés ; couronnée enfin, d'*Ida et Porgy and Bess*, par une saison d'été proposée à des dizaines de milliers de spectateurs dans un immense amphithéâtre à ciel ouvert, au centre d'un magnifique jardin fleurant bon le jasmin.

Le « Parrain » à Palerme

La fierté du théâtre de Palerme, outre un palmarès impressionnant (216 représentations lyriques ou chorégraphiques à l'année, 158 concerts, 16 000 abonnés, 1 336 manifestations gratuites), est au fond de pratiquer ce métier à vocation éducative et populaire comme on le faisait au siècle dernier. De ne viser qu'à l'efficacité, au prix d'infatigables discussions au sein d'une équipe aussi diverse que compétente et soudée. D'ignorer les courants d'opinion, les cabales, les pressions, dans un environnement politique pour le moins mouvementé. De croire davantage à l'association des compétences et à leur nécessaire complémentarité qu'à l'attrait des stars, étoiles filantes du chant et de la direction d'orchestre dont le départ laisse ensuite toute une équipe désemparée.

Palerme possède avec le Teatro Massimo (palais mi-hollywoodien mi-viscontien construit au début du siècle, que la municipalité a enfin décidé de sauver), avec les souvenirs d'une époque où l'opéra était roi dans la cité, un bâtiment aux dimensions surhumaines mais à

l'acoustique parfaite, une salle d'une beauté de proportions et de matériaux comparable à celle de la Fenice. Coppola et l'équipe du *Parrain III* va d'ailleurs investir les coulisses délabrées, la loge royale intacte et le foyer aux fresques pompéiennes avant l'arrivée des premiers ouvriers. Opéra sans opéra, l'œuvre de production de Palerme occupe pour de longues années, encore pour ses spectacles le théâtre Politama, salle semi-circulaire aux balcons de fer et à l'intimité à peu près comparable à celle de notre Cirque d'hiver. Richard Strauss aurait eu un choc de voir sa *Salomé* représentée dans cette cathédrale profane. Et Mozart d'y entendre sa pastorale de chambre *Bastien et Bastienne* ! Ce choc fut d'abord aussi le nôtre. Mais l'un des mystères de l'opéra - espérons que les Parisiens, à la Bastille, le vérifieront bientôt - est que l'émotion naît n'importe où, sous la pluie (Bregenz), dans l'aluminium (Frankfurt) ou dans le béton (Hongkong). A condition que ce qui préside au spectacle soit précisément l'émotion et non la performance en l'espèce.

Un mot sur *Bastien et Bastienne*. Pour signaler à tous les directeurs en mal de très jeunes sopranos mozartiennes que l'école italienne a fait naître la voix qu'il leur faut, voix encore enfantine mais au juste style, incarnée dans une petite-bonne femme qui, comme l'indique son patronyme (Pace, prénom : Patrizia), n'aura pas besoin de beaucoup guerroyer pour s'assurer une carrière.

On chante moins souvent Mozart que Rossini dans les grands

Josephine Barstow dans *Salomé* à l'opéra de Palerme

Une scène des *Vêpres siciliennes* dans le décor, et la mise en scène controversée de Pier Luigi Pizzi



théâtres d'Italie - c'est par de tels actes d'indépendance que Palerme creuse la distance. On y chante encore plus rarement Strauss (comme d'ailleurs Debussy), le public exigeant de comprendre les mots qu'on lui chante et faisant précisément de l'adéquation de l'émission et de la nuance vocale au sens de la phrase, son principal critère d'appréciation de l'art des chanteurs.

Drame de la cruauté

Mais le public du Politama a applaudi debout la *Salomé* de l'Anglaise Josephine Barstow, mise en scène par le Français Claude d'Anna, dirigée par l'Allemand Wolfgang Rennert, le gros de la distribution (impeccable jusqu'au plus petit rôle) étant à moins de la moitié nationale. D'abord parce que les Italiens aiment trop l'opéra pour être chauvins (au premier rang de leurs idoles : l'Espagnol Domingo, le Canadien Vickers, l'Australienne Sutherland, les Américaines Horne, Cuiaberti, Samuel Ramey dans Rossini, sans oublier Callas, évidemment). Ensuite parce qu'il s'agissait d'une des plus belles représentations possibles de ce drame de l'hygiène et de la cruauté.

La quarantaine fiévreusement assumée jusqu'à la totale nudité (à l'issue d'une danse des sept voiles d'une bizarrerie barbare), Barstow charge d'électricité tout son rôle de vierge folle, sans forcer la voix une seule fois, avec parfois des furelements de chat. Plus sensuelle que vraiment belle, elle crée le vide autour d'elle, et domine malgré d'introuvables *plaisirs* un orchestre grouillant, animé obscurément de louches fermentations, traversé d'éclairs mortels : Rennert dirige les Strauss les plus sulfureux comme s'il avait lui-même copié la partition sous le regard du maître.

Barstow, que la France connaît à peine, mais qui a chanté *Salomé* sur les meilleures scènes, représente un cas exceptionnel : celui d'une totale identification psychologique et corporelle à un rôle aussi périlleux (au féminin) que celui d'Otello. A ce niveau, la beauté de la voix - dans son cas, incontestable - n'est plus qu'un détail (3).

ANNE REY

(1) Prochaines représentations des *Vêpres siciliennes*, les 23, 27, 30 décembre 1989, les 5, 6, 7 janvier 1990, Scala de Milan. Tél. : 19/39 28-87-92-46.

(2) Un coffret de deux disques compacts Philips : 422391-2.
(3) Prochaines représentations de *Salomé* et de *Bastien et Bastienne*, les 23, 27 et 29 décembre, au Teatro Politama, Palerme. Tél. : 19/39 91-58-36-00.

Des voix mythiques venues d'antan

Le disque comploit est devenu - paradoxe ! - un véhicule privilégié pour les enregistrements historiques. Après les pianistes, les chefs d'orchestre, les grands violonistes, ce sont les chanteurs d'autrefois qui bénéficient laser. Si certains enregistrements ont donné lieu à des « reconstructions numériques » dans des studios sophistiqués, d'autres ont été filtrés afin d'éliminer au maximum les bruits de fond de la gomme laque (avec des résultats parfois peu probants : on étant les grattements, on enlève une bonne partie du volume des voix). Il semble que ce soient les Anglais de Nimbus qui aient trouvé la bonne solution pour la réédition de cires vénérables, parfois presque centenaires. Tout simplement, en faisant jouer les vieux soixante-dix-huit tours par des phonographes d'époque devant le pavillon desquels les techniciens ont placé un micro. Il fallait y penser ! La présence des voix est étonnante, la son excellente. Une qualité à vrai dire jamais atteinte par les autres systèmes.

● Les rescapés de Nimbus. - *Great singers* (1909-1938) : Tetrizzini, Caruso, Stracciari, Turner, Gigli, etc. ; 1 CD N° 7801.

Dives (1906-1935) : Tetrazzini, Melba, Patti, Lehmann, etc. ; 1 CD N° 7802, *Enrico Caruso* : 1 CD N° 7803, *Giovanni Martinelli* : 1 CD N° 7804, *Rosa Ponselle* : 1 CD N° 7805. Distr. en France : *Worner Music*. Tél. : 42-22-60-11.

● Les antiques de Music Memoria. - Aurelio Pertile Pertile, le « ténor de Toscanini », dans un récital Leoncavallo, Mascagni, Verdi, Giordano... 1 CD MM-Virgin 30233. Et dans *Aida*, à la Scala de Milan, direction Sabajno : 2 CD MM-Virgin 30228. Récital Cesar Vezzani, « ténor héroïque » : 1 CD MM-Virgin 30228. Caruso : *Airs napolitains* : 1 CD MM-Virgin 30220. Distr. France, 11, place des Vosges, 75004 Paris, tél. : 40-29-00-00.

● Viennent de paraître. - Les grands moments de Joan Sutherland (1959-1972), *prima donna assoluta* (Offenbach, Donizetti, Gounod, Verdi, etc.) : 1 CD Decca 425 605-2.

Musiques de ballet des opéras de Verdi (*Macbeth*, *I Vespri siciliani*, *Don Carlos*, *Aida*, *Otello*), orchestre du théâtre de Bologne, direction Chailly : 1 CD Decca 425 108-2.

A. R.

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO - HONOLULU - HONG KONG

12, PLACE VENDÔME 75001 PARIS - Tél. : (1) 42.60.32.82
OUVERT LES DIMANCHES 17 ET 24 DÉCEMBRES DE 10H À 19H30

46, AVENUE GEORGE V 75008 PARIS - Tél. : (1) 49.52.08.35
OUVERT LES 4 PREMIERS DIMANCHES DE DÉCEMBRE DE 14H À 20H

THÉÂTRE

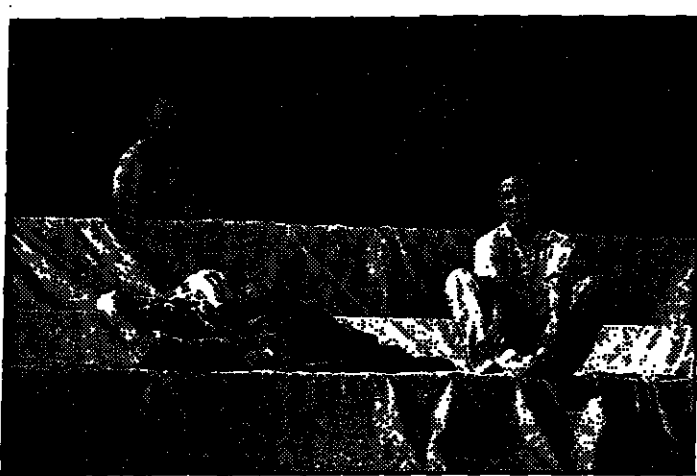
La comédie des libertés

La Comédie-Française présente « Comme il vous plaira » de Shakespeare dans l'adaptation de Raymond Lepoutre et la mise en scène de Luis Pasqual

Le décor n'est qu'un miroir, qui occupe toute la surface de la scène, et qui est situé pas loin de la rampe, et qui pivote sur lui-même comme les portes de garage à commande électronique, si bien que ce miroir renvoie tantôt les spectateurs eux-mêmes tantôt de grands linges étendus sur le sol, et puis, aussi, les acteurs, vus de dos ou d'en-dessous. Cela a été fait déjà, plus d'une fois : c'est une façon de cadrer une œuvre dans des élaborations mentales, dans les images de ces élaborations, plutôt que dans l'imitation naturaliste d'un palais ou d'une forêt, les lieux de l'action.

La première partie de *Comme il vous plaira* est assez claire, et classique (elle est l'adaptation d'un roman à succès du temps), il y a un frère puni persécuté par son aîné, un tyran jaloux, sa fille qui s'égare de qui il se faut pas, un combat, un verdict d'exil, ainsi de suite : autant d'événements romanesques et féériques assez sonnets, et le raz de marée de la poésie de Shakespeare, si éloquent. Tout cela, bien placé en vue par le décor rapproché et « doublé » (décor de Fabia Puigserver), et sous une direction ferme de Luis Pasqual, est remarquable : les acteurs sont éblouissants.

Ici, oui, c'est vraiment une démonstration de la maîtrise de l'art du théâtre, mais qui ne peut pas en voir rarement, Valérie Drévillo (Rosaline) irradie une poésie, un caractère, une intelligence, une



Des acteurs éblouissants

imagination, une puissance, elle est une actrice d'un art accompli. Jean-Yves Dubois (Orlando) est d'une finesse de sensibilité, extraordinaire, avec une richesse de ruptures, d'angles de vue, un impromptu d'invention, et, bizarrement, une modestie d'approche qui lui est propre et qui fait que chaque spectateur l'accompagne, rentre dans son jeu, c'est frappant. Valérie Drévillo et Jean-Yves Dubois sont assez nouveaux, sur cette scène. Mais les plus anciens comme Michel Amont, Roland

Bertin, Catherine Samie, Catherine Salvat, eux aussi sont éblouissants dans ce spectacle. Mention particulière à Pierre Vial, imitateur de fantaisie pure, d'insolence, d'ironie, d'archaïsme, mais aussi d'obscurité, insaisissable. Personne n'ose dire parce qu'elles sont de Shakespeare.

Enfin, dans la seconde partie, quand l'action a lieu dans la forêt d'Arden, l'écoute de la poésie du texte requiert la perception visuelle concomitante d'une image qui n'a rien à voir avec le décor de Fabia Puigserver. Alors les costumes (celui de Valérie Drévillo notamment) jouent aussi contre la pièce, contre son propos, contre ses mirages.

Les choses se gâtent après l'entracte. C'est la faute de Shakespeare en premier lieu : sa pièce comprend alors beaucoup d'allu-

Les secrets de Célimène

Jacques Weber, à Nice, inaugure son nouveau théâtre avec une mise en scène du « Misanthrope », touchante et spectaculaire

Jacques Weber, pour l'ouverture de son théâtre de Nice, a bien fait les choses : il a choisi le *Misanthrope*, et il en donne une représentation à la fois très proche et en ne peut plus spectaculaire. Le décor (la demeure de Célimène, comme le précisait Molière) est grandiose, pourquois pas, Molière nous dit que Célimène est une belle veuve de vingt ans, son époux était peut-être l'un des gros sacs du royaume. Et nous voyons ce château tournoyer par enchantement, s'élever, laisser venir tout un ciel, et même la mer et ses plages. C'est très beau (décor de Serge Marzloff).

Tous les comédiens sont intéressants, surtout peut-être Emmanuel Meyssignac qui joue Elante, cette mystérieuse parente qu'abrite chez elle Célimène, cette cousine secrète qui aime Alceste, qui aurait pu le gêner, mais qui ne bouge pas. Cependant, Weber oriente l'attention sur Alceste et Célimène. Il joue Alceste. Il accentue sa maladresse, sa neurasthénie, sa mélancolie, son délire de persécution, puis, à partir du moment où il se voit « trompé » par Célimène, sa douleur, ses crises d'obsession. Et le jeu de Weber n'est certes pas léger, mais il y a une sincérité, une violence, qui emportent. Et d'autre part Weber a en l'idée intéressante de jouer en même temps Alceste et Molière. Molière qui, tout en interprétant lui-même son *Misanthrope*, a déjà en tête, écrit déjà dans sa tête, la pièce suivante, pour laquelle, par moments, il prend des notes sur un carnet, et un regard indiscret d'un partenaire nous apprend que Molière est en train d'écrire les rôles d'Arnolphe et d'Agnès, ce qui est un anachronisme puisque l'École des femmes parut avant le *Misanthrope*, mais rien n'empêche cette liberté, et l'idée était trop tentante d'associer ces deux femmes, Agnès et Célimène.

Célimène, c'est l'attraction-média de la soirée, c'est Emmanuel Bèart. L'image du docteur ou d'Emmanuel Bèart donne de Célimène une séduisante : tout est en elle, tout est beau, en cette comédienne : le visage, le regard, la silhouette, l'allure, la liberté et la grâce de la démarche, du jeu, et même, ce qui devient rare, la pureté de la voix.

D'autre part, mais du même clan, forcément, il y a le rôle même, le for intérieur de Célimène. C'est l'un des rôles les plus fascinants du théâtre, et pour une raison simple : aucun autre rôle, chez aucun auteur, ne reste à ce point inconnu, inaccessible, aux protagonistes qui l'entourent. Alceste, Philinte, Oronte, Armand, les deux amants : tous sont dans l'erreur, à propos de Célimène, ou plutôt, comme nous les spectateurs, personne ne la devine, ne la comprend (seule peut-être Elante partagerait son angoisse cachée, mais elle ne sait).

Paillettes en noir et blanc

Le « Post-scriptum », je l'aime, d'un drôle de Pierrot noir : le rire et la poésie de Jean Bois ont un charme fou

Une soirée à réveiller le cœur le plus indifférent. *Post-scriptum*, je l'aime, de Jean Bois, est un spectacle léger et pétillant, avec, en contrepoint, justesse et délicatesse, donc de vérité humaine et d'humour. Jean Bois et sa compagne Dominique Constantin brosent en neuf tableaux, sans autre lien que celui de la fantaisie pure, une vraie déclaration d'amour à la scène. Le spectacle se savoure comme ces cocktails doux au palais, explosifs pour la tête.

Tous deux ont des visages grincés de blanc, comme les clowns, ou les mimes. Lui est vêtu de noir, dans un ample costume de Pierrot un tantinet macabre, elle a la taille prise dans une robe de mariée d'une blancheur immaculée, mais en aucun cas elle n'a les manières d'un brin rétro. Mine de rien, avec leurs sourires rose bonbon, ils mènent une sarabande d'enfer, jouant sans filer avec le désir, la mort, l'amour, la cruauté. Pour cela, il leur suffit de trois bouts de ficelle : un rideau de valours rouges, un ciel point, et vague le miroir. En guise de prologue, histoire de donner le la, un travesti à la voix de fausset et imite une spectatrice au sortir du spectacle de Jean Bois : « *Jamais je n'ai vu un artiste aussi antipathique* ». Malaise : Jean Bois, tout en acquiesçant d'un hochement de tête, mais impeccablement grincés de blanc. Et puis — mais où va-t-il chercher tout ça — maman apparaît dans son cercueil, le temps de saluer le jour de sa fête ; suivent les grands-parents

possessifs, attendris vieux enfants coquets ; ils interdisent à Jean Bois de les mettre dans son prochain spectacle. Tu comprends, lui disent-ils, on n'est pas intéressants, déjà que tu joues avec ta femme, autant amener ton public à la maison, c'est formidable, parce que vrai comme la vie. Il y a encore ce duo de *Petits Travaux de couture* qui commencent sur le ton des *Enfants du paradis*, dans les coulisses d'un cirque un peu méfiant et s'achève sur celui, très noir, de quelque *Docteur Malade*. Scénario à Saint-Symphorien-les-Challons, dialogue entre une déesse grecque de la mer Egée et le gardien d'un musée de la province profonde est à pleurer de rire et d'émotion.

Jean Bois brasse les grandeurs et misères des cours, le vrai, le faux, la vie de tous les jours et celle du spectacle, l'opéra et la musique baroque. Il brasse le rêve et la poésie, et si fragile qu'il semble devoir s'effondrer à la moindre fausse note. Il n'y en a aucune. *Post-scriptum*, je l'aime a la beauté précieuse d'un cadavre intact.

ODILE QUEROT.

► Jusqu'au 4 février. Théâtre de la Tempête. Cartoucherie de Vincennes. 43-28-36-38, 21 heures du mardi au dimanche ; dimanche à 16 h 30.

Fin de tournée pour « Evita »

Stylisée à l'extrême, l'histoire de l'égérie de Juan Peron achève (mal) un cycle de onze ans de représentations

Les Britanniques Andrew Lloyd Webber et Tim Rice (compositeur et auteur de *Jésus-Christ Super-star*) et le metteur en scène américain Harold Prince (*Cabaret*) sont trois magiciens de la comédie musicale. Ensemble il y a onze ans, ils se sont penchés sur l'extraordinaire aventure d'Eva Duarte, starlette ardente devenue speakerine à la radio de Buenos-Aires, puis la femme, l'égérie de Juan Domingo Peron et l'idole de tout un peuple avant de mourir de leucémie à trente-trois ans, en 1952.

Créée en juillet 1978 au Prince Edward Theatre de Londres, *Evita*, avec la chanteuse Elaine Paige, a tenu l'affiche pendant sept ans. Adaptée dès 1979 au goût américain, *Evita*, avec Florence Lacey, est représentée à Broadway durant mille cinq cent soixante-sept représentations. Suivent, toujours avec Florence Lacey, trois tournées américaines et une autre — la

dernière — européenne qui s'achève au Palais des Congrès.

Il faut dire tout de suite que l'actuelle troupe est à bout de souffle. Elle joue sans surprise, sans plaisir, mécaniquement, une histoire qui, pourtant, a toujours été caractérisée par le climat émotionnel de l'époque. A vrai dire, cette histoire elle-même n'existe pratiquement plus.

Comme si elle avait été retellée plusieurs fois au cours des précédentes tournées. Comme si la stylisation poussée à l'extrême avait vidé de sa chair et de son sang une comédie musicale dont nous gardions un éblouissant souvenir.

Restent, par à-coups, une caricature grossière d'Evita Peron, quelques images jaunies d'un temps déjà lointain et des chansons dont, bien sûr, *Don't cry for me, Argentina* !

CLAUDE FLÉOUTER

► Palais des Congrès, 20 h 30.

Trois nouveaux sociétaires à la Comédie-Française

Catherine Sauvay, Jean-Yves Dubois, Jean-Luc Bideau, ont été nommés sociétaires de la Comédie-Française, jeudi 21 décembre, lors de l'assemblée générale annuelle des sociétaires de la troupe. Avant d'être connus du grand public au cinéma et à la télévision, Jean-Luc Bideau avait commencé sa carrière au théâtre, dans la troupe de Jean Vilas au TNP, et a travaillé avec Peter Brook ou Roger Planchon. A la Comédie-Française, où il est entré en tant que pensionnaire le 1^{er} octobre 1988, ce comédien suisse a joué dans le *Mariage de Figaro*, de Beaumarchais, et la *Cognote*, de Labiche. Engagée comme pensionnaire de la maison de Molière en septembre 1984, Catherine Sauvay, vingt-sept ans, est actuellement à l'affiche dans *Lorenzaccio*, de Musset. Après avoir été employé dans les classiques (Molière, Corneille), Jean-Yves Dubois, engagé comme pensionnaire en septembre, incarne Orlando, dans *Comme il vous plaira*, de Shakespeare.

CINÉMA

L'absurde au quotidien

Dans « Délit de fuite », Youri Mammine raconte la vie quotidienne en URSS. Sous le rire, la violence.

D'abord, un homme affublé de grandes ailes en toile jonc de violon sur le toit d'un immeuble. Puis on est transporté dans le désert d'une république soviétique d'Asie centrale où des techniciens russes dégingolent une fontaine naturelle, ce qui oblige la tribu à émigrer. Le vieux bey, chef de cette tribu, et qui ne parle pas un mot de russe, se retrouve, venu par avion d'Alma Ata, dans une grande ville où sa fille est mariée à l'ingénieur chargé de surveiller l'état d'un groupe de grands immeubles « modernes » pour le compte du syndicat. Vous trouvez cela absurde, c'est absurde. Volontairement.

Ce premier long métrage — tourné à Leningrad — d'un réalisateur de quarante-trois ans cultive un « nonsense » purement soviétique, inspiré par l'état social et économique lamentable dans lequel se trouve son pays à l'heure de la perestroïka. Les murs d'un des

immeubles sont fissurés et le toit est en train de s'écrouler. Tout est délabré. C'est l'hiver. Les habitants, plus pittoresques les uns que les autres parce qu'ils sont habitués à tout, survivent malgré la dégradation de plus en plus avancée.

Il s'agit là d'une comédie métaphorique, version sangrante du drame réaliste de la *Petite Véra*, si bien accueilli au début de l'année. Mais l'on sent monter, sous les gags les plus délectables, un terrible rale-bol, une colère génératrice d'explosion — à la fin, le rétablissement du courant électrique fait tout sauter... Si l'on en est là, laisse entendre Youri Mammine, qui a l'air de frapper fort et de faire grincer l'humour jusqu'au point de rupture, c'est aussi peut-être que le peuple a laissé faire. *Délit de fuite* est un film d'éveil façon électrochoc, original et fort remarquable.

JACQUES SICLIER

Le marathon quimpérois de M^{me} Mitterrand

Organiser une journée sur le thème « Cinéma et liberté » conduit vite à faire un choix : ou montrer en quoi le cinéma peut être victime du manque de liberté — et on aboutit vite à résumer des thèmes connus — ou se demander si la liberté ne peut pas être au service du cinéma.

C'est sous cet angle que Marc Ruffet et les organisateurs du Festival de Quimper ont mis en place une semaine cinématographique avec la collaboration de l'association France Libertés, dont Danielle Mitterrand est la présidente. Elle est venue à Quimper le 16 décembre dernier, pour une journée marathon : qu'elle a commencée en animant une rencontre avec les enfants de deux « classes-images », autour du film *Yaksha*, d'Indira. Qu'drago, avec les enfants de deux « classes-images ». Le film a été montré à cinq mille

écoliers de la région quimpéroise.

Le film soviétique *Délit de fuite* de Youri Mammine, (lire ci-dessus la critique de Jacques Siclier) a amené des questions sur la pénurie, le délabrement des immeubles, la promiscuité en URSS.

Dernière bonne idée de cette journée : un court métrage hongrois contre la destruction des villages roumains constituait un curieux or d'alarme cinématographique encore inédit dans les pays de l'Est, et précédait la projection de *Si j'avais quatre drame-draïres*, un film de Chris Marker (1986), superbe journal de voyage composé de photos prises dans vingt-six pays pourtant frappés par la misère. La liberté, si le cinéma peut dénoncer les atteintes qu'elle subit, sans doute est-il impossible de la filmer.

LAURENT DEMELOU

Un mélo en Utah

Dominique Derudder a adapté le roman de John Fante, « Bandini », sans excessive fantaisie. Mais il y a Ornella Muti

Dans l'obscurité d'un confessionnal, un petit garçon d'une douzaine d'années avoue quelques péchés gigantesques : « *J'ai juré le nom du Seigneur en vain, soixante ou soixante-dix fois, j'ai piqué une photo de fille nue, j'ai vu des chiens copuler et ça m'a intéressé* ». Et le curé de répondre paisiblement : « *Trois Ave, deux Pater* ».

Une sorte de tarif de base, inamovible. Le gamin (Michel Baccall), qui est la première incarnation cinématographique du personnage d'Arturo Bandini, double autobiographique de John Fante, scénariste et romancier de Los Angeles, mort en 1983, n'est pas trop beau, c'est une chance. Il a l'air un peu plus vrai, quoique son cabotage exagéré (on dirait Mickey Rourke nain, avec le visage un peu dégingolé de Charlotte Gainsbourg) soit à la limite de la paire de claques, mais bon, à la limite.

Un paysage de neige et d'épaves montagnées — nous sommes à Rocklin, Utah, en 1928 et en hiver — que balaise une sublime chanson italienne, délivrée à pleine voix, à fendre l'âme, par Paolo Conte, le temps du générique, puis le père, Svevo Bandini (Joe Mantegna) rentre, de nuit. Ce casse la figure sur la luge de son Arturo ou de l'un des cadets, Auguste ou Federico, peste et va rejoindre au lit sa femme adorable (Ornella Muti). Il n'est pas content, Svevo, il a perdu 10 dollars au poker (en plus de tout ce qu'il doit à l'épicière Voss) et avec ces interminables hivers de l'Utah, où la température est si basse qu'on ne peut faire du ciment ni du plâtre, un poseur de briques italien est au chômage la moitié de l'année. Sauf quand on a une belle-mère odieuse qui vous pousse dehors et un ami comme Rocco qui vous tend la main : Svevo trouve un petit boulot de dépannage chez une riche veuve, M^{me} Hildegard (Faye Dunaway), qui a un problème de cheminée et du goût pour les grands bruns mal rasés. Svevo, après avoir réparé l'âtre délogé

MICHEL BRAUDEAU

de M^{me} Hildegard, sera le premier à faire flamber sa bûche. Et, sans travail en hiver, il vaut mieux de jolies braises, un bon cognac, de longues cigarettes, que les spaghetti de la tendre Ornella (encore que...). Le petit Arturo se mêle de tout et, tel un grillon du foyer conjugal, va tout arranger avec une énorme délicatesse coussu de cible blanc. Bien entendu, Derudder n'a pas l'ironie dure et vive de John Fante, il est démonstratif et habile, bien que trop lent dans le jeu des scènes, dont beaucoup semblent jouées et parées au ralenti, comme si on voulait laisser au dernier rang le temps de sauter dans le train avant de passer au plan suivant. Sans doute Mantegna en robe de chambre chamarrée à l'air de sortir d'un épisode inédit d'un film de David Mamet ; et Faye Dunaway, les yeux écarquillés comme une momie que l'on tire du sommeil en lui tirant la peau dans la nuque, n'aurait peut-être pas dû être décongelée ; et Arturo...

Mais il y a Ornella et ses pâtes, une douceur vénérable de l'Italie dans ce paysage de sinistre Utah, la chanson anglo-saxonne du grand Conte, et l'on est tout content de finir la décennie sur un mélo sentimental dans la tradition, avec une femme en larmes, un enfant ravissant qui meurt, un gros chien sale et affectueux, toute la panoplie des pleurs.

► Deux tapisseries voilées à Saint-Gaudens. — Deux tapisseries d'Anbusson d'une valeur inestimable ont été dérobées de la collégiale de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) dans la nuit de mardi à mercredi 20 décembre par des malfaiteurs qui s'étaient laissés enfermer dans l'église. Les deux œuvres, le Triomphe de la foi et le Martyre de saint Gaudens étaient classées monument historique.

1991/00 1350

COMMUNICATION

Fin de la grève dans la distribution de la presse

La direction des NMPP et le Livre CGT ont signé un accord sur la modernisation

Après dix-neuf heures de négociation marathon, la direction des NMPP, les éditeurs de presse et le syndicat CGT du Livre ont abouti, vendredi matin, à un accord global mettant fin à une semaine de conflit qui a gravement perturbé la distribution de la presse. Un texte sur la modernisation des NMPP, contrepartie de la prime de 6 000 F attribuée aux ouvriers, a été élaboré dans l'après-midi du jeudi 21 décembre, puis discuté dans les moindres détails à partir de 23 h 30. Ce texte a été signé sous le contrôle de M. Bernard Wouts,

administrateur général du Monde et président de la commission du suivi. Il reste fidèle au « projet de protocole d'accord de modernisation » soumis le 19 décembre à la CGT par la direction des NMPP et respecte les accords du 30 mars 1989. Il prévoit un délai pour la fermeture des deux ateliers régionaux des messageries (ARM) de Roubaix et de Poitiers qui constituait un des points d'achoppement entre le syndicat et la direction des messageries. Le syndicat CGT des NMPP avait déjà accepté le

21 décembre les conditions posées par les patrons de presse à la reprise des négociations. Les piquets de grève avaient évacué les imprimeries et les centres de distribution. Dans l'après-midi de jeudi, le Monde et France-Soir sont sortis sans entraves et ont été distribués par les ouvriers non grévistes des NMPP. Il en allait de même, vendredi matin, pour tous les quotidiens nationaux.

Les prises de position politiques sur le conflit se sont multipliées au cours des dernières heures. M. Raymond Barre a déclaré qu'il fallait se montrer « employable à l'égard de travailleurs disposant d'un monopole, bénéficiant de conditions de rémunération, de congés, d'indemnités exceptionnelles élevées ». MM. Robert Pandraud et Eric Raoul, députés RPR, ont demandé que « des poursuites soient engagées contre les responsables » des récents incidents provoqués par les grévistes. M. Yvon Briant, président du CNI, estime qu'il est « de la responsabilité des sociétés de presse de briser de tels monopoles et urgent de mettre en place d'autres circuits de distribution ».

Le communiqué final

« La négociation entre la direction générale des NMPP et la section Messagerie-CGT s'est déroulée pendant dix-neuf heures sous l'égide du Syndicat de la presse parisienne, présidé par M. Jean Miot, et le Comité intersyndical du Livre parisien, conduit par M. Roger Lasserre, sous le contrôle de M. Bernard Wouts, président de la commission du suivi du Conseil supérieur des Messageries et de M. Jacques Piot, membre de cette même commission et secrétaire général de la FILPAC-CGT. »

« La direction des NMPP a obtenu l'accord sur le plan suivi et détaillé de modernisation qu'elle demandait. »

« En contrepartie, elle a accordé strictement la prime de modernisation conventionnelle de la presse parisienne. »

« Le conflit est terminé. La presse parisienne paraît normalement. »

M^{me} Tasca : « Ceux qui freinent l'évolution prennent le risque de porter atteinte à l'existence des NMPP »

Dans la soirée du jeudi 21 décembre, M^{me} Catherine Tasca a pris position sur le conflit des NMPP. Le ministre délégué à la communication, qui souhaitait que les négociations engagées dans l'après-midi débouchent rapidement sur l'adoption d'un plan de modernisation, a notamment déclaré :

« Le conflit des NMPP empêche depuis six jours la libre distribution des quotidiens parisiens pour le plus grand dommage de l'information des lecteurs et de l'équilibre économique des journaux. Le libre exercice du droit de grève ne peut en aucun cas justifier la destruction de biens et moins encore les violences physiques aux personnes. Sur ce plan les événements survenus cette nuit me paraissent totalement condamnables. »

« Ce conflit est essentiellement celui de la modernisation. La presse parisienne depuis 1976 a géré sans conflit majeur la modernisation de ses imprimeries grâce à un dialogue social permanent. Il est maintenant nécessaire d'adapter aussi l'organisation de la distribution en intégrant les nouvelles conditions d'impression et en modernisant l'outil de travail des NMPP. »

« Ceux qui aujourd'hui freinent une telle évolution prennent le risque de porter atteinte à l'existence même des NMPP, seul système qui, par son caractère coopératif, met tous les titres de presse à égalité de chance et est ainsi une des conditions du pluralisme. Si la défection des NMPP devait conduire à la recherche de solutions de remplacement plus individualistes, il est clair que ce serait au détriment des titres les plus faibles. »

Les sanctions contre la Cinq

Le CSA pourrait se montrer clément à l'égard de la chaîne de M. Hersant

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) devait rendre public, vendredi 22 décembre, de nouvelles sanctions contre la Cinq. Attendues depuis des mois, redoutées par la chaîne, celles-ci s'annonçaient — sauf ultime rebondissement — plus clémentes que prévu.

En printemps dernier, le CSA examinait une procédure contre la Cinq qui devait le conduire, pour la première fois, à utiliser la large palette de sanctions (suspension ou retrait de l'autorisation, réduction de sa durée ou sanctions pécuniaires) dont il avait été doté par la loi de janvier 1989. Une menace grave pesait donc sur l'avenir de la chaîne (Le Monde du 15 juillet).

Sept mois de procédures contradictoires, des jours de discussions serrées avec la Cinq et une longue plénitude paraissent, jeudi, avoir renversé la tendance. Le CSA semblait s'orienter vers un type de sanction semblable à celui infligé en juillet dernier à TF 1. Coupable de s'être refusé à respecter ses quotas de diffusion et certaines obligations de production, la Une avait, en effet, été seulement contrainte de s'engager à compenser ces manquements avant le 31 décembre 1990. Par des investissements complémentaires dans la production, notamment (Le Monde du 9 septembre).

« Une mesure de même nature appliquée à la Cinq, semblerait-on estimer au CSA, aurait à la fois

l'avantage de l'équité et d'amener progressivement la chaîne à une programmation plus diversifiée, plus proche de son projet d'origine. C'est ainsi que les « sages » pourraient demander à la Cinq d'investir une quarantaine de millions de francs supplémentaires dans la production : une amende de 12 millions de francs versée sur le compte de soutien aux industries audiovisuelles, complétée par 30 millions de commandes supplémentaires (dont 2,5 allant aux dessins animés).

Mais à côté de cette soudaine mansuétude, les « sages » s'apprêtaient à sanctionner de façon beaucoup plus sévère la diffusion de téléfilms érotiques ou violents. Ce sont cette fois, 5 millions de francs que la Cinq — comme M 6 — pourrait être amenée à déboursier.

P.-A. G.

Une lettre de M. Dominique Wallon, directeur du CNC

A la suite de notre article : « TF1 mène l'enquête » (Le Monde daté 17-18 décembre), M. Dominique Wallon, directeur général du Centre national de la cinématographie (CNC), nous écrit :

Selon cet article, des informations recueillies à l'initiative de TF1 sur l'œuvre de fiction intitulée « Descente », la statuette maléfique, auraient constitué « un coup de main » bénévole donné (...) au CNC ainsi qu'au CSA, pour « aider » ces deux organismes à reclasser cette œuvre diffusée sur M6, de téléfilm en film. Les faits rapportés dans cet article suffisent cependant, pour peu qu'on veuille bien de bonne foi en rétablir l'enchaînement réel, à démontrer l'absurdité de cette accusation. C'est, en effet, dès le 24 août — près de deux mois avant les démarches prises à TF1 — que le CNC, consulté par le CSA, a pu écrire à ce dernier que cette œuvre était, au regard des critères en usage, une œuvre cinématographique américaine distribuée en salles dans son pays d'origine, sous le titre The Power. Aucune « enquête » supplémentaire ni « coup de main » n'étaient donc nécessaires.

[Nous prenons acte des désignations du directeur général du CNC sur une quelconque collaboration entre ses services et TF1, désignations que nous avons déjà pris soin de mentionner dans notre article. Nous maintenons néanmoins l'exactitude de nos informations sur l'implication réelle par la Une aux dépens de M6. De plus, nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que le bureau départemental de TF1 n'avait à la même époque une « enquête » sur « Alley Cat », fiction diffusée par la Cinq sous le nom d'« Epreuve de force », le samedi 25 février 1989 à 20 h 30.]

Un comité d'experts pour la production d'A 2 et FR 3

M. Marcel Jullian a présenté le 20 décembre à la presse les membres du conseil de création et d'accueil des projets. Cet organisme, commun aux deux chaînes publiques A 2 et FR 3, réunit quinze personnalités : M^{me} Caroline Treca, Anne Gallimard, Sabine Mignot et Hélène Grimaud, MM. Michel Serres, Jacques Martin, Pierre-André Boutang, Daniel Karlin, Bernard Pivrot, Frédéric Mitterrand, Georges Wolinski, Cyril Viguière, Yves Fortinoff et Laurent Petit-Gérard. Il sera présidé deux fois par mois par M. Marcel Jullian.

Le comité, qui se veut une force de proposition, accueillera, sélectionnera, complètera les projets qui lui seront envoyés en matière de fiction et de documentaire de création. Il en suscitera d'autres, travaillant beaucoup sur l'écriture et jouant pratiquement un rôle de « superproducteur ».

[Il est difficile de trouver une cohérence dans le choix des personnalités appelées à participer à ce comité. On peut se demander comment Michel Serres et Jacques Martin, l'animateur acide de Caroline Treca et le responsable d'« Océaniques », Pierre-André Boutang ? Sans oublier les musiciens et scientifiques qui étaient allégrement ministres ou responsables de ministères... La recette n'est pas nouvelle : en 1974, Marcel Jullian, prenant en main la deuxième chaîne de télévision, avait déjà créé un « comité de programmes ». Mais il comptait alors des personnalités de la télévision : Claude Barma, Armand Jammot, Pierre Tchernia ou Charles Duhaumont. — C.H.]

M. Alain Lefebvre achète les Editions de la Table ronde

Les Editions de la Table ronde, fondées en 1944 par Roland Laudenbach, passent sous le contrôle de M. Alain Lefebvre, fondateur et animateur, avec son épouse Elisabeth, du groupe de presse Média. Aux termes de l'accord qui devait être signé le 22 décembre, M. Alain Lefebvre achète 76 % du capital de la maison d'édition.

M. Gwen-Aël Bolloré, soixante-quatre ans, présidait depuis trente ans aux destinées des Editions de la Table ronde, dont il possédait 51 % du capital. Il y a deux ans, il avait fait appel à son neveu, M. Vincent Bolloré — le dynaste président de Bolloré Technologies — pour renforcer le capital de la maison et tenter de lui insuffler, avec des capitaux frais, un nouvel élan. M. Jean Picolle, ancien éditeur chez M. Alain Moreau et fondateur de la maison d'édition qui porte son nom, avait alors pris les rênes éditoriales de la Table ronde.

M. Vincent Bolloré a-t-il jugé que cette opération de rénovation n'avait pas donné les résultats escomptés ? Voulait-il simplement, comme il l'affirme aujourd'hui, permettre à son oncle, « désireux de prendre sa retraite, de trouver un acquéreur dans de bonnes conditions » ? Toujours est-il qu'il se retire aujourd'hui de la Table ronde, dont il possédait personnellement 35 % des parts. Tout comme Grasset, qui en détenait encore 10 %.

Comme ses prédécesseurs, M. Alain Lefebvre, quarante-deux ans, veut redonner aux Editions de la Table ronde le prestige littéraire dont elles jouissaient dans les années qui suivirent la Libération. A cette époque, la maison de Roland Laudenbach s'était illustrée dans la publication des livres de la droite littéraire et des « bisessards » — Blondin, Nimier, Laurent, Anouilh, Déon, — en réaction contre la suprématie de la gauche intellectuelle et des « romans engagés » de Gallimard. Puis, sans perdre tout à fait son identité militante droitiste, la maison s'était un peu assoupie, ne parvenant pas à attirer vers elle une équipe solide d'écrivains de renom.

M. Picolle reste, pour l'heure, à la direction de la maison, mais son propriétaire compte bien prendre lui-même les affaires en main. M. Alain Lefebvre, il est vrai, se situe politiquement dans la même tradition. Il avait lancé, en 1982, un hebdomadaire, Magazine hebdo, qui entendait être le fer de lance de la droite « dure » contre le pouvoir socialiste. Depuis l'échec, rapide, de cette tentative, M. Lefebvre cherchait de nouvelles activités.

P. L.



24-25 DEC.
 9H30. Camille Claudel.
 18H00. Astérix chez les bretons.
 21H30. 3 places pour le 26.
 23H15. L'étudiante.
 10H40. La Bamba.
 20H30. Buggy Malone.
 00H15. Oliver's Story.

31 DEC. - 1^{er} JANV.
 9H05. 3 places pour le 26.
 10H45. Eclair de lune.
 18H00. Fievel et le nouveau monde.
 21H30. La comtesse aux pieds nus.
 10H30. Vivre et laisser mourir.
 20H30. Astérix chez les bretons.
 24H00. Sans peur et sans reproche.

CANAL+ DE FÊTES
 Bonnes fêtes, bons films, bon Canal+.

CANAL+
 LA TELE PAS COMME LES AUTRES

SOCIÉTÉ

DEFENSE

Pour remplacer les Crusader de ses porte-avions

La marine devra renoncer à acheter le F-18 américain

Le gouvernement n'autorisera pas la marine nationale à acquérir, neufs ou d'occasion, aux États-Unis, la quinzaine d'avions de combat F-18 par lesquels elle souhaitait remplacer, après 1993, ses vieux intercepteurs Crusader de défense aérienne embarqués sur ses porte-avions *Foch* et *Clemenceau*. La solution retenue consistera à moderniser les Crusader actuels,

Depuis plusieurs mois déjà, la marine nationale a préparé le dossier du remplacement de ses Crusader, qui ont été achetés il y a plus d'un quart de siècle à la société américaine LTV et qui arrivent à bout de souffle en 1993. A moins de s'en remettre à l'option d'abandonner toute défense aérienne de ses porte-avions à partir de cette date, l'état-major n'a jamais caché qu'il préférerait la rénovation des Crusader qui en prolongerait momentanément l'existence opérationnelle dans des conditions relativement acrobatiques, la solution d'un achat à la marine américaine d'une quinzaine de F-18 de seconde main, le temps d'attendre le RafaleACM.

Le groupe Dassault, qui construit le Rafale, et l'armée de l'air française, qui a commandé la version air (ACT) pour avion de combat tactique) de ce nouvel appareil, ont toujours estimé que l'acquisition de F-18 par la marine serait considérée, à l'étranger, comme un acte de défiance envers une production nationale dont saurait tirer commercialement avantage la concurrence aéronautique sur les marchés extérieurs.

Pour sa part, la marine a expliqué que le F-18 était une solution provisoire, entre 1993 et 1998, avant l'entrée en service du Rafale qu'elle reste décidée à acheter à raison de quatre-vingts exemplaires environ, pour remplacer après l'an 2000 les Super-Etendard embarqués sur porte-avions.

Du point de vue des marins, la rénovation des Crusader n'est pas d'un grand intérêt, s'agissant d'un avion technologiquement et militairement dépassé. Cette modernisation, qui se fera sous le contrôle technique et industriel de Dassault,

dans l'attente du Rafale, dont le développement de la version navale (ACM) devrait être accéléré de façon à être prête en flotte opérationnelle en 1998, voire dès 1997. Au ministère de la défense, où l'on convient qu'une décision de principe a été arrêtée, on se refuse à tout commentaire sur l'imminence de l'annonce publique d'un tel choix.

L'option ainsi arrêtée en faveur du Crusader intervient à un moment où, d'autre part, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, est attaqué par la direction de son parti, qui l'accuse indirectement de trop céder à la pression des états-majors dans un contexte de désarmement. L'échec du F-18 semble aller plutôt à l'encontre de cette argumentation.

J.L.

Un Parlement divisé

An dernier Salon aéronautique du Bourget, des industriels français, qui accompagnaient M. François Mitterrand, disent aujourd'hui se souvenir de propos du chef de l'Etat favorables au projet de rénovation du Crusader. Au Parlement, les commissions spécialisées de la défense se sont montrées partagées sur le sujet, celle du Sénat étant partisan du F-18 et celle de l'Assemblée plébiscite pour un Crusader modernisé.

En préconisant l'abandon d'une solution américaine, les experts du ministère de la défense ont opté pour une formule censée préserver les intérêts de la construction aéronautique nationale. La charge de travail récupérée par l'industrie française, avec la rénovation du Crusader, et les crédits économisés par rapport à un achat de F-18 démontrent toutes ses chances au Rafale pour les années à venir. D'autant que, dans ces conditions, la sortie en production de la version ACM pourra être quelque peu accélérée pour être disponible au bénéfice du porte-avions *Charles-de-Gaulle* en 1998.

EDUCATION

Une exposition sur la surdité à la Sorbonne

« Le pouvoir des signes »

Il aura suffi d'un petit curé janséniste, l'abbé de l'Épée, pour bouleverser la vie de milliers de sourds dont, jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, on ne savait que faire. Mais qui se souvient de ce pédagogue en soutane ? L'histoire de la surdité, et de la minorité culturelle privée de sons et de paroles, reste à écrire. C'est tout l'intérêt de l'exposition « Le pouvoir des signes, sourds et citoyens » organisée à l'occasion du bicentenaire de la mort de l'abbé de l'Épée et ouverte sous la superbe coupole de la chapelle de la Sorbonne (1).

Outre une dizaine d'espaces thématiques et chronologiques présentant les principaux acteurs de la saga, parfois dramatique, des « mal entendants », cette exposition propose également des conférences, des ateliers de communication non verbale, des films et offre un lieu réservé aux enfants avec jeux, projections « vidéo » et livres.

Parmi les moments forts de cette exposition, on remarquera l'illustration de la prise de conscience par l'abbé de l'Épée d'un phénomène ignoré jusqu'alors : les sourds communiquent naturellement entre eux avec des gestes. A partir d'une observation, il fera une pédagogie. Il ouvre en 1760 une école qui vivra grâce aux subsides alloués par Louis XVI. En 1789, en même temps que la monarchie, l'abbé meurt. La Législative, en solution verbale, des films et offre un lieu réservé aux enfants avec jeux, projections « vidéo » et livres.

D'une affaire d'instruction sous l'Ancien Régime, la surdité devenait, avec la Révolution, une affaire nationale. Toujours la même méthode : le « geste » qui sera plus tard la « langue des signes française » avec sa grammaire et sa syntaxe. On croyait définitivement enterrer le vieux enseignement qui s'acharnait à « vouloir faire parler les sourds-muets ». En 1880, au congrès de Milan, c'est la rupture. Les parti-

sans de la parole « à tout prix » l'emportent sur les pédagogues du geste. Il faudra attendre près de cent ans pour retrouver le précieux langage du geste. Un vrai chemin de croix. On attache les mains des jeunes sourds-muets pour qu'ils ne puissent plus, pour s'exprimer, se servir de leurs mains.

Deux millions et demi de personnes

En 1967, encore, le célèbre rapport Peyssard affirme : « Le langage gestuel est proscrit ». Résistant à l'absurdité, les gestes se perpétuent grâce aux internats d'enfants sourds et aux communautés d'adultes. Exclues des classes officielles, les gestes se transmettent dans les cours de récréation. Enfin, en 1976, la langue des signes retrouve droit de cité dans les établissements spécialisés. L'ostracisme est levé. Les sourds-muets ne sont plus des indiens. C'est le début d'une reconnaissance du droit à la différence. On en arrive même à créer un *esperanto* des malentendants : le « gestuno ».

« Aujourd'hui, la communauté sourde est reconnue comme telle », affirme M. Patrick Monod-Gairaud, directeur de l'Institut national des jeunes sourds qui ajoute : « Il ne s'agit plus en 1989 de revendiquer mais de construire ».

Vaste tâche pour une population de quatre cent mille enfants de trois à seize ans atteints de surdité moyenne et pour trente mille enfants, de la naissance à dix-huit ans, victimes de surdité profonde. Alors que le nombre de malentendants en France s'élève à deux millions cinq cent mille personnes...

JEAN PERRIN

(1) « Le pouvoir des signes sourds et citoyens ». Jusqu'au 22 janvier 1990. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. (Vendredi jusqu'à 21 heures.) Prix d'entrée : 20 francs.

JUSTICE

Condamné, sans confusion des peines, à vingt puis à cinq années de réclusion

Jean-Charles Willoquet va bénéficier d'une libération conditionnelle

Jean-Charles Willoquet, quarante-cinq ans, qui avait été condamné à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris en 1977, sera remis en liberté conditionnelle mercredi 27 décembre. Détenu à la prison de Clairvaux (Aube), Jean-Charles Willoquet avait tenté de s'enfuir du palais de justice de Paris en juillet 1975, avec l'aide de sa femme Martine, déguisée en avocate. Il avait alors ouvert le feu, blessant grièvement deux gendarmes, avant de prendre deux magistrats en otages. Ces derniers avaient été libérés quelques minutes plus tard sur un parking.

Arrêté six mois plus tard à Paris, Jean-Charles Willoquet avait été condamné, une première fois, par la cour d'assises de Paris, le 25 mars 1977, à vingt ans de réclusion criminelle pour des agressions à main armée. Six jours plus tard, la même juridiction lui infligeait une nouvelle

peine de vingt ans de réclusion pour les deux tentatives de meurtre et la prise d'otages commises lors de sa tentative d'évasion. La cour d'assises avait ajouté à ces condamnations une peine de cinq ans pour son évasion.

« La volonté populaire »

Les deux peines de vingt ans furent automatiquement confondues, comme le prévoit le code pénal, mais celle de cinq ans était restée à part. L'avocat de Jean-Charles Willoquet s'en était étonné. « Certains jurés, je dis bien certains, se sont plaints auprès du président de la République parce qu'on leur avait dit que toutes les peines seraient confondues, explique M. Henri Juramy. Ils avaient condamné mon client à vingt ans, pas à vingt-cinq. »

Jean-Charles Willoquet était, compte tenu des remises de peine, fin de purger ses vingt années de réclusion le 7 juillet dernier. Mais la veille, la Cour de cassation, compétente pour accorder le bénéfice d'une confusion des peines, avait empêché sa sortie.

Saisi par le garde des sceaux, les juges soulignent que « la peine réprimant l'évasion était prononcée sans préjudice des plus fortes peines encourues pour d'autres crimes ou délits commis dans ses violences par le détenu évadé ».

Jean-Charles Willoquet était donc resté en prison. Une libération conditionnelle lui a toutefois été accordée ce mois-ci. « Sa libération est motivée par le respect de la volonté populaire », a déclaré son avocat en faisant allusion aux « assurances » sur la confusion des peines données aux jurés en 1977.

“AUTOUR DE MINUIT”,
UNE COLLECTION QUI N'A PAS FINI
DE FAIRE JAZZER.



GITANES
Jazz

MD

"Autour de Minuit", les plus belles ballades et les meilleurs blues d'Ella Fitzgerald, Miles Davis, et bien d'autres remasterisés et gittés, d'après les bandes originales des grands catalogues Verve et Mercury. "Autour de Minuit", près d'une heure de musique, en disque compact et en cassette. Une collection à prix "moyen" à écouter jusqu'au petit matin.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après une décision administrative du président du tribunal de Paris

La querelle sur le sort
des juges antiterroristes s'amplifie

M. Patrick Lalonde, premier substitut au parquet de Paris, vient d'être désigné comme chef de la section antiterroriste que va bientôt quitter, contre son gré, M. Laurence Le Vert, premier juge d'instruction à Paris (le Monde du 14 décembre). Alors que la droite, relayée par un petit nombre de magistrats parisiens, accuse le ministre de la justice de démanteler les moyens judiciaires de lutte contre la terrorisme, une nouvelle petite guerre vient de s'ouvrir au tribunal de grande instance de Paris. Sur décision de son président, M. Robert Diet, les juges chargés des instructions antiterroristes qui avaient demandé jusqu'ici à en être déchargés se verraient à nouveau, confier, par roulement, des dossiers de droit commun. Cette décision contribue à alimenter la querelle.

M. Pierre Arpaillange porte-t-il délibérément atteinte à l'organisation de la lutte antiterroriste dans le domaine judiciaire ? C'est le thème d'une campagne déchaînée depuis quelques semaines. On venait d'apprendre que Mme Laurence Le Vert, qui aurait précédé à son poste à la tête de la quatrième section du parquet de Paris — section « antiterroriste » — venait de « passer au siège » et d'être nommée premier juge d'instruction, fonction qu'elle devrait occuper au début du mois de janvier.

Parité de certains cabinets d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, de divers bureaux de parquets en colaire, l'accusation, sans nuance, était remontée jusqu'au garde des sceaux au cours des questions d'actualité au Palais-Bourbon le 12 décembre. Le ministre de la justice eut beau s'indigner du fait que la détermination du gouvernement à lutter contre le terrorisme soit mise

en doute, des bancs de l'opposition, et particulièrement du RPR, la fronde était montée. « Il est nul ! », s'exclama M. Jean-Louis Debré (RPR), ancien juge d'instruction. « Il est désavoué », rétoriquait M. Robert-André Vivien (RPR). « Débranché », s'époumonait, toujours pour le compte du RPR, M. Eric Rasault.

Il ne servit à rien que M. Arpaillange explique que Mme Le Vert avait toutes les qualités du monde, et que sa nouvelle affectation était une promotion, suite logique de sa carrière. D'autant que le Palais de justice continuait à briser des réminiscences de juges antiterroristes, dont certains considéraient, à tort ou à raison, que l'on ne les respectait plus comme naguère.

Un tableau
de roulement

Et voilà qu'à point nommé pour alimenter la querelle, M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, usant à son tour de ses prérogatives, jette à son tour un peu d'huile sur le feu. Conscience de la loi du 6 juillet dernier sur la détention provisoire, une disposition du texte prévoyait qu'à partir du 1^{er} décembre 1989 la désignation des juges d'instruction dépende d'un tableau de roulement (et ne se fasse plus sur choix), à l'exception des magistrats spécialisés comme ceux chargés de la lutte antiterroriste.

Le 27 septembre, dans la salle du conseil attachant à la première chambre du TGI, se tint, en conséquence, autour de M. Robert Diet, du premier vice-président chargé du service pénal, M. Cammet, et des juges d'instruction concernés — parmi lesquels deux juges antiterroristes, MM. Rivière et Vuillemin — une réunion pour déterminer les modalités d'application de ce nouveau fonctionnement.

Fortement discutée sur son principe — certains y voient la possibilité pour la police de choisir leur juge de prédilection (1), — cette disposition a été créée des remous. Mais la loi entrant en vigueur le 1^{er} décembre, le tableau de roulement, irrévocablement, devait donc être établi. On aboutit dès lors à un calendrier très précis — dix-huit feuillets — qui déterminent, du 1^{er} décembre au 1^{er} avril, semaine par semaine, quel juge est de permanence.

Surprise : les juges antiterroristes — ils sont quatre aujourd'hui — qui jusqu'ici, assuraient bien les permanences de week-end et des jours fériés, mais transmettaient ensuite les dossiers de droit commun à leurs collègues, devront désormais les conduire jusqu'à leur terme. C'est ce que décide une ordonnance datée du 1^{er} décembre et signée par M. Diet. Si cette décision réjouit ceux des juges d'instruction qui n'apprécient guère la caste que forment leurs collègues de l'antiterrorisme, dotés de moyens qu'ils jalouaient parfois (voyages à l'étranger, prime, voiture de fonction et gardes du corps), la mesure vient à point nommé pour les adversaires politiques du garde des sceaux.

Le fait
accompli

Ceux qui estiment que M. Arpaillange « veut la peau des juges antiterroristes » voient là une volonté pernicieuse du ministre : fonder dans la masse ces juges par trop « vedettisés », en les encombrant de dossiers qui les empêcheraient de travailler correctement, à l'heure, pour tant, où des menaces précises pèsent sur la France.

En réalité, le ministre de la justice a été mis devant le fait accompli. La décision de M. Diet est une décision très personnelle d'administration

de la justice qui n'a — affirme-t-on — pas été concertée avec le garde des sceaux. A la présidence du TGI de Paris, on estime que, « pour ceux qui chercheraient à tirer à la prétexte à querelle, cette querelle serait bien mince ». Dans une note d'explication datée du 19 décembre, le premier vice-président chargé des affaires pénales, M. Michel Cammet, précise que le nombre d'affaires confiées aux quatre juges d'instruction antiterroristes, n'a pas été supérieur à quatorze au cours des derniers mois. Encore ne s'agit-il pour la plupart que d'affaires contre X, « quelques fois sans réelle gravité, en tout cas ne nécessitant pas dans l'immédiat d'actes répétés d'investigation ». Autrement dit, ces juges pour l'essentiel gèrent des cabinets en voie d'extinction — du moins peut-on en avoir l'espoir. La surcharge de travail est évaluée à vingt ou trente dossiers supplémentaires pour chacun des quatre juges. « L'apport des dossiers de droit commun dans chaque cabinet confine donc à l'homéopathie », conclut M. Cammet.

Il reste qu'au moment où un lobby fort actif et très habile tente d'accréditer la thèse que le garde des sceaux veut brader les moyens de lutte antiterroriste, l'incident ne manquera pas d'alimenter la polémique et de conforter certains magistrats dans l'idée qu'ils sont moins aimés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient hier.

AGATHE LOGEART

(1) On considère qu'à Paris 60 % des 5 500 informations judiciaires ouvertes chaque année sont des affaires dites « de courtes », c'est-à-dire ouvertes à l'initiative du parquet, hors procédure d'urgence. Ce fut le cas des affaires judiciaires les plus importantes de ces dernières années et les plus controversées, par exemple les affaires Luchini, Carrière du développement ou Fakhry.

FAITS DIVERS

Un marin américain tué à Marseille

Archibald Lasse, un marin américain du porte-avion *Forrestal*, en escale depuis mercredi, âgé de trente-trois ans, a été tué vendredi 22 décembre, à deux heures du matin, par des inconnus, non loin du quartier de la Caspière, à Marseille. Selon les premiers éléments de l'enquête, le marin se

trouvait assis sur un banc, lorsque des coups de feu de fusil de chasse ont été tirés par des inconnus. Une personne qui se trouvait à côté du marin a été grièvement blessée. Le marin s'est, semble-t-il, retrouvé au milieu d'un règlement de comptes entre revendeurs de drogue.

Attentat à l'explosif chez un restaurateur algérien. — Un attentat à l'explosif a endommagé la vitrine et le véhicule d'un restaurateur algérien à Vaujours (Seine-Saint-Denis), mercredi 21 décembre. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, n'a pas fait de victimes. Selon les premiers éléments de l'enquête, deux boules de pétanque contenant des explosifs ont été projetées par des inconnus sur la devanture du restaurant. Le propriétaire a fait de légers dégâts sur la vitrine, la seconde a endommagé la voiture du restaurateur. Le restaurant « le Bacarra » avait déjà fait l'objet d'un attentat, après son ouverture, en octobre 1987. Les

malfructeurs avaient tenté le même type de bombe. Les enquêteurs se refusent à tout commentaire, mais certaines sources faisaient état, jeudi 22 décembre, d'attentat « à caractère raciste ».

Suicide d'un détenu à Hôpital d'Arcy. — Un détenu, M. Abdel Malek Chérif, cinquante et un ans, s'est pendu, mardi 19 décembre, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines). M. Chérif, qui a profité de l'absence de ses compagnons de cellule pour mettre fin à ses jours, purgeait une peine de quatre ans de prison pour attentat à la pudeur.

IPRA POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

A la veille de la visite en France de M. Roh Tae Woo, président de la République de Corée du Sud, prévoyant une oïse aux millions de gens qui aiment les animaux. Nous savons que les Coréens du Sud ont choisi de manger des chiens et des chats. Ce qui nous horripile, c'est la manière dont ils sont massacrés : les chiens sont suspendus par le cou au bout d'une corde au-dessus d'un feu, les chats sont brûlés vivants par le feu de la soupe. Ces pratiques nous semblent abhorribles. Si l'on ne peut pas s'en empêcher, nous appelons tous les amis des animaux à ne plus faire de commerce avec ce pays. Nous savons que la loi de la grande majorité des gens de la Communauté européenne.

CHANGING MINDS
POUR LA PROTECTION
DES ANIMAUX

Fonds international pour la protection des animaux. Fondateur Brian Davies

CAMPUS

Échec à l'échec

Comment éviter la spirale de l'échec scolaire dans un collège situé dans une zone défavorisée ? Sans doute en commençant par déborder la mobilisation générale de tous les partenaires de l'établissement et en définissant des actions propres à contrer chaque type de difficulté. C'est ce que viennent de faire, avec une fibre déterminée, les parents d'élèves PCPE du collège Sisley de l'île Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Dans ce secteur de la banlieue nord de Paris, où les résultats scolaires comptent parmi les plus médiocres du pays, des parents ont constitué tous les acteurs de la vie scolaire (professeurs et personnel, administration, parents, élus et animateurs) pour dresser un bilan et proposer des solutions.

Le document qui résulte de ce travail pourrait utilement servir de grille d'analyse dans bien des établissements du même type. Comment établir ou améliorer les relations parents-professeurs, intégrer les parents d'origine étrangère, limiter les dégâts de la télévision, lutter contre les dégradations matérielles, organiser le soutien des élèves en difficulté ? Des tableaux synthétiques décrivent chaque obstacle et mettent en regard les actions à proposer aussi bien aux élèves et aux parents qu'aux professeurs, à l'administration et aux partenaires extérieurs. Un document d'actualité, à l'heure où chaque établissement est censé réfléchir sur son « projet ».

Ph. Be.

► « Propositions pour faire échec à l'échec scolaire au CES Alfred-Sisley ». Renseignements au (1) 48-20-23-08.

Aliments extrêmes

Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de biologie appliquée à la nutrition et à l'alimentation (ENSBANA) ont organisé le 19 janvier 1989, au palais des congrès de Dijon, un colloque professionnel sur le thème : « L'alimentation de l'extrême ». A partir de 9 h 30, interventions et débats sur l'élaboration et l'utilisation des aliments consommables dans des situations extrêmes (grand froid ou apesanteur, par exemple).

► Contact : bureau des élèves de l'ENSBANA, Tél. : 80-33-66-62 ou 80-33-66-01.

Informatique

Le dernier numéro du magazine *Avenir de l'ONISEP* est consacré aux formations et aux débouchés de l'informatique, et non de l'information, comme nous l'avons imprimé par erreur dans « Campus » du 18 décembre.

► Renseignements complémentaires sur 3016 ONISEP.

RELIGIONS

Les offices de Noël à Paris

Culte catholique

ÉGLISE DE LA MADELEINE
place de la Madeleine (8^e)
Dimanche 24. — 18 heures : messe anticipée ; 23 heures (ouverture des portes à 22 h 30) : veillée internationale, lectures en langues étrangères ; 23 h 45 : procession à la crèche ; 11 h 30 : messe de minuit pour chœur, deux orgues et quatre instruments de M.A. Charpentier.
Lundi 25. — Messes à 9 heures, 10 heures, 11 heures, 12 h 30 et 18 heures ; 11 heures : grand-messe solennelle (Messe de Noël de M.A. Charpentier).

ÉGLISE SAINT-GERVAIS
place Saint-Gervais (4^e)
Dimanche 24. — 21 heures : méditation musicale à l'orgue des Couperin ; 21 h 30 : veilles de la Nativité, avec les fraternités monastiques de Jérusalem ; 23 heures : messe.
Lundi 25. — 8 heures : laudes de la Nativité ; 11 heures : messe solennelle ; 18 h 30 : vêpres.

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR
25, rue du Chevalier-de-La-Barre (18^e)
Dimanche 24. — 21 heures : concert d'orgue par Noël Halim ; 23 heures : veillée musicale ; 24 heures : messe de minuit.
Lundi 25. — 11 heures : messe pontificale célébrée par Mgr Bédaric. Chants grégoriens et polyphonies par la maîtrise de Montmartre ; 16 heures : vêpres ; 18 heures : messe chantée.

SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS
2 place du Louvre (1^{re})
Dimanche 24. — 22 heures : concert d'orgue ; 22 h 30 : veillée ; 23 heures : messe de la Nativité (chants traditionnels et motets).
Lundi 25. — 8 h 30-10 heures : messes ; 11 h 15 : messe avec chant ; 16 h 30-17 h 30 : intégrale des notes de Daquin (prendre place) ; 17 h 30 : messe avec chant.

CHAPELLE SAINT-BERNARD-DE-MONTMARTRE
Dimanche 24. — 22 heures : veillée et nuit de Noël.
Lundi 25. — 11 heures : messe.

ÉGLISE SAINT-GULPICE
place Saint-Gulpice (6^e)
Dimanche 24. — 23 heures : veillée de Noël ; 24 heures : messe de minuit.
Lundi 25. — 10 h 30 : messe solennelle.

PAROISSE SAINT-EUSTACHE-SAINTE-LIEU
2, impasse Saint-Eustache (1^{re})
Dimanche 24. — 19 heures : messe avec chants de Noël traditionnels et grandes orgues ; 22 h 30 : veillée de la nuit de Noël et messe, chœurs de Saint-Eustache et grandes orgues.
Lundi 25. — 9 h 45 : messe avec orgue et chants de Noël ;

Trois nouveaux évêques catholiques nommés en Tchétchélovaquie
La nomination des rapports entre le Saint-Siège et la Tchétchélovaquie se poursuit. Jean-Paul II a pu nommer, jeudi 21 décembre, trois nouveaux évêques dans le pays, à la suite d'un accord entre Mgr Francesco Cossentino, ambassadeur italien du pape dans les pays de l'Est, et le vice-premier ministre tchécoslovaque, M. Josef Hromádka, ou visite solennelle au Vatican.

Ces trois nominations concernent Mgr Karel Otčenasek, soixante-neuf ans, nommé évêque du diocèse de Hradec Kralove, dont il était l'administrateur apostolique, mais empêché depuis presque quarante ans d'exercer ses fonctions ; Mgr František Vánek, soixante-trois ans, évêque d'Olešnice, diocèse dont il était l'administrateur apostolique depuis juillet, et Mgr Jan Hliva, soixante-six ans, nouvel évêque de Prostov. Le premier, Mgr Otčenasek, avait été emprisonné en 1950, puis condamné aux travaux forcés, autorisé ensuite à exercer son ministère sacerdotal comme simple curé d'une petite paroisse.

A la suite de ces nominations, il reste cinq diocèses vacants sur treize. — (AFP)

Culte orthodoxe

Palais des congrès porte Maillot
Dimanche 24. — 23 h 30 : veillée et messe de minuit, Les Petits Chanteurs à la croix de bois, de nombreux artistes, dont Robert Hossein, Guy Béart, Jacques Martin, Francis Ladame, Yvette Horner, participeront à l'office. L'homélie sera prononcée par l'abbé Pierre.
(Entrée gratuite sur invitation à retirer aux guichets du Palais des congrès, de 12 h 30 à 19 heures. Tél. : 43-38-09-18).

Culte protestant

ÉGLISE ANGLICANE DE SAINT-GEORGES
7, rue Auguste-Vacquerie (10^e)
Dimanche 24. — 22 h 30 : messe de minuit avec procession et bénédiction de la crèche.
Lundi 25. — 10 h 30 : eucharistie chantée.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ANNONCIATION
19, rue Cortambert (10^e)
Dimanche 24. — 22 heures : culte de Noël présidé par les pasteurs Pierre Cochet et Jean-Marie Viollet.
Lundi 25. — 10 h 30 : culte de Noël présidé par le pasteur Pierre Cochet.

ÉGLISE RÉFORMÉE DU SAINT-ESPRIT
5, rue Roqueline (8^e)
Dimanche 24. — 18 heures : récitation d'orgue par Georges Lartigau (œuvre de J.-F. Dandieu, Schütz, Bach, Buxtehude, J.-S. Bach) ; 18 h 30 : service liturgique, Sainte Cène. Chœurs sous la direction de Denise Faurvarque.

ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE LUTHÉRIENNE
paroisse des Églises 24, rue des Archives (4^e)
Dimanche 24. — 20 heures : office de la vigile de Noël.
Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

PAROISSE SAINT-MARCEL
24, rue Pierre-Moèle (8^e)
Dimanche 24. — 22 h 30 : office de la vigile de Noël.
Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

PAROISSE SAINT-JEAN
147, rue de Grenelle (7^e)
Dimanche 24. — 21 heures : office de la vigile de Noël.
Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

PAROISSE DE LA RÉDEMPTION
16, rue Chauchat (9^e)
Dimanche 24. — 19 h 30 : office de la vigile de Noël.
Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

Culte orthodoxe
CRYPTÉE
DE LA SAINT-TRINITÉ
12, rue Daru (8^e)
Dimanche 24. — 18 h : veillée eucharistique.
Lundi 25. — 10 h 15 : liturgie eucharistique.

NOTRE-DAME-JOIE-DES-AFFLIÉS
4, rue Saint-Victor (18^e)
Dimanche 24. — 22 h 30 : veillée ; 23 h 30 : liturgie eucharistique.

SAINT-STÉPHANE
7, rue Georges-Suzet (10^e)
Dimanche 24. — 18 h : liturgie en arabe.
Lundi 25. — 10 h : liturgie en grec.

Crèches de Noël. — La Caisse nationale des Monuments historiques et des sites organise le lundi 25 décembre de 14 h 30 à 17 heures un circuit en autocar permettant de découvrir les crèches les plus belles et les plus intéressantes de la capitale.

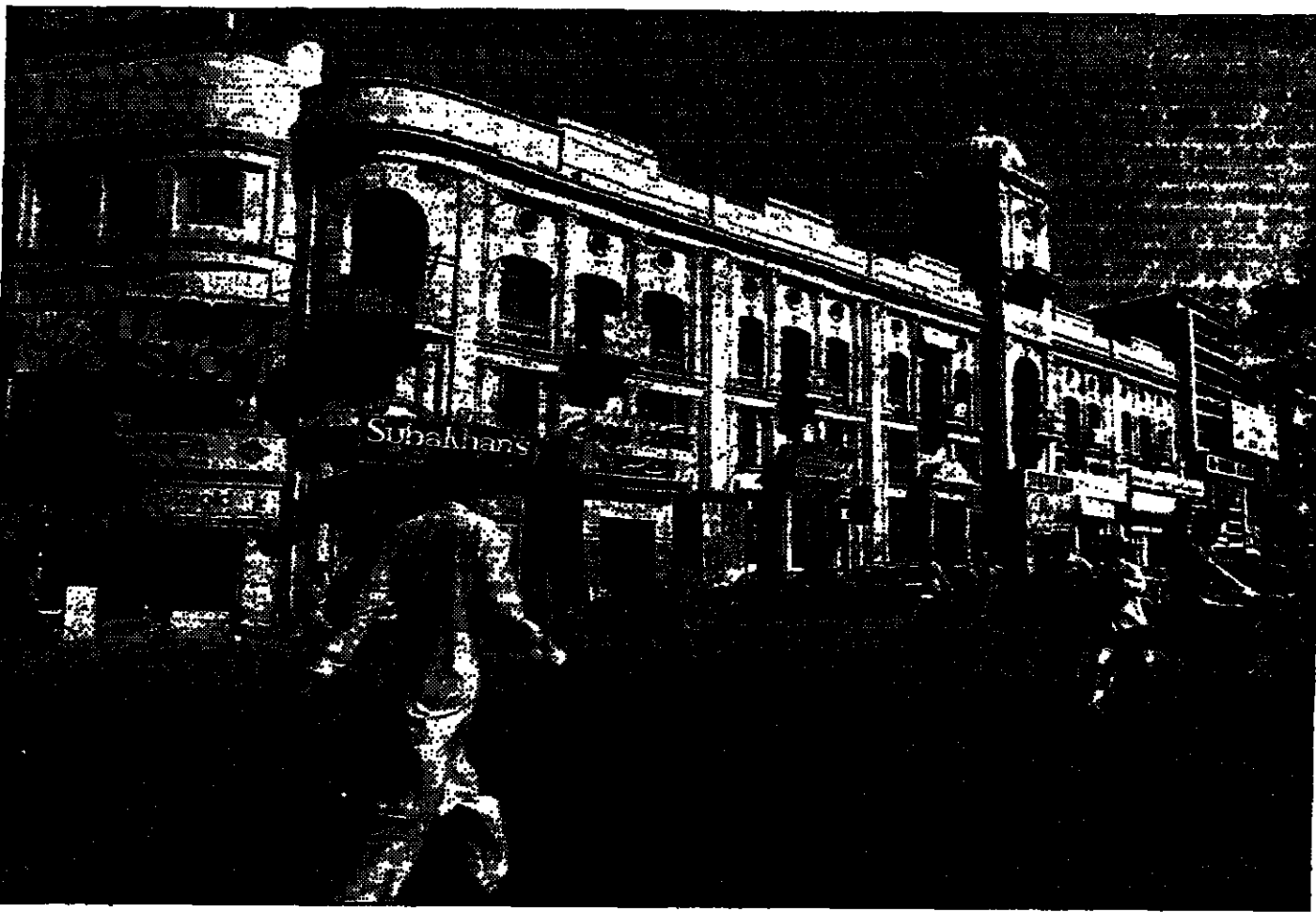
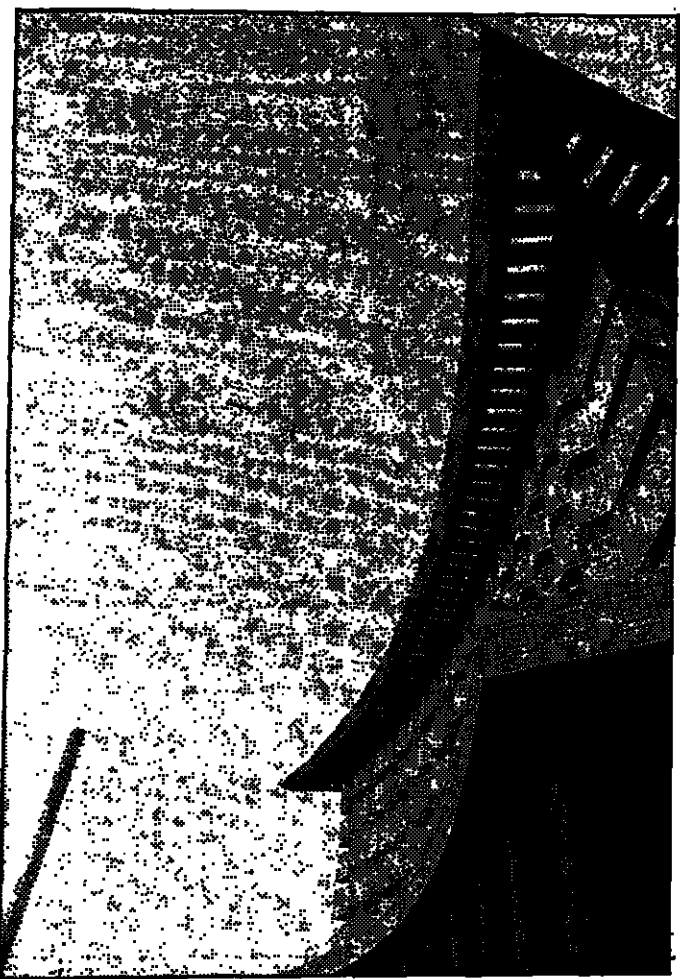
► Inscription préalable au service des visites-conférences de la Caisse nationale des Monuments historiques, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. : 42.74.44.50 ou 42.77.15.55. Tarif : 110 F.

Le jeune

Le jeune... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

SANS VISA

Afin d'améliorer l'image de leur pays, les Pakistanais jouent une carte nouvelle : l'islam aimable de Benazir Bhutto. Mais c'est loin d'être suffisant pour faciliter la vie du voyageur.



Accueil-test au Pakistan

LAHORE et les jardins de Chahimar, cet automne, ont retrouvé quelques jours un peu du fastueux remaniement des fêtes mogholes. Cette ville, dont les musulmans d'Asie tiennent qu'il n'est pas si tant qu'on ne l'a vue, cette cité qui, avec Delhi, gouverna l'un des plus puissants empires islamiques du monde mais n'est plus, depuis le partage des Indes en 1947, que le chef-lieu d'un demi-fief, accueillait donc une grande convention internationale sur le tourisme et la culture au Pakistan.

C'était la première manifestation de ce genre depuis que Benazir Bhutto est devenue il y a un an, non pas « la première musulmane chef d'Etat » (ça s'était déjà vu et en plus elle n'est pas présidente), mais la première musulmane portée par le suffrage universel à la tête d'un

gouvernement (Le Monde du 8 juillet). Quoique de nouveau encadrée, la fille d'Ali Bhutto, escortée par sa mère et adjointe, son mari et une suite digne du Grand Mogol, avait tenu à ouvrir en personne ces assises, par un discours exprimant avec conviction ses vœux sur la mise en valeur culturelle-touristique du val de l'Indus. Cette « descente » en grand arroi à Lahore lui permettait aussi de venir négocier sur ses terres le chef-ministre du Pendjab, le *milieu* (1) Nawaz Chérif, grossoulet milliardaire islamiste opposé à tout ce qui approuve l'islamabad.

Celle que ses ennemis, et ils sont légion parmi les élites sociales, pourraient traiter de « maigre milliardaire moderniste », s'est lancée à Lahore dans une description exaltée des « attraits méconnus du Pakistan » qui vont, il est vrai, des

antiquités bouddhiques de Taxila aux plages à tortues de Karachi, des lacs himalayens propres comme au matin du monde aux forteresses mahométanes surgissant, oubliées, de déserts intacts (Le Monde du 22 octobre 1988).

Tout cela, selon le premier ministre, mérite d'être proposé au reste de la planète et « les installations hôtelières, touristiques et ludiques pourront désormais être exemptées d'impôts durant dix ans ». Les hommes d'affaires, les voyageurs d'une trentaine de nationalités présents au congrès se sont frottés les mains. « Le Pakistan s'enivre ! », « Le Pakistan embotte le pas à l'Inde ! ».

Architecture et préjugés

Ces discours, ces propos sonnent d'autant mieux qu'ils étaient tenus dans le Centre des arts El Hamra (2), vaste ensemble de briques et de verdure qui, en plein Mall de Lahore, dit superbement — avec le seul langage artistique impossible à travestir, celui de l'architecture — la vitalité culturelle d'une nation de cent millions d'âmes généralement regardée de l'extérieur comme arriérée ou paralysée par la misère.

Il suffit parfois d'un bâtiment bien conçu, moderne et en même temps intégrant toutes les vertus nationales de l'architecture en briques roses de Mohenjodaro, l'Indique ou de Lahore l'Islamique, comme c'est le cas dans cet El Hamra où au crayon de Nanyar

Ali Dada, pour seconner bien des préjugés sur une contrée.

La conjoncture politique, depuis que règne la *mohartama* (3) Benazir, se prête d'ailleurs urbi et orbi à cette remise en cause de la mauvaise réputation du Pakistan. Le dictateur sécessionniste, Zia avait projeté alentour l'image d'un peuple arriéré se repaissant de fictions publiques. Benazir personnifie au contraire un islam aimable et sécessionniste.

La « reine » gouverne-t-elle aussi ? On peut se poser la question quand on la voit se casser les ongles chaque jour que Dieu fait sur le haut mur de refus, amalgame de rhétoriques fulminantes contre les femmes au pouvoir, de bégnus jalouses de la beauté distinguée de la *mohartama*, de richards qui n'entendent pas cesser de s'enrichir sur le dos de paysans et d'ouvriers électeurs de Benazir ; de militaires sérieux, liés à toutes sortes de trafic d'armes ou de drogues et auxquels le premier ministre fait mine de s'attaquer.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ
Lire la suite page 17

Le jeune homme et le monstre

LA réputation de Karachi n'est plus à faire : une mégapole anarchique de 10 millions d'âmes (le dernier recensement, précisait Frantz Fanon) (1), souffrant quotidiennement de la peste, des épidémies interethniques, du brigandage, de la drogue, de la pollution, et j'en passe (Le Monde du 8 juillet).

Et pourtant ce « monstre » qui reste la porte et, si l'on ose dire, la « vitrine » principales du Pakistan, a su séduire un jeune homme timide et menu de vingt-huit ans. En est née une idylle contrastée, à la Cocteau en somme.

Farouk Settar, médecin tranquille et burbu, appartenant à la communauté des moujahirs, importante par le nombre (15 à 20 % des 100 millions de Pakistanais et quelque 80 % des Karachiites) mais sous-représentée en politique, est le jeune « amant ».

Les moujahirs sont des musulmans sunnites ou chiites qui se sont enfuis de l'Indoustan lors du partage de l'Empire des Indes en 1947. Toutefois, Karachi n'était pas totalement étrangère à la famille Settar, puisque celle-ci fait partie de ces musulmans sunnites du Sind émigrés depuis des siècles dans la région de Bombay, et qui sont en quelque sorte revenus au bercail lors de la création du Pakistan. Pour corser encore le paysage, Farouk a épousé une Bihari, fille de ces mahométans émigrés du Bihar indien au Ben-

gale pakistanais, puis venus, quand ils l'ont pu, au Pakistan-Occidental lorsque le Pakistan-Occidental est devenu le Bangladesh en 1974.

Qu'est-ce qui a pu jeter le docteur Settar dans la galère nommée Karachi, dont il est devenu maître l'an passé, à la tête de 232 conseillers municipaux dont l'âge moyen avoisine trente ans et de 43 000 employés de la ville (12 000 à Marseille, qui compte dix fois moins d'habitants que Karachi) ? « L'envie irrépressible de soigner cette cité débordante de vitalité et de jeunesse, et en même temps déjà grabataire, l'envie de m'attaquer à chacun de ses grands maux qui ont nous insécurité, soit, transports impossibles et égouts surchargés. »

Programme salutaire minimum pour une ville naissante abandonnée à des notables retranchés dans leurs villas superprotégées (M. Settar habite un secteur classe moyenne) et leur verbiage abstrait. Mais le nouveau mayor a-t-il les moyens de rendre vivable une cité où il faut souvent acheter son eau, où s'élargit chaque jour « le plus grand bidonville d'Asie » (Orangi-Town) où 35 % des habitants recensés (ceux-ci représentent la moitié de la population réelle) ne peuvent payer aucune taxe locale.

« Ma demande d'assistance financière fédérale est pour l'instant sans réponse, bien que

70 % des impôts récoltés dans le pays par Islamabad viennent de Karachi. Ce que vous voyez comme un caduc de pauvreté est également une ville riche avec son port, son aéroport, ses industries, ses artisans, mais la municipalité est démunie d'argent et aussi de moyens médicaux pour agir sur les mentalités : pas de radios privées, pratiquement pas d'accès à la télévision d'Etat. Et une trentaine d'agences autonomes constituent autant d'îlots territoriaux (le quartier résidentiel de la Défense) ou sectoriels (l'électricité) échappant à la mairie. »

« L'eau, d'abord l'eau ! »

Dès lors, n'était-ce pas une gageure de se faire élire ? Sur-tout quand on sait que le parti des moujahirs auquel appartient M. Settar a récemment, pour de mauvaises raisons politiques, retiré son soutien à Benazir Bhutto, autre Karachiite ayant également intérêt à audier le sort d'une constitution où les quartiers les plus déshérités ont ardemment voté pour elle. Tout espoir de coopération entre Benazir et Farouk en faveur de Karachi s'est-il donc évanoui ?

Le maire ne répond pas, mais il n'a pas rencontré le premier ministre depuis juin. Il préfère énumérer ce qu'il compte à tout le moins mettre sur les rails avant son éventuelle réélection dans trois ans : « L'eau, d'abord l'eau, car l'insécurité, je ne peux

la traiter que par la bande, n'ayant droit qu'à mes quatre gardes du corps pour toute police municipale. Pour l'eau, nous avons en revanche réussi à intéresser la Banque mondiale et d'autres organisations internationales afin de doubler progressivement d'ici à l'an 2000 le liquide disponible. »

Quant aux eaux usées, les quatre cinquièmes sont encore déversés dans la mer d'Omman, salissant nos rivages. Une compagnie britannique doit commencer, en janvier 1992, des travaux devant permettre de ne plus déverser que trois cinquièmes des eaux non épurées dans la mer, en attendant mieux. Le maire, enfin pour lequel France, Suède et Japonais nous ont fait des propositions, dépend encore d'une décision fédérale... »

D'ici là, pour retenir ses visiteurs, Karachi dispose en tout cas, outre d'une xénophilie spontanée, d'un éventail d'excellents hôtels, de restaurants abordables et variés et d'un personnel qui, dans le délabrement général, a su maintenir une qualité de travail et de rapports humains se référant aux bons côtés de la civilisation mogole et du British Empire ; deux facteurs dont cet édit intrépide mais flagrantique semble également l'héritier.

J.P.P.H.

(1) 1925-1961. Théodicien auxiliaire du tiers-mondisme, auteur notamment des *Desmés de la Terre*.

A bord d'Avianca

La première compagnie aérienne des Amériques

L'histoire d'AVIANCA commence le 5 décembre 1919. La première compagnie aérienne des Amériques vient de naître. Aujourd'hui avec deux vols par semaine en Boeing 747 au départ de Paris Roissy Charles de Gaulle 1 en direction de Bogotá et de toute l'Amérique andine, AVIANCA vous transporte au pays du soleil.



Décembre
La Feria de Cali
Janvier
Les plages de Cartagena
Février
Le Carnaval de Barranquilla

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine.

Avianca



AVIANCA
9, bd de la Madeleine
75001 PARIS
Tél. : 42 60 35 22



SANS VISA

LA TABLE

Cuisinières de Normandie

La Chamette

Christine Fréchet, Bretonne émigrée en Normandie, propose « son » ardoise. Des plats ayant le double mérite de partir de produits frais et bien choisis pour arriver à des créations savamment habillées. Sa spécialité de langoustines est aux herbes rouges, sa lotte est accompagnée d'un coucou parfumé à la menthe, ses filets de pigeon sont escortés d'une tourte aux cèpes et le ris de veau d'un coucou de poireaux. Sans doute cela ne vaut point le détour d'un inspecteur du Michelin, mais en cette ville peu gastronomique c'est une halte bien agréable à découvrir. Menu à 129 F et carte (compter 300/350 F.).

LA CHAMETTE

17, rue Racine, 76800 Le Havre. Tél. : 35-43-68-80. Fermé samedi midi et dimanche. Chien accepté. AE-DC-CB.

La Cache Ribaud

Rouen, c'était la tradition de La Couronne, illustre vieille maison des Dorin. Mais entre le Gros Horloge et le palais de justice, c'est en cette vieille maison normande à pans de bois que Patricia Maître régale ses clients de plats allègrement cuisinés, de la farandole des terrines au jambon à l'os au cidre, de l'assiette du pêcheur normand au chou farci, de la ribouille, enfin, symbole de cette cuisine solide et simple. Menus à 120 F et à 175 F, et carte (compter 250 F.).

LA CACHE RIBAUD

10, rue du Tambour, 76000 Rouen. Tél. : 35-71-04-82. Fermé dimanche soir. Parking : Vieux Marché. Chien accepté. AE-CB.

Le Pavé d'Ange

Une ancienne halle bien restaurée d'un petit village « sauvegardé » de deux cent quatre-vingt habitants. La patronne, Odile Engel, en cuisine, anime le terroir gourmand d'une façon agréée, des huîtres rôties ou moules au cidre, soles de ligne ou barbes crémeuses, poulet valais d'Ange ou canard au portneuf, avec au dessert une tarte Tatin digne des sœurs célestes. Les tripes et l'andouille sont artisanales et les fromages (la célèbre triple normande) excellents. Menus à 125 F, 200 F, 250 F, et carte (compter 300 F.).

LE PAVÉ D'ANGE

Place du Village, 14430 Beuvron-en-Auge. Tél. : 31-79-26-71. Fermé lundi soir et mardi. Chien accepté. DC-CB.

Le France

Eveline Leroux, outre deux petits menus, propose un menu-carte (125 F) parfaitement bien venu, en accord avec sa cuisine simple et régionaliste, très féminine, tels le paracé de poissons fins ou les pâtes fraîches aux langoustines. Ce n'est pas de la grande cuisine, mais cela mérite un pèlerinage !

LE FRANCE

5, rue au Char, 14100 Lisieux. Tél. : 31-62-03-37. Fermé lundi. Parking : gare routière. Chien accepté. CB.

Les Elisées

A deux pas des Champs-Élysées, dans la rue Vernet, relativement calme, le vieil Hôtel Vernet vient d'être repris, réajusté, apportant aux touristes un haut lieu de la capitale. Son restaurant, Les Elisées, est double : une salle claire aux tables encastrées, suivie d'un jardin d'hiver au toit vitré reflétant le ciel de Paris, « le seul, disait le poète, sachant rire en pleurs ».

Une carte courte signée Yves Toubiac, ancien adjoint de Biscaye au Royal Monceau, de l'infusion d'huîtres et escargots en garbure (110 F) au foie gras frais à la cuisson et gelée de coing (150 F), de l'escalope de ris de veau aux échalotes de saint-jacques (190 F) au cœur de filet grillé béarnaise (175 F), jusqu'aux desserts (la tarte soufflée manderine - 70 F - est un chef-d'œuvre), les prix sont, en le voit, conséquents, mais il existe un menu à 240 F qui n'a rien d'un coucou de saumon mariné, avec la fricassée de rognons à l'ancienne et le paracé de glaces et sorbets. Dommage que les fr-

Commandez votre CHAMPAGNE DES FÊTES
Priorité à la qualité
Expérience de la différence
Riche en toutes de chères
Cuvées appréciées des amateurs

CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR
Maison 83
BLANC DE BLANCS BRUT
Toutes cuvées tarifiées sur demande.
CL. DUBOIS & Les Aisne-pêcheurs
51490 VENTRIL (près Epervier)
Tél. : (161) 26-59-48-37.

magas ne soient pas compris, d'autant qu'ils sont fermiers et viennent de La Ferme Saint-Hubert (50 F.).

La cave est encore en constitution, le bar agréable, le salon d'attente élégant, et le personnel est... de police.

LES ÉLYSÉES

Hôtel Vernet, 25, rue Vernet, Paris-8^e. Tél. : 47-23-43-10. Fermé le dimanche. AE-DC-CB.

L'Endroit

Nouveau et « bon » Endroit, puisqu'aux mains de Marcel Gosselin, que l'on a connu avec « papa » à L'Auberge de l'Argot bretonnais. Les vides chez eux, dans un cadre qui ne pourra que s'améliorer (terrasse couverte), mais c'est un début à encourager, d'autant que la carte est dédiée « aux gens que l'on aime, car rien sans amour ».

La poisson domine, de la terrine de thon frais aux épinards (37 F) au velouté de crustacés (38 F), en passant par le lotte rôtie et navets à l'huile de noix et miel (57 F) et par le dos de saumon cuit à l'unilatéral au vinaigre de mûres (82 F). Mais aussi le foie gras, l'andouille AAAA à la vapeur de cidre, sarrasin de bœuf (88 F), le filet de bœuf à la lie de vin (99 F). Baux desserts (de 24 à 29 F) qui conduisent à des additions de 250 F, sans oublier un menu à 75 F.

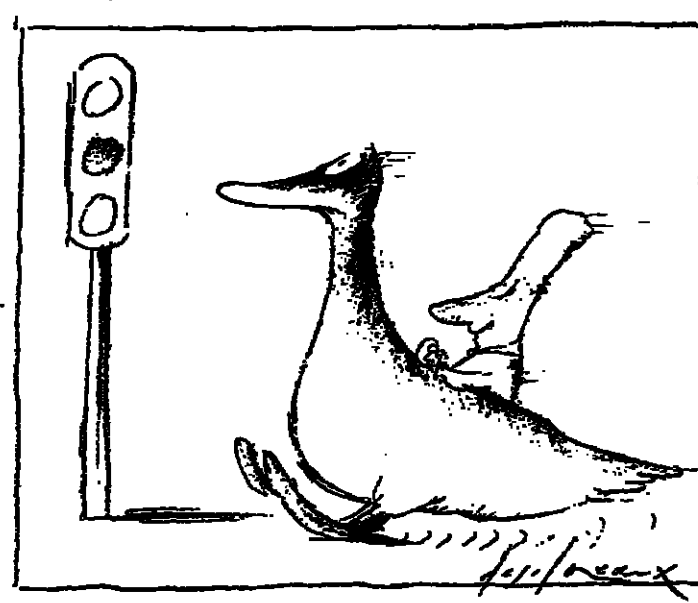
L'ENDROIT

10, rue de l'Expérience, Paris-13^e. Tél. : 45-89-14-08. Fermé le samedi midi et le dimanche.

COMME l'orange, le bigaradier est un citrus, venu comme lui de l'Asie orientale et importé en France vers les années 1550. Au dix-septième siècle, la Quintinie décrivait son fruit ainsi : « Espèce d'orange qui est jaune, verdâtre, amère, et son jus est acide ». En 1768, le Caramelle français précisait que la bigarade sert « à mettre sur des dormants, ou dans des saladiers pour servir de salade » et qu'on la confit de même que les citrons, ajoutant qu'on en fait grand usage en Allemagne, où l'on prétend qu'elle fortifie l'estomac.

Et si cette « sorte de citron trop amer pour être mangé cru », selon la définition d'Alexandre Dumas dans son Grand Dictionnaire de cuisine, ne pousse guère que sauvage sur notre côte azurienne, elle fut peut-être d'abord exportée depuis les Indes néerlandaises jusqu'en Hollande, où elle donna naissance, à Schiedam, « la ville aux cent distilleries », au célèbre curaçao.

Quand imagine-t-on de s'en servir pour faire une sauce ? On trouve en tout cas dans la Science du maître d'hôtel confiseur, publié à Paris en 1776, une recette de glace de bigarades. Et Carême nous donne celle de la sauce à la bigarade pour gibier et volaille. En 1887, enfin, Gustave Carlin, dans



Le canard à l'orange

Mais où est passée la bigarade, « sorte de citron trop amer pour être mangé cru » ?

son Cuisinier moderne propose sa recette de canard sauce bigarade : « Videz, flambez et trousses votre canard en entrant, faites-le frippier et mouillez-le au vin blanc et un peu de sauce espagnole : ajoutez-y le zeste d'une bigarade que vous ciselez et que vous faites blanchir. Servez lorsque votre canard est cuit et votre sauce réduite à point ».

Mais pourtant, dès 1814, Beauvilliers parle de canard à l'orange. C'est que, déjà, les bigaradiers se font rares sur la promenade des Anglais et dans les jardins du cap Ferrat. Alors, pour remplacer l'orange amère, on ajoute au jus de l'orange ordinaire un jus de citron. Cette sauce bigarade (1), le Livre des sauces en donne une classique : « 1 orange, 1/2 citron, 3 morceaux de sucre, une cuillerée et demie de vinaigre, 3 g. de fécula et 1/2 dl. de fond blanc ». Le Répertoire de cuisine précise : fond de canard réduit, jus d'orange et citron, julienne de citron et d'orange. Peut-être l'is à l'arom-root.

Mais certains chefs raffineront et, pour donner plus de vérité au nom, faute de bigarade, ils aromatiseront la sauce de curaçao, liqueur préparée, on l'a vu, avec des bigarades exotiques. Et n'est-ce

pas tout naturel que l'on accommode à cette sauce venue d'un fruit asiatique le canard, originaire, lui, de Chine ?

Reste à choisir ce canard dont, en dehors de « sauvage », il existe en France diverses espèces. Les principales sont le nantais (croisement annulé avec le sauvage), le barbare, le canard de ferme (le fameux canard rouennais n'est autre qu'un nantais étouffé au lieu d'être saigné) et le pékinois, plus petit, au bec jaune. Notons, pour l'assortir, que le nantais ne porte ce nom que parce qu'autrefois, expédié par chemin de fer, il partait de la gare de Nantes. C'est en effet et bien plutôt un canard vendéen, de Challans et à l'emour !

Les ! il existe de plus en plus sur les marchés, à côté des canards d'élevage traditionnels, ceux (17 millions de tonnes, précise Jérôme Stern dans son Dictionnaire des aliments) d'élevage quasi industriel. Le consommateur aura à se méfier.

On trouve assez rarement, au restaurant, sur les cartes, le canard à l'orange. Quelqu'un (c'est plus facile à trouver et être les fruits d'un maître d'hôtel-trancheur, race tendant à disparaître ; et du reste le client semble préférer cette banalisation), l'on peut lire « filets de canard à l'orange ». A Paris, ce n'est que chez Lasserre que, tous les jours de l'année, le canard à l'orange (ils viennent de Challans) est proposé, servi à l'ancienne et, incontestablement, le meilleur que l'on puisse déguster ainsi.

LA REYNIÈRE

(1) A noter que si, en général, les ouvrages culinaires d'autrefois traitent la bigarade (avec deux « r »), les dictionnaires n'emploient qu'un seul « r ». Le mot capotaux vient, d'après le Petit Robert, du mot « bigarant » (1651), et les Portugais le prononcent déjà alors « bigarado », probablement du mot bigarant.

Nymphéas

Sauce Monet

Si, à l'aube de la nouvelle décennie, il ne devait y avoir qu'un livre de bourse à ouvrir, ce serait sans conteste celui que la chaîne des Relais et Châteaux vient récemment de récompenser (1). L'honnête homme croit tout savoir de Claude Monet et de sa demeure - aujourd'hui musée - de Giverny. Il ignore pourtant le plus souvent ce qui, pour n'être pas l'essentiel, n'en a pas moins tenu une place considérable dans son existence : la passion, ou plus exactement l'obsession, de la table et de la chère. En publiant de la plus belle manière qui soit les Carnets de cuisine de Monet, les Editions du Chêne font plus que photographier des paysages et une intimité culinaires : elles mettent en scène la table à la fin de ce siècle qui avait grandi en l'inventant.

Préface de l'ouvrage, les Carnets récemment retrouvés des recettes mises au point par le peintre et qui, entre pleins et débiles à l'encre violette, disent mieux que tout l'ordonnement des mets et des vins. Giverny, c'était, pour reprendre le mot de Jules Renard, « s'enfermer dans un village pour en faire le centre du monde ». Et pour Monet, le centre de ce centre fut le partage de sa nourriture. Un partage organisé, dirigé, imposé en tout point par le maître des lieux, ce bédicteur torturé par la qualité de la chère et le déroulé des plats, mais qui « ne touchait jamais une casseroles » et qui ne mit jamais la main à la pâte.

Cette double obsession de la qualité et de l'harmonie préfigurait à sa manière l'investissement des meilleurs chefs d'aujourd'hui, qui n'en finissent plus de remonter en amont, vers le végétal, l'animal et la vigne. Sans doute parce qu'ils ont fait le tour de leur technique et qu'ils ne sont plus qu'à la recherche de l'authenticité de ce qu'ils transforment. A cet égard, il y a quelque chose d'incomparablement moderne chez Monet, qui, avec ses proches, plante, explore et invente dans son jardin de Florimond, Monet qui, à quelques jets de grains des nymphéas, sélectionne aussi ses volailles, pour lesquelles il fait tenir un registre d'« état-civil ».

A Giverny, on décante le champagne dans des carafes, on invente et on codifie, on met la lumière et la vie en tranche avant de les réinventer sur table et sur nappes. Ainsi, jour après jour, pendant un demi-siècle, a-t-on respecté un rituel absolu qui fait de la table ce qu'elle devrait toujours être, c'est-à-dire, bien au-delà de la nécessaire rencontre gustative, une croyance partagée.

JEAN-YVES NAU

(1) Les Carnets de cuisine de Monet, de Claire Joyes et Jean-Marc Toulouat. Photographies de Jean-Bernard Naudin. Préface de Joël Robuchon. Editions du Chêne. 240 F.

Cette rencontre, organisée à l'Hôtel de Clillon, avec l'aide de quelques-uns des plus grands chefs de Bordeaux, a également permis de distinguer Jean-Paul Kauffmann pour son ouvrage Le Bordeaux retrouvé.

GASTRONOMIE

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Sa cuisine française
et ses soufflés
MENU à 180 F NET
38, rue de MONTMARTRE
(au coin de la place Vendôme)
2^e étage. Tél. : 47-80-27-18. F/dm.

La Villa Créole
NOËL et St-SYLVESTRE
comme aux Antilles
NOËL 300 F
JOUR DE L'AN 690 F
Bouquet compris
ORCHESTRE, DANSES, COTILLONS
18, rue d'Antin, 2^e. 47-42-84-82

OPUS
CAFÉ DE LA MUSIQUE
ET DES ARTS LYRIQUES
157, Quai de Voltaire
75001 Paris

Ensemble STRINGS and Co
dirigé par Stefan Maria Lang
Chanteur lyrique
Alexandre Marchal
Soirée viennoise du nouvel an
MENU GASTRONOMIQUE : 880 F
par pers. champagne compris
Sur réservation - Tél. : 40-38-09-57

DIEP A L'OPÉRA
RÉVEILLON DANSANT
DE LA SAINT-SYLVESTRE
390 F VIN COMPRIS
Ambiance, avec disc-jockey
coulonn... jusqu'à l'aube.
Le plus grand restaurant chinois à Paris
sous sa coupole : 350 places, cadre somptueux.
28, rue Louis-le-Grand (2^e).
Réservation : 47-42-31-58 et 94-47.

Dîner de Noël
à l'Hôtel Meurice

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILAISES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	LYONNAISES	CATALANES	INDIENNES	PORTUGAISES
DOUCEURS DES ILES 3, rue de Brumelles, 9 Tél. : 45-26-68-20. Discothèque	RELAIS BELLMAN, 37, r. François I ^{er} , 47-23-44-42. Jap. 22 à 30. Cuis. élég. Fermé samedi, dimanche.	LA FOULE, 2, rue Clément (9 ^e). F. dim. 43-23-77-66. Alex aux fourchettes.	LA SARDANA, 4, rue de Chaligny, 12. Tél. 43-43-02-84. Spéc. catalanes et frang.	MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M ^e Mouton. SCE NON-STOP j. 22 à 30. Vend. sam. j. 1 h. Cuis. indienne.	SAUDADE, 34, r. des Bourdonnais, 1 ^{er} (Citélet), 43-36-30-71. Serv. j. 22 à 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 88.
BOURGUIGNONNES	MAÎTRE CORBEAU	SARLADAISES	BANOISES ET SCANDINAVES	SAPNA	THAILANDAISES
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 45-46-48/1744. F. sam. dim. Cuis. bourg.	43-27-19-20 F. sam. Dg. dim. 6, rue d'Armenie, 1 ^{er} . Parking souterr.	LE SAKLADAN, 2, r. de Vienne, 8. 45-22-23-62. Diner pékinois 130 F. a.s.	142, m. des Champs-Élysées. 43-59-28-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	160, r. de Charonne, 12 ^e F. dim. 43-46-73-32. Malgache, cuisine indienne. Cuis. raffinée.	CHIENG-MAI 12, r. Frédéric-Sauton, 5 43-25-45-45. F. dim. dg. Tél. 90.30 F.S.C.
CRÉOLES	LA COUR COLBERT	SUD-OUEST	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	VIETNAMIENNES
LA VILLA CRÉOLE, 19, rue d'Antin, 2 ^e . F. dim. 47-42-64-92. NOËL et St-SYLVESTRE Comme aux Antilles	12, rue Hôtel-C Colbert (9 ^e). 43-54-61-99. T.L.I. Cadre XV ^{ie} authent. P.M.R. 200 F.	LE REPAS DE CANTON, 6-8-25-44, 1 ^{er} étage des Filles-du-Caluze (11 ^e). F. sam. mid. dim.	LA TABLE DE L'ŒUF 14, r. F. Flocon, 18 ^e - F. sam. mid. dim. 46-06-72-01 Menu 80, 120 F. Carte env. 100 F	ENTOTTO 45-47-06-51. F. dim. 143, r. L.-M. Nordmann, 13 ^e Dorowott, Beyegneton av. l'Alcazar.	NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuis. légère. Grand choix de grillades.

Japico 1550

SANS VISA

VOYAGES

La Laponie à moteur

Bruit et fureur dans des paysages qui n'en demandent peut-être pas tant

ROVANIEMI
(Laponie finlandaise)

L'AVION s'est posé comme sur du velours, ses roues n'ont pas bronché au contact de la piste cimentée et glacée. A trois mille kilomètres au nord de Paris, sur le Cercle polaire arctique, au cœur de l'hiver, il est naturel d'affronter des températures de moins vingt à moins trente degrés et de se retrouver, à trois heures de l'après-midi, en pleine nuit polaire. Il est tout aussi normal d'être accueilli par des remues et un Père Noël rigés dans la neige et pétrifiés par le froid. Ce sont là, en effet, les deux grandes « figures » de la Laponie finlandaise, ce pays du « bout du monde », qui demeure l'une des dernières contrées sauvages d'Europe.

Ici, le désert de neige s'étend à perte de vue. La forêt où se mêlent pins, bouleaux et épicéas, dense autour de Rovaniemi, s'éclaircit au fur et à mesure de notre remontée en direction du Nord. Pendant l'hiver, elle accueille, pour mieux les protéger, dans des carreaux, canapés, fauteuils, ou encore l'oreiller et le coussin polaire. Toute une faune qui, tapie dans des caches recouvertes par la neige, attend que s'achève un hiver souvent éprouvant.

Pour les voyageurs du Grand Nord, c'est l'heure de se transformer en hommes des grands froids. Déjà revêtus d'une succession de pulls et de pantalons, il leur faudra

endosser de larges combinaisons-housses, chausser d'épaisse bottes et calfeutrer leurs têtes, car ici les morsures du froid n'épargnent aucune partie du corps.

La Laponie se traverse raquette aux pieds - pour les sportifs, - ou en motoneige, pour les plus pressés et les moins regardants. L'enjeu est, en effet, aussi basant que bruyant. Une légère pression sur l'accélérateur et il pousse tel un cheval sauvage, impatient de s'élaner sur la piste. La vitesse croît irrésistiblement, la poudre blanche s'envole tout autour du carénage tandis que défilent les kilomètres. La moto des neiges aurait tout pour plaire si elle n'émettait pas autant de décibels et de vapeurs d'essence, et si elle n'éloignait pas de sa trajectoire la vie animale qui occupe ces admirables territoires. Envoyés les bêtes et les lynx, renards, ours bruns et autres loups. Quant aux deux cent mille habitants de la Laponie finlandaise, - ils s'écartent prudemment des itinéraires balisés afin d'éviter de se retrouver face à face avec les conducteurs de ces drôles de machines. Ces bêtes « à tout faire » (on utilise la viande pour d'excel-

lents ragots ou aéroliers, la peau pour se protéger contre le froid, les bois comme éléments de base pour des produits artisanaux et, bien entendu, la force de travail) sont ainsi trop souvent absentes du paysage lapon. Elles seront cependant

au rendez-vous de « la ferme des remues » de Napierinka et auprès de Jounipinski, le Père Noël finlandais, qui vous attend au bord d'une route ou dans une galerie marchande.

Le moment est venu de mettre le cap sur le Grand Nord et le lac Inari, situé à deux cent cinquante kilomètres du Cercle polaire. Nos « skidoo » escaladent les collines, glissent le long des rivières, se faufilent dans les forêts, traversent à vive allure de vastes clairières. Dans le pays lapon, une quarantaine de sommets seulement dépassent mille mètres d'altitude. Ils dominent un paysage tout entier laminé par l'érosion glaciaire. Ici, la nature engourdie par le froid se drape des plus sublimes couleurs lorsque les pâles rayons du soleil la caressent et font scintiller de mille feux les cristaux de neige qui la recouvrent.

Dans ces immenses étendues vierges, les Finlandais ont installé dans les lieux les plus favorables quelques stations de ski (comme Seariseld) et des étapes chaleureuses pour recevoir les amateurs de raide à ski de fond ou en motoneige. Ceux qui se sont fixés pour destination le lointain océan Glacial Arctique l'atteindront après cinq ou six jours d'efforts et huit cents kilomètres d'une « piste » que la neige et le vent ne tarissent pas à effacer, gommant ainsi les empreintes éphémères laissées par les chenilles de ces engins ivres d'espace.

CLAUDE FRANCLION

Carnet de piste

Grand spécialiste de l'hiver nordique, Scanditours (35, rue Tronchet, 75008 Paris, tél. : 47-42-80-00) propose un choix de formules pour découvrir la Laponie (en Finlande, en Norvège et en Suède), ses habitants et les sports d'hiver qui s'y pratiquent : randonnées à ski de fond, expéditions en traîneaux à chiens et circuits en motoneige tel que celui décrit dans notre reportage. Ceux-ci ne nécessitent aucun entraînement particulier mais une bonne condition physique et un goût pour l'aventure. Le froid est souvent intense mais l'air, très sec, permet de supporter des températures qui flirtent avec les -20 degrés. Les vêtements habituels de sports d'hiver sont complétés sur place par une combinaison isotherme, des gants, des bottes et des lunettes.

Les itinéraires proposés débutent généralement à Rovaniemi (32 000 habitants), capitale de la Laponie finlandaise. Les motoneiges (une personne par skidoo)

peuvent atteindre 80 km/h et parcourir des étapes de 150 km. Compter 9 900 F Paris/Paris pour six jours, 12 700 F pour neuf jours et 16 120 F pour un raid de 800 km du cercle polaire à l'océan Arctique. On peut également consulter la brochure d'Alantours (5, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris, tél. : 42-96-59-78) et se renseigner auprès de l'Office du tourisme de Finlande, 13, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 42-56-40-13 et par minitel au 3616 code FINLANDE.

Autre royaume du skidoo, le Canada, et plus particulièrement le Québec, où de nombreux voyageurs (Carrefour du Canada, Canadian National, Traffic Tours, Nouvelles Frontières, En route (Air Canada), Explorator, Jet America, les Voyages canadiens/Alantours, les Voyages nouveaux Mondes) proposent des randonnées en motoneige. Consulter une agence de voyages ou se reporter au Guide des acti-

vités hivernales réalisé par la division tourisme de l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : 47-23-01-01).

Bannies des domaines skiables français il y a une dizaine d'années, en raison du bruit et de la pollution provoquée par les premiers modèles et des risques qu'elles faisaient courir aux skieurs, les motoneiges réapparaissent depuis deux ou trois ans dans nos stations, où elles sont surtout utilisées pour les secours en montagne. Certaines stations comme Falaise, Tignes, Val-Thorens, Chamrousse, l'Alpe d'Huez les accueillent sur leur domaine (une fois les pistes fermées) ou sur des circuits clos. Signalons, à Val-Thorens, un raid de nuit avec bivouac (sous la tente ou en refuge) et descente à l'aube (renseignements au 79-00-08-08), et, à Valloire (79-89-03-86), le championnat de France de scooter des neiges, les 13 et 14 janvier.

Accueil-test au Pakistan

Suite de la page 15

Mais les régimes faibles durent parfois plus longtemps que les autres, car personne ne fournit l'effort pour hâter un renversement considéré comme insubmersible et proche. Le profil d'un Pakistan fréquentable va donc peut-être, avec l'aide d'Allah, avoir le temps de se préciser.

De là à ce que la vallée de l'Indus devienne dès demain un lieu agréable de voyage, voire de tourisme, il y a encore une étape qui ne paraît pas près d'être franchie, tant pèse lourdement sur chacun, natif ou étranger, une administration héritière de la supériorité coloniale britannique et de l'arbitraire turco-mogol, au fond tout aussi colonial.

Quelques exemples au ras des jours, insignifiants en eux-mêmes mais qui, quotidiens, et croyez-moi ils le sont, gâchent à merveille un périple : la reconnaissance de votre vol Lahore-Karachi n'ayant pas été acceptée par téléphone, vous affrontez en cyclo-pousse les étonnantes encombrements auto-animés du centre de Lahore pour aller de votre hôtel au siège de la compagnie aérienne, où on vous annonce inflexiblement que « toute reconnaissance doit être faite avec le passeport du passager ».

Louez-vous une voiture (facultatif) avec votre carte de crédit, au moment où vous montrez dans le véhicule, après avoir rempli un formidable tas de formulaires exigeant même les prénoms de vos père et mère, le louer se révèle soudain et exige immédiatement une caution en liquide comme si son sage gardien lui avait brusquement soufflé de se méfier. Et votre location capote.

A Peshawar, vous hélez donc un taxi pour franchir les 50 kilomètres séparant la capitale pathane de la fameuse passe de Khyber (au reste un lieu défilé où Alexandre le Grand n'est même pas passé, contrairement à la légende) mais, auparavant, vous devrez affronter le labyrinthe bureaucratique où s'obtiennent peu à peu, sans si on s'impatiente, les tampons et signatures nécessaires à ce qui n'est plus qu'une promenade de santé depuis que ce front afghan-l'ist redécouvert. Vous serez pourtant obligatoirement flanqué jusqu'au bout d'un soldat en armes au sourire néanmoins si désarmant que, malgré votre mauvaise humeur, vous vous ferez

finement d'un bon bakchich, ce maître mot du Nil à l'Indus.

Changer de l'argent est toute une affaire : les francs ou dollars pas très frais sont refusés, mais vous devez bien entendu accepter des roupies illisibles et puzantes de crasse. Trouver une lettre à laquelle vous semblez attacher quelque importance suscite aussitôt un mini-concubule postier, et vous pouvez être à peu près sûr qu'elle ne parviendra jamais à son destinataire, ou alors après des mois d'attente dans le Cabinet noir d'Hyderabad ou d'Islamabad.

Traditions primitives

La pire déconvenue est quand même le train. Au centre El Hamra de Lahore, une jeune employée des Chemins de fer pakistanais, fondante dans son vert grenouille, se tenait, souriante, à la disposition des congressistes pour une engageante pancarte : « Jouissez du Pakistan par train ».

Vous lui exprimez donc votre désir d'aller par rail à Peshawar, à moins de 500 kilomètres de là : « Mais monsieur, je ne suis pas un guichet, je ne délivre pas de billets - Pour vous me donner au moins les horaires ? - Euh / oui, c'est-à-dire... mais au fait pourquoi ne prenez-vous pas l'avion ? C'est tellement plus simple ! - J'aime le train, madame ! - Bon, alors il vous faut une couchette de luxe. - Non, je tiens à voyager de jour pour voir les paysages vus par vos affiches. - Dans ce cas, prenez le car, cher monsieur, c'est l'idéal », etc.

Nous vous épargnerons la suite de nos tribulations ferrées, le champ de bataille d'une grande gare pakistanaise à Lahore, les voitures surchargées, les trains en retard et finalement, « Pakair » vous récupérant, résigné à voler comme toute personne « normale ».

Ces impédiments, avançant certains, ne reflètent pas que la routine administrative, mais également une certaine et finalement appréciable frilosité d'homme. Ce n'est pas sûr quand on voit que certains vices commerciaux-touristiques ont déjà droit de cité : ainsi cette habitude d'exhiber partout de malheureux danseurs et danseuses kalaches.

Ces populations animistes aryennes des contreforts de l'Hima-

laya ont été massacrées ou converties de force à l'islam au siècle dernier en Afghanistan. Leur sol natal nommé jusque-là Kafiristan, « pays des incrédules », y est devenu le Nuristan, « terre de lumière ». Au Pakistan, alors partie de l'Empire des Indes, les Kalaches ont généralement échappé à cette issue. Quelques milliers d'entre eux vivent toujours dans de hautes vallées reculées où le gouvernement les envoie maintenant quérir pour les produire devant la moindre délégation étrangère. Une brochure en français de la Corporation pakistanaise pour le développement du tourisme vante « les tribus de Kafirs kalaches célèbres pour leurs traditions primitives, etc... ».

Ce triste cirque humain rappelle désagréablement les « cérémonies » des réserves indiennes montrées aux touristes en Amérique, et il est à craindre que les voyageurs européens ne fassent rien, au contraire, pour convaincre le Pakistan de renoncer à ces pénibles exhibitions.

Un écueil d'un tout autre ordre devrait enfin être évité : les visites touristiques aux mosquées et autres édifices musulmans ouverts au culte. L'islam populaire pakistanais est étonnamment doux. Les dévotions aux innombrables saints musulmans n'en sont pas moins la chose la plus sérieuse du monde pour une large majorité de Pakistanais. Comme il n'y a pas eu de Lyantey aux Indes (au Maroc, le maréchal islamophile inventa l'entrée des non-musulmans dans les mosquées, mesure toujours appliquée à notre époque), il y a risque d'irruption de « voyageurs orgueilleux » dans les sanctuaires du pays, eux-mêmes vecteurs d'un « tourisme religieux » local déplaçant chaque année plus d'un million de personnes (4) qui n'entendent pas être perturbés dans leurs oraisons.

Cette incursion forcément indécise dans le dialogue avec le Ciel ne pourrait qu'avoir des effets négatifs sur les rapports autochtones-étrangers. Nous l'avons nettement senti à Moultan, l'un des pèlerinages les plus connus du pays (le Monde du 9 juillet 1988). Pour être pauvres et croyants, les Pakistanais ne se contentent pas pour autant la vacation, après Bénarès, Bangkok et Bali, d'être, en Asie, les nouvelles « bêtes curieuses » des touristes occidentaux.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(4) La Tourisme religieuse au Pakistan (en anglais), rapport de la division touristique, gouvernement du Pakistan, Islamabad, février 1987, 52 pages.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ***NN
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 150 mètres du Palais des congrès,
climatisé, luminosité, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Bout Western ***NN
Hôtel de charme près mer,
cuisine, grand confort.
50 ch. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurants de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-02-56 - Tél. 07-418
Tél. 93-16-17-59.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-56-39-60
Plais contre-réa, cuisine,
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
téléphone direct, minibar.

Montagne

05800 CELLAC-EN-QUEYRAS
HOTEL LA CASCADE**
Au pied des pistes
chauffe de la vraie montagne
Tout confort. Pension
fortuit tout compris
Tél. : 92-45-05-92.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HOTEL LA MAISON DE GAUDESSART
Stage ski de fond randonnée pour de
phoque (16) 92-45-83-25.

05350 SAINT-VÉRYAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rdp. Site classé. Stat. village. Piste.
fond. Plus les comm. d'Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Appt et chambres avec cuisine. Grill
de 650 à 1 500 F/pers./sem.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, demi-
pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

07510 USCLADES-RIEUTORD

SKI DE FOND-ÉTENTE-AIR PUR
SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS
FERME DE LA NESSE 07510
USCLADES-RIEUTORD, 75-36-96-44.

Sud-Est

Paris/4 h par TGV (Montlimer). Site
except. micro-climat, prom. musical
UVA sauna. Cuis. à votre goût.
On ne fume pas à table. Chères gd
cft. prix d'hiver. Mireille Colombo.
Tél. : 75-26-12-89. Auberge du vieux vil-
lage d'Arles. 26110 Noyons
Fax : 75-26-38-10.

TOURISME

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers.
maxi) dans ferme du XVII^e s. confort-
blement rénovée, chauf. av. a. de bois,
w.c., table d'hôte, crêpe, mijotée et légèr,
pain maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique.
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et sem.
tt compris, pensions complètes + vin,
minibar et matériel de ski.
Tél. (16) 81-36-12-51 ou écrire :
LE CRET LAGNEAU
25600 MONTBENOIT

Dîner de Noël à l'Hôtel Meurice *

Huitres de Belon
Duo de foie gras à la gelée de Saucisses
Mariage de boudins et leurs Mousselines
Dindonneau fermier aux Châtaignes
Bûche de Noël
Café
Mignardises



600 F prix net *
vins et champagne en sup.

HOTEL MEURICE

Paris



228, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 42-60-38-60

Dîner de gala de l'an à l'Hôtel Meurice *

Coupe de caviar à la gelée de homard et
mousseline de chort-fleur
Blanc de turbot au Sabayon de Champagne
Granité à l'Aquavit
Noisette de chevreuil au genièvre
Purée de céleri-fricassée
de champignons
Salade de mâche aux noix
Gâteau de l'An Neuf
Café
Truffes
Champagne Mumm de Mumm

1300 F prix net *

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1364

UN NID DE VIPÈRES

(Tournoi international de Belgrade, novembre 1989)

Blancs : N. SHORT

(Grande-Bretagne)

Noirs : L. LJUBOEVIC

(Yougoslavie)

Défense sicilienne.

Attaque Keres.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. Cg5 Cg6 5. Fg5 Fg7 6. Fd3 Fd7 7. Fc2 Fc8 8. Fb3 Fb7 9. Fc4 Cc6 10. Fd3 Fd7 11. Fc2 Fc8 12. Fb3 Fb7 13. Fc4 Cc6 14. Fd3 Fd7 15. Fc2 Fc8 16. Fb3 Fb7 17. Fc4 Cc6 18. Fd3 Fd7 19. Fc2 Fc8 20. Fb3 Fb7 21. Fc4 Cc6 22. Fd3 Fd7 23. Fc2 Fc8 24. Fb3 Fb7 25. Fc4 Cc6 26. Fd3 Fd7 27. Fc2 Fc8 28. Fb3 Fb7 29. Fc4 Cc6 30. Fd3 Fd7 31. Fc2 Fc8 32. Fb3 Fb7 33. Fc4 Cc6 34. Fd3 Fd7 35. Fc2 Fc8 36. Fb3 Fb7 37. Fc4 Cc6 38. Fd3 Fd7 39. Fc2 Fc8 40. Fb3 Fb7 41. Fc4 Cc6 42. Fd3 Fd7 43. Fc2 Fc8 44. Fb3 Fb7 45. Fc4 Cc6 46. Fd3 Fd7 47. Fc2 Fc8 48. Fb3 Fb7 49. Fc4 Cc6 50. Fd3 Fd7 51. Fc2 Fc8 52. Fb3 Fb7 53. Fc4 Cc6 54. Fd3 Fd7 55. Fc2 Fc8 56. Fb3 Fb7 57. Fc4 Cc6 58. Fd3 Fd7 59. Fc2 Fc8 60. Fb3 Fb7 61. Fc4 Cc6 62. Fd3 Fd7 63. Fc2 Fc8 64. Fb3 Fb7 65. Fc4 Cc6 66. Fd3 Fd7 67. Fc2 Fc8 68. Fb3 Fb7 69. Fc4 Cc6 70. Fd3 Fd7 71. Fc2 Fc8 72. Fb3 Fb7 73. Fc4 Cc6 74. Fd3 Fd7 75. Fc2 Fc8 76. Fb3 Fb7 77. Fc4 Cc6 78. Fd3 Fd7 79. Fc2 Fc8 80. Fb3 Fb7 81. Fc4 Cc6 82. Fd3 Fd7 83. Fc2 Fc8 84. Fb3 Fb7 85. Fc4 Cc6 86. Fd3 Fd7 87. Fc2 Fc8 88. Fb3 Fb7 89. Fc4 Cc6 90. Fd3 Fd7 91. Fc2 Fc8 92. Fb3 Fb7 93. Fc4 Cc6 94. Fd3 Fd7 95. Fc2 Fc8 96. Fb3 Fb7 97. Fc4 Cc6 98. Fd3 Fd7 99. Fc2 Fc8 100. Fb3 Fb7

NOTES

a) Cette avance du pion g qui vise à chasser le C.R. ennemi est le premier coup d'une attaque dangereuse imaginée par Keres et jouée par lui avec succès dès 1939.

b) Les Noirs peuvent aussi répondre à l'intention du pion g et se développer par 6... a6 ou par 6... Cg6; 7. g5, Cd7. La réaction 6... d5 est ici faible: 7. f4, d4; 8. f5, d5; 9. f6, d6; 10. f7, d7; 11. f8, d8; 12. f9, d9; 13. f10, d10; 14. f11, d11; 15. f12, d12; 16. f13, d13; 17. f14, d14; 18. f15, d15; 19. f16, d16; 20. f17, d17; 21. f18, d18; 22. f19, d19; 23. f20, d20; 24. f21, d21; 25. f22, d22; 26. f23, d23; 27. f24, d24; 28. f25, d25; 29. f26, d26; 30. f27, d27; 31. f28, d28; 32. f29, d29; 33. f30, d30; 34. f31, d31; 35. f32, d32; 36. f33, d33; 37. f34, d34; 38. f35, d35; 39. f36, d36; 40. f37, d37; 41. f38, d38; 42. f39, d39; 43. f40, d40; 44. f41, d41; 45. f42, d42; 46. f43, d43; 47. f44, d44; 48. f45, d45; 49. f46, d46; 50. f47, d47; 51. f48, d48; 52. f49, d49; 53. f50, d50; 54. f51, d51; 55. f52, d52; 56. f53, d53; 57. f54, d54; 58. f55, d55; 59. f56, d56; 60. f57, d57; 61. f58, d58; 62. f59, d59; 63. f60, d60; 64. f61, d61; 65. f62, d62; 66. f63, d63; 67. f64, d64; 68. f65, d65; 69. f66, d66; 70. f67, d67; 71. f68, d68; 72. f69, d69; 73. f70, d70; 74. f71, d71; 75. f72, d72; 76. f73, d73; 77. f74, d74; 78. f75, d75; 79. f76, d76; 80. f77, d77; 81. f78, d78; 82. f79, d79; 83. f80, d80; 84. f81, d81; 85. f82, d82; 86. f83, d83; 87. f84, d84; 88. f85, d85; 89. f86, d86; 90. f87, d87; 91. f88, d88; 92. f89, d89; 93. f90, d90; 94. f91, d91; 95. f92, d92; 96. f93, d93; 97. f94, d94; 98. f95, d95; 99. f96, d96; 100. f97, d97; 101. f98, d98; 102. f99, d99; 103. f100, d100; 104. f101, d101; 105. f102, d102; 106. f103, d103; 107. f104, d104; 108. f105, d105; 109. f106, d106; 110. f107, d107; 111. f108, d108; 112. f109, d109; 113. f110, d110; 114. f111, d111; 115. f112, d112; 116. f113, d113; 117. f114, d114; 118. f115, d115; 119. f116, d116; 120. f117, d117; 121. f118, d118; 122. f119, d119; 123. f120, d120; 124. f121, d121; 125. f122, d122; 126. f123, d123; 127. f124, d124; 128. f125, d125; 129. f126, d126; 130. f127, d127; 131. f128, d128; 132. f129, d129; 133. f130, d130; 134. f131, d131; 135. f132, d132; 136. f133, d133; 137. f134, d134; 138. f135, d135; 139. f136, d136; 140. f137, d137; 141. f138, d138; 142. f139, d139; 143. f140, d140; 144. f141, d141; 145. f142, d142; 146. f143, d143; 147. f144, d144; 148. f145, d145; 149. f146, d146; 150. f147, d147; 151. f148, d148; 152. f149, d149; 153. f150, d150; 154. f151, d151; 155. f152, d152; 156. f153, d153; 157. f154, d154; 158. f155, d155; 159. f156, d156; 160. f157, d157; 161. f158, d158; 162. f159, d159; 163. f160, d160; 164. f161, d161; 165. f162, d162; 166. f163, d163; 167. f164, d164; 168. f165, d165; 169. f166, d166; 170. f167, d167; 171. f168, d168; 172. f169, d169; 173. f170, d170; 174. f171, d171; 175. f172, d172; 176. f173, d173; 177. f174, d174; 178. f175, d175; 179. f176, d176; 180. f177, d177; 181. f178, d178; 182. f179, d179; 183. f180, d180; 184. f181, d181; 185. f182, d182; 186. f183, d183; 187. f184, d184; 188. f185, d185; 189. f186, d186; 190. f187, d187; 191. f188, d188; 192. f189, d189; 193. f190, d190; 194. f191, d191; 195. f192, d192; 196. f193, d193; 197. f194, d194; 198. f195, d195; 199. f196, d196; 200. f197, d197; 201. f198, d198; 202. f199, d199; 203. f200, d200; 204. f201, d201; 205. f202, d202; 206. f203, d203; 207. f204, d204; 208. f205, d205; 209. f206, d206; 210. f207, d207; 211. f208, d208; 212. f209, d209; 213. f210, d210; 214. f211, d211; 215. f212, d212; 216. f213, d213; 217. f214, d214; 218. f215, d215; 219. f216, d216; 220. f217, d217; 221. f218, d218; 222. f219, d219; 223. f220, d220; 224. f221, d221; 225. f222, d222; 226. f223, d223; 227. f224, d224; 228. f225, d225; 229. f226, d226; 230. f227, d227; 231. f228, d228; 232. f229, d229; 233. f230, d230; 234. f231, d231; 235. f232, d232; 236. f233, d233; 237. f234, d234; 238. f235, d235; 239. f236, d236; 240. f237, d237; 241. f238, d238; 242. f239, d239; 243. f240, d240; 244. f241, d241; 245. f242, d242; 246. f243, d243; 247. f244, d244; 248. f245, d245; 249. f246, d246; 250. f247, d247; 251. f248, d248; 252. f249, d249; 253. f250, d250; 254. f251, d251; 255. f252, d252; 256. f253, d253; 257. f254, d254; 258. f255, d255; 259. f256, d256; 260. f257, d257; 261. f258, d258; 262. f259, d259; 263. f260, d260; 264. f261, d261; 265. f262, d262; 266. f263, d263; 267. f264, d264; 268. f265, d265; 269. f266, d266; 270. f267, d267; 271. f268, d268; 272. f269, d269; 273. f270, d270; 274. f271, d271; 275. f272, d272; 276. f273, d273; 277. f274, d274; 278. f275, d275; 279. f276, d276; 280. f277, d277; 281. f278, d278; 282. f279, d279; 283. f280, d280; 284. f281, d281; 285. f282, d282; 286. f283, d283; 287. f284, d284; 288. f285, d285; 289. f286, d286; 290. f287, d287; 291. f288, d288; 292. f289, d289; 293. f290, d290; 294. f291, d291; 295. f292, d292; 296. f293, d293; 297. f294, d294; 298. f295, d295; 299. f296, d296; 300. f297, d297; 301. f298, d298; 302. f299, d299; 303. f300, d300; 304. f301, d301; 305. f302, d302; 306. f303, d303; 307. f304, d304; 308. f305, d305; 309. f306, d306; 310. f307, d307; 311. f308, d308; 312. f309, d309; 313. f310, d310; 314. f311, d311; 315. f312, d312; 316. f313, d313; 317. f314, d314; 318. f315, d315; 319. f316, d316; 320. f317, d317; 321. f318, d318; 322. f319, d319; 323. f320, d320; 324. f321, d321; 325. f322, d322; 326. f323, d323; 327. f324, d324; 328. f325, d325; 329. f326, d326; 330. f327, d327; 331. f328, d328; 332. f329, d329; 333. f330, d330; 334. f331, d331; 335. f332, d332; 336. f333, d333; 337. f334, d334; 338. f335, d335; 339. f336, d336; 340. f337, d337; 341. f338, d338; 342. f339, d339; 343. f340, d340; 344. f341, d341; 345. f342, d342; 346. f343, d343; 347. f344, d344; 348. f345, d345; 349. f346, d346; 350. f347, d347; 351. f348, d348; 352. f349, d349; 353. f350, d350; 354. f351, d351; 355. f352, d352; 356. f353, d353; 357. f354, d354; 358. f355, d355; 359. f356, d356; 360. f357, d357; 361. f358, d358; 362. f359, d359; 363. f360, d360; 364. f361, d361; 365. f362, d362; 366. f363, d363; 367. f364, d364; 368. f365, d365; 369. f366, d366; 370. f367, d367; 371. f368, d368; 372. f369, d369; 373. f370, d370; 374. f371, d371; 375. f372, d372; 376. f373, d373; 377. f374, d374; 378. f375, d375; 379. f376, d376; 380. f377, d377; 381. f378, d378; 382. f379, d379; 383. f380, d380; 384. f381, d381; 385. f382, d382; 386. f383, d383; 387. f384, d384; 388. f385, d385; 389. f386, d386; 390. f387, d387; 391. f388, d388; 392. f389, d389; 393. f390, d390; 394. f391, d391; 395. f392, d392; 396. f393, d393; 397. f394, d394; 398. f395, d395; 399. f396, d396; 400. f397, d397; 401. f398, d398; 402. f399, d399; 403. f400, d400; 404. f401, d401; 405. f402, d402; 406. f403, d403; 407. f404, d404; 408. f405, d405; 409. f406, d406; 410. f407, d407; 411. f408, d408; 412. f409, d409; 413. f410, d410; 414. f411, d411; 415. f412, d412; 416. f413, d413; 417. f414, d414; 418. f415, d415; 419. f416, d416; 420. f417, d417; 421. f418, d418; 422. f419, d419; 423. f420, d420; 424. f421, d421; 425. f422, d422; 426. f423, d423; 427. f424, d424; 428. f425, d425; 429. f426, d426; 430. f427, d427; 431. f428, d428; 432. f429, d429; 433. f430, d430; 434. f431, d431; 435. f432, d432; 436. f433, d433; 437. f434, d434; 438. f435, d435; 439. f436, d436; 440. f437, d437; 441. f438, d438; 442. f439, d439; 443. f440, d440; 444. f441, d441; 445. f442, d442; 446. f443, d443; 447. f444, d444; 448. f445, d445; 449. f446, d446; 450. f447, d447; 451. f448, d448; 452. f449, d449; 453. f450, d450; 454. f451, d451; 455. f452, d452; 456. f453, d453; 457. f454, d454; 458. f455, d455; 459. f456, d456; 460. f457, d457; 461. f458, d458; 462. f459, d459; 463. f460, d460; 464. f461, d461; 465. f462, d462; 466. f463, d463; 467. f464, d464; 468. f465, d465; 469. f466, d466; 470. f467, d467; 471. f468, d468; 472. f469, d469; 473. f470, d470; 474. f471, d471; 475. f472, d472; 476. f473, d473; 477. f474, d474; 478. f475, d475; 479. f476, d476; 480. f477, d477; 481. f478, d478; 482. f479, d479; 483. f480, d480; 484. f481, d481; 485. f482, d482; 486. f483, d483; 487. f484, d484; 488. f485, d485; 489. f486, d486; 490. f487, d487; 491. f488, d488; 492. f489, d489; 493. f490, d490; 494. f491, d491; 495. f492, d492; 496. f493, d493; 497. f494, d494; 498. f495, d495; 499. f496, d496; 500. f497, d497; 501. f498, d498; 502. f499, d499; 503. f500, d500; 504. f501, d501; 505. f502, d502; 506. f503, d503; 507. f504, d504; 508. f505, d505; 509. f506, d506; 510. f507, d507; 511. f508, d508; 512. f509, d509; 513. f510, d510; 514. f511, d511; 515. f512, d512; 516. f513, d513; 517. f514, d514; 518. f515, d515; 519. f516, d516; 520. f517, d517; 521. f518, d518; 522. f519, d519; 523. f520, d520; 524. f521, d521; 525. f522, d522; 526. f523, d523; 527. f524, d524; 528. f525, d525; 529. f526, d526; 530. f527, d527; 531. f528, d528; 532. f529, d529; 533. f530, d530; 534. f531, d531; 535. f532, d532; 536. f533, d533; 537. f534, d534; 538. f535, d535; 539. f536, d536; 540. f537, d537; 541. f538, d538; 542. f539, d539; 543. f540, d540; 544. f541, d541; 545. f542, d542; 546. f543, d543; 547. f544, d544; 548. f545, d545; 549. f546, d546; 550. f547, d547; 551. f548, d548; 552. f549, d549; 553. f550, d550; 554. f551, d551; 555. f552, d552; 556. f553, d553; 557. f554, d554; 558. f555, d555; 559. f556, d556; 560. f557, d557; 561. f558, d558; 562. f559, d559; 563. f560, d560; 564. f561, d561; 565. f562, d562; 566. f563, d563; 567. f564, d564; 568. f565, d565; 569. f566, d566; 570. f567, d567; 571. f568, d568; 572. f569, d569; 573. f570, d570; 574. f571, d571; 575. f572, d572; 576. f573, d573; 577. f574, d574; 578. f575, d575; 579. f576, d576; 580. f577, d577; 581. f578, d578; 582. f579, d579; 583. f580, d580; 584. f581, d581; 585. f582, d582; 586. f583, d583; 587. f584, d584; 588. f585, d585; 589. f586, d586; 590. f587, d587; 591. f588, d588; 592. f589, d589; 593. f590, d590; 594. f591, d591; 595. f592, d592; 596. f593, d593; 597. f594, d594; 598. f595, d595; 599. f596, d596; 600. f597, d597; 601. f598, d598; 602. f599, d599; 603. f600, d600; 604. f601, d601; 605. f602, d602; 606. f603, d603; 607. f604, d604; 608. f605, d605; 609. f606, d606; 610. f607, d607; 611. f608, d608; 612. f609, d609; 613. f610, d610; 614. f611, d611; 615. f612, d612; 616. f613, d613; 617. f614, d614; 618. f615, d615; 619. f616, d616; 620. f617, d617; 621. f618, d618; 622. f619, d619; 623. f620, d620; 624. f621, d621; 625. f622, d622; 626. f623, d623; 627. f624, d624; 628. f625, d625; 629. f626, d626; 630. f627, d627; 631. f628, d628; 632. f629, d629; 633. f630, d630; 634. f631, d631; 635. f632, d632; 636. f633, d633; 637. f634, d634; 638. f635, d635; 639. f636, d636; 640. f637, d637; 641. f638, d638; 642. f639, d639; 643. f640, d640; 644. f641, d641; 645. f642, d642; 646. f643, d643; 647. f644, d644; 648. f645, d645; 649. f646, d646; 650. f647, d647; 651. f648, d648; 652. f649, d649; 653. f650, d650; 654. f651, d651; 655. f652, d652; 656. f653, d653; 657. f654, d654; 658. f655, d655; 659. f656, d656; 660. f657, d657; 661. f658, d658; 662. f659, d659; 663. f660, d660; 664. f661, d661; 665. f662, d662; 666. f663, d663; 667. f664, d664; 668. f665, d665; 669. f666, d666; 670. f667, d667; 671. f668, d668; 672. f669, d669; 673. f670, d670; 674. f671, d671; 675. f672, d672; 676. f673, d673; 677. f674, d674; 678. f675, d675; 679. f676, d676; 680. f677, d677; 681. f678, d678; 682. f679, d679; 683. f680, d680; 684. f681, d681; 685. f682, d682; 686. f683, d683; 687. f684, d684; 688. f685, d685; 689. f686, d686; 690. f687, d687; 691. f688, d688; 692. f689, d689; 693. f690, d690; 694. f691, d691; 695. f692, d692; 696. f693, d693; 697. f694, d694; 698. f695, d695; 699. f696, d696; 700. f697, d697; 701. f698, d698; 702. f699, d699; 703. f700, d700; 704. f701, d701; 705. f702, d702; 706. f703, d703; 707. f704, d704; 708. f705, d705; 709. f706, d706; 710. f707, d707; 711. f708, d708; 712. f709, d709; 713. f710, d710; 714. f711, d711; 715. f712, d712; 716. f713, d713; 717. f714, d714; 718. f715, d715; 719. f716, d716; 720. f717, d717; 721. f718, d718; 722. f719, d719; 723. f720, d720; 724. f721, d721; 725. f722, d722; 726. f723, d723; 727. f724, d724; 728. f725, d725; 729. f726, d726; 730. f727, d727; 731. f728, d728; 732. f729, d729; 733. f730, d730; 734. f731, d731; 735. f732, d732; 736. f733, d733; 737. f734, d734; 738. f735, d735; 739. f736, d736; 740. f737, d737

AGENDA

VENDREDI 22 DÉCEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-26)

VENDEDI

Les Dimanches de Ville-d'Avray (1981), de Serge Bourgaignon, 16 h ; la Route (1923), d'Abel Gance, 18 h ; la Salle Garance, Centre Georges Pompidou (42-78-37-29)

VENDEDI

Révolutions, Révolutions, Cinéma : le Calme règne dans le pays (1975, v.o. a.t.), de Peter Litzner, 14 h 30 ; le Chemin de la vie (1981, v.o. a.t.), de N. S. 17 h 30 ; Mémoires de prison (1984, v.o. a.t.), de Nelson Pereira Dos Santos, 20 h 30

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (46-28-34-30)

VENDEDI

Montparnasse 1919-1989 : D'après le livre de Montparnasse, la Phénomène cinématographique (1984) de Marco Ligi, Mémoires de prison (1984), Mouvements étudiants à Paris novembre 1988 (1988), 14 h 30 ; la Coupole : la Coupole à cinquante ans (1978) de B. Quveny, Trois Jours, Trois Photographes (1978) de Fernand Moszkowicz, Le Chevalier Brothers (1988) de Jean-Marie Drot, 16 h 30 ; Révolutions urbaines : Montparnasse (1977) de Stanislas Choket, Rue Jacquot (1974) de Christian Tronquet et J. V. 17 h 30 ; Plaisance (1988) d'Oliver Margault, 18 h 30 ; Modigliani : Enquête sur Modigliani (1982) de Jean-Marie Drot, Montparnasse 1919 (1987) de Jacques Becker, 20 h 30

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suède-Allemagne-Grande-Bretagne, v.o.) : Épée de Bois, 14 (43-37-57-47)

L'ARME FATALE 2 (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88)

ASTÉRIX ET LE COUP DU MIGNON (Fr.-All.) : Club Gaumont (Public Média), 8 (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

BAGDAD CAFÉ (A, v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

BARTÈME (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34)

BATMAN (A, v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88)

BLACK BARR (A, v.o.) : Forum Horizon, 2 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (47-48-05-05) ; v.f. : Rex, 2 (42-30-62-62) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

BRIÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 8 (43-26-80-26)

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

CHAMBER A PART (Fr.) : La Triomphe, 9 (45-62-45-76)

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (47-48-05-05) ; v.f. : Rex, 2 (42-30-62-62) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

DO THE RIGHT THING (A, v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

LES ENFANTS DU DÉSESPÉRÉ (Fr.) : Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ; La Triomphe, 9 (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

FAMILY BUSINESS (A, v.o.) : Forum Horizon, 2 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (47-48-05-05) ; v.f. : Rex, 2 (42-30-62-62) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Suède) : Épée de Bois, 8 (43-37-57-47) ; La Triomphe, 9 (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopie Champollion, 5 (43-25-94-65)

LA FILLE DE QUINZE ANS (Fr.) : L'Entropée, 14 (45-43-41-63)

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08)

HAUTE SÉCURITÉ (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88)

HISTOIRE D'OROKA (Fr.-Japonais) : Utopie Champollion, 5 (43-25-94-65)

LES FILMS NOUVEAUX

BANDINI (Film franco-belgo-italo-américain de Dominique Deruddere, v.o.) : Forum Horizon, 2 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (47-48-05-05) ; v.f. : Rex, 2 (42-30-62-62) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

BORN GODOLINO (Film franco-espagnol-yougoslave d'André Zdzienicki, v.o.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

PALOMBELLA ROSA (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (42-71-52-38) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-84)

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A, v.o.) : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-88) ; Saint-Lambert, 19 (45-32-81-88)

PETITE VIE (Gov., v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82)

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

NEUF SEMAINES DE DÉMIE (*) (A, v.o.) : Clichés, 9 (43-33-10-82) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; République Cinéma, 8 (45-06-61-33) ; Desir, 14 (43-21-41-01)

NOCE BLANCHE (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 9 (43-89-36-14)

OLIVER ET COMPAGNIE (A, v.o.) : Forum Horizon, 2 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (47-48-05-05) ; v.f. : Rex, 2 (42-30-62-62) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

OLIVER ET COMPAGNIE (A, v.o.) : Forum Horizon, 2 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (47-48-05-05) ; v.f. : Rex, 2 (42-30-62-62) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-84) ; Images, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-30-10-86)

OLIVER ET COMPAGNIE (A, v.o.) : Forum Horizon, 2 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (47-48-05-05) ; v.f. : Rex, 2 (42-30-62-62) ; Sept Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-38-23-44) ; Miroir, 14 (45-39-62-43) ; Pathé Montparn

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à écrire □ On peut voir en TV pas toujours en TV en Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 22 décembre

- TF 1**
- 20.35 Variétés : Avis de recherche. De Patrick Sabatier. Invité : Enrico Macias.
 - 22.30 Variétés : Et si on se disait tout ! Variétés.
 - 23.30 Journal, Météo et Bourso.
 - 0.35 Série : Intrigues.
 - 1.25 Série : Des agents très spéciaux. Info revue.
 - 2.10
- A 2**
- 20.35 Variétés : Eclats de rires. Avec Sylvie Joly, Guy Bedos, Jean-Marie Bigarré, Didier Guerin, Pierre Palmade, Seymour Brussel, Anne Roumanoff, Laurent Solvay, Annie Grégorio, Guy Lachaux, l'école internationale de rock, l'école de comédie musicale de la Bastille. Des sketches de grande comédie.
 - 21.25 Jeu : C'était quand ?
 - 21.30 Apostrophes. Grand sondage. Avec Bernard Leroi (de Grande Histoire de l'opéra), Séverine Sautou (Championne), André Gruyère (Roi), Léo Moulin (des Lignes de la table - Une histoire culturelle du manger et du boire), Eustache Koutchouk (Lumière de Chénier), Pierre Huby (Francis).
 - 22.47 Quand je serai grand.
 - 22.50 Journal et Météo.
 - 23.07 Substantes secondes.
 - 23.10
- FR 3**
- 20.35 Magazine : Thalèses. Beau temps sur l'archipel des Açores, de Jean Lohseau et Dominique Douchette.
 - 21.30 Le retour d'Arsène Lupin. Journal et Météo.
 - 22.30

- M. CHODRON DE COURCEL**
Président de la BANQUE
banque d'affaires de la BNP
vous donne rendez-vous
le 23 décembre 1989
à 11 h 25 sur FR3, lors de
l'émission « ET ROPE 90 »
- 22.55 Documentaire : Moscou-Vladivostok. Série : Max folles.

CANAL PLUS

 - 20.30 Téléfilm : Au plus lointain de l'oubli. De George Miller, avec Michael York, Sigrid Thornton, Magazines : Exploits.
 - 22.50 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : la Bombe II. Film américain de Luis Valdez (1986). Avec Lou Diamond Phillips, East Morales, Rosane De Soto.
 - 0.45 Cinéma : Mangelous II. Film français de Mohamed Mouni (1988). Avec Pierre Richard, Bernard Blier, Jacques Villeret.

LA 5

 - 20.40 Série : Super polar. Guide d'urgence, de Joël Séria, avec Hugues Quester, Philippe Rouleau.
 - 22.20 Magazine : Reporters.
 - 23.25 Téléfilm : Conflit fraternel. De Heinz Schick, avec Karl-Heinz von Hassel.
 - 0.00 Journal de minuit.

M 6

 - 20.30 Téléfilm : Scandale au pénitencier.

- De Mel Damaki, avec Paul Michel Gasser, Linda Kestey.
- 22.05 Série : Brigade de nuit.
 - 23.00 Série : Médecins de nuit.
 - 23.50 Six minutes d'informations.
 - 0.00 Sexy clip.
 - 0.30 Musique : Mano Negra, puta's fever.
 - 1.30 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.35 Documentaire : Hégel s'en va-t-en rêve.
 - 21.30 Documentaire : Kasia et Volodia.
 - 22.30 Documentaire : Loxin Shamen.
 - 23.30 Je me souviens des années 80.
 - 23.55 Cinéma : Playtime III. Film français de Jacques Tati (1970).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives.
 - 21.30 Musique : Black and blue.
 - 22.40 Nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda. Africa.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 24 novembre au Grand Auditorium) : Obéron, ouverture, de Weber ; Concerto pour cor et orchestre n° 3 en mi bémol majeur K 447 de Mozart ; Symphonie n° 4 en ut mineur op. 43 de Chostakovitch par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Mark Jancowski ; sol : Paul Mirak, cor.
 - 22.20 Musique légère.
 - 23.07 Le livre des mélanges.
 - 0.30 Poissons d'or.

Samedi 23 décembre

- TF 1**
- 13.55 Feuilletton : Salut les bonhommes !
 - 14.25 La Une est à vous (saut).
 - 15.45 Tiercé à Vincennes.
 - 15.55 La Une est à vous (saut).
 - 17.35 Trente millions d'amis Noël.
 - 18.05 Série : Les professionnels.
 - 19.00 Série : Marc et Sophie.
 - 19.30 Jeu : La roue de la fortune.
 - 20.00 Journal, Météo, Tapie vert et Loto.
 - 20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! Les meilleurs moments de l'année.
 - 22.10 Théâtre : le Jupon de Nemours. Révisé de Bernard Granger.
 - 23.50 Formule sport.
 - 0.40 Journal et Météo.
 - 1.00 Comédie musicale : Anna. De Pierre Koralkin, musique de Serge Gainsbourg.
 - 2.25 Série : Mannix.
- A 2**
- 14.25 Série : Un duo explosif.
 - 14.50 Sports passion. Révisé 89 : Le magazine du sport.
 - 17.05 Magazine : Aventures-voyages. Les bonnes pages de l'aventure (rétrospective 1989). Présentation des sujets 1990.
 - 17.55 INC.
 - 18.00 Magazine : Les chevaux du week-end.
 - 18.10 Série : Les folles Offenbach.
 - 19.05 Jeu : C'était quand ? (et à 19.55).
 - 19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
 - 19.40 Jeu : Rira, rira pas ?
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Spécial Moulin-Rouge. Jeu : C'était quand ?
 - 22.30 Le bédouin.
 - 23.25 Journal et Météo.
 - 23.40 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche. Substantes secondes.
 - 1.10
- FR 3**
- 14.00 Magazine : C'est pas juste. Magazine.
 - 15.00 Astronomie spécial Noël. Magazine : Spécial Drevet vu à la loupe.
 - 17.05 Flash d'informations.
 - 17.05 Sandymannite. Spécial Noël.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information.
 - 19.55 Les contes de Noël.
 - 20.05 Jeu : La classe.
 - 20.35 Sandymannite. Spécial Noël.

- 22.10 Journal et Météo.
- 22.35 Magazine : Le divin.
 - 22.55 Magazine : Musicales.
 - 23.55 Magazine : Sports 3. Nos années 80 (1^{er} partie).
 - 1.00 Série : Max folles.
 - 1.15 Musique : Cocktail de nuit.
- CANAL PLUS**
- 13.05 Magazine : 24 heures.
 - 14.05 Téléfilm : Comment réussir son divorce en douze leçons.
 - 15.45 Téléfilm : Exécution sur commande. De Ian Troughton.
 - 17.30 Documentaire : Les allumés... Cabou Cadin.
 - 18.00 Décade pas Bunny.
 - 19.30 Flash d'informations.
 - 19.35 Top 50.
 - 20.30 Concert : Tournées des enfoirés. Concert enregistré le 13 novembre au Zénith, au profit des Restos du cœur.
 - 21.30 Documentaire : Histoires de blocs noirs. De Nick Mead.
 - 22.30 Les Allumés...
 - 22.55 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Douce nuit, sanglante nuit II. Film américain de Lee Harvey (1987). Avec Eric Freeman, James L. Newman, Elisabeth Cayton.
 - 0.25 Cinéma : Sans unique II. Film américain de Roger Donaldson (1987). Avec Kevin Costner, Gene Hackman, Sean Young (v.o.).
- LA 5**
- 14.50 Série : Superminds.
 - 15.40 Série : Automen.
 - 16.35 Série : Wonder Woman.
 - 17.25 Téléfilm : Un vrai petit ange. De Lucie Maréchal.
 - 18.55 Journal images.
 - 19.00 Série : Happy Days.
 - 19.30 Divertissement : Tout le monde il est gentil.
 - 20.00 Journal.
 - 20.30 Drôles d'histoires.
 - 20.40 Feuilletton : V (épisode).
 - 22.25 Série : Super polar. Guide d'urgence (rediff.).
 - 0.00 Journal de minuit.
 - 0.05 Super polar (saut).
- M 6**
- 14.15 Série : Les routes du paradis.
 - 15.00 Série : Sam et Sally.
 - 15.50 Série : Poigne de fer et séduction.
 - 16.20 Série : Brigade de nuit.

- 17.10 Série : Vegas.
- 18.00 Informations : M 6 express.
 - 18.05 Variétés : Multitop.
 - 19.25 Magazine : Turbo.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Mademoiselle est servie.
 - 20.30 Série : Le Saint. Logiciel moral, d'Henry Herbert, avec Simon Dutton, Pamela Sue Martin.
 - 22.10 Téléfilm : Apollo 13 ne répond plus. De Lawrence Doherty, avec Robert Culp, Ch. Guleger.
 - 23.25 Six minutes d'informations.
 - 23.30 Magazine : Club 5.
 - 0.30 Documentaire : Hergé.
 - 1.20 Musique : Boulevard des clips.
 - 2.00 Série : Sam et Sally.
 - 2.55 Rediffusions : Les tartes.
- LA SEPT**
- 18.30 Documentaire : Évasion.
 - 17.30 Je me souviens des années 80.
 - 17.35 Téléfilm : L'argent (1^{re} partie). De Jacques Rouffio.
 - 18.00 Magazine : M-Gangb.
 - 19.30 Documentaire : J-just happened.
 - 20.30 Je me souviens des années 80.
 - 20.35 Danse : Candrillon. Ballet de Rudolf Noureov, musique de Prokofiev.
 - 22.30 Documentaire : Histoire parallèle.
 - 23.15 Jazz soundies collection.
 - 23.20 Documentaire : Travail à domicile. Je me souviens des années 80.
 - 0.00 Documentaire : Balza.
 - 1.00 Film d'animation : Les tartes.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Drogue. Le problème Gauthier, de Donald Freed.
 - 22.35 Musique : Opus. Noël de toutes les couleurs.
 - 0.05
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Opéra (en direct du Grand Théâtre de Genève) : La position de Longjumeau, d'Adam, par l'Orchestre de la Suisse romande et le chœur du Grand Théâtre de Genève, dir. Patrick Fournier ; sol : Jorge Lopez Yanez, Jorge Antón, Donna Brown, Eva Hales-Godwin, Maurice Sklyns, René Masle, Léonard Graus.
 - 23.08 Le monde le nuit.
 - 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune.

Dimanche 24 décembre

- TF 1**
- 12.00 Jeu : Tournes... manège. Saut : La juste prix.
 - 12.55 Météo et Journal.
 - 13.20 Série : Un fic dans la Mofia.
 - 14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
 - 15.05 Variétés : Mondo Dingo.
 - 15.30 Tiercé à Vincennes.
 - 15.40 Série : Vivement lundi.
 - 16.10 Dessins animés : Disney parade.
 - 17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
 - 18.00 Magazine : Téléfoot.
 - 19.00 Les amoureux de mon cœur.
 - 20.00 Journal, Météo, et Tapie vert.
 - 20.30 EuroDisney Noël. Émission présentée par Farid et Annie Pujol.
 - 22.20 Série : Les meilleurs moments de l'année.
 - 22.25 Cinéma : le Chasseur de chats Max (saut).
 - 23.20 Film français de Claude Vital (1978). Avec Michel Galabru, Jean Lohreau, Daniel Coccadi.
 - 23.50 Présentation des fêtes de la Nativité.
 - 0.00 Messe de minuit. Cathédrale en l'église Sainte-Brigitte de Genève, en Pologne, en présence de Luch Wladis.
 - 1.15 Concert : Concert à la Chapelle royale de Versailles. Misses assomptes de Maria, Les Rites de la Vierge, le Te Deum triomphant H.145, de Charpentier, par Les Arts Florissants, dir. William Christie.
- A 2**
- 12.05 Dimanche Martin. Jeu : C'était quand ?
 - 12.55 Journal et Météo.
 - 13.20 Dimanche Martin (saut).
 - 14.55 Série : Man Gyver.
 - 15.50 L'école des fans. Invité : Pierre Paret.
 - 16.35 Téléfilm : Un conte de deux villes. De Philippe Marier, avec Jean-Pierre Aumont, Xavier Deluc (1^{re} partie).
 - 18.15 Jeu : C'était quand ?
 - 18.20 Série : Les folles Offenbach. De Michel Béroand.
 - 19.15 Magazine : Stade 2. Automobile : Paris-Dakar. Hockey sur glace : championnat de France (Granoble-François volants) ; Rugby : Coupe des provinces ; Vols : Globes d'or ; Les résultats de la semaine.
 - 19.30 Série : Meguy.
 - 19.55 Jeu : C'était quand ?
 - 20.00 Cinéma : le Carrousel III. Film français de Gérard Oury (1988). Avec Jean-Paul Belmondo, David Hume.
 - 20.35 Jeu : C'était quand ?
 - 22.35 Variétés : Nana Mouskouri. Sébastien et son Zénith. Musique de minuit. Cathédrale en direct et Eurovision de Francine (Belgique).
 - 0.58 Substantes secondes.
 - 1.00 La nuit étoilée.
- FR 3**
- 12.57 Flash d'informations.
 - 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine du monde rural de Jean-Claude Widemann.
 - 13.30 Téléfilm : Thalassa (rediff.).
 - 14.00 Jeu : La preuve par 3. Téléfilm : Du rififi chez les m... de Guy Jony ; saut d'un jeu.
 - 15.00 Magazine : Sports loisirs. Tennis : Tournoi international minimes de l'Europe ; Patinage artistique : Championnat de France seniors à Annecy ; Hockey : Finales européennes du jumping international de Grenoble.
 - 16.30 Magazine : Montagne.
 - 17.00 Flash d'informations.
 - 17.05 Annuaire 3.
 - 18.00 Noël 89. Émission présentée par Jean-Pierre Bertrand, avec Mgr Lustiger, l'abbé Pierre.
 - 19.55 Flash d'informations.
 - 20.00 Tox Avary.
 - 20.35 Variétés : Les bons moments.

- De Charles Aznavour. Avec Jean-Claude Brialy, Serge Lema, Michel Galabru, Elsa, Sylvie Vautan, Pierre Mondy, Véronique Jannot, Jean-Luc Lahaye, Ursula Andress, Raquel Welch, Liza Minnelli, Mirella Freni, Nana Mouskouri, Patrice Chéreau, Plácido Domingo, Sammy Davis, Gene Kelly, Julien Clerc, Carlos, Homages à Claude François et à Thierry Le Luron.
- 22.05 Cinéma : Cléopâtre II. Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1963). Avec Elizabeth Taylor, Richard Burton, Rex Harrison (v.o.).
 - 23.00 Musique : Cocktail de nuit.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00.
 - 12.30 Les superstars du catch. 13.00 Flash d'informations.
 - 13.05 Magazine : Mon zénith à moi.
 - 14.00 Téléfilm : Une compagne pour Noël. De David Jones, avec Jason Robards, Julie Harris.
 - 15.20 Documentaire : Wodanbe, les bergers du soleil. De Werner Herzog.
 - 16.10 Magazine : 24 heures.
 - 17.15 Sport : Dimanche aux courses. Les trois courses de trot les plus importantes de la journée à Vincennes.
 - 17.30 Documentaire : Et si nous étions des animaux. De John Downer.
 - 18.00 Cinéma : Astérix chez les Bretons II. Film franco-italien de René Goscinny et Albert Uderzo (1976). Avec Roger Carel, Pierre Tornade, Pierre Mondy (dessin animé).
 - En clair jusqu'à 21.30.
 - 19.20 Flash d'informations.
 - 19.35 Ca cartoon Spécial Noël.
 - 21.30 Cinéma : Trois places pour le 25. Film français de Jacques Demy (1988). Avec Yves Montand, Mathilda May, Françoise Fabian.
 - 23.05 Flash d'informations.
 - 23.15 Cinéma : l'Étudiante II. Film français de Claude Pinoteau (1988). Avec Sophie Marceau, Vincent Lindon, Jean-Claude Leguay.
 - 23.45 Cinéma : les Diaboliques III. Film français d'Henri-Georges Clouzot (1954). Avec Simone Signoret, Véra Cloutier, Paul Meurisse.
- LA 5**
- 11.30 Sport : Paris-Dakar.
 - 12.30 Documentaire : Beauté sauvage. De Frédéric Rossif, Guépard.
 - 13.00 Journal.
 - 13.35 Série : Madame le juge (rediff.).
 - 15.10 Téléfilm : La femme de papier. De Suzanne Schiffman, avec Jean-Pierre L  aud, Hélène Lapierre.
 - 16.50 Magazine : Cinq Cinq (rediff.).
 - 17.00 Magazine : Télé-matches dimanche.
 - 18.00 Série : Arnold et Willy.
 - 18.30 Série : Riprida.
 - 18.50 Journal images.
 - 19.00 Riprida (saut).
 - 19.30 Divertissement : Tout le monde il est gentil.
 - 20.00 Journal.
 - 20.30 Drôles d'histoires.
 - 20.40 Téléfilm : Le secret du temple inca. De Frank Kramer, avec Conrad Nichols, Kelly London.
 - 22.30 Cinéma : les Douze Travaux d'Astérix II. Film français de René Goscinny et Albert Uderzo (1976).
 - 0.00 Journal de minuit.
 - 0.10 Cinéma : le Retour de Martin Guerre II. Film français de Daniel Vigne (1981). Avec Nathalie Baye, Gérard Depardieu.
 - 2.00 Panoramas des ateliers français de musique et de danse.
 - 3.20 Le journal de la nuit.
- M 6**
- 12.00 Informations : M 6 express.

- 12.05 Musique : 80-90 les années clip.
- 12.30 Série : La petite maison dans la prairie.
 - 13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
 - 13.50 Série : Commando du désert.
 - 14.15 Téléfilm : Sans famille. De Jacques Ertaud, d'après Hector Malot. (1^{re} partie).
 - 15.50 Série : Poigne de fer et séduction.
 - 16.20 Série : Brigade de nuit.
 - 17.10 Série : Vegas.
 - 17.10 Informations : M 6 express.
 - 18.05 Série : Père et impaire.
 - 18.30 Série : Les années coup de cœur.
 - 19.00 Magazine : Culture pub.
 - 19.30 Série : Roseanna.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Madame est servie.
 - 20.30 Cinéma : le Petit Boudart II. Film français de Bernard Michel (1988). Avec Claude Amann.
 - 22.10 Téléfilm : Un chien de saison. De Roland Benard, avec Bernard Lecoq, Evelyne Dandry.
 - 23.40 Flash d'informations.
 - 23.45 Boulevard des clips.
 - 2.00 Documentaire : Traits-portraits. Jean-Claude Servais.
- LA SEPT**
- 18.00 Méthode Victor : Anglais.
 - 18.30 Documentaire : Cent enfants attendant un train. D'Agnès Ignacio.
 - 17.00 Je me souviens... des années 80.
 - 17.05 Documentaire : H  gelin s'en va-t-en guerre. De Béatrice Sou  , Amar Arhab, Renaud Le Van Kim.
 - 18.30 Documentaire : Kasia et Volodia. De Dominique Delouche.
 - 19.30 Spectacle : Bleu, blanc, Gouda. La Marseillaise de Jean-Paul Gauda.
 - 20.30 Je me souviens... des années 80.
 - 20.35 Cinéma : Le Mariage de Marie Braun. Film allemand de Rainer Werner Fassbinder (1978). Avec Hanna Schygulla, Klaus L  witsch, G  rda Uhlir.
 - 22.00 Documentaire : Effetto Olmi. De Mario Biondi.
 - 23.30 Je me souviens... des années 80.
 - 23.35 Téléfilm : L'argent (1^{re} partie). De Jacques Rouffio.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Du côté de la terre Sans : Zoo : La grotte qui pleure.
 - 22.35 Musique : Le concert. Les pastoraux en Provence. Messe de minuit. En direct de l'  glise Notre-Dame du Val-de-Gr  ce,    Paris.
 - 1.15 Conte de Noël. Des jadis, c  tait quand ?
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (donné le 22 juin lors des semaines d'orgue de Hambourg) : Inuit en Egypte, oratorio pour solistes, chœur et orchestre, de Handel, par le Tavener Consort Ch  r and Players, dir. Andrew Parrott ; sol : Jill Feldman, Emily van Evers, soprano, Timothy Wilson, contre-ténor, John Mark Ainsley, ténor, David Thomas, Jeremy White, basses.
 - 23.05 Concert (donné le 26 septembre lors des Semaines musicales d'Ascom) : sonata pour piano né 8 en la mineur K 310, de Mozart ; Sonata pour piano né 31 en la bémol majeur op. 110, de Beethoven ; Moments musicaux pour piano op. 84, D 780 et Sonata pour piano né 14 en la mineur op. 143, D 784, de Schubert, par Marie-José Pires, piano.
 - 1.00 Musiques traditionnelles. Musique classique de l'  cole du Sud.

Audience TV du 21 décembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience Intermedia, France entire 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARD�� LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	55,4	Sans Barbares 22,6	Pub 2,9	Actual. région. 18,3	Flash infos 2,5	Happy Days 6,4	Magnum 2,8
19 h 45	55,7	Boue fortune 24,0	Dessins 13,6	19-20 infos 9,5	Nuit part 3,3	Bar métisses 3,3	Magnum 4,6
20 h 15	66,4	Journal 27,0	Journal 15,3	La classe 12,2	Nuit part 2,2	Journal 6,1	M��servie 5,6
20 h 55	71,9	L'adoption 24,0	G��t Esquiver 7,3	Front mages 16,4	Ent... Salem 2,8	Filles crop. 11,8	Duel... Poil. 9,4
22 h 08	60,7	Info flash 21,1	G��t Esquiver 7,0	Front mages 13,5	Ent... Salem 1,8	Filles crop. 9,1	Duel... Poil. 8,8
22 h 44	40,5	L'adoption 21,1	Flash 4,5	S��r 3 7,5	S��r unique 0,5	2 fois M��r 5,0	Brigade nuit 2,0

24 Conjoncture : les prévisions de l'OCDE
Prévisions : impacts à la reprise du travail

25 Les entreprises et le droit de TVA de 7%
27 à 30 Le Monde Affaires

32 Marchés financiers
33 Bourses de Paris

34 L'Europe
35 L'Europe

Dans « Le Monde Affaires »

BILLET

La vision Tata

Les conglomérats ne sont plus à la mode. Les immenses constructions qui dans les années 60 étendaient leur territoire dans les domaines les plus divers (Bastille Corp. vendait des soutiens-gorge, des jus de fruits et louait des voitures...) apparaissent comme des archaïsmes managériaux. La mode est aux « synergies », à l'effet de taille dans « un métier de base » et au recentrage. Pourtant il existe encore de beaux et forts conglomérats. Les Britanniques, s'appuyant sur un marché financier dynamique, le prouvent : de Hanson (les assurances de 60 milliards de francs) à Polytechnic qui s'offre le luxe d'acheter le japonais Sanui.

Autres, quelques conglomérats étonnants subsistent : l'IRI en Italie et la Land de Bavière (86 000 employés dans quinze sociétés) en Allemagne de l'Ouest.

Et puis il y a le cas de l'entreprise gigantesque fondée en 1968 par Jamnaji Tata en Inde. Les bons esprits pourront toujours prétendre qu'il s'agit là aussi d'un archaïsme digne de pays en voie de développement. Pourtant le groupe Tata, qui fait travailler directement et indirectement plus d'un million de personnes, est autre chose que la collection impressionnante de diversifications allant de la sidérurgie à l'ordinateur. Ce qui fait tenir ensemble ces dizaines de sociétés n'est pas uniquement la simple recherche du profit (comme dans le cas des conglomérats britanniques). Tata a une vision. Paternaliste certes, mais aussi nationaliste (« Ce qui est bon pour Tata est bon pour l'Inde »). La sagesse de ses dirigeants, leur éthique affichée, leur volonté de « valoriser la ressource humaine », comme disent les gestionnaires occidentaux, sont autant d'éléments du ciment, pour l'instant sans faille, qui soude les pierres de l'empire Tata.

D. Py.
© Lire pages 27 et 28 « Les splendeurs de l'empire Tata » et l'entretien avec JDR Tata.

INSOLITE

Vœux

On savait M. Jean-Pierre Soisson prudent. On le découvre prémonstrateur quand il s'agit de prendre des décisions. Par deux fois, à Nantes le 18 décembre, puis le 21 décembre devant les responsables de l'UNIM (Union des industries métallurgiques et minières), le ministre du travail a promis qu'il déposerait un projet de loi en... 1991.

Il faut voir là le goût pour le symbole. Le texte en question devrait reprendre la loi instituant la formation professionnelle permanente qui aura alors tout juste vingt ans. On peut aussi en déduire que la réforme n'est pas si urgente, bien que le ministre ait déclaré que la loi en vigueur « n'était pas très efficace », ou comprendre que M. Soisson s'accorde un délai de réflexion en correspondance avec l'importance qu'il reconnaît au sujet.

Mais ce serait aussi une façon de faire savoir que le ministre du travail est assés de conserver son poste jusqu'à cette échéance - à défaut - qu'il commence à y croire ; ou encore qu'il voudrait bien que l'on entende son souhait de rester pour deux ans. Un vœu, en quelque sorte, exprimé à une époque de l'année où l'on en prononce beaucoup.

Trois importantes décisions communautaires dans la perspectives du Grand Marché

Mme Edith Cresson n'était pas peu fière jeudi soir 21 décembre après avoir empêché tout à tour l'accord des Douze sur le contrôle des fusions d'entreprises, le libre prestation de service en matière d'assurance vie et le droit de séjour des « non-actifs ». Le ministre français des affaires européennes, président en exercice du conseil « marché intérieur », a souligné devant la presse l'importance des décisions prises pour la réalisation du marché unique de 1993.

A compter du 1^{er} octobre 1990, les concentrations

La concurrence pourra jouer librement dans le domaine de l'assurance-vie

BRUXELLES
Communauté européenne
de notre correspondant

Depuis 1979, la liberté d'établissement est acquise dans le domaine de l'assurance sur la vie. Après la libre prestation pour la couverture des dommages industriels décidée en juin 1985, il s'agit de prendre une mesure comparable dans une branche qui représente un chiffre d'affaires de 150 milliards d'euros et concerne deux mille compagnies. Plus précisément, il s'agit de permettre aux assureurs de tous les pays de la CEE (53 % du PIB de la CEE), soit l'équivalent des dépôts bancaires déposés dans les établissements des Douze. La directive communautaire sera en vigueur au 1^{er} janvier 1993, autorisant non seulement la libre prestation de service, mais garantissant une protection particulière des assurés, justifiée par la complexité des données sur lesquelles repose la tarification généralement très longue des engagements souscrits. En outre, la législation européenne couvre, l'assurance de groupe, un domaine en pleine expansion.

Une compagnie pourra effectuer des démarches sur tout le territoire de la CEE. L'assuré devra toutefois obtenir l'agrément de l'Etat de résidence du souscripteur. Si l'assuré prend l'initiative de conclure une police auprès d'une société établie à l'étranger, il pourra choisir le bénéfice de la protection que lui assure la réglementation de l'Etat où il est domicilié.

Le délai de réalisation (de quinze jours à un mois), déjà appliqué en France et en Grande-Bretagne, sera étendu à toute la Communauté.

MARCEL SCOTTO

La Commission disposera de pouvoirs importants en matière de concentration d'entreprises

BRUXELLES
Communauté européenne
de notre correspondant

Mme Edith Cresson, qui avait fait de cette affaire une des priorités de la présidence française, a estimé que le nouveau règlement « donnerait à nos entreprises la sécurité et la clarté en ce qui concerne le droit de la concurrence ». Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne, a qualifié l'accord de « percée historique ». « Au moment où les concentrations se multiplient d'un pays de la Communauté à l'autre, alors que les entreprises se positionnent dans la perspective du marché unique, il convenait que la politique de concurrence puisse jouer au profit de l'industrie européenne, et pour ce faire, qu'il était essentiel qu'il revienne à une autorité unique de décider », a-t-il ajouté.

Conformément à ce qui souhaitait la France, le Royaume-Uni et la RFA, le seul à partir d'aujourd'hui l'autorisation d'opérer une concentration dépendra de la compétence exclusive de la Commission a été fixé à 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires mondial (1). A l'issue d'une période de transition de quatre ans, le seuil pourra être réduit et les Britanniques ont finalement accepté que la décision soit alors prise à la majorité qualifiée et non à l'unanimité. L'Etat de la Commission est de le ramener de 5 à 2 milliards d'euros.

Tant que le seuil n'aura pas été baissé, le règlement ne concernera que le rapprochement de grands groupes internationaux ou bien des rachats très importants. Selon les services de Mme Cresson, sur les soixante-six rapprochements d'entreprises qui, en 1988, ont été examinés en France par le ministère des finances, quatre seulement auraient relevé de la compétence communautaire avait été en vigueur (2).

Les Allemands entendaient que leur organisme de contrôle, le Bundeskartellamt, puisse continuer à intervenir dans les cas sensibles.

Un concept flou

Finalement, Bonn a largement obtenu satisfaction : un Etat membre pourra demander à la commission de statuer lui-même sur une fusion ou un rachat d'entreprise à condition de démontrer qu'il s'agit d'un « marché distinct » soulevant des problèmes locaux spécifiques.

Ce concept de « marché distinct » est assez flou. En fait, dans les cas sensibles où les autorités allemandes voudraient superviser elles-mêmes la concentration projetée, une négociation s'engagera entre Bonn et Bruxelles. Mais M^{me} Cresson et M. Brittan ont souligné que dans une telle hypothèse la décision finale (à savoir le renvoi aux autorités compétentes de l'Etat membre ou bien au contraire l'instruction par

Bruxelles) reviendrait à la Commission.

En sens inverse, comme le demandent les Néerlandais, les Belges, les Italiens et quelques autres, il a été entendu que la Commission pourrait intervenir dans un Etat membre à la demande de ce dernier au-dessous du seuil des 5 milliards d'euros pour évaluer si une concentration transnationale n'entraverait pas la concurrence.

La procédure définie par le règlement est la suivante. Les opérations de concentration de dimension communautaire doivent être notifiées à la Commission dans un délai d'une semaine suivant l'accord ou l'OPA. Si la Commission estime que l'opération ne pose pas de problème elle la déclare alors compatible avec la Marché commun ; elle peut cependant assortir ses décisions de conditions. Si par contre elle estime que la concentration projetée risque de porter atteinte à la concurrence, elle décide d'engager une procédure d'enquête. Il lui faut alors se prononcer dans un délai de quatre mois.

PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) Dans le cas de fusion ou de rachat de banques, le seuil de déclenchement sera atteint lorsque le chiffre de total des bilans dépassera 5 milliards d'euros ; dans celui des compagnies d'assurances, lorsque la valeur des primes brutes émises dépassera 5 milliards d'euros.

(2) La note des services de M^{me} Cresson cite quatre opérations de fusion ou de rachat : BSN-Ferret ; Rhône-Poulenc-Alcatel, Hispania-Casal Plus et Générale des eaux-TJ South ; Elf-entreprises d'IL.

Les inactifs pourront s'installer partout dans la CEE

BRUXELLES
Communauté européenne
de notre correspondant

Les ministres des Douze chargés de la réalisation du marché unique ont abouti le jeudi 21 décembre à un accord sur le droit de séjour des étudiants, retraités et autres « non actifs » dans un autre Etat membre de la CEE que le leur. Le projet ministériel doit être maintenant examiné en deuxième lecture par le Parlement européen. L'objectif est d'appliquer la nouvelle législation communautaire au 30 juin 1992.

Malgré les amendements votés par l'Assemblée, lors de la session de décembre, les Douze ont reconstruit à quelques détails près leur projet initial. Ainsi, ils ne retiennent pas la modification sur le droit à un congé sabbatique à la charge de la personne ayant obtenu le permis de séjour dans le pays d'accueil. La compagnie ou le compagnon devra remplir les mêmes conditions que le partenaire.

Actuellement, le droit de séjour relève du pouvoir discrétionnaire des autorités nationales. Celles-ci devront à l'avenir accorder l'autorisation si le demandeur peut justifier de ses ressources et de la couverture d'une assurance-maladie.

Les étudiants n'auront toutefois pas à apporter la preuve de leurs ressources, mais ils seront tenus de s'inscrire dans un établissement agréé pour y suivre une formation professionnelle. Le droit de séjour sera limité à la durée du cycle d'études.

M. E.

La nouvelle convention de l'Unedic

Un accord va être signé pour l'assurance-chômage

Négocié au cours de la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 décembre, la nouvelle convention de l'assurance-chômage devrait être signée par tous les syndicats. A l'exception de la CGT. Seule la CFTC a paraphé immédiatement le protocole d'accord.

Il aura fallu aux partenaires sociaux plus de neuf heures de négociation pour que soit arrêté le contenu de la nouvelle convention d'assurance-chômage qui entrera en application le 1^{er} janvier prochain pour une durée de trois ans. Pour la première fois depuis longtemps, la CGT considère que le texte final du protocole d'accord comprend plusieurs « avancées », mais la déléguée confédérale n'a pas le droit de signer.

Seule la CFTC a aussitôt paraphé le document que les autres organisations jugent « équilibré » et qu'elles devraient donc accepter. Les instances nationales de la CFDT et de FO devaient se prononcer dans la journée. Plus réservée, parce qu'une baisse de 0,12 % des cotisations a été décidée avant que le coût de mesures encore à venir ait été évalué, la CGC donnera sa réponse avant le 2 janvier. « C'est la première fois depuis la crise », selon M. Jean-Marie Spaeth (CFDT), que des améliorations « sensibles » sont apportées au régime d'assurance-chômage, tandis que M. Jean-Louis Girard (CNPF) remonte pour sa part à 1962 pour trouver tout à la fois une augmentation de certaines indemnités et une réduction des cotisations.

Globalement, les aménagements envisagés coûteront 3,524 milliards de francs sur trois ans, y compris le financement pour 900 millions de l'indemnisation des contrats emplois-solidarité acceptés le

14 décembre dans le protocole signé avec le ministère du travail (le Monde du 19 décembre). La plupart des mesures concernent les chômeurs de longue durée. A compter du 1^{er} janvier 1990, ceux-ci verront l'allocation de fin de droits relevée de 5 %. S'ils sont âgés de plus de cinquante-deux ans, ils ne recevront pas cette indemnité et au tant de 72,59 F par jour, mais à celui, majoré, de 101,17 F, dont ils ne pourront jusqu'à présent bénéficier qu'à partir de cinquante-cinq ans.

En outre expérimental, une disposition originale va être testée du 1^{er} juillet 1990 au 31 décembre 1991, avant d'être confirmée, qui permettra d'accorder des stages de formation d'une durée maximale de trois mois aux chômeurs qui, devant quitter l'allocation de base, hésitent dans l'allocation de fin de droits. Cette mesure sera particulièrement incitative et devrait offrir « une deuxième chance de réinsertion professionnelle », puis que les cinquante mille bénéficiaires envisagés seront rémunérés 3 600 F par mois pendant cette période suivie de 2 200 F, et qu'il conserveront l'intégralité de leurs droits à l'indemnisation.

Donner en suspens

Parmi les autres améliorations figurent l'alignement du traitement réservé aux chômeurs des départements d'outre-mer sur celui de la métropole, promis depuis 1984 ; un mode de calcul plus favorable au maintien d'une allocation aux chômeurs et rendue encore plus attractive dans le cas des chômeurs plus âgés qui acceptent d'occuper des activités réduites pour progressivement se réinsérer ; la réévaluation annuelle des indemnités ramenée d'octobre à juillet, avec la promesse d'en revenir à une correction semestrielle.

En contrepartie, le CNPF obtient la baisse des cotisations qui

interviendra au 1^{er} janvier 1991, au moment où seront relevés d'autant les cotisations en régime ARRCO de retraite complémentaire. Cela réduira les recettes de l'UNEDIC de 3,590 milliards de francs, correspondant à une économie égale pour les employeurs et les salariés actifs (le taux sera de 4,78 %, réparti entre les 3,17 % de cotisation patronale et les 1,61 % de cotisation salariale). Dans ces conditions, ce sur les 19 milliards de francs d'excédents que le régime d'assurance-chômage pouvait espérer dégager d'ici à 1992, il ne restera plus que 2,5 milliards de francs de disponibles pour assaillir partiellement la trésorerie de l'UNEDIC, souvent à découvert en cours de mois, et de 1 à 1,5 milliard de francs pour éventuellement financer l'amélioration du système d'indemnisation des précaires.

La négociation qui s'est achevée laisse, en effet, plusieurs difficultés en suspens qui devront être traitées prochainement, ainsi que le précise le document rédigé par les partenaires sociaux. Il s'agit d'une part du relèvement du minimum fixé pour l'allocation de formation-recyclage (AFR), soulevé à 10 %. Cela suppose une négociation avec le ministère du travail, impliqué dans ce dossier qui établit la réévaluation de certains stagiaires. Une lettre a été adressée à M. Jean-Pierre Soisson en ce sens. D'autre part, et comme cela était prévisible, l'examen du sort des précaires est lié, dans le texte à la négociation sur le travail temporaire que M. Jean-Louis Girard entend mener pour se substituer au projet de loi arrêté le 6 décembre par le gouvernement. Les premières discussions devraient avoir lieu à la mi-janvier et le CNPF voudrait conclure avant l'ouverture de la session parlementaire de printemps.

ALAIN LEBEAUBE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les Sicav de L'Européenne de Banque

Une capacité d'innovation démontrée :

- JULIET 1969 Création de LAFFITTE-EXPANSION, 1^{re} Sicav de L'EUROPÉENNE DE BANQUE
- AVRIL 1973 Création de LAFFITTE-TOKYO L'EUROPÉENNE DE BANQUE est le premier établissement français à introduire de façon dynamique au développement des marchés japonais.
- MARS 1988 Déjà L'Europe... avec la Sicav LAFFITTE-EUROPE
- OCTOBRE 1989 Transformation en Sicav de capitalisation de VALOBLIG, LAFFITTE COURT TERME, LAFFITTE-PLACEMENTS et MONELAFFITTE

Une gamme complète de 14 SICAV parmi les meilleures.

7 SICAV ACTIONS	7 SICAV OBLIGATIONS ET COURT TERME
LAFFITTE-EXPANSION Valeurs françaises et étrangères Relevé tous ans	LAFFITTE-RENDIMENT Relevé tous ans - valeurs françaises Relevé tous ans
LAFFITTE-FRANCE Relevé tous ans	VALOBLIG Obligations obligataires Valeurs françaises - 2 ans Relevé tous ans
LAFFITTE-INNOVATION Valeurs françaises et étrangères Relevé tous ans	LAFFITTE-OBLIGATIONS Relevé tous ans - valeurs françaises Relevé tous ans
LAFFITTE-JAPON Valeurs japonaises et étrangères Relevé tous ans	LAFFITTE-PREMIERE Obligations de "première catégorie" FR Relevé tous ans
LAFFITTE-TOKYO Valeurs japonaises et étrangères Relevé tous ans	LAFFITTE COURT TERME Court terme - 2 à 3 mois Relevé tous ans
LAFFITTE-AMERIQUE Valeurs américaines et étrangères Relevé tous ans	LAFFITTE-PLACEMENTS Court terme - FR Relevé tous ans
LAFFITTE-EUROPE Valeurs étrangères spécialisées Relevé tous ans	MONELAFFITTE Court terme - 1 an Relevé tous ans

GÉRER UN PATRIMOINE NE S'IMPROVISE PAS

L'Européenne de Banque

21, rue Laffitte - 75009 Paris (1) 42.42.42

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Les prévisions de l'OCDE pour 1990

Léger ralentissement de la croissance et stabilisation de l'inflation

Après les résultats qu'elle juge « très positifs » enregistrés depuis trois ans en matière d'activité, d'emploi, d'inflation, l'OCDE prévoit dans ses Perspectives publiées jeudi 21 décembre un léger ralentissement de l'expansion dans les pays industrialisés. L'OCDE écrit que « la croissance semble s'être ralentie » et qu'en 1990-1991 elle pourrait se situer « juste au-dessus » de 3%. Le taux d'inflation resterait aux environs de 4,5% comme en 1989, c'est-à-dire un point au-dessus de 1988.

Après avoir souligné que, grâce probablement à des politiques monétaires « prudentes », la situation économique avait « évolué favorablement » avec un taux de croissance annuel qui a atteint 4% en volume depuis le début de 1987, l'OCDE s'interroge sur le point de savoir si son évaluation de la situation « n'est pas trop prudente ». Il se pourrait en effet, écrit l'organisation, que « les facteurs qui sont à l'origine des bons résultats enregistrés depuis 1987 traduisent l'existence de mutations structurelles plus importantes et plus profondes que ne le supposent les prévisions ». Dans ce cas, « la

croissance économique tendrait à être plus rapide ».

Mais l'OCDE souligne immédiatement que l'inflation est « encore suffisamment forte pour rester préoccupante », que la politique monétaire pourrait peser plus que prévu sur le rythme d'expansion, que les déficits extérieurs vont rester importants dans plusieurs pays, que l'insuffisance d'épargne révélée par le niveau élevé des taux d'intérêt réels s'explique par les déficits publics, que la situation des pays endettés reste préoccupante, qu'enfin l'avenir du système commercial multilatéral « reste incertain ».

Ayant ainsi énuméré tous les motifs qui peuvent inciter au pessimisme, l'OCDE souligne tout de même « les changements politiques spectaculaires intervenus en Europe de l'Est », dont les bénéfices pourraient être « considérables » tant pour les pays concernés que pour l'économie mondiale.

Tous comptes faits, le chômage, après avoir baissé continuellement depuis deux ans et être revenu à 6,6% de la population active, se stabiliserait à ce niveau jusqu'en

1991 après 7% en 1988 et 7,8% en 1987.

Parallèlement au léger ralentissement de la croissance économique, le développement des échanges commerciaux se ferait un peu moins rapide : + 7,6% en volume, après + 9% en 1988. L'OCDE ne prévoit « guère de progrès » dans l'atténuation des déséquilibres extérieurs des trois principaux pays concernés (États-Unis, Japon, RFA) tandis que, au sein des pays européens, le solde des échanges risque de devenir de plus en plus « dissymétrique », ce qui signifie des excédents également croissants en Grande-Bretagne.

L'OCDE manifeste pourtant un certain optimisme à l'égard du déficit extérieur courant des États-Unis, qui, après être revenu de 127 milliards de dollars en 1988 à 122 milliards de dollars en 1989, pourrait se stabiliser ou à peu près. A plus long terme, l'organisation du château de la Monnaie s'interroge sur le fait de savoir si les gains de compétitivité engendrés par les États-Unis entre 1985 et 1987 ne résulteraient pas de bonnes surprises à ce pays pour ses paiements extérieurs.

Résumé des prévisions

PNB en volume	1989	1990	1991
	(variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)		
États-Unis	2,3	2,3	2,5
Japon	4,8	4,5	4,3
RFA	4,3	3,2	3,1
France	3,4	3,1	2,8
Italie	3,3	3,2	3,0
Gde-Bretagne	2,3	1,3	1,9
Canada	2,9	2,0	2,2
OCDE Europe	3,5	2,8	2,7
Total OCDE	3,6	2,9	2,9
Inflation :			
États-Unis	4,3	4,4	4,5
Japon	1,3	2,6	2,5
RFA	2,6	3,0	2,8
France	3,4	3,1	2,7
Italie	5,7	5,6	5,4
Gde-Bretagne	7,3	6,5	5,7
Canada	5,3	5,0	5,6
OCDE Europe	5,6	5,4	4,8
Total OCDE	4,3	4,5	4,3
Balance des opérations courantes (en milliards de dollars)			
États-Unis	- 121,5	- 118,1	- 123,8
Japon	60,8	61,1	68,6
RFA	60,9	70,8	75,7
France	- 4,0	- 4,0	- 4,0
Italie	- 12,0	- 13,0	- 14,0
Gde-Bretagne	- 32,0	- 30,0	- 26,0
Canada	- 14,0	- 14,0	- 15,0
OCDE Europe	6,1	10,9	10,4
Total OCDE	- 85,3	- 72,3	- 71,4
OPEP	- 1,8	- 0,7	- 0,1
PVD hors OPEP	- 8,6	- 12,1	- 12,6
Chômage (en pourcentage de la population active)			
États-Unis	5,2	5,4	5,5
Japon	2,3	2,3	2,3
RFA	7,3	7,1	7,2
France	9,5	9,3	9,2
Italie	12,0	12,2	12,3
Gde-Bretagne	6,5	6,6	6,9
Canada	7,5	7,6	8,0
OCDE Europe	9,0	8,9	8,9
Total OCDE	6,6	6,6	6,6
Commerce mondial (taux de croissance du volume par rapport à l'année précédente)			
Moyenne annuelle	7,6	6,4	6,8

(Publié)

AVIS D'INSERTION

Construction du centre de secours de Sucy-en-Brie

Par délibération du 26 juin 1989, le Conseil de Paris a déclaré d'intérêt général la construction d'un nouveau centre de secours à Sucy-en-Brie.

Cette décision et le dossier, qui lui sont annexés, comportant une fiche de présentation et d'opportunité, un devis estimatif, une évaluation des besoins d'un centre de secours et des plans, sont tenus à la disposition du public du 18 décembre 1989 au 19 janvier 1990 inclus, entre 9 h-12 h et 14 h-17 h, les jours ouvrables (du lundi au vendredi) :

- à la Préfecture de police. Sous-direction des affaires immobilières et mobilières (pièce n° 4021), escalier C, 4^e étage, 116 de la Cité (entrée rue de Lutèce) 75195 PARIS RP
- à la Ville de Paris. Direction de la construction et du logement. Bureau des mutations immobilières pièces n° 5136 et 5138 (5^e étage) 17, boulevard Morland 75004 PARIS.

Selon le département du commerce

Les entreprises américaines investiront moins en 1990

La progression des investissements des entreprises américaines devrait se ralentir très nettement en 1990 pour tomber à 4,9% contre 8,5% cette année, a annoncé jeudi 21 décembre le département du commerce.

La hausse des investissements prévue pour 1990, calculée à partir d'une enquête réalisée en novembre, est la plus faible depuis 1987 (+ 4,2%). Les dépenses d'investissements avaient représenté ces dernières années un des principaux moteurs de la croissance américaine. Leur déclin constitue un nouveau signe de ralentissement de l'activité économique, soulignent les experts.

Les investissements devaient totaliser 490,1 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) en 1990 contre 467,2 milliards cette année et 430,7 milliards en 1988. Ces chiffres ont été corrigés pour tenir compte de l'inflation.

Le ralentissement devrait toucher surtout l'industrie manufacturière où les investissements devraient croître seulement de 1,4% en 1990 contre une hausse de 7,3% attendue cette année.

Pas de ralentissement important de l'activité estime la direction de la prévision

« La croissance mondiale est restée soutenue malgré le ralentissement aux États-Unis et au Royaume-Uni », écrit la direction de la prévision (DP) du ministère de l'économie et des finances dans sa dernière note de conjoncture internationale. « L'activité devrait rester faible dans ces deux pays au cours des prochains mois, en raison d'une conjoncture déprimée dans l'industrie manufacturière. Cependant, grâce au dynamisme de la demande intérieure au Japon et en Allemagne, le risque d'un ralentissement trop marqué de l'économie mondiale semble devoir être écarté ».

Le risque existe, écrit encore la DP, que l'explosion des derniers mois ne provoque un relâchement de la discipline salariale et une nouvelle accélération des coûts salariaux unitaires. Concernant les investissements, moteur essentiel de la croissance ces dernières années dans les pays industrialisés, la DP souligne qu'ils n'ont commencé à se ralentir qu'aux États-Unis, alors qu'en RFA les commandes de biens d'équipement restent très favorables.

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

INDUSTRIE

Un investissement de 23 milliards de francs

La SNCF propose une ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux-Toulouse

BORDEAUX

de notre correspondant

La SNCF va proposer au gouvernement d'inscrire une ligne Tours-Bordeaux-Toulouse au schéma directeur national des TGV, dont la publication est prévue pour le premier semestre 1990. Longue de 540 kilomètres, cette ligne coûterait 23 milliards de francs dont 16 milliards pour relier Tours à Bordeaux, et 7 milliards entre Bordeaux et Toulouse. Elle mettrait Angoulême à 1 h 43 de Paris, Bordeaux à 2 h 06 et Toulouse à 2 h 48. M. Michel Walrave, directeur général adjoint de la SNCF, a présenté le 19 décembre aux élus régionaux aquitains à Bordeaux les esquisses de tracé issues des études préliminaires de la SNCF. Deux variantes sont envisagées : l'une entre Tours et Poitiers, passant tantôt à l'est, tantôt à l'ouest de cette ville, l'autre à l'approche de Bordeaux. Dans ce secteur de vignobles réputés, la SNCF devra, en effet, jouer serré pour épargner les vignes et ne pas susciter l'opposition des viticulteurs.

Cette ligne nouvelle Tours-Bordeaux-Toulouse devrait être connectée au réseau TGV-Méditerranée grâce à des aménagements entre Toulouse et Carcassonne et grâce à la construction d'une ligne nouvelle allant de Carcassonne au nord de Narbonne. Ce TGV « grand sud » mettrait ainsi Bordeaux à trois heures de Paris, la ligne à quatre heures de Nice. La SNCF n'entre pas, pour l'instant, dans le détail du financement. Elle indique simplement qu'elle envisage de solliciter la participation des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées pour le maillon Bordeaux-Toulouse jugé moins rentable.

GINETTE de MATHA

■ Inauguration de la section autoroutière Manosque-Aubignosc. M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a inauguré, le jeudi 21 décembre, le tronçon Manosque-Aubignosc (Alpes-de-Haute-Provence) de l'autoroute A 51 « val de Durance ». L'entrée en service de cette section de 40,5 km met Aix-en-Provence à moins d'une heure de piémont alpin. M. Delebarre a confirmé que l'enquête d'utilité publique serait lancée à la fin de l'année 1990 pour le prolongement de l'autoroute A 51 vers Gap et Grenoble.

SOCIAL

Revalorisation de primes et transformations d'emplois

FO et la CFDT appellent à la reprise du travail dans les préfectures

Tout aussi interminable mais moins spectaculaire que la grève des fonctionnaires des finances, le conflit qui oppose depuis le mois de juin les agents des préfectures au ministère de l'intérieur est en voie de règlement. Jeudi 21 décembre, les syndicats FO et CFDT ont officiellement appelé à la reprise du travail après avoir obtenu des améliorations du régime des primes ainsi que des assurances en matière d'effectifs et de déroulement de carrière. Selon Force-Ouvrière, 38 départements ont déjà décidé de reprendre le travail mais 24 attendent, pour l'instant, poursuivre l'action.

Une enveloppe de 23 millions de francs

Le conflit, qui a débuté à l'appel de FO et de la CFDT, s'est étendu depuis septembre à une soixantaine de préfectures dont l'activité a été notablement perturbée : « grève du téléphone » et des recettes, blocage de la délivrance des cartes grises, des passeports ou des cartes d'identité. Cependant, à l'issue de trois réunions avec les représentants du ministère de l'intérieur, les syndicats ont décidé de mettre un terme au conflit après avoir obtenu que l'indemnité spécifique — quelque 4 000 F par an en moyenne — accordée aux 23 000 agents des préfectures soit revalorisée de 23% en 1990.

Le coût de cette mesure est évalué à 23 millions de francs alors que les syndicats demandaient une enveloppe supplémentaire de 70 millions de francs. « Cela devrait néanmoins permettre de corriger les inégalités entre les dif-

La grève se durcit à la BNP

Le conflit s'est durci, jeudi 21 décembre, à la BNP. Le comité de grève du centre de Paris-Barbès, indépendant des syndicats, a décidé de bloquer l'entrée et la sortie des véhicules de transport de fonds. Néanmoins, la situation était redevenue normale vendredi matin. Par ailleurs, un appel à un arrêt de travail renouvelable de deux heures par jour à compter du 8 janvier a été lancé par la CFDT, la CFTC, FO et le SNB (cadres) pour l'ensemble des salariés de la banque. Les syndicats, qui revendiquent des augmentations de salaires (de 750 francs à 1 500 francs) et une amélioration des conditions de travail, n'ont pu trouver un accord jeudi avec la direction, qui avait accepté de les recevoir afin d'étudier la situation du personnel des centres parisiens. Selon la direction, des négociations ne pourront s'ouvrir au sein de la BNP qu'après le 4 janvier, date à laquelle les signataires de l'accord salarial 1989 (CFDT, FO, CFTC) doivent rencontrer l'Association française des banques (AFB).

■ Un nouveau mode de rémunération pour les pharmaciens. — Les pharmaciens vont changer de mode de rémunération le 15 février prochain, a annoncé jeudi 21 décembre le ministère de la Santé. Le nouveau dispositif consiste à appliquer une marge dégressive en fonction du prix et non plus une marge uniforme de 30,44% du prix de gros hors taxes, trop inflationniste. Les représentants de la profession ont plutôt bien accueilli cette nouvelle formule en faveur de laquelle le premier ministre a tranché alors que le ministère des finances proposait un mécanisme moins favorable.

■ Plan emploi : la loi est publiée au Journal officiel. — Les textes nécessaires à la mise en œuvre du plan emploi du 15 septembre, et qui avaient ensuite fait l'objet d'une discussion parlementaire autour des thèmes de l'exclusion professionnelle ont désormais force de loi puisque les dispositions législatives ont été publiées au Journal officiel du 20 décembre. Sont ainsi précisés les contrats de retour à l'emploi (CRE), utilisables par les employeurs privés, et créés les contrats emploi-solidarité, à usage des collectivités locales et des établissements publics, qui viennent remplacer les anciens TUC (travaux d'utilité collective) et les PIL (programmes d'insertion locale).

Concentration dans la micro-informatique

Goupil

rachète Normerel

Le club des constructeurs français en micro-informatique se rétrécit... mais se concentre. Le groupe SMT-Goupil a annoncé jeudi 21 décembre qu'il avait acquis 69% du capital de la société de micro-informatique Normerel pour 14 millions de francs. Goupil devient ainsi le seul fabricant hexagonal indépendant aux côtés de Bull.

La transaction s'est effectuée par le biais d'Archives SA. C'est cette filiale de Goupil qui est entrée dans le capital de Normerel, la société holding qui contrôle Normerel. SMT-Goupil y rejoint le talvanais Arche Technologies, qui avait acquis 19% de Normerel à la faveur d'une restructuration du capital en octobre dernier. L'objectif de SMT-Goupil est de se doter, avec le rachat de Normerel, d'un pôle équipementier. La PME de Grandville conçoit en effet systèmes et cartes mémoires pour les grands du monde de l'informatique. Une activité que Goupil espère développer et dont les perspectives sont suffisamment attrayantes pour compenser le coût de la remise à flot de Normerel. Cette société de 170 salariés a en effet essuyé des pertes de 24 millions de francs en 1988 pour un chiffre d'affaires de 330 millions de francs. SMT-Goupil, pour sa part, entend, grâce à cette acquisition, se hisser au-dessus des 2 milliards de francs de chiffres d'affaires l'an prochain (contre 1,3 milliard en 1989).

Textile — Habillement

Une légère amélioration

Les responsables de l'UIT (Union des industries textiles) et de l'UIH (Union des industries de l'habillement) ont présenté le jeudi 21 décembre le bilan de ces secteurs en 1989. Avec une légère pointe d'optimisme : en effet, cette activité est en progression de 1% par rapport à 1988. Quant au taux de couverture de la balance commerciale, toujours déficitaire, il est aussi en amélioration, passant de 70% en 1988 à 72%. Au cours des neuf premiers mois de 1989, les exportations ont représenté de 16% à 1% le déficit vers la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Maroc pour le textile; vers les États-Unis, le Canada et le Moyen-Orient pour l'habillement. Ce poste a bénéficié de la hausse du yen, qui a valorisé les importantes ventes réalisées au Japon. Les industriels de ces secteurs ont investi 6,4 milliards de francs dans la modernisation de leurs usines, dépassant ainsi la moyenne française. Avec pour conséquence une baisse des effectifs qui devrait se poursuivre en 1990.

Les responsables des deux organisations professionnelles ont par ailleurs commenté le rapport Jolibe-Boumieu rendu public il y a quelques semaines (Le Monde du 6 décembre). Une fois passés les premiers agacements provoqués par la place accordée dans ce rapport au phénomène du Sentier, les industriels du textile-habillement vont organiser réunions régionales et tables rondes en présence des deux auteurs.

F. Ch.

■ RECTIFICATIF. — Petrofina rachète Novemail et Gauthier : dans l'article paru sous ce intitulé dans le Monde de jeudi daté du 22 décembre, un « mastio » a rendu inintelligible le début du troisième paragraphe : « Pour la firme belge, il s'agit d'un véritable renouveau... ». Il fallait lire : « il s'agit d'un véritable come-back ». Les lecteurs voudront bien nous excuser.

■ RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « La commission européenne propose le gel des prix », paru le vendredi 22 décembre, il fallait lire que « l'objectif de production fixé par les Douze a été légèrement dépassé », et non pas, comme une malencontreuse erreur typographique l'indiquait.

كتاب من الاجل

vendredi, sous le titre

Le Monde

AFFAIRES

Les splendeurs de l'empire Tata

Un conglomérat au chiffre d'affaires énorme et flou prospère depuis 1868 au cœur de l'économie indienne. De la sidérurgie à l'électronique, il sait tout fabriquer...

BOMBAY
de notre envoyé spécial

Au cœur de l'infatigable circulation de la ville moite, au milieu de Homi Mody Street : Bombay House, le centre nerveux de l'empire Tata. L'immeuble est vénérable et bourgeois : les balcons en fer forgé sont nombreux, et les bureaux des principaux directeurs, où le thé est servi dans de la porcelaine blanche, sont parfois bien exigus. L'étage noble, celui du « chairman », est au quatrième. L'ensemble est respectable, discret, presque « protestant ». La puissance des Tata n'est jamais ostentatoire. Rien à voir avec les nouveaux requins de l'industrie indienne, les groupes Ambani ou Chabbria, grands spécialistes des raids boursiers ou des rachats d'entreprises à la hussarde. A Bombay House, on a une réputation à tenir et l'on est bien convaincu que la force industrielle de Tata repose en partie sur celle-ci.

Le président, JRD Tata, souligne que si dans le passé le groupe avait choisi d'« acheter » des politiciens, il serait aujourd'hui encore plus puissant. Quelques affaires mineures de corruption ont bien été évoquées mais, au total, le reste sans tâche. Dans les bureaux directeurs, on s'efforce de convaincre le visiteur que la différence entre Tata et les autres est une question d'« éthique », de « philosophie ». Cet « esprit Tata », repose aussi sur une certaine idée d'une croissance industrielle nationale : ce qui est bon pour les Tata doit l'être aussi pour l'Inde. La vertu n'empêche pas, bien au contraire, les bénéfices de suivre une courbe ascendante. L'autre credo, c'est la libre entreprise. Le socialisme des Nehru-Gandhi a toujours été la bête noire et les Tata, farouches partisans d'une libéralisation de l'économie indienne, ont entretenu d'assez mauvais rapports avec le Parti du Congrès.

Environ 250 000 personnes sont employées par les compagnies du groupe, mais le nombre des salariés dont la situation dépend de décisions prises par Bombay House est probablement trois ou quatre fois supérieur. Le personnel Tata est fidèle par une succession d'avantages sociaux. Entrer chez Tata, c'est être assuré d'y rester jusqu'à la retraite, sauf accident. Cette gestion très paternaliste pourrait amener une certaine sclérose, s'agissant du renouvellement des compétences, or il n'en est rien. Grâce notamment au Tata Management Center situé à Pune, et au Tata Administrative Service de Bombay, le groupe dispose de véritables « business schools » : les futurs cadres sont recrutés à la sor-



Les camions Tata, un secteur traditionnel du premier groupe industriel indien.

tie des meilleures universités et leur cursus comprend une succession de stages dans les entreprises Tata, en Inde et à l'étranger. La formation permanente, d'autre part, est la règle.

C'est ce souci de s'entourer des meilleures compétences qui contribue aussi au succès du groupe : à Bombay House, on a toujours fait plus confiance aux « professionnels » qu'aux « cousins de province », fussent-ils, justement, membres de la famille. Le nombre des sociétés contrôlées directement ou indirectement par le groupe reste incertain, probablement quatre-vingt-dix. La puissance et la fortune des Tata sont donc difficiles à évaluer. En Inde comme ailleurs, personne ne souhaite — notamment pour des raisons fiscales — indiquer l'état exact de son patrimoine. Selon une estimation indépendante, le chiffre d'affaires du groupe se situe à environ 84 milliards de roupies (1), mais les chiffres officiels sont nettement inférieurs : les actifs combinés des trente-trois premières sociétés du groupe s'élevaient à 45,9 milliards de roupies et le chiffre d'affaires à 68 milliards.

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis que Jamsetji Tata, le fondateur, réalisa avec succès sa première opération financière en 1868 : il racheta une huilerie qu'il convertit en filature et revendit avec un fort bénéfice. Le buste de

Jamsetji, pionnier et visionnaire du devenir de l'industrie indienne, orne toujours le hall d'entrée du siège. Tata est de loin le premier groupe industriel indien, suivi par le groupe Birla. La notion de « groupe », il est vrai, est largement artificielle et il est plus exact de parler, dans le cas de Tata ou de Birla, d'un conglomérat industriel. Les Birla, les Mahatals, les Goenka, les Singhanias sont autant d'anciennes affaires familiales qui ont éclaté, et les liens directs, et parfois aussi la logique industrielle, qui unissent les différentes sociétés de ces empires sont difficiles à discerner.

Une unité fragile

Chez les Tata, une certaine unité demeure, mais elle apparaît de plus en plus fragile. Le groupe est engagé dans une multitude de secteurs, à la fois traditionnels et de haute technologie : la sidérurgie, les transports (camions, automobiles, avions), les produits chimiques et pharmaceutiques, les machines-outils, les hôtels, les mines, le ciment, l'énergie hydroélectrique, la réfrigération, la fabrication de différents produits de consommation, comme le savon et les cosmétiques, les parfums, le thé, mais aussi l'électronique, l'agroalimentaire, les ordinateurs et les téléphones, l'horlogerie et le textile, l'imprimerie et l'édition.

Assurance. Avec ses filiales Industries et Exports, Tata est également présent dans l'innovation et le marketing. Enfin, grâce à ses « trusts » et fondations, le groupe occupe un rôle de tout premier plan dans les arts, la recherche et la formation.

L'empire Tata est associé à des sociétés établies en Asie, en Europe et au Moyen-Orient et possède des intérêts dans de nombreux pays, notamment les États-Unis, l'Angleterre, la Suisse, Singapour, la Malaisie. Cette diversification, on ne peut pas toujours la juger de cohérence : plusieurs grandes sociétés interviennent dans des secteurs identiques, voire se concurrencent. Lorsque JRD ne sera plus là pour gouverner — grâce essentiellement à son entourage moral — le risque est réel de voir le conglomérat se désintégrer en plusieurs entités autonomes.

Les analystes de Bombay House précisent que si JRD conserve ses fonctions pendant encore trois ou quatre ans, son successeur désigné et nommé, Ratan Tata (46 ans, cinquante-deux ans), qui préside de nombreuses sociétés, aura posé le temps de s'imposer, ce qui n'est pas encore le cas. JRD comme il le dit lui-même, a dirigé son empire par consensus. Depuis dix ans, il a abandonné la plupart de ses présidences, confiant celles-ci à des hommes d'expérience,

glorifiés dans le sésail et qui, si l'occasion se présente, pourraient souhaiter voler de leurs propres ailes, ce que personne, vu leur âge personnel, ne leur reprocherait. Mais Ratan Tata, président de TISCO, la toute-puissante compagnie sidérurgique, le fleuron du groupe avec TELCO (l'automobile), et Darbasi Seth, président de Tata Chemicals et Tata Thee, pour ne citer que les plus fameux des « barons », savent aussi que la « solidarité de groupe », dans une société industrielle où la concurrence devient de plus en plus âpre, n'est pas un mince avantage.

S'ils le souhaitent, l'indépendance est possible : Tata Sons, la société holding, ne possède la majorité dans aucune compagnie du groupe (8 % de TISCO et 14 % de TELCO) et son capital est détenu à 75 % par les trusts, c'est-à-dire les fondations philanthropiques.

L'Etat indien, par ses diverses participations financières, contrôle de facto les principales sociétés qui composent l'empire Tata. Pour l'instant, il est resté neutre, mais, la statue du commandeur déboulonnée, JRD disparaîtrait-il à la tentation d'imposer sa loi au premier groupe industriel de l'Inde ?

L. Z.

(1) 1 franc français vaut environ 2,50 roupies.

Un bonheur de haute précision

BANGALORE
de notre envoyé spécial

L'impression de pénétrer dans une usine japonaise ou suisse : jusqu'à l'herbe des plates-bandes qui se refuse à pousser en dehors de l'espace qui lui est strictement imparti. On a peine à croire que l'usine Titan Watches, l'un des plus récents fleurons du groupe Tata, est située dans le sud de l'Inde. L'objectif — deux millions de montres chaque année — devrait être atteint en 1990.

Tout est « clean » : allées parfaitement goudronnées, compositions florales, bâtiments propres et fonctionnels, ouvriers et ouvrières vêtus de la blouse Tata réglementaire. Enfin corbeilles et mosaïques, plantes vertes, moquette, silence. Chaussures enlevées, blouse antistatique enfilée, on entre dans le « laboratoire ».

Le choc : sur plusieurs rangées, assises derrière des pupitres immaculés, une centaine de jeunes filles vêtues de la même blouse et la tête recouverte d'un bonnet de toile. Travail à la chaîne. Lampes à faisceaux braquées sur leur ouvrage minutieux, doigts de caoutchouc, montre Titan au poignet (un cadeau) et pas un nez en l'air. Au mur des diagrammes sont affichés : objectif, production du jour, différence. Pas question de se laisser aller. Là, dans cet atelier de haute précision, ailleurs dans les salles où fonctionnent des machines-outils ripolinées, des ordinateurs silencieux et des machines à commande numérique, partout le travail bien fait est sanctifié par des panneaux : « La qualité paie toujours » ou « Faites de votre lieu de travail un endroit de bonheur ». On s'étonne presque de ne pas entendre une musique de chambre ! « C'est tellement sain », résume sans sourire un responsable.

« Une famille »

Le « bonheur » Tata règne en maître : ouvriers et ouvrières à 85 % célibataires sont sélectionnés à seize ans parmi les jeunes de la région, formés et mariés. Les apprentis commencent par traverser des éléments presque microscopiques de mouvements de montres d'un bec à un autre, avec l'équivalent d'une pince à épiler. « Au bout de huit jours, la pince est devenue une prolongation de leurs doigts ». Après, Titan s'occupe de tout : assurances-maladie, retraite, crèches, prêts pour louer une maison ou acheter un scooter, cantine, facilités médicales, activités sportives, salaires très convenables et coopérative où l'on peut se procurer, à des tarifs maison, tous les produits Tata fabriqués par les usines du groupe, promotion interne... Titan c'est aussi les fouilles à corps à la sortie et pas de syndicat. Pourquoi ? « Nous sommes une famille ».

L'aventure Titan est le fruit d'une collaboration entre Tata, TISCO (société de promotion de l'industrialisation du Tamil-Nadul) et Franco-Ebauches, numéro un européen de la fabrication de mouvements de montres dont elle produit quinze millions par an. L'investissement initial est de un milliard de roupies et soixante techniciens ont été formés en France. Aujourd'hui, un seul conseiller technique français est présent : « La qualité des produits fabriqués ici est meilleure qu'en France ». Titan produit quelque trois cents modèles différents et dispose de près de deux mille points de vente en Inde.

Environ 1 450 personnes travaillent à l'usine et l'administration regroupe deux cents cadres. La plupart de ceux-ci ont été débouchés de HMT, le numéro un indien de la montre, une entreprise vieillissante qui produit six millions de montres par an. La moitié de ce chiffre constitue le prochain objectif de Titan.

L. Z.

La sagesse de « JRD »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président du groupe indien explique les vertus du dialogue social et... de la télévision.

Ly a deux choses qui déconcertent Jehangir Ratanji Dadabhai (JRD) Tata : que personne ne soit plus capable d'écrire de la belle poésie, et que l'on ne sache plus sourire. « Lorsque je conduis, aime-t-il à raconter, je regarde les gens, je leur souris et je les laisse passer. Vous n'avez pas idée de l'effet que cela fait ! » JRD a arrêté il y a cinq ans (il avait alors quatre-vingt ans) de piloter avions et voitures rapides et de descendre les pistes de ski. En 1962 et 1982, il a répété — à bord du même avion — le vol historique en solitaire Karachi-Bombay qui l'avait rendu célèbre en 1932. Cette passion lui vient lors de la rencontre, lors de vacances d'été en France, avec Louis Blériot. JRD est devenu le père de l'aviation indienne, créant les compagnies Air India et Indian Airlines. Depuis son entrée, il y a soixante ans, au sein du groupe familial, JRD n'a pas cessé de créer des entreprises. Cet homme si vil, qui confesse un sale caractère et un « irrésistible besoin de corriger non seulement ses propres fautes d'écriture, mais aussi celles des

autres », préside d'une main ferme le plus puissant groupe industriel de l'Inde. Il aime à raconter son service militaire dans les spahis à Vienne (Isère) et son adolescence à Janson-de-Sailly. De mère française et de père indien, JRD est un homme de double culture, amoureux des langues anglaise et française. Par là (1), il est très francophone et parfaitement francophile.

« Il y a une philosophie sociale, une racette industrielle propre au groupe Tata ? »

« Dans une grande industrie, pour obtenir une ambiance sans conflits, sans hostilité entre patron et ouvriers, il faut fournir de bonnes conditions de travail, mais ce n'est pas tout. Il faut parler, parler sans arrêt. A Jamshedpur, il y a tout autant un dialogue entre la direction, les syndicats et les ouvriers. On arrive ainsi à créer un état d'esprit, à se comprendre, et même à garder un sens de l'humour. C'est nous qui les premiers nous sommes préoccupés des questions de santé, qui avons créé des hôpitaux, des écoles pour les

enfants des employés, etc. Le résultat est qu'il n'y a pas eu d'arrêt de travail depuis plusieurs dizaines d'années à Tata Steel, qui emploie environ soixante-dix mille salariés.

« Aimer les gens »

« C'est Jamsetji Tata qui est à l'origine de cela. Lorsqu'il a fallu créer Jamshedpur, il a dit à ses fils : « Destinez une ville. Soyez sûrs qu'il y ait de larges avenues, des arbres et des fleurs, réservez des endroits pour la détente, pour des églises, des temples et des mosquées ». A l'époque, c'était en 1875 environ, personne ne pensait à ces questions. C'est la Tata Steel qui la première au monde a introduit la journée de huit heures, de nombreux avantages sociaux qui suivirent ont dû être ensuite la règle dans les industries du monde entier. Ce sont « Tata » qui ont commencé.

« Partout ailleurs ce système social serait considéré comme du paternalisme insupportable. Pourquoi cela fonctionne-t-il chez vous ? »

« Au fond, c'est une question que je me pose moi-même. Il est vrai que ce n'est pas facile, qu'il faut avoir beaucoup de patience et de compréhension. Il faut veiller à ne pas imposer par la force. C'est un peu une question de rapports humains. Il faut aimer le monde, aimer les gens, se dire que l'on peut les aider et le faire. C'est ça l'état d'esprit des Tata, qui est unique.

« L'avenir du groupe Tata, c'est davantage l'industrie lourde et semi-lourde, l'automobile pour exemple, ou la haute technologie ? »

« Les deux, bien sûr. A part le gouvernement, qui fait cela comme d'habitude assez mal, nous sommes les premiers, et les plus performants, dans l'acier et les dérivés. L'automobile et les camions, les transports notamment, nous sommes de beaucoup les plus capables parce que nous sommes autonomes. Nous sommes parvenus à acquérir plus de 70 % du marché des camions, et je ne doute pas que nous arriverons à faire au moins la même chose dans l'automobile.

L'acier et les autos — qui font de plus en plus appel à la haute technologie — sont nos deux plus grandes affaires, et elles le resteront. Mais nous développerons bien d'autres activités. Aujourd'hui nous ne sommes pas encore très importants dans la conception des ordinateurs, mais nous le sommes devenus dans le logiciel et dans ce domaine nous travaillons dans le monde entier. Nous avons une compagnie qui s'appelle Tata-Unix, qui fabrique des ordinateurs. Une autre qui ne s'occupe que de mettre au point des innovations en se basant sur les sciences modernes, nous sommes présents dans le pétrole, etc. Nous nous efforçons d'être toujours les premiers dans un certain nombre d'industries.

Propos recueillis par LAURENT ZECCHINI
Lire la suite page 28

(1) Les parents sont d'anciens émigrés de Paris, de religion mazdéenne. Leur communauté (environ 100 000 personnes), très pieuse et coïscendée, est surtout établie à Bombay.

8 75 75 00

AFFAIRES

La course de fond des « baskets » américaines

Nike, Reebok et L.A. Gear se disputent âprement les places sur le podium du marché des chaussures de sport aux États-Unis. Après le sprint des débuts, les concurrents entament maintenant un long marathon.

SAN-FRANCISCO
correspondance

A Beaverton, l'air frais de l'Oregon souffle par rafales tandis que des nuages peaufinent la construction du siège de Nike (prononcez naïk). Au moment où le leader américain des articles de sport (chaussures et habits) dépense les 2 milliards de dollars, il se dote d'un ensemble architectural composé d'un lac de 5 hectares encadré d'immeubles futuristes et — noblesse oblige — agrémenté d'une salle de gymnastique dernier cri. Cette confiance dans l'avenir reflète un sentiment général : la prééminence des entreprises américaines du secteur qui ont dompté le pion à Adidas sur leur marché et menacent son emprise dans l'arène internationale.

Ce renouveau s'est opéré par vagues successives. En 1962, un jeune étudiant de la Stanford Business School, Philip Knight, rend un projet de fin d'études consacré au marché des chaussures de sport aux États-Unis. Le diagnostic : Adidas se désintéresse du sport des sportifs de compétition qui terminent leurs épreuves avec les pieds endoloris. Knight, un ancien athlète de demi-fond parle d'expérience. Son entraîneur et lui s'en sont plaints mais la firme allemande a fait la sourde oreille. A l'issue de ses études, Knight visite le Japon et apprend de l'existence d'un jeune MBA, se présente aux dirigeants du numéro un japonais Asics (marque Tiger). Il les convainc de lui confier la distribution de leur gamme dans l'ouest des États-Unis. Avec son ancien entraîneur, Bill Bowerman, et 30 dollars d'investissement chacun, ils fondent leur entreprise, conçoivent des modèles qui deviennent des best-sellers pour le fabricant nippon. Mais au bout de huit ans les liens se distendent et Knight en prend acte.

Champions

La nouvelle ligne de produits mis sur pied s'appelle Nike, du nom de la déesse grecque de la victoire. Les sportifs tels Jimmy Connors et Ilie Nastase à l'aise dans leurs Nike accumulent des lauriers, sans avoir pour autant signé de contrat de sponsoring avec la marque de la firme de l'Oregon. Sur la piste et le podium des Jeux olympiques de Montréal, les champions chaussés de Nike amassent des médailles sous les caméras de télévision. Nike double son chiffre d'affaires à chaque exercice et passe de 14 millions de dollars en 1976 à 287 millions de dollars en 1988. Quand l'entreprise entre en Bourse, elle est le leader incontesté dans son domaine.

Cette année-là, un autodidacte de Boston, de trente-neuf ans, Phil Fireman, vient de racheter la licence américaine de Reebok, un fabricant anglais dont la marque, établie en 1895, tombe en désuétude. Son objectif : diversifier l'entreprise familiale d'articles de pêche. Mais les produits Reebok ne plaisent guère. « Nous en étions à nous réjouir de placer cinq ou six paires à la fois », raconte Jim Barclay, son associé. Fireman envisage même de se débarrasser de son fardeau, lorsque Barclay ramène, de Californie, une idée neuve. La clientèle féminine y presse les détaillants de fournir les chaussures pour un sport qui débute : l'aérobic. Fireman saisit la balle au bond. Il offre un produit stylisé, coloré, aux motifs de cette activité nouvelle. Les commandes affluent. Surfant sur la vague de l'aérobic, et un design conforme au goût des sportives, Reebok croît de 3,5 millions de dollars en 1983 à 14 millions de dollars en 1987. Ce faisant, la firme du Massachusetts devance Nike en termes de chiffre d'affaires. Deux entreprises américaines se hissent parmi les dix premiers groupes mondiaux du secteur.

Jamais deux sans trois. Venu de mille part, Robert Grindberg, qui fabriquait des planches à roulettes, entrevit un créneau pour la clientèle féminine : « 80 % des utilisatrices de chaussures de sport les portent par souci de confort, durant leurs loisirs », explique-t-il. Pourquoi ne pas en faire un produit de mode ? Aussitôt dit, aussitôt fait. L'entrepreneur californien lance la marque L.A. Gear. Avec des rebords fluorescents, des couleurs pastel, des laces multico-

lores, « les chaussures de sport naissent à la fantasia », explique avec lyrisme Killick Datta, le responsable international de l'entreprise. Des millions d'adolescentes mordent à Phatoupa, et l'entreprise passe de 10 millions de dollars en 1985 à 600 millions de dollars en 1989. Et de trois.

Coup de pied

Malgré les « success stories » qui se ressemblent, les trois entreprises ne s'épargnent aucun coup. Les défaillances des uns ont servi de marchepied au développement des autres. De l'aveu de Heidi Steinberg, une analyste de Salomon Brothers, Nike avait perdu le sens du marché en 1983. Propos confirmés par John Horan, président de Sporting Goods Intelligence, un des consultants spécialisés du secteur : « Nike n'a pas anticipé la mode de l'aérobic ». En fait, le fondateur de la firme de Beaverton avait commencé à se retirer des affaires et la transition se déroulant médiocrement, il reprend le témoin. « J'ai essayé de passer la main trop tôt », confie Knight, avec pour résultat une décadence des ventes au cours de l'exercice 1987, une crise de confiance et le licenciement de 10 % de son personnel. La part de marché de Nike s'effondre à 19 % alors que celle de Reebok culmine à 40 %. L'histoire retiendra aussi que la firme de Beaverton joue de malchance. En 1986, elle sponso- rise Michael Jordan, un basketteur professionnel et introduit une chaussure Air-Jordan, qui connaît un succès instantané (un million de paires). En 1987, alors que Reebok leur taille des croupières, Michael Jordan trébuche... et se casse le pied. Le cours de l'action Nike plonge de 50 dollars à 18 dollars en moins d'un an.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, Reebok traverse peu après une crise de croissance aussi douloureuse. Fireman dont la rémunération atteint 16 millions de dollars en 1987, fait la une de *Business Week* et devient la coqueluche du secteur. Mais ses produits vieillissent, et un conflit avec les soustraitants coréens bloque la production provoquant l'irritation des distributeurs. Le bureau d'étude qui s'installe chez Reebok pousse au départ son associé John Barclay. L'action pique du nez de 25 à 7 dollars en 1988.

Donnis Rosenberg, un analyste d'Openheimer, observe : « L.A. Gear capite la clientèle féminine tandis que Nike rattrape du terrain ». Andrew Mooney, un des

vice-présidents de Nike, analyse leur situation sans complaisance : « L.A. Gear s'adresse aux femmes à la mode et Nike s'identifie aux athlètes de compétition. Reebok est pris en tenaille et doit s'affranchir d'un positionnement hybride ». D'ailleurs, la clientèle féminine (50 % pour Reebok, 60 % pour L.A. Gear, 15 % pour Nike), manifeste un « taux de fidélité inférieure vis-à-vis des marques », selon John Horan. Pour compléter le tout, les chaussures masculines offrent de meilleures marges avec un prix moyen en détail de 80 dollars (avec des maxi-

La conjonction de plusieurs facteurs explique la percée de Nike, Reebok et L.A. Gear. Le mouvement est porté par l'évolution socio-démographique américaine avec, à la corde, les enfants du baby-boom. La tranche d'âge 14-40 ans (38 % de la population en 1989) « pratique plus de sport qu'autrefois », affirme John Bischoff, directeur du National Sporting Goods Association, le groupement professionnel du secteur basé à Chicago. Selon ses statistiques, 25 millions d'Américains s'adonnent à un sport deux fois par semaine soit un doublement en dix ans. C'est donc sans

ironie du sort, aucune des trois firmes ne fabrique aux États-Unis, pour leur plus grand bénéfice. 98 % des deux cents millions de paires de chaussures de sport, commercialisées en 1988, proviennent soit de la Corée (60 %), de Taiwan, de Thaïlande ou de la Malaisie. Nike, imité par les autres, a mis en place un système de commandes à cinq mois par les distributeurs qui garantit une livraison en temps et en heure mais permet de réduire les stocks à soixante jours et enfin d'éviter les invendus. Cette source d'approvisionnement décourage Eric Kuchovsky, le porte-parole de l'industrie américaine qui confie en catimini : « Le rapport qualité-prix de la production asiatique n'a pas de rival. Faute en cuir, avec une main-d'œuvre expérimentée, nous devons nous incliner ». Les cinq cents usines coréennes peuvent produire cinquante mille paires par mois d'après Heidi Steinberg. Et selon Knight, « il suffit d'envoyer nos ingénieurs et de contrôler le produit étape par étape pour maîtriser nos coûts et notre qualité ».

La stratégie « produits » associe mode et technologie. « Il faut sans cesse renouveler notre gamme afin de satisfaire nos distributeurs », explique Andrew Mooney de Nike.

« Les chaussures de sport deviennent les produits de référence pour les grands magasins : cela fait venir le consommateur », ajoute Grindberg de L.A. Gear. Nike assure la rotation annuelle de cinq cents modèles (Reebok : quatre cent cinquante) segments en disciplines : basket-ball, jogging, et tout dernièrement cross-training, la dernière mode. Les chaussures conçues pour le jogging et celle de l'aérobic reflètent car les tempêtes grises aspirent à des sports moins violents et pluridisciplinaires. « A cinquante et un ans, dit Knight, je dois faire un peu de tout en petite quantité et jouer des synergies. Voilà comment j'ai découvert le cross-training ».

Un parfum de technologie plane sur le sport. Nike, là encore, réinvente le métier en concevant (en 1979) un procédé de compression des chaussures avec un coussin d'air qui élimine l'impact des chocs violents qui se répercutent sur la colonne vertébrale. Les Nike, elles, ont révolutionné le secteur, avec Killick Datta, le vice-président de L.A. Gear et un ancien de Nike. Découverte scientifique ou placebo ? Fireman, le patron de Reebok n'affirmait-il pas, en 1987, que l'air de Nike c'est du vent. Toutefois deux ans plus tard, il lui emboîta le pas en introduisant une chaussure munie d'un coussinet d'air protégeant les chevilles appelées the pump.

Le marketing fait le reste. Les trois firmes américaines dépensent 250 millions de dollars en budget publicitaire cette année, un chiffre en progression exponentielle. « Cela a pour effet de protéger la marque », confie Fireman de Reebok, qui estime que « l'émission guide la marque et lui fait créer un lien affectif avec le consommateur ». Les contrats de sponsor s'accumulent. L.A. Gear vient de signer un accord de 20 millions de dollars avec le chanteur Michael Jackson tandis que Nike avec André Agassi et John McEnroe poursuit sa politique de recrutement de vedettes « de premier plan peu conventionnelles et irrévérencieuses », selon l'expression d'Andrew Mooney. D'ailleurs, tout le monde s'accorde à penser que la nouvelle barrière à l'entrée est constituée par l'énorme investissement publicitaire nécessaire pour se faire reconnaître. « Le nerf de la guerre c'est la pub », conclut-il. Autrefois, il suffisait d'un peu de colle et d'une paire de ciseaux pour monter une entreprise. Désormais, munissez-vous de 50 millions de dollars pour réussir votre percée.

Menace asiatique

Pourtant, malgré leur taille, Nike, Reebok, font face à des défis tous azimuts. Le coût à la production (6 dollars en 1987) n'a pas résisté aux conflits sociaux de Corée (10 dollars en 1989). La croissance du marché américain se ralentit autour de 15 % par an. Les distributeurs spécialisés en chaussures de sport deviennent une force montante. Ils contrôlent près de 25 % des unités vendues et font jouer leur muscles. Par ailleurs, les trois sociétés américaines brillent par leur absence dans le domaine du football, le sport le plus populaire à l'échelle mondiale. Nike a signé des contrats avec l'AS Monaco et Amoros en Europe, mais en dépit de ces récents efforts, cette activité demeure mineure dans leur gamme. Reebok a commencé en 1989 et s'inscrit dans le sillage de la firme de Beaverton. Cependant Knight reconnaît ses déficiences : « Adidas dispose d'un atout majeur dans son jeu, le football, nous ne pourrions aspirer à un rôle mondial sans prouver notre maturité dans cette discipline ».

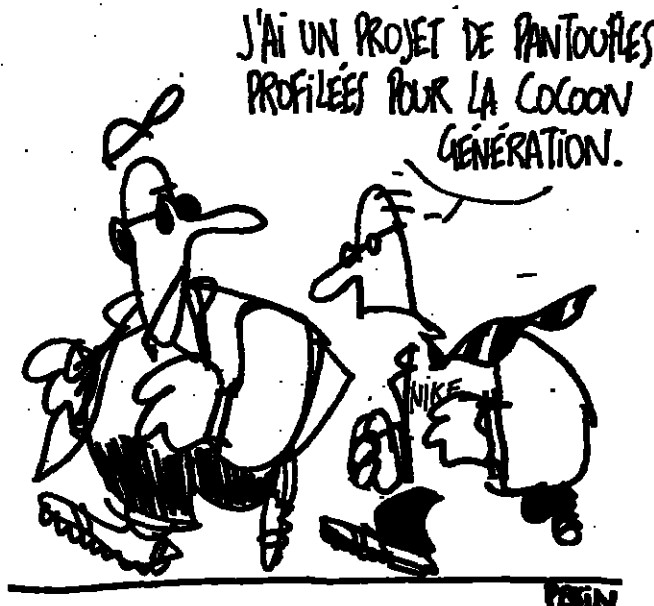
La plus grande menace vient de l'Orient. Au Japon, Asics contrôle encore 60 % du marché (1,5 milliard de dollars). Deux entreprises nippones appartiennent au groupe des six leaders mondiaux. En ce la raison pour laquelle Knight clame « que la priorité essentielle est la conquête du marché européen — bien que sa firme n'exporte encore que 20 % de son chiffre d'affaires ». Les Européens, au mode de vie similaire à celui des États-Unis, avec des revenus par capita identiques constituent cible privilégiée pour Nike. Heidi Steinberg confie : « Philip Knight craint plus les Japonais, qu'il connaît bien, que Reebok ».

La guerre des sneakers (chaussures de sport) aura-t-elle lieu aux États-Unis ? Ce serait une bataille fratricide, mais quasi inévitable selon les responsables de la profession. Avec respectivement 25 % et 24 % du marché américain, en 1989, pour Nike et Reebok, la victoire pourrait sourire à un troisième larron. « A nous », prévient Grindberg de L.A. Gear qui sans modestie ajoute : « Dans deux ans, vous verrez nous les aurons dépassés ».

Nike part favori dans la course. Les pionniers ont beaucoup innové ces derniers temps et leur structure de management, qui a essayé plus de plâtre que d'autres, « sait affronter le mauvais temps », selon le diagnostic unanime des analystes. Même leur message publicitaire témoigne d'une densité et d'un enthousiasme plus recherchés. Alors que L.A. Gear propose la vue d'adolescentes blondes caudant sur Venice Beach avec des déhanchements prononcés et des chaussures chatoyantes, tandis que Reebok oscille entre des sportifs professionnels et des parures de mode, Nike annonce des lendemains qui chantent sous les talons et sur l'air de *Revolution* des Beatles ou encore soumet le spectateur à un slogan entrecoupé d'exploits de McEnroe ou de Michael Jordan : « Just do it » — Foncée.

ALAIN FAUJAS

ALEX SERGE VIEUX



« J'ai un projet de pantoufles profilées pour la COCOON GÉNÉRATION. »

surprise que la demande pour ces articles à franchi la barre des 20 milliards de dollars, répartis chimériques (23 milliards aux grossistes en 1989 contre 10 en 1980). Les chaussures de sport se taillent la part belle avec une progression de 200 %.

L'air à la mode

Ce segment profite aussi du libéralisme vestimentaire : « Il est désormais admis de porter des baskets pour rendre visite à ses beaux-parents », raconte Bischoff, en plaisantant. Les chaussures de sport ont conquis du terrain en gagnant dix points de part de marché par rapport au nombre total de paires de chaussures vendues aux États-Unis (de 25 % à 35 %). John Horan conclut : « Il y avait les jeans et les tee-shirts. Cet article ne fait que compléter l'uniforme made in USA ».

Le loueur Thrifty débarque en Europe

Il n'est très connu ni en France ni en Europe. Aussi le loueur de voitures américain lance-t-il une offensive commerciale pour séduire les jeunes et tous ceux qui pensent que la location est hors de prix.

NÉ en 1962, dans l'Oklahoma, l'agence Thrifty se voulait — timidement — à vocation nationale. Elle vivait lorsque deux cadres des agences concurrentes National et American International, James Philion et William Lobeck Junior, décidèrent un certain nombre de leurs amis à les aider à la racheter. La chose est faite en 1981 et les deux complices appliquent les recettes qui leur trottaient dans la tête depuis longtemps : d'abord décentraliser en jouant la carte de la franchise ; maintenir un siège social léger à Tulsa n'excédant pas deux cents personnes très motivées ; homogénéiser un réseau de trois cent cinquante agences locales et de vingt mille véhicules en rachetant, en rénovant et en revendant des bureaux locaux aux franchisés ; aider ceux-ci à offrir des prestations de qualité grâce à un cahier des charges rigoureux.

Thrifty réalise quelques « coups » pour profiter de l'explosion du marché des loisirs sous l'effet de la déréglementation aérienne, qui a fait croître le chiffre d'affaires de la location de voitures outre-Atlantique de 20 % par an depuis 1981. Il propose, en 1983, une limousine de Chrysler, la Fifth Avenue, au prix journalier de 29,95 dollars (250 francs environ) et s'offre un spot télévisé sur le thème « Vous ne pourriez pas vous

facheter, mais vous pouvez louer dedans ».

Il rachète Snappy, le loueur de la voiture de remplacement. Il entre en Bourse en 1987. Surtout, il s'associe avec Chrysler, qui avait de mal à vendre ses voitures, en lui proposant d'acheter exclusivement ses véhicules... mais à un bon prix. Il acquiert, bon an mal an, 30 000 Chrysler. Le constructeur automobile est tellement satisfait de cette coopération qu'il lance, le 16 mai 1989, une OPA amicale sur Thrifty, l'action de celui-ci bondit de 9 dollars à 27,7 dollars, et Chrysler débourse 263 millions de dollars (1,8 milliard de francs) pour cette acquisition qui le met à l'égal de Ford, propriétaire à 55 % de Hertz, et de General Motors, actionnaire minoritaire chez National Car Rental.

La franchise d'abord

A la cinquième place des loueurs américains, avec 5 % du marché, derrière Hertz, Avis, National et Budget et juste devant Alamo, le loueur de l'Oklahoma prend conscience qu'il lui manque une dimension internationale s'il veut réussir à s'imposer sur le marché des loisirs. Il saisit des opportunités au Canada, en Australie, en Grande-Bretagne et en RFA. L'ambition de s'installer dans toute

l'Europe et dans les Emirats arabes d'ici à la fin de 1992.

En France même, il signe, en 1988, pour dix ans avec ATEL SA France, appartenant à la famille Boyer, un accord de franchise.

« Notre premier objectif est d'être reconnu sur le marché français comme sur le marché européen », explique Jean-Michel Boyer, directeur général de Thrifty France. Pour cela, nous adaptons la stratégie de notre maison-mère. A la différence des grands loueurs, nous croyons au système de la franchise, qui est pour nous un dogme et non pas le moyen de remédier à un manque de capitaux. Nous comptons une quarantaine d'agences et mille véhicules, qui nous vaudront un chiffre d'affaires de 40 millions de francs en 1989 et quelques pertes. Nous voulons, en trois ans, porter le nombre de nos agences à 140, celui des véhicules à 5 000, le chiffre d'affaires à 200 millions de francs, et dégager des bénéfices ».

Autrement dit, prendre à Mattéi la sixième place des loueurs français et essayer de se rapprocher du peloton de tête où caracolent Avis, Hertz et Europcar.

Le contrat avec le franchisé est clair. Contre une mise initiale de 350 000 francs et le versement de 5 % de ses revenus mensuels, celui-ci reçoit une assistance pour l'agencement de ses locaux, pour la for-

mation de son personnel et pour la planification de ses activités. Thrifty France lui loue même la cinquantaine de véhicules dont il a besoin pour lui éviter de déboursier les 2,5 millions de francs nécessaires à la constitution de ce parc. C'est aussi Thrifty France qui gère la publicité, le marketing et la centrale de réservations, équipée d'un numéro de téléphone « vert ».

Du côté de la clientèle : « Nous ne cherchons pas à être les moins chers, explique M. Boyer, mais les plus compétitifs ». A noter, cependant, que la campagne commerciale d'automne de l'agence a paré sur le succès d'un forfait de 299 F par jour pour une Fiat Tigo, kilométrage illimité, et que le minivan Chrysler Le Voyager était proposé, l'été dernier, au prix de 499 F par jour, avec air conditionné et 150 kilomètres gratuits. Voilà que l'agence lance un produit destiné aux jeunes et aux désargentés : pour 150 F par jour, la Marbella de Seat avec kilométrage illimité et autoradio. « Nous voulons, conclut le directeur général de Thrifty France, que cette voiture soit pour nous ce qu'a été la Fifth Avenue pour notre maison-mère américaine : l'occasion de nous faire connaître tout en gagnant de l'argent, tant les conditions d'achat de cette voiture sont bonnes ! »

ALAIN FAUJAS

AFFAIRES

Des gants malais pour le monde entier

Le français Hutchinson, l'australien Ansell, le britannique London Rubber et l'américain Baxter sont tous en Malaisie pour y produire des gants de caoutchouc. Une délocalisation qui est un vrai cas d'école.

PENANG
de notre envoyée spéciale

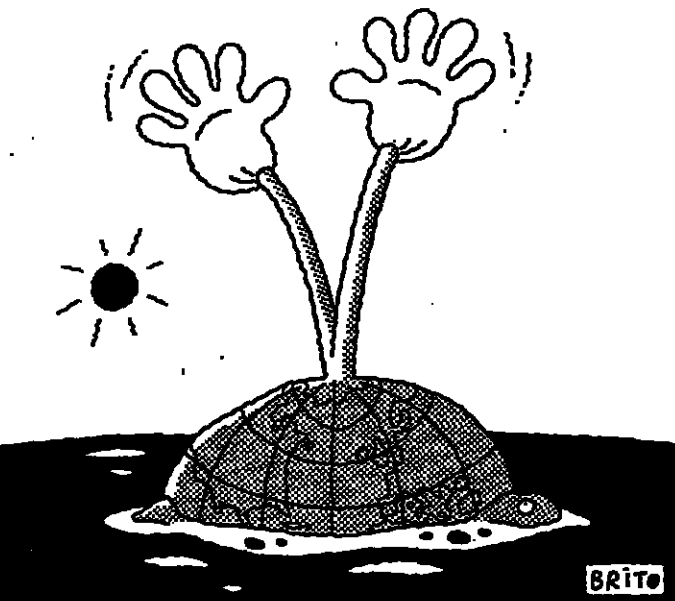
DES mains, des mains, des mains jusqu'à l'obscure. Les milliers de mains en porcelaine, dressées par centaines sur des plateaux mobiles, tournent lentement dans l'atelier, plongent dans un bac, puis dans un autre avant de s'engouffrer dans de vastes fours. A la sortie, une poignée d'ouvriers démontent comme des automatismes les gants roses, verts, jaunes ou blancs qui seront finis et emballés dans la salle voisine par quelques dizaines de jeunes femmes d'allure gracile. Couleur locale zéro. N'étaient le moiteur ambiant et la joliesse de ces jeunes Malaises, on pourrait être n'importe où.

C'est presque un choc de découvrir en sortant de la zone industrielle l'éclat éblouissant de la mer d'Andaman, où se mire Penang,

une île en forme de tortue où la légende assure qu'on vit plus vieux qu'ailleurs. Mer tiède, maisons grises de pluie, dentelle de plages blanches, golf, aéroport international et grands hôtels hollywoodiens. Un éden pour touristes et un paradis fiscal pour industries en mal de délocalisation.

Car ce n'est pas un hasard si Mapa, filiale du français Hutchinson (du groupe Total), a choisi la Malaisie pour transférer l'essentiel de sa production de gants de ménage. Comme le groupe australien Ansell, son principal concurrent, comme London Rubber, le numéro trois, comme l'américain Baxter, et tous les autres qui multiplient les usines, transformant la Malaisie, premier producteur mondial de latex naturel, en vraie capitale du gant de caoutchouc.

Une délocalisation massive, initiée par le leader mondial Ansell il y a quelques années, et devenue



aujourd'hui insaisissable. « Il était impossible de faire autrement », explique le directeur de Mapa en Malaisie.

Qui en Europe, aux États-Unis ou ailleurs peut aujourd'hui prétendre rivaliser avec les atouts du petit État asiatique : qualité d'une main-d'œuvre docile, de mieux en mieux formée, qui parle anglais et travaille quarante-huit heures par semaine pour un salaire de 200 à 400 dollars malais (de 500 à 1 000 francs) par mois ? Taxes incitantes au moins pendant les cinq premières années, zones franches élargies à la plupart des sites industriels du pays. Et, surtout, proximité de la matière première, qui représente, selon les cas, de 50 à 70 % du prix de revient, ce latex naturel qu'exsudent à gouttes perlées les milliers d'hévéas de la péninsule.

Des arbres minces, d'aspect fragile, tous inclinés vers la lumière, rangés par milliers dans des plantations qui ont des allures de sous-

bois. Tous les jours, des armées de jeunes femmes à bicyclette les taillent puis reviennent quelques heures plus tard récolter le précieux latex, qui, une fois purifié, stabilisé, mélangé dans des usines en plein champ, vient alimenter par camions entiers les cuves des industriels.

Un système parfaitement rodé qui a bien failli s'effondrer l'an dernier, lorsque la phobie du sida a brusquement multiplié par trois la demande mondiale de gants d'examen. En quelques mois, le prix des gants passait de 50 à près de 90 dollars pour mille unités, les cours du latex quadruplaient, passant de 3 francs le kilo en janvier 1988 à près de 12 francs le kilo en juin 1989. Du coup, les projets d'usines de fabrication se multipliaient : plus de quatre cents demandes d'installation déposées en quelques mois, la plupart par des amateurs.

« Tous les commerçants chinois de Penang, des bouchers, de petits boutiquiers, attirés par la perspective de profits faciles, allaient à Teluk Anson acheter une chaîne de production et montaient une usine trois semaines plus tard. La plupart n'ont jamais produit. Seuls ont survécu les quelques investisseurs sérieux qui ont recruté des techniciens et supporté le choc », raconte le patron de Mapa. De fait, six mois plus tard, c'est à peine si une cinquantaine de ces usines champignons, soit un petit huitième du total, demeurent encore debout.

Jalousement gardés

L'emballage de la demande, plus fantasmagique que réelle, a fait long feu. En fait de 12 milliards prévus, la consommation fin dernière n'a pas dépassé 4 milliards d'unités, ce qui a fait reculer le prix de vente, actuellement aux alentours de 27 à 28 dollars pour mille, et les cours du latex aux environs de 4 francs le kilo.

Une mésaventure qui illustre bien la vigueur de l'esprit d'entreprise qui souffle depuis quelques années sur la Malaisie et l'apport de la concurrence qui règne dans le secteur très disputé du gant de caoutchouc.

Un produit a priori fort banal où le moindre « truc » de fabrication prend aussitôt des allures de secret d'entreprise. Pas question, à Penang ou ailleurs, de laisser la main-d'œuvre, une fois formée, passer chez un concurrent. La productivité, les projets, les ateliers et même l'évolution des effectifs sont autant de mystères jalousement préservés.

Mapa, qui réalise en Malaisie un tiers de sa production mondiale de gants et un quart de son chiffre d'affaires, avec 500 salariés « environ » (sur un total de 1 200), s'est bien gardé, en s'installant d'abord à Ipoh en 1982, puis à Penang depuis le 1^{er} juin 1988, de se rapprocher des usines concurrentes situées, elles, à proximité de Kuala Lumpur.

C'est que les profits de l'entreprise en dépendent. « La Malaisie fait le résultat. Les autres usines équilibrent », explique la direction locale, non sans réserves. Les autres usines (une en France, une en Espagne, deux aux États-Unis et une en Grande-Bretagne) ne sont là que pour assurer, grâce aux marques acquises avec les usines, la pénétration des marchés locaux et, accessoirement, la production des gants dits « spécifiques », en latex artificiel ou en PVC, destinés pour la plupart aux usages professionnels.

Une stratégie suivie par tous les grands groupes mondiaux, tous également présents sur la péninsule malaise, où les projets se multiplient au point que le petit pays qui fabrique d'ores et déjà une bonne moitié de la production mondiale devrait d'ici peu en assurer près des trois quarts. A terme, expliquent les professionnels, seuls resteront en lice, mis à part la Malaisie, l'Espagne et le Mexique ; l'Europe et les États-Unis ne conservant que la production de gants spécifiques. Une délocalisation « idéale » du point de vue strictement industriel, touchant un secteur complet. Presque un cas d'école.

VÉRONIQUE MAURIS

(Publicité)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
DEUXIÈME AVIS

OBJET : Projet d'autoroute A 29 entre LE HAVRE et l'autoroute A 28, liaison entre l'autoroute A 1501 à ESLETTES et l'autoroute A 29 à BEAUTOT et bretelle de raccordement entre l'autoroute A 29 et le RN 15 à l'est d'YVETOT.

Enquêtes publiques.

M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, informe le public que, par arrêté en date du 13 novembre 1989, il a prescrit l'ouverture :

- suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction :
- de l'autoroute A 29 allant de la route industrielle de la zone industrielle du Havre jusqu'à l'autoroute A 28 à Saint-Saëns,
- du bureau de raccordement entre l'autoroute A 29 et la RN 15 à l'est d'Yvetot.

de la bannette de raccordement entre l'autoroute A 29 et la RN 15 à l'est d'Yvetot.

de l'enquête publique relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral conformément à l'article 25 de la loi 86-2 du 3 janvier 1986 concernant le changement d'utilisation de zones du domaine public maritime sur le territoire des communes de Rogerville et d'Oudalle.

de l'enquête publique sur les modifications des plans d'occupation des sols des communes de Rogerville, Paro-d'Arnot, Saint-Gilles-de-la-Neuvie, Oudalle, Yvélaron, Raffetot, Beuzeville-la-Genière, Gormeriville, Saint-Aubin-Routot, Epreux, Saint-Romain-de-Colbosc, Estainville, Grainbouville, Saint-Saëns, Cottevaux, Bosc-le-Hard, Anceauville, Saint-Ouen-du-Breuil, Escot-les-Bains, Yerville, Fresquerie, Sterville, Motteville, Eslettes et Croix-Mare.

Les plans du dossier principal ainsi que des registres d'enquêtes sont déposés à la sous-préfecture du Havre pendant 43 jours consécutifs, depuis le lundi 18 décembre 1989 jusqu'au lundi 29 janvier 1990 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours de 8 h 30 à 16 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) et consigner, éventuellement, ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête à la sous-préfecture du Havre (services économiques et communales, 2^e bureau, 76600 Le Havre).

Pendant ce même délai, des dossiers subsidiaires et des registres d'enquêtes restent déposés et chacun peut en prendre connaissance et adresser ses observations, par écrit, au président de la commission d'enquête à l'adresse ci-dessous ou les consigner sur les registres aux lieux, jours et heures suivants :

- à la mairie de Rogerville, les lundis et jeudis de 17 h à 19 h les mardis et de 14 h à 16 h les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Oudalle, les lundis et jeudis de 17 h à 19 h les mardis, mercredis et jours fériés exceptés ;
- à la mairie de Saint-Aubin-Routot, de 17 h à 19 h les lundis, mardis, mercredis et jours fériés exceptés ;
- à la mairie de Saint-Romain-de-Colbosc, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h les samedis (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Epreux, de 17 h à 19 h les lundis, mardis, mercredis et jours fériés exceptés ;
- à la mairie de Gormeriville, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30, les lundis, mercredis et jeudis de 10 h à 12 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Estainville, les lundis et jeudis de 17 h à 19 h, les mardis et de 10 h à 12 h, les vendredis de 16 h à 18 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Grainbouville, les mardis et vendredis de 16 h 30 à 18 h 30 les lundis, mercredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés ;
- à la mairie de Saint-Gilles-de-la-Neuvie, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h 30 les mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Paro-d'Arnot, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h 30 les mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Jean-de-la-Neuvie, les lundis, mercredis et jeudis de 11 h à 12 h, les mardis et vendredis de 13 h 30 à 15 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Beuzeville-la-Genière, les lundis de 14 h 30 à 16 h 30, les mardis de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30, les jeudis de 14 h 30 à 16 h 30 et les samedis de 13 h 30 à 16 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Yvélaron, les lundis et jeudis de 16 h à 18 h, les mardis de 9 h à 11 h (les lundis, mercredis, vendredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Rogerville, les lundis et vendredis de 16 h à 18 h et les mardis de 10 h à 12 h (mercredi, jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Nohent, les lundis et vendredis de 16 h à 18 h et les mardis de 10 h à 12 h (mercredi, jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bernières, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 16 h à 18 h, les jeudis de 10 h à 12 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Rouville, les lundis de 14 h 30 à 16 h 30, les mardis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 15 h 30 et les jeudis de 17 h 30 à 19 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Raffetot, les lundis de 17 h à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 14 h à 16 h et les jeudis de 15 h à 17 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Beuzeville-la-Genière, les lundis et jeudis de 17 h à 19 h, les mardis et vendredis de 17 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Yvélaron, les lundis et mercredis de 14 h à 16 h, les mardis, jeudis et vendredis de 10 h à 12 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Anceauville-Auberbec, tous les jours de 18 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Focart, les lundis et jeudis de 18 h à 19 h 30 et les vendredis de 13 h 30 à 15 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Clerville, les lundis et vendredis de 18 h 30 à 19 h 30 (mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bernières, les lundis de 14 h à 16 h, les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Yvélaron-Vetot, les lundis et vendredis de 18 h 30 à 19 h 30 (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Vieuxville-Bocaux, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 16 h 30 à 18 h 30 et les vendredis de 10 h à 12 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Escot-les-Bains, les lundis et vendredis de 17 h à 19 h et les jeudis de 14 h à 16 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bosc-le-Hard, les lundis de 9 h à 10 h, les mardis, mercredis et jeudis de 18 h à 19 h et les vendredis de 18 h à 19 h 30 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Escot-les-Bains, les lundis de 11 h à 12 h, les mardis de 17 h à 19 h, les jeudis de 11 h à 12 h (mercredi, vendredi, samedi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Grainbouville, les lundis et mercredis de 14 h à 17 h, les mardis et jeudis de 13 h 30 à 15 h 30 et les vendredis de 17 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Motteville, les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 14 h à 16 h, les vendredis de 17 h à 19 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Criqueville-sur-Ouville, les lundis et vendredis de 17 h à 19 h et les mercredis et jeudis de 17 h à 19 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Yerville, les lundis, mercredis et vendredis de 17 h à 19 h et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Martin-sur-Arctur, les lundis et vendredis de 17 h à 19 h 30 et les mardis, mercredis et jeudis de 9 h à 12 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Escot-Faucart, les lundis et vendredis de 18 h à 19 h 30 et les mardis, mercredis et jeudis de 9 h à 12 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bourdeville, tous les jours de 17 h à 19 h 30 (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Arcturville-Saint-Victor, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h 30 les mardis, mercredis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30 (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Hugleville-en-Caux, les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 11 h à 12 h et les samedis de 10 h à 12 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Penneville, les lundis, mercredis et jeudis de 11 h à 12 h, les mardis de 17 h à 19 h et les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30 (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Guerville, les lundis, mercredis et vendredis de 14 h à 16 h, les samedis de 10 h à 12 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Criqueville-sur-Ouville, les lundis et mercredis de 10 h à 12 h et les vendredis de 16 h à 18 h (jeudi, samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Beuzeville, les lundis et jeudis de 9 h à 12 h et les samedis de 10 h à 12 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Escot-les-Bains, les lundis, mercredis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30 (mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Croix-Mare, les lundis, mercredis et vendredis de 10 h à 11 h, les mardis de 10 h à 11 h et de 17 h 30 à 19 h 30 et les samedis de 10 h à 12 h (mercredi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bosc, les lundis, mercredis et vendredis de 16 h à 17 h, les mardis de 18 h à 19 h et les samedis de 10 h 30 à 11 h 30 (jeudi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Fresquerie, les lundis et jeudis de 14 h à 16 h, les mardis et vendredis de 14 h à 16 h 30 et les mercredis de 9 h à 11 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Ficherville, les lundis, mercredis et jeudis de 17 h à 19 h, les mardis et vendredis de 10 h à 12 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Vieuxville-Bocaux, les lundis et vendredis de 17 h à 19 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Estainville, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h 30, les mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bosc, les lundis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30 et les jeudis de 17 h à 18 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de La Houssaye-Saint-Georges, les lundis et jeudis de 17 h 30 à 19 h, les mardis, mercredis et vendredis de 18 h à 19 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Ficherville, les lundis, mercredis et jeudis de 17 h à 19 h, les mardis et vendredis de 10 h à 12 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Sterville, les lundis, mercredis et jeudis de 18 h à 19 h, les mardis et vendredis de 17 h 15 à 19 h 30 (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Anceauville, les lundis, mercredis et jeudis de 18 h à 19 h (les lundis, mercredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Eslettes, les lundis de 14 h 30 à 16 h 30, les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 14 h 30 à 17 h 30 et les samedis de 10 h 30 à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bosc-le-Hard, tous les jours de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Grignonneville, les lundis et jeudis de 9 h à 12 h et de 16 h à 18 h (mardi, mercredi, vendredi, samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Cottevaux, tous les jours de 18 h à 19 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Saëns, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Martin-Omonville les lundis et vendredis de 17 h à 19 h (mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;

Pendant le même délai, un dossier technique est également déposé dans les mairies, chefs-lieux de canton des communes visées à l'article précédent et qui ne sont pas traversées par le projet, soit :

- à la mairie de Bolbec, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h du lundi au vendredi (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Fauville-en-Caux, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h du lundi au vendredi (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Yvetot, les lundis de 13 h 30 à 15 h 30, les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 15 h 30 (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Parville de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 45 à 16 h 15 du lundi au vendredi (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Tancarville, les lundis et jeudis de 17 h à 19 h et les vendredis de 16 h à 18 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Clères, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h du lundi au vendredi (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bellefleur, les lundis de 14 h à 16 h, les mardis, jeudis et vendredis de 9 h 30 à 11 h 30 (mercredi, samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;

Pendant la durée des enquêtes, un dossier technique est également déposé à la sous-préfecture du Havre (samedi, dimanche et jours fériés exceptés) à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, à Rouen, de 8 h à 11 h 30 et de 13 h à 16 h 45, ainsi qu'à la sous-préfecture de Dieppe de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h.

L'un ou l'autre des deux usages de la coproduction d'enquêtes recueilli, en particulier, les observations du public :

- le lundi 22 janvier 1990 à la sous-préfecture du Havre de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h ; le mardi 23 janvier 1990, à la mairie de Bolbec de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le mercredi 24 janvier 1990, à la mairie d'Yvetot de 10 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h ; le jeudi 25 janvier 1990, à la mairie de Tancarville de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le vendredi 26 janvier 1990 à la mairie de Saint-Saëns de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

La commission d'enquête est présidée par : M. Maurice Roy, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, demeurant 5, avenue Louise, 95230 Soisy-sous-Montmorency.

Avec lequel siègent : M. Paul Colletti, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État en retraite, demeurant 12, rue des Fonds-Thérin, 76130 Mont-Saint-Aignan, M. Rémy Duvivier, membre de la chambre départementale des géomètres-experts fonciers de la Seine-Maritime, géomètre expert DPLG, demeurant 29, rue du Maréchal-Foch, 76260 Eu.

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront déposés au tribunal administratif de Rouen, dans les sous-préfectures du Havre et de Dieppe, dans les mairies des communes traversées et dans les sous-préfectures de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, 2^e bureau, 76600 Le Havre, le mardi 23 janvier 1990, à la mairie de Bolbec de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le mercredi 24 janvier 1990, à la mairie d'Yvetot de 10 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h ; le jeudi 25 janvier 1990, à la mairie de Tancarville de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le vendredi 26 janvier 1990 à la mairie de Saint-Saëns de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le Préfet de la région de Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

LE PRÉFET.

LA COM
EDMOND D
INVESTIS DAN

Ecucic
Sicav en écus

Enquête 1989-1990
approuvée par le Conseil
du 21 novembre 1989

Enquête 1990-1991
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1990

Enquête 1991-1992
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1991

Enquête 1992-1993
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1992

Enquête 1993-1994
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1993

Enquête 1994-1995
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1994

Enquête 1995-1996
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1995

Enquête 1996-1997
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1996

Enquête 1997-1998
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1997

Enquête 1998-1999
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1998

Enquête 1999-2000
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 1999

Enquête 2000-2001
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2000

Enquête 2001-2002
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2001

Enquête 2002-2003
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2002

Enquête 2003-2004
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2003

Enquête 2004-2005
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2004

Enquête 2005-2006
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2005

Enquête 2006-2007
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2006

Enquête 2007-2008
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2007

Enquête 2008-2009
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2008

Enquête 2009-2010
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2009

Enquête 2010-2011
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2010

Enquête 2011-2012
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2011

Enquête 2012-2013
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2012

Enquête 2013-2014
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2013

Enquête 2014-2015
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2014

Enquête 2015-2016
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2015

Enquête 2016-2017
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2016

Enquête 2017-2018
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2017

Enquête 2018-2019
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2018

Enquête 2019-2020
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2019

Enquête 2020-2021
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2020

Enquête 2021-2022
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2021

Enquête 2022-2023
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2022

Enquête 2023-2024
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2023

Enquête 2024-2025
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2024

Enquête 2025-2026
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2025

Enquête 2026-2027
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2026

Enquête 2027-2028
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2027

Enquête 2028-2029
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2028

Enquête 2029-2030
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2029

Enquête 2030-2031
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2030

Enquête 2031-2032
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2031

Enquête 2032-2033
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2032

Enquête 2033-2034
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2033

Enquête 2034-2035
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2034

Enquête 2035-2036
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2035

Enquête 2036-2037
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2036

Enquête 2037-2038
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2037

Enquête 2038-2039
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2038

Enquête 2039-2040
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2039

Enquête 2040-2041
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2040

Enquête 2041-2042
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2041

Enquête 2042-2043
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2042

Enquête 2043-2044
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2043

Enquête 2044-2045
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2044

Enquête 2045-2046
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2045

Enquête 2046-2047
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2046

Enquête 2047-2048
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2047

Enquête 2048-2049
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2048

Enquête 2049-2050
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2049

Enquête 2050-2051
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2050

Enquête 2051-2052
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2051

Enquête 2052-2053
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2052

Enquête 2053-2054
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2053

Enquête 2054-2055
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2054

Enquête 2055-2056
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2055

Enquête 2056-2057
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2056

Enquête 2057-2058
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2057

Enquête 2058-2059
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2058

Enquête 2059-2060
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2059

Enquête 2060-2061
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2060

Enquête 2061-2062
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2061

Enquête 2062-2063
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2062

Enquête 2063-2064
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2063

Enquête 2064-2065
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2064

Enquête 2065-2066
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2065

Enquête 2066-2067
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2066

Enquête 2067-2068
approuvée par le Conseil
du 11 décembre 2067

Enquête 2068-2069
approuvée par le Conseil
du 11

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

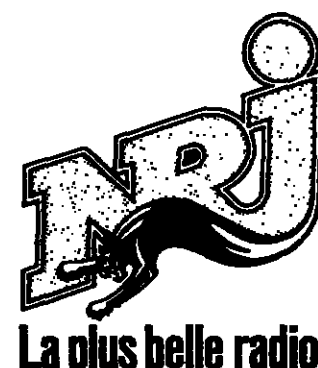
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild
Banque

SICAV ACTIONS DE
LA COMPAGNIE FINANCIÈRE
EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE
INVESTIES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL

	ACTIF NET AU 18/12/89	PROGRESSION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE (Coupes incluses)
SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE Santé et agro-alimentaire France et étranger	159,0 MF	DU 01/01/1989 AU 18/12/1989 + 22,17 %
SAINT-HONORÉ P.M.E. Petites et moyennes entreprises France et étranger	274,0 MF	+ 20,22 %
SAINT-HONORÉ TECHNOLOGIES Technologie France et étranger	189,0 MF	+ 10,66 %
CROISSANCE PRESTIGE Luxe et prestige France et étranger	150,0 MF	+ 18,89 %

Ce présent avis est publié à titre d'information

INTRODUCTION
AU SECOND MARCHÉ
DE LA BOURSE DE
PARIS



Banque chef de file

CIC
PARIS

JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE

Ecucic
La Sicav en Euros

Comptes de l'exercice 1988-1989
clos le 29.09.1989 approuvés par le Conseil
d'Administration du 21 novembre 1989.

Actif net au 29.09.1989 : F 55.827.206,80

Performance entre le 31.12.1988 et le 20.11.1989 :
+ 2,11 %

Valeur liquidative au 20.11.1989 : F 1.131,19

Dividende proposé : F 76,82 + F 2,42 d'avoir fiscal
qui sera mis en paiement le 9 janvier 1990

Consultez les valeurs liquidatives
de nos Sicav et FCP
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Oblicic Mondial
La Sicav Obligataire Internationale

Comptes de l'exercice 1988-1989
clos le 29.09.1989 approuvés par le Conseil
d'Administration du 27 novembre 1989
présidé par M. Jean-Pierre Ravise.

Valeur liquidative au 29.09.1989 : F 9.236,81

Actif net au 29.09.1989 : F 144.221.954

Performance entre le 30.09.1988 et le 29.09.1989 :
+ 7,03 %

Oblicic Mondial capitalise les dividendes
de cet exercice et ne distribue pas de coupon.
(Conseil d'Administration du 11.10.1989).

Consultez les valeurs liquidatives
de nos Sicav et FCP
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Le Monde

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Jacques Darcanges

**Contre
les fausses valeurs
de la modernité**

Je vous félicite pour cet ouvrage
à une époque où l'on perd
le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

DISTRIBUTION DISTIQUE

(1) 46-55-42-14
17, rue Hoche, 92240 MALAKOFF



**BIMP Banque Industrielle
& Immobilière Privée**

PRIV'ASSOCIATIONS

Société d'investissement à Capital Variable
25, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Lors de la réunion du 29 novembre 1989, le Conseil d'Administration a examiné les
comptes de la société pour l'exercice clos le 29 septembre 1989.

Entre le début et la fin de l'exercice, l'actif net est passé de 3.736 à 4.279 millions de
Francs, la valeur liquidative de l'action étant passée quant à elle de F. 22.626,26 à
F.25.083,71 après distribution d'un dividende de F. 1.229,53.

Les actionnaires sont convoqués pour la première fois à l'assemblée générale extraor-
dinaire qui se tiendra le 12 janvier 1990 afin de décider la transformation de PRIV'AS-
SOCIATIONS en SICAV de capitalisation et le 25 janvier 1990 en assemblée générale
ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 1988/1989.

Les souscriptions et les rachats sont reçus auprès de :

BANQUE INDUSTRIELLE ET IMMOBILIÈRE PRIVÉE*,
22, rue Pasquier, 75008 Paris, Tél. : 40 06 60 00 ;
BANQUE MARTIN MAUREL,
43, rue Origny, 13006 Marseille, Tél. : 91 54 91 33 ;
BANQUE DE SAVOIE,
6, bd du Théâtre, 73001 Chambéry, Tél. : 79 33 59 10 ;
BANQUE DE BASCONE BEAUF,
9, rue Rougemont, 75009 Paris, Tél. : 42 46 40 30 ;
BANQUE PARISIENNE INTERNATIONALE,
42, avenue Montaigne, 75008 Paris, Tél. : 47 23 54 50 ;
REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW-YORK (FRANCE),
20, place Vendôme, 75001 Paris, Tél. : 42 60 38 64 ;
BANQUE LEUFR FRANCE S.A.,
30, bd des Capucins, 75009 Paris, Tél. : 48 00 53 53 ;

CYRIL FINANCE GESTION,
20, rue de la Ville l'Évêque, 75008 Paris, Tél. : 42 66 68 88 ;
DYNABORSE S.A., SOCIÉTÉ DE BOURSE,
3, rue Rossini, 75009 Paris, Tél. : 42 46 32 20 ;
AMBLEX,
4, place des Bernardins, 75006 Paris ;
ROMNEY MULTIOPTIONS,
5-8, rue Van Gogh, 75012 Paris ;
PAULIER MAURONT BANQUE,
36, rue Marlin, 75008 Paris, Tél. : 42 67 01 00 ;
SOPROFINANCE,
50, rue Castagnary, 75008 Paris ;
LCL BANQUE,
33, rue de Naples, 75008 Paris, Tél. : 45 22 15 85 ;

* Etablissement dépositaire

**Absorption d'Ecucic
et du FCP Euro-Obligations par
Oblicic Mondial**

A l'écoute des souhaits de leurs clients
et pour saisir les opportunités offertes par
les nouveaux marchés européens, les Ban-
ques du Groupe CIC, organismes pro-
moteurs des Sicav OBLICIC MONDIAL,
ECUCIC et du Fonds Commun de Place-
ment "Le Portefeuille EURO-OBLIGA-
TIONS" adaptent leur gamme de produits.

Pour apporter aux souscripteurs :
- un portefeuille plus large
- une meilleure diversification de leurs pla-
cements
- une gestion encore plus efficace

OBLICIC MONDIAL absorbera ECUCIC
et le "Portefeuille EURO-OBLIGATIONS" le
16 mars 1990.

OBLICIC MONDIAL capitalise ses
revenus. Les détenteurs évitent ainsi toute
imposition pendant la durée de détention.

Nous offrons la possibilité aux déten-
teurs de souscrire à des actions de la Sicav
OBLICIC MONDIAL en franchise de droits
d'entrée du 19 mars 1990 au 20 avril 1990.

* Sous réserve des Assemblées
Générales Extraordinaires prévues par la loi.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont ind

BOURSE DU 21 DECEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 30**

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]

SICAV (sélection)

VALUES	Franchise Frais Inc.	Franchise Frais Inc.	VALUES	Franchise Frais Inc.	Franchise Frais Inc.	VALUES	Franchise Frais Inc.	Franchise Frais Inc.
A.A.A.	1151 09	1123 01	France-Jordan Show	116 84	112 89	Paulineville Patisserie	178 85	175 15
Acclaim	252 27	252 27	France-Jordan Show	482 25	482 25	Patisserie	709 49	709 49
Acclaim	820 47	819 18	France-Oblique	482 25	487 75	Patisserie	259 59	259 59
Acclaim	687 05	682 22	France-Oblique	508 98	482 19	Patisserie	776 01	757 08
Acclaim	687 05	682 22	France-Oblique	124 95	121 22	Patisserie	1228 77	1215 46
A.G.E. (A.G.E. Inc.)	1251 51	1201 47	France-Nigam	1327 93	1289 25	Patisserie or some	72377 21	72222 74
A.G.E. 5000	727 82	727 82	France-Nigam	28 05	28 05	Patisserie or some	5782 27	5750 77
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	39 28	39 28	Patisserie or some	63912 05	63904 44
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	39 28	39 28	Patisserie or some	117 38	114 22
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	13288 99	13288 99	Patisserie or some	40157 56	40157 56
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	227 33	234 19	Patisserie or some	10833 26	10822 43
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	393 23	345 69	Patisserie or some	114 22	111 16
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	32 30	32 30	Patisserie or some	23638 26	23638 26
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	4403 48	4382 48	Patisserie or some	126 82	123 70
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	575 55	599 55	Patisserie or some	183 30	180 88
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	10089 80	10079 27	Patisserie or some	531 98	528 95
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	1167 87	1125 41	Patisserie or some	1144 40	1127 47
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	5913 59	5923 28	Patisserie or some	589 34	512 87
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	82 82	82 82	Patisserie or some	284 84	271 94
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	1322	1234 95	Patisserie or some	94 97	232 81
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	100812 83	100786 86	Patisserie or some	633 83	596 31
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	12022 83	12022 83	Patisserie or some	598 34	532 02
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	572 84	559 16	Patisserie or some	12029 28	11881 46
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	198 50	187 72	Patisserie or some	833 95	793 47
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	341 25	332 78	Patisserie or some	632 95	514 97
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	252 98	238 28	Patisserie or some	1467 23	1467 23
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	258 81	270 05	Patisserie or some	12027 46	12027 46
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	373 48	356 24	Patisserie or some	705 22	694 50
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	274 73	282 52	Patisserie or some	1480 32	1480 32
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	448 37	429 98	Patisserie or some	738 07	707 06
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	140 19	137 72	Patisserie or some	74 34	64 04
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	383 30	374 03	Patisserie or some	462 48	449 37
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	360 86	341 84	Patisserie or some	447 36	425 67
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	1040 83	1040 83	Patisserie or some	320 19	322 81
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	167 20	167 20	Patisserie or some	304 97	322 81
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	11871 78	11871 78	Patisserie or some	1157 04	1157 04
A.G.E. 5000	10076 76	10076 76	France-Nigam	23658 46	23608 44	Patisserie or some	1023 04	1003 55
A.G.E. 5000	1							

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 21/12		COURS DES BILLETS		
		Achat	Vente	Achat	Vente	
Com-Usine (\$ 1)	8 981	8 913	8 729	8 220	Or	
Com-Usine (100 \$)	8 984	8 930			Or	
Com-Usine (100 DM)	341 230	341 480	331	361 500	Flac	
Com-Usine (100 £)	18 223	18 248	15 750	19 312	Flac	
Com-Usine (100 ¥)	8 028	8 030	258	810	Flac	
Com-Usine (100 S)	87 820	87 810	85	92	Flac	
Com-Usine (100 I)	88 930	88 730	85 800	92 300	Sauv	
Com-Usine (100 F)	9 354	9 318	9 150	9 650	Flac	
Com-Usine (100 CHF)	3 570	3 586	3 400	3 600	Flac	
Com-Usine (100 Sfr)	4 686	4 574	4 400	4 800	Flac	
Com-Usine (100 L)	380 110	379 300	367 500	381 500	Flac	
Com-Usine (100 K)	94 730	94 340	91		Flac	
Com-Usine (100 A)	48 494	48 465	47	50 100	Flac	
Com-Usine (100 B)	5 215	5 201	5 050	5 300	Or	
Com-Usine (100 C)	3 101	3 083	2 950	3 200	Or	
Com-Usine (100 D)	5 135	5 097	4 800	5 300	Or	
Com-Usine (100 E)	4 136	4 110	3 980	4 200	Aug	

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par 100	COURS 21/12		
Or fin au lauréat	78000	78600	Gachet	110 10
Or fin au lauréat	78000	78600	Guy Dagnan	180
Plaques (20 gr)	458	451	Henri	210
Plaques (10 gr)	367	360	Hopwood	267
Plaques (5 gr)	307	304	Maria Thérèse	240
Plaques (20 gr)	458	458	Mélieux	321
Souverain	578	575	Mélieux	307
Pièces de 20 dollars	2785	2780	Reverie R.V.	177 30
Pièces de 10 dollars	1450	1520	St-Gabriel-Enlhalme	1880
Pièces de 5 dollars	880	880	Serra-Mélieux	318 50
Pièces de 50 pesos	2285	2295	S.P.A.	228
Pièces de 10 florins	478	478	St-Louis-de-Monté	480
Or Londres	.....	.....	Union	360
Or Zurich	.....	.....	Union Bruxelles	168
Or Hongkong	.....	.....	Wander	470
Argent Londres	.....	.....

Hors-cote

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ALGÉRIE : la montée de l'intégrisme

Plus de cent mille femmes dénoncent
« la recrudescence des agressions contre l'islam »

Le Parlement a adopté mercredi soir 20 décembre un projet de loi soumettant toute réunion ou manifestation publique à une déclaration préalable engageant la responsabilité de leurs organisateurs. La loi interdit les réunions publiques dans les lieux de culte. A la suite d'une recrudescence des manifestations dans lesquelles des intégristes étaient impliqués, le gouvernement avait décidé une série de mesures destinées à « préserver l'ordre public ».

ALGER

de notre correspondant

Plus de cent mille femmes en *hidjab* et *khimmar* (foulard islamique) ont convergé jeudi 21 décembre, vers l'Assemblée populaire nationale (APN). Elles répondaient à l'appel de la Ligue de la femme algérienne, qui groupe plusieurs organisations et partis religieux, pour dénoncer « la recrudescence des agressions contre l'islam et les musulmans ».

Dès dix heures du matin, les rues d'Alger s'emplit d'une foule qui défilait d'autocars, de trains et de voitures particulières, en provenance de toutes les régions du pays. A quatorze heures, les boulevards du front de mer qui surplombent le port continuèrent de se remplir. Parfaitement disciplinées, en rangs par quatre, les yeux baissés vers le sol, canalisées par deux cordons de « barbus » costauds, les femmes combaient ces vastes artères.

De temps à autre, une main levée, brandissant un Coran, crevait la surface de cette mer de voiles blanches, gris et noirs. A l'approche de l'APN, des banderoles portées à bout de bras clamaient : « Nous sommes les filles de Lalla Fatma N'Soumer, pas les filles de Jeanne d'Arc », « Pas de laïcité chez nous », « Non à la dépravation », « Halte à la guerre contre l'islam ». Et pour les polyglottes : « Not East, Not West ! Islam is the best ! Islam is a way of life ! ».

Le service d'ordre des intégristes, parfaitement organisé, boudait tout le quartier, de la Grande Poste à Bab-el-Oued, appliquant à la lettre le précepte affiché un peu partout : « Non à la mixité ». Les femmes occupaient le boulevard,

les hommes, les rues adjacentes. Au pied des arcades de l'Assemblée nationale, une dizaine de cheikhs trônaient sur une tribune dominant la marée des « femmes algériennes musulmanes ». Cheikh Ahmed Salimane, le fondateur de la Ligue, entouré de MM. Abbasi Madani, le président du Front islamique du salut (FIS), Mohamed Bousslimane, vice-président de l'association El Iracha oua el Islah, affirmait que « l'islam honore la femme et lui attribue les mêmes droits qu'à l'homme », mettant toutefois en garde « la femme algérienne » contre « les tentatives de dépersonnalisation et d'agression culturelles ».

Une épreuve de force

Un jeune cheikh lisait ensuite un long communiqué officiel de la Ligue exigeant que « les lois soient expurgées de tout ce qui est contraire à l'islam ». Après une diatribe contre la mixité et le sport, il comparait les rassemblements d'associations féministes à celui « des femmes de parachutistes françaises à la fin des années 50 ». Sept femmes succédaient aux « barbus », tous de blanc vêtus.

Le foulard ne laissant apparaître que la face, elles prenaient tour à tour la parole pour réclamer : une stricte application de l'article 2 de la Constitution stipulant que l'islam est religion d'Etat ; la fin de la campagne anti-islamique ; la condamnation des partis et associations se réclamant de la laïcité ; l'abrogation de toute mixité ; la possibilité pour la femme musulmane d'utiliser des photos d'identité prises avec le voile, pour les documents officiels ; le maintien du code de la famille ; un contrôle de l'Etat sur l'information, dans l'esprit de l'islam.

Une jeune femme s'exprimait en kabyle, une autre en français. Elle demandait « aux associations de féministes de ne pas parler en notre nom », avant de lui transmettre ce message : « Apprenons nous devons envers Dieu et gardez vos droits ».

La manifestation devait durer une heure et demie. Puis des « barbus » étaient autorisés à péné-

trer dans le camp des femmes et commençaient à enrôler les banderoles. Peu après, l'ordre de dispersion était donné par un jeune cheikh. Et dans un même ordre rigoureux, les femmes rebroussaient chemin, toujours protégées par deux cordons d'hommes vigiliants.

Dans l'épreuve de force qui est en train de s'engager avec les autorités, les islamistes ont ainsi montré leur capacité à organiser, dans le plus grand calme, une immense manifestation populaire groupant près de cinq cent mille personnes. Une semaine auparavant, le Rassemblement des artistes, intellectuels et scientifiques (RAIS) avait réuni au même endroit quelque cinq mille personnes pour dénoncer la censure de l'intolérance, et plus particulièrement les agressions de plus en plus nombreuses dont sont victimes les femmes algériennes.

Un imam avait commenté, dans son sermon du vendredi 15 décembre, la manifestation organisée par le RAIS, estimant qu'elle n'était rien d'autre qu'« une rencontre entre femmes qui exigent le droit d'épouser quatre hommes ».

FREDERIC FRITSCHER

Selon les experts israéliens
L'Irak disposera
de l'arme atomique
« dans un délai
de cinq à dix ans »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A s'en tenir à des estimations « prudentes », l'Irak disposera de l'arme atomique « dans un délai de cinq à dix ans », écrivent les experts de l'Institut d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv (1) dans la dernière édition de la revue annuelle sur « l'équilibre des forces au Proche-Orient ».

« Un tel succès irakien dans ce domaine, ajouté aux performances réalisées par ce pays en matière de missiles sol-sol, représenterait un palier nouveau dans les menaces militaires pesant sur la région », indique le document. Il ne fournit cependant aucune précision quant aux progrès irakiens vers la maîtrise de l'arme atomique. Il se borne à réitérer les capacités de plus en plus grandes de l'Irak dans la technique des missiles, comme en a témoigné le récent tir d'un engin capable de placer un satellite sur orbite spatiale.

Le jour même de la représentation de ce document par le général de réserve Aharon Yariv, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, intervenait sur le même thème devant la Knesset, et lançait le même avertissement. Il faisait état des progrès irakiens dans le double domaine des missiles et de l'arme atomique. M. Rabin a expliqué qu'Israël avait en vain fait pression auprès de certains « pays amis » pour qu'ils cessent d'appuyer le programme d'armement irakien dans le domaine des missiles. Le ministre n'a nommé aucun pays, mais le *Jerusalem Post* croyait pouvoir désigner — à la « une » — la France, la RFA et l'Autriche.

Il est difficile de ne pas se demander si la coïncidence de cette double mise en garde — celle du ministre et des experts de l'Institut — ne participe pas de cette même volonté de faire pression sur ces mêmes « pays amis ».

ALAIN FRACHON

(1) *The Middle East Military Balance, 1988-1989*, 390 pp., publié par le Jaffa Center for Strategic Studies.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Une femme modèle

Je suis indignée. Avouez que c'est phénoménal ! Ça va faire un quart de siècle qu'ils règnent sur le Roumanie, les Ceausescu. Nous, ici, nos politiciens connaissent très bien, ils les fréquentent même parfois, pas de problème. Ils n'ignorent rien de leur vie de famille, une famille très unie, très responsable. Et à ne leur serait jamais venu à l'idée de les débaucher. C'est ça la France, sa largeur d'esprit, sa tolérance, son respect d'autrui et son culte — pas à droite d'accord, à gauche — pour Marx, Lénine et leurs brillants héritiers, fussent-ils un peu dévoyés. Et puis, maintenant qu'ils sont dans la merde, on leur tombe dessus à bras raccourcis !

Il aura fallu qu'une populace ignare et ingrate tente de renverser le régime dans un grand élan déboussé de larmes et de sang pour que mon Mimi, pourtant si discret, si prudent, se permette de la juger et de le condamner. C'est pas drôle, avouez ! A quoi ressemble cet hâli sur ce pauvre Nicolas, brusquement réapparu Nérone, et se tondre, sa douce moitié, cette mère de huit enfants qui n'a pas hésité à crever le ventre de femmes enceintes venues mani-

fester leur désespoir, pour maintenir l'ordre en l'absence de son cher petit mari. Un voyage d'affaires. Un marché d'armes à Téhéran.

Elle doit l'avoir amère, Elena, une ancienne ouvrière, inscrite au parti à dix-huit ans, qui a rencontré l'homme de sa vie au cours d'une parade militaire. Quelle carrière ! Vous savez jusqu'où elle a accédé ? Jusqu'au bureau du comité exécutif du comité central du PC, constitué de sept membres, ses beaux-frères, ses gosses, ses belles-sœurs, chargés de conseiller en permanence « Danube de la pensée ».

C'est elle qui a eu l'idée géniale de cet énorme complexe pétrochimique construit sur le peur et la misère d'un cheptel humain en perpétuelle transhumance. Non, c'est une fille remarquable. Et remarquable. Elle a été nommée docteur honoris causa, je sais pas combien de fois. Y compris par l'académie d'Athènes. Là, elle se réveille, l'académie, ça doit être le bruit du canon, et elle lui retire, son titre. Pas moi. Moi, je lui décerne celui d'épouse modèle, bienfaitrice de la patrie. A partager avec mesdames Marcos et Mao.

A la veille de Noël
Regain de violence
dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Nouvelles journées de tourmente dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, à la veille des fêtes de Noël, qui doivent être notamment marquées par une spectaculaire visite de l'évêque noir Desmond Tutu, le chef de l'église anglicane sud-africaine. Mgr Tutu était attendu vendredi 22 décembre à Jérusalem pour un « pèlerinage privé » organisé à l'invitation de l'église anglicane locale — mais à la signification politique déjà marquée du fait des nombreuses déclarations de l'intérêt contre l'occupation israélienne.

La journée de jeudi a connu de nouveaux affrontements dans les territoires occupés, cela a été le cas depuis le début d'une semaine qui s'est déjà soldée par de nombreux blessés par balles — plus d'une quarantaine, dit-on de sources palestiniennes. A Beit-Zurik, près de Naplouse, l'armée s'est heurtée à la population du village alors qu'elle entendait procéder à des arrestations. Les soldats ont répliqué aux jets de pierres en tirant des balles en plastique : deux Palestiniens ont été tués (dix-sept ans et vingt et un ans) par les tirs, cependant qu'un officier était blessé par une pierre au visage.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 décembre

Calme

Le calme a régné vendredi matin rue Vivienne où, après s'être effrité (-0,07 %), le marché a lentement repris sa progression (+0,28 %) vers 11 heures.

Avance de SCOA, Beghin, Ficher, SGR, Saint-Louis, Labinal, Recol de Skis Rossignol, SER, Sextant, Saules, Sagem.

Plantes rares. Cadeaux précieux.

Signés

despailles

A Paris : 76, bd St-Germain (5^e), 5, rue d'Alésia (14^e).

En tous styles, toutes dimensions. Laques et patines anciennes : également transformées en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-58.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Religions : « L'Enfant-Jésus de Prague », par Henri Madelin ; « Le mur et les autres », par Jean-François Six ; « Un prêtre au Pentéon », par Pierre Pierrard 2

L'intervention américaine au Panama

Les forces américaines font face à une résistance inattendue 3

La relance du dialogue euro-arabe

La conférence de Paris a surtout une portée symbolique 6

Rejet de la motion de censure sur les conventions médicales

L'opposition a fait pour la première fois le plein de ses voix à l'Assemblée nationale 7

SECTION B

Les opéras en Italie

De Milan à Palerme, la situation des opéras en Italie 8

Shakespeare et Molière

Louis Pasqual monte *Comme il vous plaira* à la Comédie-Française, et Jacques Weber la *Misanthrope* dans son nouveau théâtre, à Nice. Deux mises en scène spectaculaires, et surtout de grands acteurs 10

Journal d'un amateur

« Etrangers », par Philippe Boucher 12

La marine devra rénover ses Crusader

Le gouvernement a demandé à la marine française de renoncer à l'achat du F-18 américain pour remplacer ses avions Crusader embarqués, qui seront remplacés par le groupe Dassault 13

Nouvelle polémique autour des juges antiterroristes

En application de la nouvelle loi sur l'instruction, les magistrats instructeurs de la quatorzième section, dite antiterroriste, devront, comme leurs collègues, assurer des permanences de week-end, ce qu'ils faisaient déjà, mais aussi suivre les affaires qui leur seront confiées durant ces gardes. Cette mesure administrative ravive la polémique

à propos de cette quatorzième section 14

SANS VISA

Accueil-test au Pakistan

Pour améliorer l'image de son pays, le Pakistan teste une carte postale : l'islam amical de Benazir Bhutto 15

Tennis

Agée de seize ans, la Yougoslave Monika Selès, qui passe pour la future rivale de Steffi Graf, excite la convoitise des agents : ils estiment la valeur de sa carrière à 100 millions de dollars 22

SECTION C

Trois décisions européennes

Le conseil des ministres européen donne à la Commission des pouvoirs de contrôle sur les concentrations d'entreprises, libéralise le marché de l'assurance-vie et favorise la libre installation des actifs 23

Nouvelle convention de l'UNEDIC

L'accord sur l'assurance-chômage va être signé 23

AFFAIRES

Les splendeurs de l'empire Tata

Un entretien avec le président d'un conglomérat indien au chiffre d'affaires énorme 27

La course de fond des « baskets » américaines

Nike, Reebok et L. A. Gear se disputent à outrance le marché des chaussures de sport 28

Services

Abonnements 2
Campus 14
Carnet 20
Jeux 18
Loto 20
Marchés financiers 32-33
Messes de Noël 14
Météorologie 22
Philatélie 20
Radio-télévision 21
Spectacles 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 décembre 1989 a été tiré à 535 860 exemplaires.

POLOGNE : la visite de M. Mauroy

« Nous avons besoin de cartes de navigation »
déclare M. Walesa

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« La Pologne doit se réformer et prouver que ce système ou, plutôt, ce pays est réformable. C'est l'intérêt de tout le monde pour échapper au danger de la déstabilisation en Europe ». M. Lech Walesa, une fois de plus, en recevant Pierre Mauroy et une délégation du PS jeudi 21 décembre à Gdansk, appelé les Occidentaux à aider la Pologne. Cependant, à la différence des responsables gouvernementaux que les socialistes avaient rencontrés la veille à Varsovie, le chef de Solidarité a moins évoqué le problème de la dette que celui de l'expertise.

M. Walesa a usé, pour se faire comprendre, d'une image. « De quel Christophe Colomb avait-il le plus besoin ? a-t-il demandé. D'or dans les soutes de ses vaisseaux ou bien de cartes de navigation ? Pour nous, les cartes, ce sont les solutions. Aidez-nous à les trouver ! » M. Mauroy a proposé qu'une mission socialiste vienne travailler en Pologne avec Solidarité et il a invité M. Walesa à participer, l'année prochaine, à l'université d'été du PS, ce que son hôte a accepté.

Jouant de sa double « casquette » de premier secrétaire du PS et de président de la Fédération mondiale des villes jumelées, M. Mauroy a fait avancer, au cours de son séjour en Pologne, le projet d'accueillir dans des ministères français des stagiaires polonais venant se former en vue des élections municipales de juin 1990. En revanche, la demande d'adhésion à l'Internationale socialiste, que le premier secrétaire du POUF, M. Rakowski, a présentée de nouveau à la délégation du PS avant son départ, a toutes chances de rester longtemps encore lettre morte.

PATRICK JARREAU